

THÈSE DE
PARIS.
1883.
N^o. 110.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE LA CONDITION CIVILE DES ALIÉNÉS
EN DROIT ROMAIN

DES EFFETS
DE L'INTERDICTION JUDICIAIRE
EN DROIT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Gaston-Gustave RICHAUD

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

PARIS
IMPRIMERIE DE LA SOCIÉTÉ DE TYPOGRAPHIE
NOIZETTE, DIRECTEUR
8, RUE CAMPAGNE-PREMIÈRE, 8

1883

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE LA CONDITION CIVILE DES ALIÉNÉS
EN DROIT ROMAIN

DES EFFETS
DE L'INTERDICTION JUDICIAIRE
EN DROIT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE

Le Jeudi 10 Mai 1883, à Midi

PAR

Gaston-Gustave RICHAUD

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. COLMET DE SANTERRE, professeur

Suffragants : { MM. GLASSON } professeurs.
 { JALABERT }
 { MICHEL LÉON } agrégés.
 { JOBBÉ-DUVAL }

PARIS

IMPRIMERIE DE LA SOCIÉTÉ DE TYPOGRAPHIE

NOIZETTE, DIRECTEUR

8, RUE CAMPAGNE-PREMIÈRE, 8

1883



INTRODUCTION

« Chez tous les peuples, sans doute,
« et dans tous les temps, la législa-
« tion a dû subvenir à ceux que
« l'état de leurs facultés intellec-
« tuelles rend incapables de se con-
« duire eux-mêmes et de gouverner
« leurs biens. » (DEMOLOMBE.)

I. — L'aliénation mentale a été l'objet d'études passionnées et d'ardentes discussions de la part des savants et des penseurs de tout ordre et de tous les temps. C'est que ce sujet est vraiment universel ; c'est qu'il intéresse au plus haut point la philosophie, la médecine, la jurisprudence, la morale, la théologie, l'histoire même ; c'est qu'il touche de trop près à la personnalité humaine pour qu'aucune science puisse y demeurer étrangère. Le moraliste, le théologien, le directeur des consciences, peuvent, moins que personne, méconnaître l'utilité d'un ordre de connaissances si décisives lorsqu'il s'agit d'apprécier le degré d'imputabilité propre à un agent donné. L'historien lui-même verra sous un tout autre jour une foule d'évé-

nements historiques qu'il serait disposé à nier, ou qu'il n'accepterait qu'avec une défiance sceptique, s'il n'était éclairé par les faits psychiques qui constituent les aberrations des facultés intellectuelles. Mais c'est au psychologue, au physiologiste et au médecin qu'appartient plus particulièrement cette étude ; au médecin surtout, puisqu'il a une responsabilité pratique que n'ont pas les deux autres. Enfin, dans une matière aussi importante, qui met en jeu à des points de vue si divers toutes les forces de l'intelligence et de la raison humaine, une large part revenait et devait revenir au jurisconsulte appelé à prononcer sur la capacité ou l'incapacité de l'auteur d'un acte civil, sur la culpabilité ou l'innocence d'un accusé, sur le degré de cette culpabilité.

II. — Dès que l'homme ne se laisse plus guider par les lumières de la raison et perd, avec son libre arbitre, la conscience de ses actes, il devient incapable de se gouverner lui-même, et le législateur doit venir à son secours pour le protéger contre sa propre impuissance, en même temps que pour mettre la société à l'abri de ses excès. Peu importe que cette dégradation résulte de la faiblesse ou de l'imperfection des organes, d'une prostration ou d'une surexcitation mentale, d'une lésion dans les facultés intellectuelles ou dans les facultés sensibles, à droit à la protection de la loi. C'est pourquoi nous ne nous occuperons de l'aliéné que sous le rapport de sa capacité juridique, et encore, à un point de vue fort restreint (surtout en droit français), laissant complètement de côté tout ce qui a trait aux causes, à la marche et au traitement de cette maladie, sans même nous demander

si les théories philosophiques diffèrent en cette matière des théories physiologiques et médicales. Cependant il nous a paru utile et même nécessaire, avant de commenter cette étude, de rechercher comment on peut caractériser l'aliénation mentale (1).

III. — Il est assez difficile de la définir, car cette horrible infirmité s'attaquant à l'âme semble lui ôter la conscience d'elle-même, et l'observation psychologique fait défaut quand elle serait absolument nécessaire pour connaître l'essence de cette maladie. De plus, elle se manifeste sous tant de formes et de caractères divers qu'il est pour ainsi dire impossible de les englober tous dans une même définition. Cela s'explique, du reste, très bien rationnellement; la folie, en effet, comme le fait remarquer M. Tissot, doit « varier en étendue et en degré, suivant que les aberrations des sentiments ou de la volonté sont ou non d'accord avec celles de l'esprit, sont ou non la suite de celles des sens. Les facultés intellectuelles sont nombreuses; elles peuvent être toutes atteintes, ou quelques-unes seulement. Il en est de même des sens. Ajoutons que le mal en lui-même

1 Nous n'avons pas à nous défendre d'avoir employé ces mots d'*aliénation mentale* et d'*aliénés*; nos codes, il est vrai, semblent ne pas les admettre dans le vocabulaire légal; mais la loi de 1838 consacre ces dénominations qui résument toutes les variétés si nombreuses de la folie, et ont l'avantage, sinon de voiler entièrement, au moins de rendre moins pénible la triste image que le sentiment public avait attachée aux mots imbécillité, démence, folie ou fureur, précédemment usités dans nos lois. Un rescrit des empereurs Marc-Aurèle et Commode leur fournit une antique origine qui ne saurait être contestée (L. 14, D., I, 18), et Festus lui-même définit la *mentis alienatio* dans son glossaire.

peut être plus ou moins profond, ici et là, dans l'exercice faussé de telle faculté et de telle autre. Enfin, l'aberration totale peut être plus ou moins désordonnée, suivant que toute harmonie a disparu dans l'altération des facultés, c'est-à-dire suivant que leur énergie a baissé ou s'est élevée démesurément, ou qu'au contraire il y a eu abaissement de l'une, élévation de l'autre, ou que la corrélation naturelle qui les relie a été plus ou moins troublée (1) ». Depuis la monomanie jusqu'à l'imbécillité ou jusqu'à la démence, l'échelle des différentes aberrations de la raison humaine est immense, et il semble que la nature ait voulu se montrer aussi variée et aussi inépuisable dans ses écarts que dans ses chefs-d'œuvre. Toutefois, après de longues hésitations, les spécialistes ont fini par rapporter les diverses espèces d'aliénation mentale à quatre types principaux (2) : « 1° la monomanie ou mélancolie, dans laquelle le délire est borné à un seul ou à un petit nombre d'objets ; 2° la manie, dans laquelle le délire s'étend sur toutes sortes d'objets et est accompagné d'excitations ; 3° la démence, dans laquelle les insensés déraisonnent, parce que les organes de la pensée ont perdu leur énergie et la force nécessaire pour remplir leurs fonctions ; 4° l'imbécillité ou l'idiotisme, dans lesquels les organes n'ont jamais été assez bien conformés pour que l'individu puisse raisonner. »

Quant à la définition elle-même, elle varie suivant les auteurs et le point de vue auquel ils se placent ; cepen-

1. Tissot, *la Folie*, p. 443.

2. *Dict. des sciences médicales*, v. *Folie*.

dant, comme nous le verrons, elles ont toutes un point commun sur lequel elles se rencontrent : la cessation de l'équilibre des facultés intellectuelles, la destruction de l'harmonie dans les ressorts dont est formé le *moi*. D'après Festus : *mentis alienatio est, cum mens ex potestate absit, vel aliena sit*. « Je considère comme aliéné, dit un spécialiste fort distingué, M. Lunier, tout individu qui est atteint d'une lésion quelconque, primitive ou consécutive, des facultés intellectuelles et morales dont il n'a pas conscience, ou qui commet des actes réputés déraisonnables dont il a conscience, mais que sa volonté est impuissante à maîtriser (1). » Si maintenant nous désirons connaître la définition philosophique de la folie, nous la trouvons ainsi caractérisée par M. Tissot (2) : « Un état mental tellement désordonné que les rapports spéculatifs et pratiques les plus naturels et les plus simples des choses et des personnes sont méconnus ou faussés, par suite, le plus souvent, toujours peut-être, d'un vice congénital ou accidentel du système nerveux, et particulièrement du cerveau. »

« Un sage, dit d'Aguesseau dans son plaidoyer pour l'abbé d'Oréans, et ici le jurisconsulte se place au point de vue spécial de la capacité civile et contractuelle, un sage, dans le sens des lois et des jurisconsultes, est celui qui peut mener une vie commune et ordinaire : un insensé est celui qui ne peut pas même atteindre jusqu'à la médiocrité des devoirs généraux : *mediocritatem officio-*

1. *Annales médico-psychologiques*; sept. 1869, p. 171.

2. *Loc. cit.*, p. 16.

rum tueri et vitæ cultum communem et usitatum. »

En un mot, le fou « est celui qui ne peut pas remplir la destination humaine », et Merlin développe ainsi sa pensée dans son répertoire (V. *Démence*) : « L'instinct éclaire l'homme sur ce qui est nécessaire à son bonheur ; la morale l'éclaire sur ce qui est nécessaire au bonheur des autres ; les lois l'éclairent sur l'ordre et sur la soumission civile : la réunion de toutes ces lumières différentes, forme ce qu'on appelle la *raison*, cette faculté précieuse dont l'Être suprême a pourvu les hommes pour connaître la vérité. La raison, prise dans un sens contraire à la folie, n'est donc autre chose que la connaissance du vrai ; non de ce vrai que l'auteur de la nature a réservé pour lui seul, qu'il a mis loin de la portée de l'esprit humain, mais de ce vrai sensible, de ce vrai qui est à la portée de tous les hommes... S'écarter de la raison sans le savoir, parce qu'on est privé d'idées, c'est être imbécile ; s'écarter de la raison le sachant, mais à regret parce qu'on est esclave d'une passion violente, c'est être faible ; mais s'en écarter avec confiance, voilà ce qu'on appelle être fou. »

IV. — Ce n'est pas à dire, toutefois, que tous ceux qui s'écartent de la raison sans s'en apercevoir soient des aliénés. On voit tous les jours tel individu, dont l'intelligence est parfaitement saine, commettre, sous l'impulsion de certaines passions violentes, des actions déraisonnables, sans cependant que sa conscience l'avertisse. L'acte devra bien être annulé comme le résultat d'une raison momentanément affectée, mais il ne peut établir la folie : il faut, chez l'agent, un état intellectuel qui en-

traîne un retour plus ou moins fréquent d'actes semblables.

On ne doit pas davantage classer parmi les fous tous ceux qui « s'écartent avec confiance » de la raison vulgaire dans certaines idées, ceux qui contestent ou repoussent des principes acceptés pour vrais, même par l'assentiment général des hommes. Où est, en effet, le thermomètre de la raison humaine dans les choses qui tiennent aux spéculations de l'esprit? Galilée n'a-t-il pas été condamné pour avoir soutenu que la terre tournait? L'expérience ne nous montre-t-elle pas tous les jours combien est grande l'incertitude des jugements humains?... Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au delà! L'opinion la plus bizarre est quelquefois plus près de la vérité qu'on ne le suppose, et c'est avec un sens profond, sous l'apparence d'une maxime sceptique et frivole, que Montaigne a dit : « De quoy se fait la plus subtile folie que de la plus subtile sagesse? il n'y a qu'un demi-tour de l'une à l'autre. » Hélas ! la raison pure et parfaite où est-elle? Le premier germe de la folie n'est-il pas presque toujours dans la raison elle-même?

DROIT ROMAIN

DE LA CONDITION CIVILE DES ALIÉNÉS

CHAPITRE I^{er}

CONCEPTION JURIDIQUE DE LA FOLIE CHEZ LES ROMAINS

I. — Dans la matière qui fait l'objet de cette étude, plus que dans toute autre, la législation romaine nous apparaît avec toutes les qualités qui en ont fait le modèle des législations postérieures, mais aussi avec tous les défauts qui lui sont particuliers. Les conséquences s'y trouvent rigoureusement déduites des principes, les espèces y sont accumulées et résolues avec le plus grand soin; mais une protection bien efficace n'est pas toujours assurée au fou et à la société; aussi pensons-nous que, sur ce point, la législation moderne, quoique moins logique, lui est préférable.

II. — C'est à la loi des XII Tables que commence la série des dispositions législatives prises à l'égard des in-

sensés ; mais, si haut que remonte cette loi, elle paraît n'avoir fait que sanctionner un usage existant déjà sous les rois. Si l'on en croit Ulpien (L. 1, pr. D., XXVII, 10), elle n'apporta aucune innovation et ne fit que consacrer l'œuvre du temps et des mœurs. Toutefois, il ne nous reste aucun document qui nous permette de l'établir ; et, tandis que l'histoire a retrouvé les conjectures des médecins de Chine, d'Égypte et de Chaldée sur les maladies mentales, rien ne nous éclaire sur les faits analogues des premiers temps de Rome. Quoi qu'il en soit, il est certain que la théorie du libre arbitre n'entra pour rien dans les motifs de la loi, et que le législateur de cette époque reculée fut uniquement guidé par l'idée de protéger la société contre le danger que lui faisait courir un de ses membres, et surtout de conserver intact dans la famille de l'aliéné le patrimoine qu'il devait lui transmettre. Ce n'est que plus tard, qu'à côté de considérations toutes d'utilité pratique, l'on songea à des considérations d'un ordre plus élevé, et que les jurisconsultes romains dégagèrent, à l'aide de la philosophie stoïcienne, le véritable motif de l'incapacité du fou, l'absence du libre arbitre. « *Furiosi nulla voluntas est* », dit Africain (L. 47, D., XXIX, 2). « *Nec furiosi ullum esse consensum manifestum est* », porte une constitution de Dioclétien et de Maximin (L. 2 C., IV, 38). Enfin, la plupart des jurisconsultes expriment la même idée à l'aide de métaphores : le fou est *loco absentis*, *dormientis*, *aut quiescentis*, et même *loco mortui* (1).

1. Paul, L. 124, § 1, D., L. 17. — Id., L. 1, § 3, D., XLI, 2. — Julien, L. 2, § 3, D., XXIX, 7. — Africain, L. 24, § 1, D., XLVI, 8.

III. — De son côté, la médecine n'avait pas tardé à découvrir et à signaler l'altération des facultés intellectuelles chez des personnes qui ne présentaient pas les caractères extérieurs de la fureur. Dès la fin du v^e siècle, av. J.-C., Hippocrate avait décrit le délire et la mélancolie. Après lui, Dioclès de Caryste, Praxagoras, Asclépiade, le médecin et l'ami de Cicéron, Celse, Arétée, Soranus d'Ephèse, sous Trajan et Adrien, Cœlius Aurélianus, Galien, l'ami de Marc-Aurèle, étudièrent avec soin les maladies mentales. Ils établirent plusieurs classes d'aliénés, et distinguèrent entre le *stultus*, *fatuus* ou *mente captus*, c'est-à-dire l'idiot, l'imbécile, celui dont l'intelligence est si faible qu'on n'en peut apercevoir les manifestations, l'*amens*, *demens* ou *insanus*, c'est-à-dire l'individu en démence, et enfin le *furiosus*, en proie à une folie violente et dangereuse, entrecoupée d'intervalles lucides.

IV. — Mais, au point de vue juridique, cette classification n'eut aucune utilité : tous les genres de folie, de quelque manière qu'ils se manifestassent extérieurement, présentaient, au regard du droit romain, ce caractère commun : la liberté de l'agent complètement détruite, le libre arbitre complètement anéanti. Tous les fous devaient donc voir régler de la même façon leur condition dans la vie civile et dans la vie publique. C'est que, d'après la doctrine stoïcienne universellement reçue dans la société romaine, la volonté libre est une puissance absolue qui n'admet point de degré, qu'on conserve intacte ou qu'on perd tout entière « qui, comme le dira plus tard Descartes, ne semble pas plus grande dans Dieu que

dans moi, qui consiste dans une seule chose et comme dans un indivisible, à laquelle on ne saurait rien ôter sans la détruire ». Aussi, dans les Institutes comme dans le Digeste, ne faut-il pas trop s'attacher au sens spécial du terme qui désigne l'aliéné. Les mots *furiosus*, *demens*, *insanus*, *fatuus*, *mente captus* doivent, au point de vue juridique, être regardés comme à peu près synonymes : la loi accorde la même protection à tous les insensés.

On a essayé, toutefois, de soutenir que les jurisconsultes romains, sans avoir fait une classification précise et méthodique des différents types de folie, établissaient cependant une certaine distinction entre eux. Tandis que la loi des XII Tables s'occupe du *furiosus*, elle laisse complètement de côté le *stultus*. Marc-Aurèle avait permis au fils du *mente captus* de se marier sans le consentement de son père, et la loi 25, *de Nuptiis* au Code nous montre qu'une partie des jurisconsultes romains refusaient d'étendre cette faveur au fils du *furiosus*. Nous croyons néanmoins que, sauf dans ces deux cas, et peut-être dans un troisième que nous étudierons plus loin, la jurisprudence n'a établi aucune distinction théorique entre les différents degrés de folie ; dans tous les textes où nous rencontrerons une des dénominations que nous venons de citer, nous devons la prendre, non dans son sens spécial, mais dans un sens général s'étendant à tous les aliénés.

V. — Ainsi, l'idée philosophique qui domine la matière est que l'aliéné n'a pas son libre arbitre. De là impossibilité matérielle pour lui de figurer dans un acte ju-

ridique exigeant une manifestation de volonté. « Furiosus » *« nullum negotium gerere potest quia non intelligit quid agat »*, répètent Gaius (III, § 106) et Justinien (III, 19, § 8). L'incapacité de l'aliéné est établie par la nature plutôt que par loi : « Furiosum sive stipulatur, sive promittat, » *« nihil agere, natura manifestum est »* (L. 1, § 12, D. XLIV, 7); il ne s'appartient plus, « *suus non est* » (L. 7, § 9, D., XLII, 4). Du reste, c'est ce que fait bien ressortir Paul dans la L. 12, § 2, *De Judiciis* (V, 1), où, distinguant l'incapacité naturelle d'être juge de l'incapacité légale, il range la folie parmi les causes de la première.

Les actes accomplis par l'aliéné durant sa folie sont donc de purs faits matériels dépourvus de tout résultat juridique; sa capacité d'agir est complètement suspendue. En un mot, son incapacité n'est pas légale et artificielle, c'est-à-dire plus ou moins grande suivant le bon plaisir du législateur; *elle est naturelle et par conséquent absolue*. Telle est la proposition, féconde en conséquences, qui résume à elle seule tout le système romain en cette matière.

VI. — Le fou est donc incapable parce que son consentement est nul, ou au moins gravement vicié, parce qu'il est impuissant, en fait, à vaquer à ses affaires, et non parce qu'il a un curateur. Les Romains s'attachaient exclusivement au point de savoir si le consentement avait été ou non réellement donné : rien ne nous révèle que la nomination d'un curateur ait eu pour conséquence une présomption quelconque d'incapacité pour les actes postérieurs. C'est, on le voit, une législation bien différente de celle à laquelle les difficultés pratiques d'un examen

toujours renouvelé des circonstances de fait ont fini par nous amener. L'interdiction était absolument étrangère au droit romain en ce qui concerne les fous, et cependant cette mesure ne lui était pas inconnue : elle était en usage à Athènes, et, à Rome même, elle était employée pour les prodigues, qui, malgré leur pleine capacité de fait, se voyaient enlever par le préteur l'administration de leurs biens. C'est qu'à Rome l'incapacité naturelle du fou avait paru une protection suffisante pour qu'on ne prît pas soin d'organiser à son égard une incapacité artificielle.

VII. — L'incapacité de l'aliéné, étant purement naturelle, devait cesser avec sa cause génératrice, c'est-à-dire avec les accès de la maladie. Aussi voyons-nous dans la L. 2 au Code (iv, 38) que le fou recouvre son entière capacité pendant les *intermissiones*, les *induciae furoris*. L'acte consenti par lui pendant un intervalle lucide est aussi valable que s'il émanait d'un homme parfaitement sain d'esprit, et cela sans qu'il y ait lieu de distinguer s'il a pour effet de rendre sa condition meilleure ou pire.

Quant aux actes dans lesquels il n'est pas appelé à jouer le rôle de sujet actif, sa capacité reste entière, ou plutôt, son consentement n'étant pas exigé, la naissance ou la conservation des rapports de droit a lieu sans son concours. Ainsi, les droits qu'a l'insensé, le mariage, la puissance paternelle subsistent ; l'enfant naît sous la puissance de son père, malgré la démence de l'un des époux ou de tous les deux. De même l'insensé se trouve grevé d'une obligation lorsqu'elle se forme indépen-

damment de sa volonté. En un mot, quand la cause génératrice de l'obligation est en dehors de lui, lorsqu'il joue un rôle purement passif, la création du rapport est possible : *furiosus obligatur ubi ex te actio venit*.

VIII. — Dans tous les cas, la question de capacité est toujours une question de fait que le juge résoudra d'après les circonstances. Il devra rechercher si l'aliéné jouissait de sa libre volonté, et non s'il avait un curateur, s'il était frappé d'interdiction au moment où il a accompli l'acte. S'il y a eu consentement, l'acte est pleinement valable ; dans le cas contraire, il est absolument nul. Tel est le principe dont les textes nous offrent de nombreuses applications, ainsi que nous le verrons dans le chapitre suivant. Aucune présomption n'est établie contre lui, on ne l'interdit point. Tant que le trouble de ses facultés mentales n'est pas constaté, la présomption de capacité existe en sa faveur ; elle ne tombera que devant la preuve contraire. De là des difficultés presque insurmontables, quand il s'agira de décider après coup, et surtout lorsque la personne est décédée, si à tel moment le malade jouissait de toute sa lucidité d'esprit. Pour ne point priver un homme, pendant quelques instants, de la faculté de contracter, la législation romaine en arrivait à rendre incertains tous les contrats. Or, le législateur devant veiller aux intérêts de tous, doit écarter avec soin tout ce qui peut faire naître des procès, et surtout ce qui peut porter la plus légère atteinte à la stabilité des conventions. C'est pourquoi notre code frappe le fou d'une incapacité légale, purement artificielle il est vrai, mais qui présente l'immense avantage de déterminer clairement l'étendue et la

durée de cette incapacité. Dès lors, cette mesure établit une sécurité parfaite dans les conventions, et tel est le but que tout législateur éclairé doit se proposer.

CHAPITRE II

DE LA CAPACITÉ CIVILE DES ALIÉNÉS

En droit romain, le fou, ainsi que nous venons de le voir, est frappé d'une incapacité purement naturelle. En conséquence, tout acte qui exige une volonté libre chez son auteur lui est impossible; mais, du moment qu'il recouvre cette volonté libre, ne fût-ce que pour un temps limité, il recouvre par là même son entière capacité. Tel est le principe qui domine toute la matière, le critérium qui doit nous servir à résoudre toutes les difficultés que peuvent faire naître les questions de capacité et dont il nous reste à rechercher l'application en examinant successivement les effets de la folie, d'abord sur les droits de famille, puis sur le patrimoine.

SECTION I. — DROITS DE FAMILLE

I. Des effets de la folie sur le mariage et le divorce. — « Nuptiæ consistere non possunt, nisi consentiant omnes : id est, qui coeunt, quorumque in potestate

« sunt. » (L. 2, D., XXIII, 2). « Sponsalia sicut nuptiæ
« contrahentium consensu fiunt. » (L. 11, D., XXIII, 1).
Le consentement est l'âme du mariage; c'est aussi celui
des fiançailles; il est donc impossible au fou de se fiancer
ou de se marier parce qu'il ne peut donner un consen-
tement valable; sur ce point tout le monde est d'accord.

Mais, lorsque la folie survient postérieurement à la
célébration du mariage ou des fiançailles, elle n'entraîne
pas leur dissolution. C'est ce qui résulte de ce passage de
Gaius quant aux fiançailles : « Furor quin sponsalibus
« impedimento sit, plus quam manifestum est : sed postea
« interveniens sponsalia non infirmat » (L. 8, D., XXIII, 1);
c'est aussi ce que nous dit Paul relativement au mariage :
« Furor contrahi matrimonium non sinit, quia consensu
« opus est : sed recte contractum non impedit » (L. 16,
§ 2, D., XXIII, 2). Néanmoins, si elle n'est pas par elle-
même une cause de dissolution du mariage, elle n'est pas
sans avoir une certaine influence sur lui et peut devenir
un juste motif de divorce.

Il va sans dire que, en pareil cas, le divorce *bona
gratia* n'est pas possible, puisque l'un des époux est in-
capable de donner un acquiescement valable à cette rup-
ture du lien conjugal.

De même, la personne en démence ne peut envoyer le
repudium : « nuncium mittere non potest quia sensum
« non habet », dit Ulpien. Toutefois, cette règle, absolue
lorsque l'époux était *sui juris* puisque le curateur ne
pouvait exercer ce droit exclusivement attaché à la per-
sonne, recevait une exception lorsque l'insensé était
alieni juris : le père pouvait signifier lui-même la répu-

diation. On sait, en effet, que le *paterfamilias* avait le droit d'imposer le divorce à ses enfants, et que, si depuis l'époque d'Antonin le Pieux et de Marc-Aurèle, ce pouvoir exorbitant fut restreint, il n'en subsistait pas moins dans le cas où un motif tout à fait majeur l'imposait, et orsque la folie mettait l'enfant dans l'impossibilité de manifester sa volonté : « *quamvis furiosa nuncium mittere non possit, patrem tamen ejus posse certum est* » (L. 22, § 9, D., XXIV, 3).

Sed quid du conjoint sain d'esprit? Sur ce point, nous devons distinguer suivant les diverses périodes de la législation.

A l'époque classique, on admet une distinction qui est rapportée par Ulpien dans la loi 22, § 7, au Dig. (xxiv, 3) : la folie devient une juste cause de divorce quand elle atteint un degré tel qu'il ne reste aucun espoir de guérison ou qu'il y a péril pour les personnes environnantes ; le conjoint peut alors envoyer le *libellus repudii* « *vel propter sævitiam furoris, vel quia liberos non habet, procreandæ sobolis cupidine.* » Si, au contraire, la maladie présente des intervalles lucides, ou si, même étant continue, elle est supportable, « *tunc nullo modo oportet dirimi matrimonium* » ; l'époux sain d'esprit ne pourra divorcer qu'à ses risques et périls, et encourra la responsabilité d'un mariage injustement rompu ; « *quid enim tam humanum est, quam ut fortuitis casibus mulieris maritum, vel uxorem viri participem esse?* » Mais le divorce pénétrant de plus en plus dans les mœurs, nous voyons à l'époque d'Adrien une jurisprudence plus large ; dans un texte de Gaius (L. 61, D., XXIV, 1), la mauvaise santé

« valetudinem » figure parmi les justes causes de divorce, et nous pensons que cette expression comprend les maladies des facultés mentales.

Sous le Bas-Empire, une constitution des empereurs Théodose II et Valentinien III (L. 8, C., V, 17) qui énumère limitativement les justes causes de répudiation ne mentionne pas la folie ; elle ne figure pas davantage dans les Novelles XXII et CXVII, ce qui nous fait supposer que l'opinion d'Ulpien était dès lors abandonnée.

Cette législation ne fut modifiée que beaucoup plus tard par les constitutions CXI et CXII de l'empereur Léon le Philosophe. Lorsque c'est la femme qui devient folle, l'empereur décide qu'au bout de trois années, « matrimonium dirimitur, alteramque uxorem ducere « marito licet. » Si, au contraire, c'est le mari qui est frappé d'aliénation mentale, la femme devra attendre pendant cinq ans et alors, « si furor eum adhuc occupet, « matrimonium solvi potest. » Le législateur a été guidé par cette pensée que, la guérison du malade étant peu probable après ces délais, les époux ne devaient plus ressentir une grande affection l'un pour l'autre, et que les enfants pouvant naître d'une telle union seraient un danger et un malheur pour la société. « Quali porro amoris « vinculo colligentur, quum morbus universum hominem « efferat, et ut quidvis potius quam homo videatur, efficit? « Ac profecto si forte ex tam infortunato connubio fœtus in « lucem prodeat, quum natura fructus rebus ut plurimum « assimilare soleat : quomodo non hic ipse fœtus humano « generi commune detrimentum adferet? » (Const. CXII.)

II. Des effets de la folie sur la puissance pater-

nelle. — Ces effets différant suivant que la maladie atteint le père ou le fils de famille, nous allons étudier successivement ces deux cas.

A. — Le père de famille frappé d'aliénation mentale peut-il encore acquérir la puissance paternelle ? Sur ce point, il faut distinguer entre la paternité naturelle et celle qu'on peut acquérir par des moyens de droit civil : l'adoption, l'adrogation, la légitimation.

Ces trois derniers modes, exigeant une manifestation de volonté, sont inaccessibles à l'aliéné. Quant à la paternité naturelle, en principe, elle demeure soumise aux mêmes règles et produit les mêmes effets, que le père de famille soit ou non atteint de folie, « nam furiosus, licet « uxorem ducere non possit, retinere tamen matrimonium « potest. » L'enfant conçu « ex justis nuptiis », avant ou pendant la maladie, qu'un seul de ses parents ou que tous les deux en soient atteints, n'en tombe pas moins sous la puissance paternelle, et cela se conçoit rationnellement très bien sans qu'il soit nécessaire, comme le fait Ulpien, d'imaginer un restant de volonté chez les parents, « quasi voluntatis reliquiis in furiosis manentibus » (L. 8, D., I, 6).

Puisque la folie n'empêchait pas, au moins dans une certaine mesure, l'acquisition de la puissance paternelle, on comprend facilement qu'elle laissât subsister celle qui existait déjà lors de son apparition, et ce principe doit s'appliquer avec toutes ses conséquences. Ainsi, les acquisitions faites par le fils profitent au père. De même, quoique le père de famille aliéné ne puisse constituer un pécule à son fils, la survenance de la folie chez le père

n'entraîne pas révocation du pécule antérieurement donné, et, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, le père continue à être tenu *de peculio* des obligations de son fils. Mais si l'autorité paternelle ne peut s'exercer que par un acte de volonté, on se trouve en face d'une impossibilité absolue. De là de graves difficultés qui n'ont été résolues que peu à peu, grâce aux progrès de la jurisprudence.

Le consentement du père de famille est nécessaire au fils ou à la fille qui désire se marier ; si donc on s'en était tenu à la rigueur des principes, ils eussent été condamnés au célibat par la folie de leur père. C'est pourquoi l'on permit de très bonne heure à la fille du *furiosus* de se marier sans l'autorisation paternelle. Mais pour le fils on hésita longtemps, « *super filio dubitabatur* », disent les textes, et cela se comprend, la naissance probable d'enfants issus de ce mariage violant la règle « *Nemini invito heres agnascitur* », danger qui n'était pas à craindre par le mariage de la fille. Cependant on sentit bientôt la nécessité de se relâcher de cette rigueur extrême, surtout lorsque les lois Julia *De maritandis ordinibus* et Papia Poppæa eurent frappé les célibataires de certaines déchéances. Un premier tempérament nous est rapporté par Ulpien dans la L. 9 pr., *De ritu nupt.* : « *Si nepos uxorem « velit ducere, avo furente, omnimodo patris auctoritas « erit necessaria: sed si pater furit, avus sapiat, sufficit « avi voluntas.* » Marc-Aurèle alla plus loin, il décida que le fils du *mente captus* pourrait se marier sans aucun consentement : « *Ulpianus quidem retulit constitutionem « imperatoris Marci, quæ de furioso non loquitur, sed ge-*

« neraliter de filiis mente captis, sive masculi sive foeminae
« sint, qui nuptias contrahunt : ut hoc facere possint etiam
« nonadito principe. » (L. 25, C., V, 4). Ce dernier membre
de phrase semble indiquer que l'autorisation de l'empereur pouvait, dans ce cas, suppléer celle du père. De plus, on voit que la constitution impériale visait exclusivement le fils du *mente captus*. On discuta longtemps sur le point de savoir si on devait l'étendre à celui du *furiosus*. Il semblait assez naturel, en effet, de laisser une entière liberté à l'enfant de celui dont la raison était à jamais perdue, tandis que le fils du *furiosus* pouvait toujours épier un intervalle lucide pour obtenir l'autorisation paternelle. Cependant cette jurisprudence semblait trop dure à une partie des jurisconsultes qui, se fondant sur la confusion que font généralement les textes entre le *furiosus* et le *mente captus*, pensaient qu'il n'y avait pas lieu de distinguer.

La question fut pendante jusqu'à Justinien qui étendit expressément au fils du *furiosus* les termes de la constitution de Marc-Aurèle (L. 25, C., V, 4). Désormais les enfants du fou purent non seulement se marier librement, mais encore faire à leur guise leurs pactes dotaux. La dot était remise par le curateur au nom du père, et, de la sorte, demeurait profectice. Son montant était déterminé par le préfet de la ville à Constantinople, par le président ou l'évêque dans les provinces, en présence et sur l'avis du curateur et des principaux parents.

B. — Lorsque la folie frappe le fils de famille, loin d'anéantir ou de diminuer la puissance du *paterfamilias*, elle est pour lui la source d'un droit nouveau, celui d'ad-

ministerrer les biens personnels de l'aliéné. Cependant, elle peut entraîner à son égard certaines conséquences fâcheuses, car le fou étant désormais incapable de contracter ne pourra plus faire acquérir à son père que les biens lui arrivant indépendamment de toute manifestation de volonté.

Le fils de famille aliéné devient, comme tout autre, *sui juris* par la mort, la *maxima* ou la *media capitis deminutio* de celui à la puissance duquel il est soumis ; mais les romanistes ne sont pas d'accord sur le point de savoir s'il peut être émancipé, légitimé ou donné en adoption par son père. Les textes exigent, pour ces divers changements d'état, la présence, le consentement ou au moins la non-contradiction de l'enfant. Ainsi, pour l'adoption, Celse pose la règle : « *Utriusque arbitrium spectandum est vel consentiendo, vel non contradicendo* » (L. 5, D., I, 17). Pour l'émancipation, Paul s'exprime en ces termes : « *Filius familias emancipari invitus non cogitur* » (*Sent.* II, 25, § 5). Enfin pour la légitimation le principe est que : « *Inviti filii naturales non rediguntur in patriam potestatem* » (L. 11, D., I, 7). Or, peut-on prendre pour une approbation le silence d'un être qui n'a pas conscience de ses actes ? Est-on autorisé à dire qu'il ne contredit pas, alors qu'il est hors d'état de le faire ? Enfin peut-on regarder comme présent celui que les Romains considèrent comme absent, « *loco absentis* » ? Cependant, malgré ces objections fort graves, nous pensons avec M. Accarias que, pour tous ces actes, il suffisait que l'enfant gardât le silence : *invitus* signifie *qui ne contredit pas*, peu importe que ce soit librement

ou par suite d'une impossibilité naturelle. Sur ce point, il y a tout lieu d'assimiler le fou à l'*infans* qui, lui non plus, n'est pas capable de consentir au sens juridique du mot, et cependant peut, sans aucun doute, être adopté : « etiam infantem in adoptionem dare possumus », dit Modestin (L. 42, D., I, 7). Tout ce qui résulte des textes précédents, c'est que la loi accorde aux personnes en question une sorte de droit de *veto* qu'elles peuvent exercer si elles sont capables ; mais cette capacité n'est pas un des éléments nécessaires pour la validité du contrat.

Quant à l'adrogation du fou *sui juris*, elle était absolument impossible, car on a toujours exigé pour cet acte le consentement formel de l'adrogé. (M. Accarias, t. I, n° 106).

III. Des effets de la folie sur la puissance dominicale. — Dans ce cas, comme dans le précédent, nous devons distinguer selon que c'est le maître ou l'esclave qui est aliéné.

A. — Le *dominus*, quoique fou, conserve néanmoins toute son autorité sur l'esclave ; il peut même le faire mettre aux fers ; mais, contrairement au droit commun des esclaves punis de la sorte, ce dernier ne devenait pas déditice après son affranchissement, la folie de son maître permettant de supposer que cette punition avait peut-être été injuste.

L'aliéné ne pouvait perdre son droit de propriété sur un esclave ni en l'affranchissant, ni en le transférant volontairement à autrui. Il n'avait pas, comme le sourd-muet, la ressource de donner ordre à son fils de

procéder à cet affranchissement ; de plus, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, l'affranchissement n'était pas permis au curateur. Il ne pouvait pas d'ailleurs constituer un pécule ; mais, si cette constitution était antérieure à la folie, l'esclave le conservait et continuait d'acquérir pour son maître *ex causa peculiari*.

Quant à l'adition d'une hérédité à laquelle l'esclave était appelé, il y a controverse. Les dettes d'une hérédité, comme le fait fort bien remarquer M. Accarias, forment une charge inséparable de son actif, et nul ne peut être obligé, malgré soi, par le fait de personnes placées sous sa puissance. De la combinaison de ces deux idées, il ressort avec évidence que l'adition d'hérédité pour profiter au maître, comme pour le lier, doit être faite sur son ordre exprès. Il faut de plus qu'au moment où cet ordre s'exécute, le maître soit encore capable de le donner, sans cela l'adition est nulle (L. 47, D., XXIX, 2). Il était donc bien difficile de permettre à l'esclave dont le maître est en démence de faire adition d'hérédité ; aussi ce droit lui est-il positivement refusé par Africain (L. 47, *De acquir. vel omitt. hered.*) ; mais, au même titre, la loi 63 le lui accorde sans conteste. Comment concilier ces deux textes ? Selon nous, l'antinomie n'est qu'apparente : Javolénus se place dans le cas où l'ordre nécessaire a été donné par le curateur de l'aliéné, et tout nous porte à croire, avec M. Accarias (t. I, n° 295), qu'il pouvait le faire, puisque nous trouvons, toujours dans le même titre (L. 50), un texte de Modestin qui accorde ce droit au tuteur.

B. — Passons maintenant aux effets de la folie chez le

servus. L'esclave aliéné perdait à peu près toute valeur pour son propriétaire. Non seulement, en fait, il ne pouvait plus lui rendre que certains services matériels fort restreints, mais, en droit, il ne pouvait plus être pour lui un instrument d'acquisition. Toutefois, rien ne s'opposait à la vente d'un esclave en état de démence; seulement, comme il était assimilé à une véritable bête de somme, il y avait lieu d'appliquer la théorie des vices rédhibitoires : le vendeur devait, au moment de la conclusion du contrat, déclarer ses maladies ou ses défauts non apparents. Du reste, l'hypothèse spéciale qui nous occupe est examinée dans la L. 1, § 9 et 10 au Dig., *De ædilitio edicto*, où Ulpien nous rapporte l'opinion de Vivianus sur ce point. La folie est plutôt un mal de l'esprit qu'un mal physique, et, dans un contrat de vente, le vendeur n'est responsable que des défauts matériels, « quoniam « ædiles de corporalibus vitiis loquuntur ». Voilà pourquoi l'acheteur n'a que l'action *ex empto* contre son vendeur qui, connaissant l'infirmité de l'esclave, ne l'a pas révélée lors du contrat. Cependant, si la folie est le résultat d'une maladie physique, elle deviendra un vice rédhibitoire (L. 4, § 1, *Ibid.*). De même, il y aura lieu à rédhibition pour simple vice de l'esprit si le vendeur en a expressément affirmé l'inexistence (L. 4, § 4, *Ibid.*).

Il nous reste enfin à dire un mot du traitement auquel était soumis l'esclave atteint d'aliénation mentale. On l'assimilait très probablement à l'infirme ou au malade; c'est-à-dire que, d'après un édit de Claude, son maître devait le soigner, le confier à un autre ou l'envoyer dans un hôpital (*in xenonem*), ou enfin continuer à lui payer

son salaire habituel. S'il était abandonné *ob gravem infirmitatem*, il acquérait la liberté latine, et, depuis Justinien, ne retombait pas même en servitude le jour de sa mort, ce prince ayant aboli toutes les distinctions qui subsistaient entre les différentes classes d'affranchis.

Remarquons encore en terminant que la folie de l'esclave ne créait pas un empêchement à son affranchissement, et qu'aucune des formes de la *manumissio* n'était incompatible avec elle (L. 26, D., XL, 1).

IV. **De la folie du tuteur ou du curateur.** — Nous trouvons dans le Digeste plusieurs textes qui prévoient le cas où un fou serait nommé tuteur ou curateur ; mais leurs solutions ne sont pas toujours bien concordantes ni faciles à concilier.

Si la personne chargée de gérer la tutelle se trouve en état de folie, qu'elle ait été désignée par testament, par la loi ou par le magistrat, il est évident qu'étant incapable de gérer ses propres affaires, elle ne peut s'occuper de celles d'autrui ; on doit donc pourvoir à son remplacement : « Complura senatusconsulta facta sunt, dit « Paul, ut in locum furiosi, et muti, et surdi tutoris alii « tutores dentur. » (L. 17, D., XXVI, 1). Mais cette circonstance produit-elle une cause d'incapacité irrévocable en ce sens que les fous tuteurs ou curateurs testamentaires, légitimes ou honoraires doivent être remplacés par le magistrat d'une façon absolue et définitive ? L'affirmative semble résulter de ce passage de Gaius (I, § 182) : « Senatus censuit, ut, si tutor pupilli pupillæve..... ex « justa causa fuerit excusatus, in locum ejus alius tutor « detur, quo dato prior tutor amittit tutelam. » — Cepen-

dant un père de famille peut toujours appeler à la tutelle de son fils impubère un fou sous cette condition : « cum furere desierit » ; c'était là une institution régulière qui devait produire son effet. Mais si cette condition n'était pas insérée dans le testament, d'après l'application stricte des sénatus-consultes, les magistrats devaient procéder à la nomination d'un autre tuteur. Telle était du reste la doctrine de Proculus.

Cependant, si l'on considère le respect que les Romains ont toujours porté aux dispositions testamentaires et le soin qu'ils mettaient à exécuter scrupuleusement la volonté des morts, on conçoit facilement que bon nombre de jurisconsultes aient été portés à conserver au tuteur testamentaire, malgré sa folie, sinon ses fonctions, au moins son titre et sa qualité. Aussi Pomponius, Ulpien et Paul sont-ils d'avis de considérer, dans ce cas, la condition « cum furere desierit » comme sous-entendue, et de faire gérer la tutelle ou la curatelle par des administrateurs provisoires, jusqu'à la guérison de celui qui a été nommé par testament, ou jusqu'à la majorité du pupille. « Furiosus, si tutor datus fuerit, dit Paul, potest intelligi « ita dari, cum suæ mentis esse cœperit. » (L. 11, D., XXVI, 1). Telle est, du reste, l'opinion qui a été consacrée par un rescrit d'Alexandre Sévère, rapporté par Ulpien, et qu'un texte de Modestin nous fait connaître (L. 10, § 8, et L. 12, pr., D., XXVII, 1). La folie ne constitue plus une cause d'excuse perpétuelle, mais seulement une cause d'incapacité temporaire pour le tuteur : « Senatus autem hic rursus recipiet tutelam ». Furor « autem non in totum excusat, sed efficit ut curator inte-

« rim detur ». C'est du reste la doctrine qui avait rallié la majorité des jurisconsultes et que Justinien a reproduite aux Institutes : « Furiosus tutor testamento « datus, tutor erit cum compos mentis factus fuerit » (I, 14, § 2).

Il est vrai que nous nous heurtons contre une constitution de Philippe l'Arabe de 247, rendue par conséquent une vingtaine d'années après le rescrit d'Alexandre Sévère (1) et rapportée au livre V, titre LXVII du code de Justinien : « Luminibus captus, aut surdus, aut mutus, « aut furiosus, aut perpetua valetudine tentus, tutelæ « seu curæ excusationem habet ».

Cette assimilation du fou à l'aveugle, au sourd et au muet indique clairement l'intention d'abroger l'innovation introduite par le rescrit d'Alexandre Sévère, et d'en revenir à l'ancienne décision de Proculus. Mais cela n'indique pas le motif pour lequel les rédacteurs du Digeste ont laissé subsister le texte de Modestin contenant une disposition expressément abrogée par une constitution postérieure. On pourrait peut-être tenter de les concilier en disant que le rescrit de l'empereur Alexandre a trait aux maladies mentales temporaires, tandis que la constitution de Philippe s'occupe uniquement de la folie jugée incurable, « perpetua valetudine ». Mais, alors, il resterait à expliquer pourquoi les Institutes ne contiennent aucune trace de cette distinction. C'est pourquoi bon nombre d'auteurs imputent l'existence au code de la

1. Ce rescrit se place nécessairement entre 222, date de l'avènement de cet empereur, et 230, année de la mort d'Ulpien.

constitution de Philippe l'Arabe à une négligence dont on trouve d'ailleurs bien d'autres exemples dans les compilations de cette époque.

SECTION II. — PATRIMOINE

1. **Des effets de la folie sur l'acquisition des droits réels.** — A Rome, le *furiosus* conservait l'ensemble de ce que nous appellerions aujourd'hui ses droits réels et personnels. Lorsque Cicéron dit de lui : « Eum do-
« minum esse rerum suarum vetant XII Tabulæ », il fait allusion au droit d'administration qui appartenait aux agnats sur les biens de l'insensé, et n'entend nullement contester le maintien chez le fou du droit de propriété. En effet, comme le dit Ulpien (L. 20, D., I, 5), « qui furere cœpit,
« et statum, et dignitatem, in qua fuit, et magistratum, et
« potestatem videtur retinere, *sicut rei suæ dominium*
« *retinet* ». Ce n'était du reste que l'application du principe général, à savoir que, sauf pour les actes exigeant une expression de volonté, la folie ne diminue en rien la capacité de l'individu.

La possession, au contraire, exigeait deux éléments différents : le *corpus* et l'*animus*, la détention matérielle de la chose et l'intention de posséder. Or, si le fou pouvait détenir matériellement, il ne pouvait avoir la libre volonté de posséder, l'*animus possidendi*. Ainsi, en ce qui concerne l'acquisition de la possession, Paul nous dit que le fou était incapable d'y parvenir : « Furio-
« sus et pupillus sine tutoris auctoritate non potest inci-

« pere possidere : quia affectionem tenendi non habent,
« licet maxime corpore suo rem contingant : sicuti si
« quis dormienti aliquid in manu ponat. » (L. 1, § 3, D.,
XLI, 2.)

Il faut remarquer néanmoins que le fou pouvait emprunter l'*animus* de son curateur, et qu'il pouvait acquérir la possession *ex causa peculiari*, par l'intermédiaire de son fils ou de son esclave, à condition que ces derniers eussent l'*animus possidendi*.

Mais si le fou ne pouvait plus acquérir la possession que d'une façon fort restreinte, la conservait-il, lorsqu'il avait commencé de posséder avant d'être frappé d'aliénation mentale? La question est fort délicate, et devait embarrasser les jurisconsultes.

Sur ce point, on peut concevoir *a priori* deux systèmes également rationnels : ou bien l'*animus possidendi* n'est nécessaire qu'au début de la possession et il faut la survenance de l'*animus non possidendi* pour faire disparaître cette possession, ou bien c'est la persistance de l'*animus possidendi* qui seule la conserve, et alors elle cesse avec cette volonté sans qu'il y ait à rechercher si elle a été remplacée ou non par l'*animus non possidendi*. — Quel que soit le système que l'on adopte, pratiquement le résultat est le même lorsqu'il s'agit de personnes saines d'esprit, car chez elles l'*animus possidendi* et l'*animus non possidendi* sont en quelque sorte solidaires : tant que l'on a l'intention de posséder, on n'a pas celle de ne plus posséder et réciproquement. Mais, dans la matière qui fait l'objet de cette étude, les conséquences sont en opposition complète, attendu que si le fou

n'a plus l'*animus possidendi*, il n'a pas davantage l'*animus non possidendi*. D'après le second système, la possession cesse avec la folie, tandis qu'avec le premier nous arrivons logiquement à cette conclusion que non seulement la folie n'empêche point la possession de continuer, mais qu'elle met obstacle à ce qu'elle soit jamais perdue *animo tantum*.

Chacun de ces systèmes paraît avoir eu ses partisans, toutefois, en pratique, on aboutissait au même résultat : tous les jurisconsultes s'accordaient à reconnaître que la possession continuait et que le fou conservait son patrimoine dans son intégrité. Seulement les uns, avec Proculus, partaient de leur principe pour en tirer la conclusion logique : « Si is qui animo possessionem saltus
« retineret, furere cœpisset, non potest, dum fureret, ejus
« saltus possessionem amittere : quia furiosus non potest
« desinere animo possidere » (L. 27, D., XLI, 2) ; les autres au contraire, avec Papinien, présentaient leur solution comme une exception fondée sur des motifs d'utilité pratique : « Eum, qui posteaquam usucapere cœpit, in furo-
« rem incidit, utilitate suadente relictum est, ne languor
« animi damnum etiam in bonis adferat, ex omni causa
« implere usucapionem » (L. 23, § 6, D., XLI, 3).

Passons maintenant à l'acquisition de la propriété. Nous devons dire tout d'abord que la plupart des modes par lesquels on peut l'acquérir sont inaccessibles à l'insensé, soit, comme l'occupation, la tradition et l'usucapion, parce qu'ils reposent sur l'acquisition de la possession, soit, comme la *cessio in jure* et la mancipation, parce qu'ils exigent une manifestation de volonté, soit enfin,

comme l'adjudication, parce que le fou ne peut figurer dans une action en justice. Il ne reste donc que la loi et l'accession, si tant est que ce soit un mode d'acquérir la propriété. Mais quelle que soit l'opinion que l'on ait sur ce point, tout ce qui accroît ainsi le patrimoine du fou lui appartient sans qu'il ait à manifester la volonté d'en devenir propriétaire. Il en est de même pour l'acquisition *lege* qui comprend le legs *per vindicationem*, et, après la confusion des formules, tous les legs; le *caducum* et l'*exceptorium*, consacrés l'un et l'autre par la loi Papia Poppæa; la portion du trésor qu'un rescrit d'Adrien attribuait au maître du fonds où il avait été découvert, enfin, sous Justinien, les fidéicommiss qui sont assimilés aux legs, et la donation à cause de mort conclue et acceptée avant que le donataire ait perdu la raison.

Rappelons toutefois que le fou peut usucaper par son fils ou par son esclave acquérant la possession *ex causa peculiari*. De même la possession commencée, continuant malgré la survenance de la folie, peut conduire à l'usucapion, si, dès avant la démence, elle réunissait les conditions nécessaires. Mais, comme on ne peut actionner un fou, le droit civil pur aboutissait à ce résultat inique que le véritable propriétaire n'avait aucun moyen d'empêcher la perte de son bien. Aussi le prêteur vint-il à son secours en lui accordant l'*in integrum restitutio* contre le fou, comme il l'accordait contre l'absent (L. 22, § 2, D., IV, 6). Cette *restitutio* devint inutile dans le droit de Justinien, où le propriétaire pouvait obtenir une *plenissimam interruptionem* en présentant une requête soit au président de la province, soit à l'évêque, soit au *defensor civitatis*.

II. Influence de la folie sur la perte des droits réels.

— Il résulte de ce que nous venons de dire que le fou ne peut perdre la possession *animo tantum*, mais rien ne s'oppose à ce qu'il la perde par l'abandon de la détention matérielle, du moins pour la possession des meubles quand celle des immeubles ne se perdit plus *corpore tantum*.

Comment peut-il perdre la propriété? Par l'*accession* lorsqu'elle s'accomplit à son détriment sans qu'il ait à intervenir, ou par l'*usucapion*, si le possesseur se trouve dans les conditions nécessaires de bonne foi et de juste titre. Nous trouvons en effet dans la loi 7, § 2, au Dig. (VI, 2) un texte de Marcellus rapporté par Ulpien qui dit : « Eum, qui a furioso, ignorans eum furere, emit, « posse usucapere. » On a pensé sans doute que la folie pouvant durer indéfiniment, la suspension de l'usucapion au profit des aliénés ferait planer sur la propriété une trop longue incertitude.

Le texte que nous venons de citer ajoute : « ergo et « Publicianam habebit ». Au contraire, la loi 2, § 16, *Pro emptore*, porte : « Si a furioso, quem putem sanæ « mentis, emero : constitit usucapere utilitatis causa me « posse, quamvis nulla esset emptio ; et ideo neque de « evictione actio nascitur mihi, nec Publiciana competit, « nec accessio possessionis. » Comment expliquer cette décision? Paul a voulu sans doute dire que la publicienne efficace contre toute personne, sera impuissante ici contre le vendeur ; en effet, lorsque l'acheteur voudra l'intenter contre son vendeur, celui-ci lui opposant l'exception *justi dominii*, il ne pourra riposter par la ré-

plique *rei venditæ et traditæ*, car la vente n'est pas valable, « *nulla est emptio* ».

L'usucapion accomplie, le fou peut-il obtenir la *restitutio in integrum* ? Sur ce point, les interprètes ne sont pas d'accord. Pour la lui refuser, on invoque l'édit du préteur qui ne mentionne pas le fou parmi les personnes auxquelles il accorde ce bénéfice. Mais on oppose à cela la loi 22, § 2, au Dig. (IV, 6) qui proteste contre cette opinion. De plus, le but de la *Restitutio* étant de supprimer, pour les personnes qui ne peuvent figurer en justice, aussi bien l'enrichissement que l'appauvrissement auxquels pourrait donner lieu l'usucapion, « *sicut damno eos adfici non vult, ita lucrum facere non patitur* », on ne peut admettre, dit-on, que la *restitutio* accordée aux tiers contre l'aliéné ne soit pas donnée à ce dernier contre les tiers. « *Hoc edicto, dit Cujas, subveniri non tantum absentibus et adversus absentes, sed etiam furiosis, infantibus, civitatibus, et adversus furiosos indefensos. Furiosi per omnia et in omnibus absentium loco habentur, et furiosi infantes proximi sunt.* »

III. — Tout ce que nous venons de dire sur l'acquisition, la conservation et la perte de la propriété s'applique d'une façon générale aux autres droits réels qui en sont les démembrements. Ainsi, sous Justinien, le fou acquerrait, par le seul effet de la loi, une hypothèque sur tous les biens de son curateur. De même, il pouvait perdre son droit d'usufruit par la mort, la *capitis deminutio*, la consolidation, la destruction de la chose, jamais par une cession. Les servitudes s'éteignaient à son égard par la confusion, par la perte de la chose ; mais il n'aurait pu en faire remise au propriétaire du fonds servant.

IV. Des effets de la folie sur l'acquisition des droits de créance. — En droit romain comme en droit français, on peut s'obliger de quatre manières distinctes : *contractu, quasi ex contractu, delicto, quasi ex delicto*. Une revue rapide suffira pour distinguer lesquelles, parmi ces quatre sources d'obligations, sont compatibles avec la folie.

1° *Contrats*. — Les conventions provenant d'un accord entre les parties exigent que chacune d'elles comprenne la portée de ses actes. L'absence de volonté libre chez une seule rend le contrat absolument inexistant, qu'il soit soumis à l'accomplissement de certaines formalités ou qu'il soit parfait par le seul consentement ; qu'il soit *re, verbis, litteris* ou *consensu*.

Toutefois ce contrat, sans effet par lui-même, peut être suivi de faits qui donneront forcément naissance à des obligations. Ainsi, l'aliéné qui prête une somme d'argent à un tiers, même de bonne foi, n'en conserve pas moins la propriété de la somme et peut la revendiquer. Mais, dès que l'accipiens a consommé les deniers ainsi touchés, un droit de créance succède au droit de propriété du fou. Au lieu de la revendication qu'il ne peut plus exercer, il a une *condictio* dont le principe repose sur l'enrichissement qu'a dû retirer l'accipiens ; telle est du moins l'opinion de Julien reproduite par Pomponius (L. 12. D., XII, 1). Remarquons toutefois que si l'emprunteur connaissait l'état mental du *tradens* quand il a consommé les deniers, il sera en outre exposé soit à l'action *ad exhibendum*, soit à la revendication, car il s'est mis par son propre dol dans l'impossibilité de les représenter ou de les rendre.

Réciproquement, si c'est le fou qui a joué le rôle d'emprunteur, il sera tenu dans la mesure de son enrichissement, tant qu'il possédera les écus, en vertu de la révendication, et, dès qu'il les aura consommés, par une *condictio sine causa*. « Partout où une tradition faite dans le double but de transférer la propriété et d'engendrer une *condictio* manque son effet translatif, dit M. Accarias, la *condictio*, qui n'a pu naître tout d'abord, résulte après coup de la consommation des choses livrées, parce que dès lors *l'accipiens* se trouve par le fait du *tradens* dans la même situation que s'il fût devenu immédiatement propriétaire » (T. I, n° 292).

Il y aurait lieu d'appliquer les mêmes principes généraux, si, au lieu d'un *mutuum*, il s'agissait d'une vente. L'aliéné qui a vendu sa chose pourra la revendiquer, mais il ne sera responsable du prix que *quatenus locupletius factus est*.

2° *Quasi-contrats*. — Justinien, aux Institutes (III, 27) en cite cinq principaux : la gestion d'affaires, la tutelle et la curatelle, l'indivision, l'acceptation d'hérédité le paiement de l'indû. — Dans ces divers cas le fou devient créancier par suite du fait d'autrui, sans avoir participé aux actes créateurs de l'obligation. Aussi, acquiert-il contre son gérant d'affaires, contre son tuteur ou son curateur, contre ses copropriétaires, contre l'héritier qui accepte une hérédité pour les legs qui lui ont été laissés, enfin contre la personne indûment payée, les actions résultant de ces quasi-contrats : sa volonté n'a pas à intervenir.

Réciproquement, le fou pourra se trouver obligé indi-

rectement en vertu de quasi-contrats, mais dans le cas seulement où l'obligation ne procède pas d'un fait volontairement conçu et exécuté par lui. Si donc, le quasi-contrat résulte de la loi, le fou est soumis, comme toute personne, à l'obligation qui en dérive. Pour plus de clarté, nous allons examiner successivement les diverses hypothèses qui peuvent se présenter.

Le fou qui gère les affaires d'autrui ne peut être obligé par ce fait : il a agi pour ainsi dire machinalement ; ses actes n'émanant pas d'une volonté libre et consciente ne peuvent le soumettre à aucune responsabilité. Par voie de conséquence, l'insensé ne pourra pas exercer contre cet individu l'action *negotiorum gestorum contraria*. Mais si un tiers gère l'affaire de l'aliéné, celui-ci sera tenu de lui rembourser les dépenses utiles et les avances qu'il a faites.

Le fou peut se trouver obligé envers son tuteur ou son curateur par les actions *tutelæ contraria* et *negotiorum gestorum* ; néanmoins, s'il a administré les affaires d'un pupille, il n'a pu par là s'obliger. Ces fonctions, il est vrai, sont en principe imposées par la loi ; mais il est évident que, dans notre cas, le législateur, loin de forcer le fou à accepter, crée pour lui une véritable incapacité.

L'indivision soumet de plein droit le fou aux actions *familiæ eriscundæ* ou *communi dividundo*. De même, s'il est héritier sien ou nécessaire, il est tenu, en cette qualité, envers les créanciers héréditaires et les légataires. Quant au paiement de l'indû, il ne pourra jamais entraîner contre lui la *condictio indebiti*, car, en recevant un paiement, il aurait fait un acte volontaire qu'il est pré-

sumé incapable d'accomplir. Tant que la chose livrée à titre de *solutio* restera aux mains du fou, le *tradens* pourra revendiquer; dès qu'elle aura été consommée, il n'aura plus qu'une *condictio sine causa* jusqu'à concurrence de ce dont le fou aura profité.

Ajoutons enfin, en terminant, que l'aliéné peut encore être obligé *ex contractu* ou *quasi ex contractu* par son fils ou par son esclave: les actions *de peculio*, *de in rem verso*, *institoria*, *exercitoria*, l'atteindront comme s'il était sain d'esprit.

3° *Délits*. — Si c'est à l'aliéné qu'est attribué le délit, il ne peut engendrer d'obligation. Juridiquement, en effet, le fou est aussi incapable de commettre une faute que d'avoir une intention mauvaise. Or, ce qui constitue l'élément principal du délit, c'est l'intention mauvaise ou du moins la faute qui vient se joindre au fait dommageable. Comme le dit fort bien Ulpien, la loi Aquilia n'a que faire dans notre espèce. « Cessabit igitur Aquilia actio, « quemadmodum si quadrupes damnum dederit, aut si te-
« gula ceciderit. » (L. 5, § 2, D., IX, 2). Toutefois il ne faudrait pas en conclure que les tiers supporteront, sans réparation aucune, le dommage que le fou a pu leur causer; la loi 14 au Dig., *De officio præsidis* (I, 18) paraît leur accorder un certain secours contre les personnes chargées de le surveiller: « Custodes furiosis non ad hoc solum
« adhibentur, ne quid perniciosius ipsi in se moliantur,
« sed ne aliis quoque exitio sint: quod si committatur, non
« immerito culpæ eorum adscribendum est, qui negligen-
« tiores in officio suo fuerint. »

Tout autre est le cas où un délit a été commis contre le

fou : « omnes ex re nascuntur, id est ex ipso maleficio », dit Justinien en parlant des obligations *quasi ex delicto* (Inst., IV, 1, pr.). La créance qui en résulte naît *ex re*, du méfait lui-même, sans qu'il soit besoin d'une intervention de volonté; l'aliéné aura donc les actions *furti* et même l'action d'injures de la loi Aquilia, car, comme le dit Ulpien, « pati quis injuriam, etiam si non sentiat » potest : facere nemo, nisi qui scit se injuriam facere, « etiam si nesciat cui facere » (L. 3, § 2, D., XLVII, 10).

4° *Quasi-délits*. — D'après les Institutes, sont responsables *quasi ex delicto* : le juge « qui litem suam fecerit » ; le propriétaire, locataire ou possesseur d'un appartement d'où l'on a jeté quelque chose qui a porté préjudice à autrui ; la personne qui a posé ou suspendu un objet d'une façon dangereuse sur la voie publique ; enfin, le patron d'un navire, le maître d'une auberge où un vol a été commis. — Dans tous ces cas, c'est encore la faute qui constitue le quasi-délit, qui est le fondement de l'action. Si donc le fou en est l'auteur, ces faits ne pourront le rendre responsable ; mais, s'il en est la victime, ils le rendront créancier.

V. — Nous venons d'étudier les effets de la folie en matière de droits personnels ; nous ne pouvons abandonner ce sujet sans aborder une question fort importante qui se rattache à cet ordre d'idées. Les actes de l'aliéné qui, émanant d'une personne saine d'esprit, eussent engendré une obligation civile, ne donnent-ils pas naissance de sa part au moins à une obligation naturelle ? La négative ne semble pouvoir être douteuse, si l'on considère la règle très absolue qui régit la matière, règle que nous

n'avons cessé d'appliquer jusqu'ici. En effet, l'acte a été fait ou dans un intervalle lucide ou pendant une période morbide : au premier cas il est entièrement valable, au second complètement nul ; il n'y a pas là le moindre rudiment d'obligation, et personne ne conteste la nullité absolue de l'engagement pris dans un moment de folie. L'acte fait par un fou ne peut pas même servir de base à une fidéjussion : « Is cui bonis interdictum est, » dit Ulpien, « stipulando sibi acquirit ; tradere vero non potest, « vel promittendo obligari : et ideo nec fidejussor pro eo intervenire poterit, sicut nec pro furioso » (L. 6, D., XLV, 1). C'est encore ce que nous dit formellement Gaius dans la loi 70, § 4, D., *De fidej.* (XLVI, 1) : « Si a furioso « stipulatus fueris, non posse te fidejussorem accipere certum est : quia non solum ipsa stipulatio nulla intercessisset, sed ne negotium quidem ullum gestum intelligitur. »

La difficulté provient d'un autre texte qui nous est rapporté par Ulpien et que nous trouvons au titre même *De fidejussoribus* : « Marcellus scribit, si quis pro pupillo sine tutoris autoritate obligato, prodigove, vel furioso fidejusserit : magis esse, ut ei non subveniatur : « quoniam his mandati actio non competit. » Marcellus semble donc supposer qu'une fidéjussion peut être valable bien qu'elle vienne corroborer l'obligation d'un fou, ce qui est contraire, non seulement aux textes formels que nous venons de citer, mais encore aux principes généraux d'après lesquels une fidéjussion n'est valable qu'autant qu'elle garantit une obligation principale civile ou au moins naturelle. Une pareille contradiction devait néces-

sairement éveiller l'attention des commentateurs et exercer leur ingénieuse capacité. Cinq opinions différentes se sont produites sur ce point :

1° D'après M. Ortolan, les textes que nous venons de citer sont inconciliables. Ulpien, en rapportant l'avis de Marcellus, aurait simplement voulu indiquer une doctrine qu'il ne professait pas ; « ce qui prouve que la jurisprudence romaine n'était pas fixée sur ce point, et qu'elle tendait plutôt à ne pas reconnaître une obligation naturelle dans les engagements du fou et du prodigue interdit » (*Explic. hist. des Inst.* t. III, n° 1805). — Cette doctrine nous paraît inadmissible : il n'est pas probable que deux textes du même jurisconsulte soient ainsi en désaccord formel et peignent par là l'incertitude de la jurisprudence.

2° Suivant Noodt, il faut transposer les mots *his* et *ei*. Ce sont les incapables (*his*) qui n'ont pas besoin d'être restitués, parce qu'ils n'ont pas à redouter une action mandat de la part du fidéjusseur (*ei*). D'après cette doctrine, acceptée par Vinnius et par Glück, Marcellus et Ulpien prévoient, dans la loi 25, l'hypothèse d'un fidéjusseur obligé en connaissance de cause, et qui alors serait moins un fidéjusseur qu'un débiteur mal qualifié. Au contraire, les textes qui annulent la fidéjussion doivent s'entendre du cas où le fidéjusseur aurait cautionné sans connaître l'état mental de celui dont il voulait garantir la dette. — Nous pensons avec notre maître regretté, M. Machelard, que, relativement au prodigue, cette distinction n'a rien que de raisonnable. S'il est permis de cautionner valablement un pupille contractant sans l'au-

etoritas tutoris, n'en doit-il pas être de même à l'égard du prodigue, chez lequel l'aptitude à une obligation naturelle semble moins contestable que chez l'impubère? Mais, pour l'insensé toute obligation principale fait défaut, et ce système a le grave inconvénient d'enlever à la fidéjussion ce caractère d'obligation accessoire qui est de son essence.

3° Ce sont ces considérations qui ont amené M. Machelard à faire une sous-distinction, tout en maintenant en principe la distinction entre le fidéjusseur qui connaît et celui qui ignore l'état intellectuel du fou. Celui qui intercède par ignorance n'est pas obligé (L. 6, *De verb. oblig.*); mais s'il intervient en connaissance de cause, il faut distinguer selon qu'il s'agit d'un *mente captus* atteint d'une démence continue, ou d'un *furiosus* jouissant d'intervalles lucides; la loi 25 n'entend parler que de ce dernier: « S'il s'agissait d'un *mente captus*, dit l'éminent professeur, la fidéjussion devrait être écartée, parce qu'on n'aurait pas ici un sujet pour l'obligation principale. Chez le *furiosus*, il suffit qu'il y ait doute sur le point de savoir s'il a pu donner son consentement. Quand même, en fait, l'existence d'une obligation à sa charge ne serait pas établie, on la conçoit comme une possibilité, qui sert de base à l'obligation du fidéjusseur, alors qu'il a entendu prendre pour son compte les conséquences de l'incertitude qui plane sur la situation d'esprit où se trouvait le *reus* au moment du contrat. » (*Des oblig. nat.*, p. 275.) — Ce système encourt, à nos yeux, le même reproche que le précédent: il admet qu'une fidéjussion peut se former sans qu'une obligation principale,

au moins naturelle, existe certainement, incontestablement, pour lui servir de base. De plus, nous ne pensons pas qu'en droit romain il y ait jamais eu, même pour le *furiosus*, doute sur le point de savoir si l'insensé a pu donner un consentement. L'existence de la folie doit être établie chez le *furiosus*, comme chez le *mente captus*, non pas d'une façon générale, mais pour chaque affaire en particulier. Si l'on ne prouve pas que l'acte a été fait au moment où l'agent se trouvait sous l'empire de la maladie, la présomption de capacité reste entière, et l'obligation résultant de l'acte attaqué conserve son caractère d'obligation civile.

4° Une autre explication, fort acceptable à notre avis, a été fournie par M. Demangeat dans son *Cours élémentaire de Droit romain* : « Je soupçonne que ce sont les commissaires de Justinien, dit-il, qui ont maladroitement corrigé le texte de Marcellus. Sans doute Marcellus avait écrit : *Si quis pro pupillo, sine tutoris auctoritate obligato, prodigove vel furioso spoponderit aut fidepromiserit...* et alors la décision était parfaitement conforme à ce que nous savons du *sponsor* et du *fidepromissor*. — Le *sponsor* et le *fidepromissor*, dit en effet Gaius, peuvent accéder à un contrat verbal, « quamvis « interdum ipse qui promiserit non fuerit obligatus, vel si femina aut pupillus sine tutoris auctoritate, aut « quilibet post mortem suam, dari promiserit ». — Voici donc, à mon sens, ce qu'exprimait Marcellus : « Celui qui se porte *sponsor* ou *fidepromissor* pour un pupille qui contracte sans l'*auctoritas tutoris*, pour un prodigue ou pour un *furiosus*, doit plutôt être exclu du bénéfice

de la restitution prétorienne, attendu qu'il n'a point de recours à exercer comme mandataire. » (T. II, p. 276.) Le texte se traduit alors sans difficulté, car le *sponsor* et le *fidepromissor* pouvaient cautionner des contrats dont le droit civil n'admettait pas la validité. Malheureusement, on ne voit pas la raison pour laquelle la loi 25 paraît assimiler le fou au pupille, quoique leurs situations soient bien différentes : ce dernier, en effet, peut s'obliger naturellement et la *fidejussio* accédant à son obligation est aussi valable que la *sponsio* ou la *fidepromissio*. On ne peut alléguer que la fidéjussion n'existait pas du temps de Marcellus, et qu'alors il y avait tout lieu de mettre sur le même rang le fou et le pupille : ce jurisconsulte est du II^e siècle après J.-C., et dès l'an de Rome 673, une loi Cornélia s'occupait de la fidéjussion. De plus, cela n'expliquerait pas pourquoi Ulpien a reproduit cette disposition.

5° Enfin, Cujas, et après lui Pothier, ont présenté un système qui a l'avantage de ne pas supposer une erreur de rédaction de la part des commissaires de Justinien. Cependant, malgré les arguments qui militent en sa faveur, il ne nous satisfait pas complètement, quoique nous le trouvions fort soutenable dans une matière où, faute de documents, on est obligé de s'en tenir à de simples conjectures. D'après eux, la loi 25, *De fidej.* vise le cas où le fou est valablement obligé *jure civili*, par exemple en vertu d'un quasi-contrat, en vertu d'une obligation contractée avant la folie : le fidéjusseur est alors tenu envers le créancier, et ne peut se faire restituer *in integrum*, bien qu'il n'ait point de recours à exercer par l'action

mandati contraria. Cette explication est d'autant plus probable que la loi 70 du même titre, après avoir prononcé la nullité d'une fidéjussion qui viendrait accéder à la promesse d'un insensé, ajoute : « Quod si pro furioso jure « obligato fidejussorem accepero, tenetur fidejussor. » Ces deux lois, loin d'être en antinomie, se complètent l'une par l'autre : la première partie de la loi 70 reproduit la loi 6, *De verb. oblig.*, tandis que la seconde phrase donne la clef de la loi 25, *De fidej.* Si l'on objecte que le fidéjusseur, à défaut de l'action de mandat, a au moins celle de gestion d'affaire, on répond que ces deux actions étant différentes, il n'était pas complètement inutile d'indiquer lorsque l'une est donnée à l'exclusion de l'autre. Toutefois il est assez étrange, et nous le reconnaissons volontiers avec M. Demangeat, qu'une circonstance aussi essentielle, à savoir que le pupille, le prodigue ou le fou était valablement obligé, ait été sous-entendue par Marcellus dans la loi 25.

VI. Des effets de la folie sur l'extinction des obligations. — Il est à peine besoin de dire que les modes d'extinction des obligations, tels que l'acceptilation et le *contrarius consensus*, dans lesquels la volonté des parties constitue l'élément principal de l'opération, sont absolument interdits à l'aliéné. De même, il ne peut faire ni recevoir valablement un paiement parce que, dans ces deux cas, il faut un acte de volonté libre. Mais si un tiers libère la dette du fou, le paiement est valable ; « liberatur « enim et alio solvente ; sive sciente debitore, sive igno- « rante vel invito, solutio fiat » (Inst., III, 29, pr.).

Quant à la novation, elle ne peut servir à éteindre la

dette du fou que dans le cas d'*expromissio*, lorsqu'un tiers vient se mettre à sa place en qualité de débiteur, parce qu'alors l'insensé n'a besoin ni d'agir ni de vouloir. La confusion et la perte de la chose font également perdre au fou sa créance, ou l'affranchissent de sa dette, car elles constituent plutôt un obstacle matériel à l'exécution de l'obligation qu'une extinction proprement dite : la volonté des parties n'a pas à intervenir ; la folie de l'une d'elles ne peut modifier le résultat.

Nous ne pensons pas non plus qu'il soit possible au fils de famille ou à l'esclave de disposer des créances du père de famille à moins qu'elles ne soient comprises dans leur pécule ; aliéner une créance, c'est rendre la condition du créancier pire ; or, on connaît le principe : *Melior conditio nostra per servos fieri potest, deterior non potest.*

VII. **Des effets de la folie sur l'acquisition des hérédités.** — Les actes qui n'exigent pas une manifestation de volonté de la part du fou peuvent seuls s'accomplir sans obstacle : tel est le principe qui nous a guidé jusqu'ici et qui va encore nous dicter nos solutions.

A. — A l'origine, c'est-à-dire tant que le testament se fit *calatis comitiis* ou *per æs et libram*, le *furiosus* ne put être institué héritier ; la forme même du testament s'y opposait : le fou ne pouvait figurer dans les comices ni jouer le rôle de *familix emptor*. Mais, quand, avec les testaments nuncupatif et tripartite, l'héritier n'eut plus besoin de figurer en personne, l'institution d'un fou devint valable, et Marcellus put dire : « *Furiosus quoque testamenti factionem habet* » (L. 16, D., XXVIII, 1). Toutefois il faut remarquer que si, en droit, il a la « *factio testa-*

« menti », en fait, il n'en a l'exercice que d'une façon bien restreinte. Il ne peut recueillir l'hérédité chaque fois qu'il faut faire adition, car il est incapable d'accomplir cet acte, et son curateur ne peut le suppléer : « Per curatorem adquiriri hereditatem non posse », dit Paul (L. 90, pr. D., XXIX, 2). Il ne sera donc investi des droits et actions de l'hérédité que dans le cas où il est héritier sien, parce que, dans ce cas, l'acquisition a lieu de plein droit et forcément. « In suis heredibus aditio non est necessaria, quia statim ipso jure heredes existunt. » (L. 14. D., XXXVIII, 16.)

B. — En matière de succession *ab intestat* nous retrouvons les mêmes principes et les mêmes conséquences : l'hérédité n'est dévolue au fou qu'autant qu'elle lui est acquise indépendamment de tout acte de volonté, c'est-à-dire lorsqu'il est héritier sien : « Sui autem, etiam ignorantibus, fiunt heredes, et, licet furiosi sint, heredes possunt existere » (Inst. III, 1, § 3). S'il est obligé de faire adition, sa vocation restera en suspens jusqu'à sa guérison ou jusqu'à un intervalle lucide. « Pour que l'héritier fasse valablement adition, dit M. Accarias, il ne suffit pas que l'hérédité lui soit déférée, il faut aussi qu'il connaisse sa vocation d'une manière certaine et qu'il sache exactement à quel titre il est appelé. »

C. — Mais le droit prétorien, tout en laissant subsister les principes, n'en adoucit-il pas au moins les conséquences ? On sait que le préteur avait imaginé une sorte d'hérédité connue sous le nom de *possession de biens*, qui s'appliquait tantôt aux dispositions testamentaires pour les confirmer ou les modifier (*secundum* ou *contra*

tabulas), tantôt aux successions *ab intestat* à défaut de testament, ou faute par les héritiers d'avoir réclamé dans les délais voulus la possession de biens testamentaire. Cette *bonorum possessio* était accordée par le préteur, soit en vertu d'une disposition générale de l'édit, soit par un décret rendu après examen (*cognita causa*) : dans le premier cas on l'appelait *edictalis*, dans le second *decretalis*.

« Jusqu'à Justinien, dit M. Accarias (t. II, n° 458), la *bonorum possessio edictalis* ne put être acquise qu'en vertu d'une demande expresse, demande qui, à l'exemple de l'adition d'hérédité, suppose non seulement le droit déjà déferé, mais l'intéressé instruit d'une manière certaine tant de sa vocation que du titre précis sur lequel elle se fonde. » Il fallait pour l'obtenir se présenter soi-même ou par l'intermédiaire d'un mandataire devant le préteur et lui dire : « Da mihi hanc bonorum possessio-
« nem », termes qui, depuis une constitution émanée très probablement de l'empereur Constance, n'ont plus rien de sacramentel. Lorsque la demande avait lieu par l'intermédiaire d'un tiers, le mandant devait la confirmer, chose impossible tant que durait la folie. Le fou ne pouvant ni comparaître en personne, ni faire une ratification valable, ne pouvait donc réclamer la *possessio edictalis* tant qu'il n'avait pas recouvré la raison.

Quant à la *bon. poss. decretalis*, il pouvait l'obtenir par l'intermédiaire de son curateur, et c'était nécessaire, car, sans cela, les biens seraient demeurés jacents. Il ne peut, en effet, obtenir la *bon. poss. edictalis*; d'un autre côté, le délai fatal qui doit l'exclure ne courant pas

contre lui, il n'y a pas de dévolution possible au profit du substitué ou des successibles *ab intestat* qui viennent au second rang. Toutefois, cette *bon. possessio* est bien moins avantageuse que la précédente : tandis que la première crée une possession *ex justa causa*, protégée par l'interdit *quorum bonorum*, l'héritier auquel on n'accorde que la seconde, est simplement *in possessione* et n'a droit qu'à l'interdit : *Ne vis fiat ei qui in possessionem missus erit*. De plus, elle implique l'obligation éventuelle de restituer ; aussi le curateur doit-il donner caution aux personnes qu'exclut l'aliéné, et en exiger une des légataires, qu'il paye seulement à titre provisoire. Après l'enquête et la décision du magistrat, le fou n'entre qu'en jouissance des biens de la succession : rien n'est définitif. Une fois guéri, il peut réclamer la *bon. poss. edictalis*. Si l'aliéné meurt sans avoir recouvré la raison, ses héritiers doivent restituer les biens héréditaires aux appelés subséquents dont la présence de l'insensé paralysait la vocation. Ils doivent rendre en outre la valeur des fruits dont s'est enrichi le patrimoine du fou, moins les dépenses nécessaires ou utiles faites dans l'intérêt du patrimoine héréditaire, et les sommes dont le fou a eu absolument besoin pour son entretien personnel (L. 51, pr. D., V, 3).

D. — Le motif d'équité qui avait conduit le prêteur à introduire la *bonorum possessio*, le conduisit aussi à inclure dans un certain délai la faculté de la demander. Il eût été injuste de permettre à l'ayant droit de tenir longtemps indécise, par des lenteurs infinies, la situation des tiers et principalement celle des créanciers. Ce délai,

qui courait de plein droit en vertu d'une disposition de l'édit, était de cent jours, en principe, et exceptionnellement d'un an pour les ascendants ou descendants du défunt. Mais, comme il se composait de jours utiles, c'est-à-dire de jours pendant lesquels, en fait et en droit, il était possible au véritable intéressé de former sa demande, il ne courait évidemment pas tant que durait la folie. Cependant, cette décision très logique et très raisonnable semble contredite jusqu'à un certain point par la const. 1 au Code (VI, 16) d'Alexandre Sévère : « Si mater tua « propter furorem suum patrum sui bonorum possessionem « non accepit : tu filius ejus ad eorumdem bonorum patrum magni possessionem ex edicto, quo, prioribus non « petentibus, sequentibus permittitur, admissus es. » L'opinion qui semble prévaloir aujourd'hui, sur ce point, parmi les commentateurs, est celle de Cujas. Dans l'espèce, la femme dont il s'agit jouissait de toute sa raison lorsqu'elle a eu connaissance de sa vocation à la succession de son oncle ; ce n'est qu'ensuite qu'elle est devenue folle : dans ce cas, le délai qui avait commencé à courir ne sera pas suspendu. Cette explication n'est pas toutefois sans prêter le flanc à la critique, car elle méconnaît le principe d'après lequel ce délai se compose exclusivement de jours utiles. Aussi, a-t-on proposé de ne voir dans la *bonorum possessio* accordée par cette constitution qu'une possession provisoire qui n'engage en rien l'avenir.

E. — La théorie que nous venons d'étudier est celle qui résulte de l'étude des Pandectes. Mais la loi 7, § 3, au Code *De curatore furiosi* (V, 70) nous apprend que

les jurisconsultes romains étaient loin d'être d'accord sur le point de savoir si l'aliéné pouvait ou non soit faire addition, soit demander la possession de biens, ou si son curateur pouvait le faire à sa place : « Magna et inextricabilis vetustissimo juri dubitatio exorta est : sive adire hereditatem, vel bonorum possessionem petere furiosus possit, sive non et si curator ejus ad bonorum possessionem petendam admitti debeat, et juris auctores ex utroque latere magnum habuere certamen. » C'est à ces incertitudes que Justinien a voulu mettre fin : « Nos itaque utramque auctorum aciem certo fœdere compescentes, sancimus furiosum quidem nullo modo posse, vel hereditatem adire, vel bonorum possessionem agnoscere : curatori autem ejus licentiam damus (immo magis necessitatem imponimus) si utilem ei esse successionem existimaverit, eam bonorum possessionem agnoscere, quæ antea ex decreto dabatur, et ad similitudinem bonorum possessionis habere : cum petitio bonorum possessionis Constantiniana lege sublata sit, et ab eo introducta observatio quæ pro antiqua sufficit petitione. » Désormais, les biens qui écherront au fou par succession, seront recueillis par les soins du curateur, qui en fera inventaire après en avoir demandé délivrance suivant les règles établies par deux constitutions de l'empereur Constance (1). Alors, de deux choses l'une : ou le fou mourra sans recouvrer

1. Const. 8 et 9, au Code (VI, 9). L'une de ces constitutions permettait de demander la possession de biens à n'importe quel juge, fût-ce aux *decuriones*, et de manifester l'intention de recueillir l'hérité sans aucune déclaration en termes consacrés ; la seconde excusait les personnes absentes ou ignorantes qui ne se seraient présentées devant aucun magistrat.

l'usage de la raison, et la succession fera retour soit au substitué, soit aux héritiers ab intestat, ou il guérira, et alors il aura le droit d'accepter définitivement ou de répudier la succession. On n'exige plus la caution que le curateur était obligé de donner autrefois pour assurer la restitution du patrimoine héréditaire.

Que si la succession est acquise au fou par son fils ou son esclave, ce dernier pourra faire adition sur l'ordre du curateur ; quant au fils, depuis un rescrit d'Antonin le Pieux, il a pour cet acte la capacité d'un homme *sui juris*.

VIII. — **Influence de la folie sur la répudiation des hérédités.** — Les textes sont muets sur le cas où le fou est *heres necessarius*. S'il est *suus*, il peut évidemment user du bénéfice d'abstention lorsqu'il est revenu à la raison : c'est ce que décide ce fragment de Paul dans la *Mosaicarum et Romanarum legum collatio* (t. XVI, c. III, § 6) : « Suis heredibus adeo a morte testatoris rerum hereditarium dominium continuatur, ut nec tutoris auctoritas pupillo, nec furioso curator sit necessarius, nec si forte solvendo non sit hereditas : quamvis etiam furiosus, si resipuerit, et pupillus, si adoleverit, abstinere possint. » (Pellat, *Manuale juris syn.*, p. 901). Mais pouvait-il obtenir ce bénéfice par l'intermédiaire de son curateur ? Tout nous porte à le croire, puisqu'on l'admet pour le tuteur du mineur (Accarias, t. I, n° 146, 7°) ; de plus, cette décision est très raisonnable : étant donnée une hérédité mauvaise, il est bien plus urgent pour qui en est saisi de s'en dessaisir que pour celui qui y est étranger de déclarer qu'il y restera étranger.

Si le fou est héritier externe, il n'a pas de répudiation à faire, puisque l'hérédité ne lui est point déférée. Est-il investi d'une vocation à la *bonorum possessio*? sa folie l'empêchant de demander, soit par lui-même soit par l'intermédiaire de son curateur, la *bonorum possessio edictalis*, il n'y a pas lieu de prévoir une répudiation possible. Il en est de même de la *bon. poss. decretalis*, car, comme le fait fort bien remarquer Ulpien : « Et qui-
« dem diebus finiri potest : sed repudiari eam non posse,
« verius est ; quia nondum delata est, nisi cum fuerit de-
« cretá ; rursum, posteaquam decreta est, sera repudiatio
« est ; quia quod acquisitum est, repudiari non potest »
(L. 1, § 7, D., XXXVIII, 9). Toutefois, ce principe paraît en contradiction avec le texte de Gaïus rapporté au Digeste sous la loi 11, XXVI, 8 : « Si ad pupillum aut fu-
« riosum *bonorum possessio pertineat*, expediendarum
« rerum gratia, et in agnoscenda et in repudianda bono-
« rum possessione, voluntatem tutoris curatorisque
« spectari debere, placuit : qui scilicet, si quid eorum
« contra commodum pupilli furiosive fecerint, tutelæ cu-
« rationisve iudicio tenebuntur. »

Cujas a donné pour ce fragment la même explication que pour la constitution d'Alexandre Sévère : Gaïus se place dans l'hypothèse où un individu devient fou après avoir été virtuellement appelé à une *bonorum possessio* pendant qu'il jouissait encore de toutes ses facultés mentales ; le curateur peut alors exercer un droit qui s'est ouvert dans la personne d'un successible. D'autres interprètes ne voient dans ce texte autre chose que la trace du dissentiment qui régnait sur ce point entre les juris-

consultes, et auquel Justinien fait allusion dans la loi 7, que nous venons de citer un peu plus haut (§ VII, E).

IX. Effets de la folie sur la dévolution du patrimoine de l'insensé. — Lorsque le fou meurt intestat, sa succession est déferée d'après les règles ordinaires. Remarquons, toutefois, qu'aux termes de la Novelle CXV, cap. III, § 12, l'étranger qui s'est chargé de lui, après avoir vainement fait appel à la commisération de ses héritiers présomptifs, vient à sa succession de préférence à ceux qui ont ainsi méconnu leurs devoirs.

Quant à son testament, il est absolument nul, s'il a été fait pendant la maladie, et il en est ainsi, même s'il a été commencé avant qu'elle se soit déclarée. Il n'est donc valable que lorsqu'il a été fait avant la survenance de la folie, ou pendant un intervalle lucide. (*Pauli Sent.*, III, 4 A, § 5.)

Toutes ces décisions sont applicables aux codicilles. Même confirmés à l'avance par un testament valable-ment fait, ils n'ont aucune valeur si leur auteur n'est pas sain d'esprit quand il les rédige. « *Furiosus non intelligitur codicillos facere*, dit Julien, *quia nec aliud quicquam agere intelligitur, cum per omnia et in omnibus absentis vel quiescentis loco habeatur* » (L. 2, § 3, D., XXIX, 7).

En principe donc, le fou qui n'avait pas fait de testament valable *ante furorem*, et qui ne jouissait pas d'intervalles lucides, était condamné à mourir intestat, sort fort redouté des Romains qui, dans les premiers siècles surtout, considéraient comme un malheur de décéder sans laisser d'héritier testamentaire. Aussi, les

motifs qui avaient fait introduire la substitution pupillaire dans les mœurs (1) et dans les lois, conduisirent les Romains à établir une institution analogue pour les fous, institution que les interprètes ont nommée pour cette raison « substitution quasi-pupillaire » ou « exemplaire » (*ad exemplum pupillaris substitutionis*), et dont nous réservons l'étude pour le chapitre suivant.

CHAPITRE III

DE LA CURATELLE DES FOUS

SECTION I. — OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Le but de la tutelle est de compléter la capacité de celui qui, sans être absolument incapable d'agir, est cependant inhabile à faire seul certains actes déterminés. Elle ne pouvait, par conséquent, avoir lieu quand il s'agissait de personnes frappées d'une incapacité naturelle absolue. C'est pourquoi, ainsi que nous l'avons déjà dit, la loi des XII Tables elle-même créa pour le fou un mode de pro-

« Introduite par la coutume, la substitution pupillaire remonte, sans aucun doute, à une très haute antiquité; et, telle qu'elle nous apparaît dans les textes de l'époque classique, elle n'est plus qu'une ombre et une dégradation d'elle-même. » (Accarias, I, n° 366.)

tection particulier appelé *cura*, institution qui, tout en ayant le même but pratique que la tutelle — celui de protéger la personne atteinte d'aliénation mentale — en diffèrait en ce que le curateur ne pouvait compléter au moyen de son *auctoritas* la capacité du fou, ni ratifier par son *consensus* les actes par lui faits.

C'est l'organisation de cette curatelle spéciale que nous avons l'intention d'étudier dans ce chapitre, en recherchant d'abord comment elle était déférée, puis en étudiant le mécanisme de la gestion, et enfin en déterminant de quelle manière elle cessait.

SECTION II. — DÉLATION DE LA CURATELLE

Comme nous l'avons déjà dit, la loi des XII Tables s'était occupée des *furiosi*, et voici, d'après Cicéron (*De inventione*, II, 50), comment elle s'exprimait : « Si « furiosus escit, agnatorum gentiliumque in eo pecuniaque ejus potestas esto », fragment que M. Giraud, se fondant sur un passage de Festus, propose de compléter par ce membre de phrase : « Ast ei custos nec escit (1) ; » ce qui signifierait : « Si l'homme atteint de fureur n'a pas déjà de gardien, le soin de sa personne et de sa fortune doit être remis à ses agnats et à ses gentils. » Assurément ce texte est très vague. Quel est ce gardien à défaut duquel le soin de la personne et des biens du furieux passait à ses agnats et à ses gentils ?

1. Festus, *De verb. signif.*, v° *Nec*. — Giraud, *Juris romani antiqui monumenta*, p. 17.

C'est très probablement le tuteur ou le curateur du mineur de vingt-cinq ans ; le texte fait sans doute allusion au cas où un pupille en tutelle devient fou, car alors il n'a pas besoin de curateur. Mais tous les furieux, sans exception, étaient-ils soumis à la curatelle ? Qu'advenait-il de l'affranchi qui n'avait ni agnat, ni gentil ? A quelles règles le pouvoir des curateurs était-il soumis ? Ce sont là autant de questions sur lesquelles la loi décenvirale, s'en référant sans doute à des usages antérieurs, restait muette ; mais ce laconisme même fut heureux pour la législation romaine ; il laissait un vaste champ à la sagacité des prudents et des préteurs à venir.

La loi des XII Tables n'avait parlé que du *furiosus* ; il est impossible de dire si, dès l'époque des décenvirs, cette expression comprenait tous les genres de folie, ou si, comme on l'admet généralement, ce n'est que longtemps après qu'on lui donna une signification aussi large. Nous savons seulement qu'un plébiscite rendu pendant la dernière guerre punique, mentionné par divers manuscrits et par les Tables d'Héraclée, sous le nom de Lex Plætoria, se sert d'expressions bien moins restrictives et parle des curateurs donnés « vel propter lasciviam, vel « propter dementiam. » (Julius Capitolinus, *Vita Marci Antonini*, 10). Nous savons en outre par Ulpien, que la jurisprudence, les édits des préteurs et les constitutions impériales accommodèrent la formule des décenvirs aux nécessités de la pratique, et l'étendirent à toutes les classes d'aliénés. C'est donc à l'époque de Justinien que nous devons nous placer pour étudier la curatelle des fous dans son complet développement.

I. *Quelles personnes étaient soumises à cette curatelle spéciale ?* — Comme nous l'avons déjà dit, la loi des XII Tables ne mentionnait que le *furiosus*, et on admet généralement que, à l'origine, cette catégorie d'aliénés fut seule soumise à un régime spécial. C'est que le législateur de cette époque n'avait qu'un but : empêcher l'insensé de compromettre son patrimoine et tromper ainsi les espérances de sa famille. Il était donc inutile de s'occuper du fou sans intervalles lucides que son incapacité absolue mettait hors d'état de dissiper la fortune sur laquelle comptaient ses héritiers présumptifs.

Le prêteur, au contraire, loin de voir dans la curatelle une institution politique pour garantir des droits éventuels de succession, l'envisagea comme une mesure de justice et d'humanité introduite dans l'intérêt de l'incapable. Voilà pourquoi il assimila aux *furiosi* les personnes dont la folie est continue, les sourds, les muets, en un mot tout individu qu'une infirmité permanente empêchait d'administrer ses biens (Inst. I, 23, § 4). Voilà pourquoi, tandis que la loi des XII Tables plaçait en curatelle seulement ceux qui avaient des agnats et des gentils, le prêteur y soumit tout aliéné, par cela seul qu'il avait besoin de protection, sans s'occuper s'il laissait ou non des héritiers légitimes.

Le principe établi, voyons quelles sont les conditions nécessaires pour être soumis à la curatelle ; il faut être : 1° *sui juris* ; 2° majeur de vingt-cinq ans. — Il faut être *sui juris*, car le fou *alieni juris*, pubère ou non, possesseur ou non d'une fortune personnelle n'a nullement

besoin d'un curateur, attendu que, comme le dit Justilien, « sufficit ei ad gubernationem rerum quæ ex casu transi peculio, vel aliter ad eum pervenerunt paterna verecundia : quis enim talis affectus extraneus invenitur, ut vincat paternum? » (L. 7, pr. C., *De cur. fur.*). — Il faut que l'aliéné soit *majeur de 25 ans*, car, jusqu'à cet âge, on lui donne un tuteur ou un curateur « non ut furioso, sed ut pupillo aut adolescenti ». La curatelle spéciale ne s'ouvre que si, lors de sa vingtcinquième année, il n'a pas recouvré la raison.

II. *A qui était déférée la curatelle?* — La curatelle spéciale des fous était légitime ou honoraire, jamais testamentaire. Cependant le pouvoir du prêteur en cette matière fut limité, d'abord par l'usage (L. 1, § 3, D., XXVI, 3), puis par un rescrit de Marc-Aurèle (L. 16, pr. D., XXVII, 10), et, lorsque le testament paternel contenait la nomination d'un curateur, bien que cette nomination n'eût, en pur droit civil, aucune valeur, on la confirmait toujours; c'est ce que prouve ce passage des *Institutes* : « Curator testamento non datur, sed datus confirmatur decreto prætoris vel præsidis ». (I, 23, § 1.)

La curatelle légitime est celle qui est déférée par la loi des XII Tables aux agnats et aux gentils des furieux. Remarquons toutefois que le pouvoir du curateur légitime était parfois purement nominal, car, comme le fait remarquer Gaius : « Sæpe ad alium a lege XII Tabularum curatio furiosi... pertinet, alii Prætor administrationem dat, scilicet cum ille legitimus inhabilis ad eam rem videatur ». (L. 13, D., *De cur. fur.*, XXVII, 10.)

La curatelle honoraire ou dative est celle qui est conférée par les magistrats ; elle prend naissance dans toutes les hypothèses qui s'écartent de la loi des XII Tables, par exemple si l'aliéné n'est pas un *furiosus*, si le furieux n'a point d'agnats, si le plus proche agnat est inhabile à l'administration, s'il se fait excuser ou destituer, etc. Le préteur acquit donc peu à peu une influence et une autorité presque souveraines sur la délation de la curatelle. Mais faut-il en conclure que la curatelle dative finit par supplanter complètement la curatelle légitime, et que, sous Justinien, cette dernière avait complètement disparu ? On l'a prétendu : « Du temps d'Ulpien, dit M. Demangeat, il y a des curateurs légitimes... La curatelle légitime de l'agnat est encore reconnue dans une constitution de Justinien, qui porte également que le curateur nommé à un *furiosus* dans le testament de son père doit être confirmé. Mais il paraît que, dans l'usage, les curateurs étaient toujours nommés par les magistrats. C'est, du moins, ce qu'on peut inférer de ce passage des Institutes, où, après avoir dit que le *furiosus* et le *prodigus* sont sous la curatelle légitime de leurs agnats, on ajoute : « Sed solent Romæ Præfectus urbi vel Prætor, et in provinciis Præsides ex inquisitione eis curatores dare. » (Inst., I, 23, § 3.)

Nous le reconnaissons, les prérogatives du préteur en cette matière devinrent de jour en jour plus nombreuses ; mais nous ne pensons pas que, même sous Justinien, aucun magistrat ait jamais songé à enlever aux agnats la tutelle légitime : c'eût été une violation trop directe, trop flagrante de cette loi quasi-sacrée des XII Tables que les

Romains entouraient d'un si religieux respect. Le passage des Institutes doit être complété par la paraphrase de Théophile d'après laquelle les magistrats ne donnaient des curateurs aux furieux et aux prodigues que lorsque ceux-ci n'avaient pas d'agnats ou que leurs agnats étaient incapables d'administrer. D'ailleurs, ainsi entendu, ce texte contredirait complètement la L. 27 au Code, *De Episcopali audientia* (I, 4), dont la date (530) se rapproche singulièrement de celle des Institutes (533).

Le principe de la curatelle reste debout : lorsqu'on sera dans un cas visé par la loi des XII Tables, les agnats seront de plein droit curateurs ; seulement, si le magistrat les juge incapables de bien administrer, il pourra les remplacer par un curateur honoraire. De plus, c'est lui qui nommera le curateur dans toutes les hypothèses auxquelles la loi des XII Tables ne s'applique pas strictement. Enfin, depuis un rescrit de Marc-Aurèle, le curateur désigné par le testament paternel *doit* être confirmé sans enquête par le préteur et exclut ainsi les agnats ; désigné par le testament maternel, il *peut* être confirmé après enquête et faire encore obstacle à la tutelle légitime. En un mot, le principe posé par la loi des XII Tables subsiste sous Justinien, mais il est fort restreint dans son application et dans ses effets. D'ailleurs, le curateur légitime et le curateur honoraire sont soumis aux mêmes formalités d'investiture ou de *creatio*, pour nous servir du terme consacré.

III. — Les incapacités, les causes d'exclusion et les excuses étaient en général les mêmes que pour la tutelle. Cependant, quelques questions spéciales s'étaient élevées

en cette matière, relativement aux incapacités que les liens de famille pouvaient faire naître dans la personne du curateur.

Le fils pouvait-il être curateur de son père ? Un grand nombre de jurisconsultes ne l'admettaient point, parce que la folie du père ne faisait pas cesser la puissance paternelle et qu'ils trouvaient « quasi indecorum sit, patrem « a filio regi ». Mais un rescrit d'Antonin le Pieux décida que si le fils était parfaitement honorable, « si sobrie « vivat », il devait obtenir la curatelle de préférence à un étranger (L. 12, § 1, D., XXVI, 5). On admit également que la curatelle de la mère serait confiée au fils, « parce que, dit Ulpien, bien que l'autorité soit inégalement répartie entre le père et la mère, les enfants doivent avoir pour eux une égale tendresse. » (L. 4, D., XXVII, 10.)

Le mari, au contraire, ne pouvait être curateur de sa femme (L. 14, D., *De cur. fur.*). C'était une conséquence de l'idée qui avait fait interdire le mariage entre le tuteur ou le curateur et la jeune fille dont les intérêts leur avaient été confiés. On craignait qu'ils n'abusassent de ce moyen pour éviter de rendre des comptes. Même, le compte une fois rendu, il fallait que la pupille eût atteint sa vingt-sixième année pour que le mariage devînt possible ; c'est que, jusqu'alors, il pouvait y avoir lieu à une *restitutio in integrum*.

Le fiancé, lui non plus, ne pouvait être curateur de sa fiancée ; mais cette prohibition n'était sanctionnée par aucune disposition pénale.

IV. *Par qui était-elle déferée ?* — Le magistrat compétent était, à l'origine, le préfet de la ville ou le pré-

teur à Rome, et dans les provinces, le proconsul ou le président. Sous Justinien, c'est, à Constantinople, le préfet assisté ou non du Sénat, suivant que le fou est ou n'est pas noble ; dans les provinces, le président, qui devra s'adjoindre l'évêque et trois notables. (L. 27, C., *De Episc. aud.*, I, 4 ; L. 7, § 5 et 6, C., *De cur. fur.*, V, 70.)

V. *Des formalités nécessaires pour la nomination d'un curateur.* — Les formalités essentielles pour que cette nomination fût valable, étaient au nombre de trois :

La première était la *demande de nomination*, obligatoire pour certaines personnes, facultative pour d'autres.

Étaient tenus de la demander : 1° la mère de l'aliéné, sous peine de perdre ses droits à l'hérédité de son fils (L. 2, § 31, D., XXXVIII, 17) ; 2° ses enfants (L. 3, C., V, 70) ; s'ils avaient négligé de remplir ce devoir, ils étaient privés de leur droit à l'hérédité paternelle et la succession était déferée à l'étranger qui, après les avoir avertis, s'était chargé de la garde du fou et de l'administration de ses biens. Tout porte à croire, en effet, qu'on leur appliquait les peines établies par la Nouvelle CXV (ch. III, § 12) ; 3° les affranchis de l'aliéné, s'ils ne voulaient encourir une peine que l'empereur Antonin appelle *periculum obsequii deserti* (L. 2, C. ; V, 31).

Pouvaient provoquer cette nomination, sans cependant y être obligés, les parents, les alliés, les amis, et même les créanciers s'ils ne trouvaient pas une personne à qui la loi imposât cette obligation. (L. 2, pr., D. ; XXVI, 6 ; L. 7, C. ; V, 31.)

Le magistrat compétent pour recevoir cette demande était, soit celui du pays dont le fou était originaire, soit celui du lieu où il était établi, soit enfin celui de l'endroit où il avait son patrimoine quand il ne possédait rien au lieu de son domicile.

La seconde formalité consistait dans l'*enquête* à laquelle devait procéder le prêteur *afin de bien constater l'existence de la folie*. Il paraît, en effet, que beaucoup de personnes simulaient un dérangement dans les facultés mentales pour se dérober aux charges de la vie publique. « *Observare prætorem oportebit, ne cui temere citrà causæ cognitionem plenissimum curatorem det : quoniam plerique vel furorem, vel dementiam fingunt, quò magis curatore accepto onera civilia detrectent.* » (L. 6, D., XXVII, 10). — Rappelons toutefois que le prêteur devait confirmer sans enquête le curateur testamentaire donné par le père de famille à son fils en démence.

Enfin, en troisième lieu, le magistrat procédait à la *creatio curatoris* proprement dite, c'est-à-dire à la nomination solennelle du curateur qu'il avait choisi.

VI. *Des garanties que le curateur était obligé de fournir.* — Le curateur, avant d'entrer en charge, devait donner la caution *rem pupilli salvam fore*, à moins qu'il ne jouît d'une fortune suffisante pour répondre de sa gestion (L. 7, § 5 et 6, C. v, 70), ou qu'il n'eût été désigné par le testament du père de famille, « *paterno testimonio pro ejus satisfactione sufficiente.* » S'il refusait de fournir cette caution, le prêteur pouvait faire saisir ses biens ou nommer un autre curateur.

Après avoir donné caution, il devait faire un inventaire

public de tous les biens de l'insensé, et l'action que le fou avait contre lui pour le forcer à rendre compte de sa gestion était, dès avant Justinien, garantie par un privilège. Mais ce n'était là qu'un simple droit de préférence à l'égard des créanciers chirographaires. Aussi Justinien accorda-t-il à l'insensé une hypothèque générale prenant rang du jour où commence la curatelle, et lui conférant un droit de suite sur tous les biens du curateur. (L. 7, § 6, De cur. fur.; V, 70.) — Le défaut d'inventaire exposait le curateur à être écarté comme suspect, ou à voir déterminer un jour, sous la foi du serment, par le fou revenu à la raison, le montant des valeurs dont il était comptable. (L. 7, pr., D.; XXVI, 7.)

Enfin, sous Justinien, il devait jurer sur les saintes Écritures, en présence de l'évêque et de trois notables, « omnia se recte et cum utilitate furiosi gerere, neque
« prætermittere quæ utilia esse furioso putaverit, neque
« admittere ea quæ non utilia furioso esse existimaverit. »

SECTION III. — ADMINISTRATION DU CURATEUR

I. — L'administration du curateur comprend la personne et les biens de l'incapable. Le curateur doit, d'une part, soigner ou élever par lui-même ou par d'autres celui dont il a la curatelle conformément à la fortune de celui-ci; d'autre part, il doit gérer le patrimoine, exercer les droits, satisfaire aux obligations de l'aliéné. Nous aurons à entrer sur ce point dans d'assez longs détails; mais il importe de remarquer, dès le principe, que l'ad-

ministration des biens n'est pas sa seule fonction, et, si l'on dit souvent *curator rei non personæ datur*, ce n'est aucunement pour exprimer que le curateur ne doit pas s'occuper de la personne de l'incapable, mais pour marquer l'opposition qu'il y a entre la tutelle et la curatelle au point de vue du mode de procéder. Chez le pupille, en droit civil, la personne est incomplète et le tuteur la parfait par son *auctoritas* ; il est essentiellement *datus personæ*, il a pour mission de l'augmenter (*augere*). Pour le curateur, au contraire, il n'est jamais question d'*auctoritas* ; en effet, ou la personne est capable de réfléchir et prend presque toujours elle-même l'initiative de ses actes que le curateur ne fait que contrôler au moyen de son *consensus*, ou, comme le fou, elle est frappée d'une incapacité absolue et il ne peut être question pour le curateur de compléter ou de contrôler une volonté complètement inexistante : il doit gérer lui-même et en son propre nom. Telle est la portée exacte de ces mots : *Tutor personæ non rei datur*.

II. — Le curateur du fou a donc un double devoir que la loi des XII Tables définit très bien dans sa concision : « potestas in eo pecuniaque ejus » ; il doit veiller sur la personne et administrer les biens. Étant chargé de la garde de l'aliéné, il doit s'occuper de tout ce qui est nécessaire à son entretien, de tout ce qui peut contribuer à son bien-être ou à sa guérison. « Consilio et opera curatorem tori tueri debet non solum patrimonium, sed et corpus ac salus furiosi », dit Julien (L. 7, pr. D., XXVII, 10). Si donc le curateur d'une femme mariée s'aperçoit que son mari n'a pas pour elle tous les soins et les égards qui

lui sont nécessaires, il devra se pourvoir auprès du magistrat compétent pour obliger le mari de lui fournir le traitement et les soins qu'exige son état, « et alimenta
« præstare et medicina ei succurrere et nihil prætermitt-
« tere quæ maritum uxori afferre decet, *secundum dotis*
« *quantitatem*. » (Ulpien, L. 22, § 8, D., XXIV, 3).

III. — Mais la mission principale du curateur, c'est la gestion du patrimoine de l'insensé, et, sous le rapport de l'administration, il est maître absolu de la fortune de l'incapable ; il est *loco domini* ; tout acte qu'il fait de bonne foi est valable. C'était du reste une nécessité pratique ; sans cela, la gestion du curateur eût été impossible ou au moins très difficile : les tiers auraient presque toujours refusé de contracter avec lui. Quand le tuteur donnait son *auctoritas*, ou le curateur son *consensus* pour l'accomplissement d'un acte juridique, on conçoit très bien que cet acte produisît ses effets directement sur la tête du pupille. Le tuteur avait ainsi un moyen pratique pour administrer utilement la fortune de l'incapable. Mais ici, on ne voit pas, de prime abord, comment le curateur pouvait y arriver. On sait, en effet, que le principe de la représentation n'était pas admis à Rome, et que chacun, à l'origine, devait intervenir et agir par lui-même sur la scène juridique ; la conséquence des actes s'appliquait immédiatement à celui qui remplissait le rôle. C'étaient, pour nous servir de l'expression de M. Ortolan, « des acteurs qui n'avaient pas de doublures. » Le curateur ne pouvait donc rendre créancier ou débiteur l'aliéné dans l'intérêt duquel il agissait. Il se trouvait à son égard dans la position d'un mandataire ou d'un gérant

d'affaires : les droits et actions prenaient naissance en sa personne et n'étaient acquis au fou que par suite de la session qui devait lui en être faite. Jusqu'alors, l'acte appartenait au curateur qui devenait créancier ou débiteur ; la personne avec laquelle il avait traité ne devait rien à l'aliéné et ne pouvait rien lui réclamer. Mais, comme dernière analyse, ces actes devaient produire leurs résultats en faveur ou à la charge du *furiosus*, le fait d'avoir touché les créances acquises ou payé les dettes contractées dans ses fonctions d'administrateur rendait le curateur débiteur ou créancier du fou : de là, la nécessité d'un double déplacement de fonds ; de là, deux actions au lieu d'une seule, complication fort gênante en pratique. D'autre part, ce système avait le grand défaut de faire courir à chacune des parties les risques d'insolvabilité de l'autre : si celui qui devait l'indemnité devenait insolvable, le second n'était pas payé.

Pour obvier à ces inconvénients, il existait plusieurs moyens. Le curateur pouvait prendre sur les sommes qui appartenaient au pupille ce qui lui était nécessaire pour satisfaire aux obligations qu'il avait contractées ; puis, lors de la cessation de la curatelle, on réglait définitivement le compte au moyen de sessions et de novations. On pouvait encore, comme nous allons l'expliquer dans un instant, faire naître juridiquement le droit ou l'obligation sur la tête de l'aliéné en faisant stipuler un de ses esclaves.

Mais l'esclave était incapable de rendre le même service quant aux actes judiciaires, et ce moyen n'était d'ailleurs plus praticable quand le dément n'en avait point.

D'un autre côté, c'était surtout quand le curateur avait cessé ses fonctions et ne détenait plus le patrimoine du fou qu'il était choquant de voir fixées en sa personne les actions nées de sa gestion. Aussi, l'on chercha à l'aide de moyens indirects, d'actions utiles, à reporter sur celui à qui l'affaire appartenait réellement les avantages et désavantages des négociations, et, dès la fin du second siècle, on admit que lorsque le fou aurait repris l'administration de son patrimoine, ce serait à lui-même et contre lui que les actions compéteraient, *utilitatis causa* (L. 2 et 5, D., XXVI, 9). Par contre, l'ex-curateur se trouvait dessaisi à compter du même moment (L. 1, C., V, 39). Ce procédé prétorien était contraire aux principes rigoureux, mais conforme aux modifications que la jurisprudence avait fini par introduire dans les rapports créés par le mandat et la gestion d'affaires. On sait, en effet, que depuis Septime Sévère, toute personne qui avait traité avec un mandataire pouvait intenter *utiliter* contre le débiteur principal les actions dont elle aurait pu demander la cession et, par une juste réciprocité, la même faculté dut être accordée au mandant vis-à-vis des tiers qui avaient contracté avec le mandataire. « Grâce à ce correctif imparfait, dit M. Accarias, s'il demeure inexact de considérer le tuteur (ou le curateur) comme représentant le pupille (ou le fou) au moment où il gère, il faut reconnaître que, dans le dernier état du droit, il est bien réputé, une fois la tutelle (ou la curatelle) finie, l'avoir représenté dans les actes d'administration ».

IV. — Nous venons de voir quels étaient les moyens pratiques à la disposition du curateur pour obliger le fou.

Il nous reste à rechercher maintenant comment il pouvait le rendre propriétaire. Mais, auparavant, il nous semble nécessaire de dire un mot sur l'acquisition de la possession.

Nous avons fait remarquer dans le chapitre précédent que le fou ne pouvait acquérir la possession par lui-même parce que s'il pouvait bien fournir un des éléments nécessaires, le *corpus*, il ne pouvait avoir le second, l'*animus possidendi*. Mais, pour posséder, ne pouvait-on pas emprunter soit le *corpus*, soit l'*animus* d'autrui ? — Nous pensons que, de tout temps, on put acquérir la possession *corpore alieno* ; mais, pour l'*animus*, il devait être personnel. Toutefois des motifs d'utilité pratique finirent par faire admettre que les personnes investies d'un pouvoir légal à l'effet d'administrer les affaires d'autrui pourraient acquérir la possession à leurs administrés ; dès lors, le curateur put acquérir la possession pour le fou : « Per procuratorem, « tutorem curatoremve possessio nobis adquiritur » (L. 1, § 20 ; D. ; XLI, 2). D'un autre côté, la possession était acquise au *dominus* toutes les fois que les personnes placées sous sa puissance appréhendaient une chose *ex causa peculiari*, et cela, même à son insu : « Item ad- « quirimus possessionem per servum, aut filium, qui in « potestate est, et quidem earum rerum, quas peculia- « riter tenent, etiam ignorantes, sicut Sabino, et Cassio, « et Juliano placuit, quia nostra voluntate intelligantur « possidere, qui eis peculium habere permiserimus ». (L. 1, § 5, D. ; XLI, 2.) « Ici, dit M. Accarias (t. I, n° 215), l'on déroge d'abord à la nécessité d'un *animus*

spécial existant au moment précis de l'acquisition. Mais la dérogation se borne-t-elle là ? Consiste-t-elle simplement, comme le texte précité donnerait à le croire, en ce qu'ayant constitué le pécule nous avons par cela même manifesté une volonté générale de posséder *ex causa peculiari*, et que cette volonté est réputée suffisante ? Non, d'autres textes vont plus loin et déclarent que nous empruntons réellement l'*animus* de notre esclave ou de notre fils de famille (L. 3, § 12, *De acq. vel. amitt. poss.*). Et là est la vérité ; la preuve en est qu'un père de famille, fût-il fou ou captif, acquiert néanmoins la possession *ex causa peculiari* par son fils ou par son esclave, et pourtant il n'a plus aucun *animus* dont la loi puisse tenir compte (L. 44, § 7, D.; XLI, 3). La preuve en est encore que les cités absolument dépourvues d'*animus*, et l'*infans* qui n'a pas lui-même constitué le pécule, deviennent néanmoins possesseurs par leurs esclaves, lorsque ceux-ci entrent en possession *ex causa peculiari*. »

Quant à la propriété, il est évident que, sauf les exceptions prévues dans le chapitre précédent, le fou ne pouvait l'acquérir par lui-même faute de pouvoir consentir ; il ne le pouvait pas davantage, à l'aide de son curateur, au moyen de la mancipation ou de la *cessio in jure* dont la forme même implique la présence des parties intéressées et exclut l'intervention d'un mandataire. Il ne lui restait, donc que la tradition ; nous savons, en effet, que ce mode d'acquisition pouvait avoir lieu par mandataire, et que, si elle remplissait d'ailleurs les conditions qui en sont les éléments constitutifs, la tradition transférait la propriété *des res nec mancipi*.

Toutefois, il ne faudrait pas en conclure que, en droit civil, lorsque le curateur faisait ou recevait la tradition d'une *res Mancipi* pour le compte du fou, cet acte ne produisît aucun effet. La chose entrait bien dans le patrimoine de l'*accipiens*, seulement au lieu de l'avoir *in dominio*, il l'avait *in bonis* ; mais ce titre lui conférait tous les avantages sérieux de la propriété. Ainsi, du jour de la tradition, il avait seul le droit d'user, de jouir et de disposer de la chose ; l'ancien propriétaire ne pouvait plus la lui enlever, ni même réussir à la retenir si elle rentrait en sa possession. Toutefois il existait certaines différences entre sa position et celle d'un véritable propriétaire : 1° quand il voulait aliéner la chose, il ne pouvait recourir aux modes du droit civil ; il n'avait d'autre ressource que la tradition ; 2° il ne pouvait repousser la demande en revendication de l'aliénateur qu'au moyen d'une exception ; mais cette exception (*rei venditæ et traditæ*) ne pouvait jamais lui être refusée ; 3° s'il perdait la possession, il ne pouvait agir par la *rei vindicatio* ; mais il avait la publicienne, action qui, pratiquement, aboutissait au même résultat que la première et réussissait contre tout possesseur, même contre le *nudus dominus ex jure Quiritium*. — Ces différences tenaient plutôt à la forme qu'au fond, et l'infériorité de la propriété bonitaire ne se manifestait que sur des points de détail. Ainsi, on ne pouvait léguer per *vindicationem* la chose *in bonis* ; s'il s'agissait d'un esclave, on ne pouvait le rendre citoyen romain qu'en l'affranchissant avec le concours du *nudus dominus*, sinon il ne devenait que latin. — Du reste, comme sous Justinien toute différence avait disparu entre les *res*

mancipi et les *res nec Mancipi*, et que la tradition était devenue le mode général de transférer la propriété, l'acquisition de ce droit par mandataire, et par conséquent par l'intermédiaire du curateur, ne présentait plus aucune difficulté.

V. — Il importe de faire remarquer maintenant que si, en principe, le curateur ne pouvait représenter le pupille, et devait agir *suo nomine*, dès le début, sa tâche fut facilitée par la constitution même de la société romaine : il trouva, ainsi que nous l'avons laissé pressentir dans les paragraphes précédents, de puissants auxiliaires dans l'esclave et le fils de famille.

« La constitution de la famille romaine, dit M. Bonjean, était une application exacte et rigoureuse du principe de l'unité : il n'y avait dans chaque famille qu'un seul chef, un seul propriétaire, un seul patrimoine. Simples instruments d'acquisitions pour celui qui était en même temps leur père et leur maître, les fils de famille soit du premier degré, soit de degrés ultérieurs, ne pouvaient rien avoir en propre : non qu'ils fussent incapables des actes de la vie civile (ils avaient au contraire, presque sous tous les rapports, la même capacité que les pères de famille), mais parce que les acquisitions qu'ils pouvaient faire ne s'arrêtaient pas sur leur tête et profitaient immédiatement au chef de famille (1). » De même, tout ce qu'acquéraient les esclaves au moyen d'une cause quelconque productive de propriété, entrait dans le patrimoine du maître qui recueillait aussi le bénéfice des obligations nées à

1. *Traité des actions*, II, § 269.

leur profit. C'était là un résultat nécessaire qui ne dépendait ni de la volonté du maître, ni de celle de la personne *alienis juris*, ni de la forme employée par elle. Aussi, peu importait que le *dominus* fût *infans* ou *furiosus*, ou même que l'esclave eût reçu l'ordre de ne pas stipuler (*Inst. III, 17, § 1*). En un mot, en matière d'acquisition, dans tous les actes juridiques entre vifs on pouvait accepter la maxime *vox servi vox domini*. — Il en était de même pour le fils de famille, sauf dans les cas où il avait un pécule *castrense*, des *bona adventitia* ou que, mandataire d'une autre personne, il acquérait au nom de son mandant. — Le curateur avait donc un moyen de faire passer directement dans le patrimoine du fou, les acquisitions qu'il voulait réaliser pour le compte de ce dernier.

Mais, d'après les principes rigoureux du droit civil, tandis que les personnes soumises à notre puissance acquéraient forcément pour nous, elles ne pouvaient nous obliger. De là une entrave pour le curateur dans sa gestion; de là une entrave beaucoup plus grave pour les opérations journalières de la vie civile. Pour gérer l'affaire d'autrui, pour faire le commerce, il ne suffit pas de pouvoir acquérir ou stipuler des tiers et les engager, il faut être capable de s'engager soi-même ou présenter d'autres garanties sérieuses. Or, d'après le Droit civil, les tiers qui contractaient avec un esclave préposé par un citoyen à un certain commerce, n'avaient d'action ni contre le maître, ni contre l'esclave. Si le préposé était un fils de famille, celui-ci était bien obligé civilement, car sa personne ne s'absorbait dans celle du père que relativement

au patrimoine de la famille ; mais ce lien de droit manquait de sanction tant que durait la puissance paternelle. Le fils, en effet, pas plus que l'esclave, ne pouvait engager le *paterfamilias* vis-à-vis des tiers ; d'autre part, il ne pouvait avoir des biens en propre, et, quant à sa personne, il lui était impossible d'en disposer puisqu'elle appartenait au père.

Cette législation, on le comprend facilement, embarrassait singulièrement les opérations commerciales, dont elle bannissait deux classes nombreuses de la population. Aussi le magistrat opéra-t-il une réforme fort importante qui eut pour résultat de permettre à l'esclave et au fils de famille d'engager, dans une certaine mesure, la fortune du *paterfamilias* dans les deux cas suivants :

1° L'esclave ou le fils de famille était commis et se présentait *nomine domini*. Dans ce cas, le *paterfamilias* se trouvait obligé comme s'il avait contracté lui-même, mais il profitait de tous les avantages de l'opération. En commettant son fils ou son esclave, il était présumé avoir consenti à s'obliger sur tout son patrimoine ; aussi les actions *quod jussu*, *exercitoria* et *institoria* étaient-elles données *in solidum* contre lui.

2° On leur donnait un pécule, et ils contractaient *nomine peculii*. C'était toujours le maître qui était poursuivi à l'aide des actions *tributoria* ou *de peculio* ; mais il ne l'était que *intra vires peculii* parce qu'il était réputé n'avoir voulu s'obliger que sur une portion déterminée de ses biens. « Dans ce cas, dit M. Gérardin (1), le

1. Cours du 22 décembre 1880.

maître dédouble en quelque sorte sa personnalité, c'est un commanditaire vis-à-vis du pécule. Il y a là un grand avantage pour le maître, et aussi pour l'esclave qui a la jouissance des revenus pendant un certain temps. »

Ceci dit, voyons comment l'application pratique de ces principes généraux vint en aide au curateur dans la gestion du patrimoine de l'insensé.

Quand le fils ou l'esclave contractait *jussu domini*, le créancier était réputé suivre la foi du *paterfamilias*, et, comme dit Ulpien, contracter en quelque sorte directement avec lui (L. 1, pr. D. *Quod jussu*), à condition toutefois que le *jussum* émanât d'une personne compétente pour le donner, c'est-à-dire du propriétaire, usufruitier ou possesseur de bonne foi de l'esclave, et qu'en second lieu ce dernier se renfermât dans les limites des ordres reçus. — Le principe admis, on ne tarda pas à reconnaître au curateur le droit de donner un *jussum* à l'esclave ou au fils, et, dès lors, il eut un moyen pratique d'obliger directement l'aliéné confié à ses soins. Le magistrat donnait à la personne qui avait contracté avec l'esclave l'action *quod jussu* contre le maître.

Le prêteur permettait également au tiers qui avait contracté avec le capitaine d'un navire de poursuivre directement, au moyen de l'action *exercitoria*, l'armateur en paiement des dettes que le *magister navis* avait contractées dans les limites de la *lex præpositionis*. De même, le négociant qui avait préposé un agent à la gestion d'un établissement industriel ou commercial pouvait être poursuivi directement pour les dettes que l'*institor* avait contractées dans les limites de ses instructions. C'était encore

là une grande amélioration, le tiers contractant suivant en réalité plutôt la foi du préposant que celle du préposé qui était, en général, une personne de peu de notoriété, le plus souvent un esclave ou un affranchi. Mais, pour que ces actions fussent données, il fallait que le préposé eût été régulièrement investi de ses fonctions, c'est-à-dire qu'il l'ait été par le *dominus* lui-même ou par son *curateur*, comme le prouve la loi 5, § 18, D., *De institoria act.* (XIV, 3) : « Sed et si procurator meus, tutor, « curator, institorem præposuerit, dicendum erit, veluti « a me præposito dandam institoriam actionem. » — Dès lors, le curateur eut encore un moyen pratique et facile de faire gérer le patrimoine du fou.

Souvent le père de famille abandonnait à son fils ou à son esclave quelques biens pour les faire valoir. Il ne se dépouillait pas pour cela de la propriété du pécule ; mais le fils ou l'esclave en avait l'administration et pouvait en disposer, pourvu que ce ne fût pas à titre gratuit, quand il avait la *libera peculii administratio*. En faisant cette concession, le père s'engageait implicitement à répondre des obligations contractées *administrationis causa*, jusqu'à concurrence du montant du pécule au moment du jugement. L'esclave et le fils pouvaient donc encore obliger de ce chef le *paterfamilias* atteint d'aliénation mentale. Mais il fallait que le pécule ait été constitué antérieurement à la folie, le curateur n'ayant pas, dans ce cas, qualité pour suppléer le fou (1). Remarquons en outre que la

1. Observons toutefois que l'on comprenait sous le nom de pécule deux sortes de biens : d'abord ceux que le maître avait volontairement et sans nécessité séparés de son patrimoine pour en confier la gestion

responsabilité du *paterfamilias* était plus ou moins gravement engagée suivant que les tiers invoquaient l'action *tributoria* ou l'action *de peculio* (1).

Enfin, la forme la plus générale sous laquelle pouvait se présenter une action contre le père de famille, du chef des obligations contractées par les personnes en sa puissance, était l'action *de in rem verso*. Elle avait lieu toutes les fois qu'un acte passé par le fils ou par l'esclave, avec l'intention d'agir en faveur du père, avait réellement tourné au profit de ce dernier. Le père était alors tenu jusqu'à concurrence de l'*in rem versum*, c'est-à-dire de l'enrichissement qu'il en avait retiré.

Nous venons d'énumérer un certain nombre d'actions accordées contre le père de famille pour des actes qui n'émanaient pas de lui ; de là le nom d'*actions indirectes* qu'on leur donne quelquefois. Cependant, il importe de remarquer que, bien qu'elles soient dénommées et considérées dans les textes comme si chacune d'elles formait une action particulière, ayant son existence propre, cependant, au fond, elles n'étaient plutôt que des attributs, des qualités des diverses actions soit civiles, soit prétoriennes, auxquelles elles s'appliquaient. Ainsi, si l'esclave avait fait, sur l'ordre de son maître, ou comme son préposé à un commerce, un achat ou un louage, c'é-

à son esclave ; puis ceux que l'esclave avait acquis lui-même et que le maître lui avait laissés ou lui aurait laissés s'il avait connu l'acquisition. En ce qui concerne la première espèce de biens, le maître ne les érige en pécule qu'autant qu'il est capable de s'obliger ; mais, quant à la seconde, le pécule se forme nonobstant l'incapacité du maître.

1. Nous ne parlerons pas des différents cas d'application de ces deux actions, car cela nous amènerait dans des distinctions qui sont complètement en dehors de notre sujet.

taient les actions *empti venditi, locatii conducti* qui devaient subir les modifications nécessaires pour être transformées en actions *quod jussu* ou *institoria*, et produire sous cette qualification le même résultat que les actions directes.

Nous ne connaissons pas précisément quelle était leur formule, ni par conséquent quelle était la modification que le prêteur faisait subir aux actions directes pour les donner contre le maître à raison des faits de l'esclave ou du fils de famille. Toutefois, il est à remarquer que dans les actions *quod jussu, institoria, exercitoria*, la modification ne devait porter que sur les premières parties de la formule et non sur la *condemnatio* qui devait rester *in solidum* comme si le maître avait contracté lui-même ; au contraire, dans les actions *de peculio* et *de in rem verso*, la modification portait sur la *condemnatio* : *Duntaxat de peculio et de eo quod in rem versum est, condemna.*

VI. — Nous avons vu comment fonctionnait le mécanisme de la curatelle ; il nous reste à étudier quels étaient les pouvoirs du curateur. Mais, comme ils diffèrent selon qu'il s'agit d'actes d'administration ou de disposition, nous allons rapidement les passer en revue :

1° *Actes d'administration.* — En cette matière, les pouvoirs du curateur sont très étendus : il est *loco domini*, nous dit Julien, et cela est si vrai que dès que la chose volée au fou revient entre ses mains, elle cesse d'être *res furtiva* (L. 56, § 4, D., XLVII, 2).

Parmi les actes extrajudiciaires qui sont permis au curateur, nous citerons : l'acquisition de la possession pour

le compte du fou (L. 1, § 20, D. XLI, 2) ; — celle de la propriété (L. 13, § 1, D., XLI, 1) ; — certaines aliénations, pourvu qu'elles aient bien le caractère d'actes d'administration (L. 12 et 17, D., XXVII, 10) ; — le droit de donner au fils de famille ou à l'esclave de l'aliéné l'ordre de contracter, et dans ce cas il oblige le fou directement, l'action *quod jussu* pouvant être dirigée contre le père ou contre le maître ; — faire ou recevoir un paiement (L. 14, § 7, D., XLVI, 3), sans que l'existence d'un second curateur qui n'aurait point concouru à l'acte n'influe en rien sur sa validité (L. 7, § 3, D., XXVII, 10) ; transmettre les actions au fidéicommissaire quand un fidéicommis est imposé au fou (L. 35, D., XXXVI, 1) ; — nover une obligation, pourvu, ajoute Gaius, que cela soit utile au fou (L. 34, § 1, D., XLVI, 2) ; — enfin, sans conteste depuis Justinien, renoncer à la société dont l'insensé fait partie (L. 7, C., IV, 37).

En matière d'actes judiciaires, sauf une difficulté qui se présente à propos des *legis actiones*, le curateur peut faire valoir en justice les droits de l'aliéné : il représente le fou soit comme demandeur soit comme défendeur ; il peut déférer le serment (L. 17, § 2, D., XII, 2) ; interjeter appel des sentences rendues contre lui, et, comme il agit pour autrui, le délai d'appel est porté en sa faveur de deux à trois jours (L. 1, § 13, D., XLIX, 4) ; il peut transiger (L. 54, § 3 et 4, D., XLII, 2) ; il peut répéter, s'il est curateur d'un père de famille, lors de la dissolution du mariage de la fille, la dot qui lui a été constituée (L. 22, § 10, D., XXIV, 3).

2° *Actes de disposition.* — Les aliénations à titre

gratuit sont interdites au curateur. Ainsi, il ne peut consacrer la chose du fou (L. 12, D., XXVII, 10) ; il ne peut pas davantage conférer la liberté à un esclave ; ce ne sont point là des actes d'administration. Toutefois, il est permis au juge d'accorder au curateur l'autorisation de faire une donation quand l'intérêt de l'aliéné l'exige (L. 17, D., XXVII, 10). De plus, Justinien permet au curateur de doter, lors de leur mariage, les enfants de l'aliéné, attendu que, dans ce cas, la donation est toute naturelle et même moralement nécessaire ; seulement c'est le préfet de la ville à Constantinople, le président et l'évêque dans les provinces, qui, comme nous l'avons déjà dit, fixent, en présence du curateur et des membres les plus importants de la famille, le chiffre de la dot et de la donation *ante nuptias*.

Quant aux aliénations à titre onéreux, elles furent permises au début au curateur agnat ; c'est du moins ce que l'on peut inférer de ce passage de Gaius : « *Ex di-*
« *verso, agnatus furiosi curator rem furiosi alienare*
« *potest ex lege XII Tabularum* » (c. II, § 64). Mais les lois 12 et 17 au Dig., *De cur. fur.* (XXVII, 10) nous montrent que ce droit fut bientôt limité aux aliénations exigées par une sage administration ; c'est ainsi qu'il fallait un acte d'une sérieuse importance pour justifier l'hypothèque ou la mise en gage des biens du fou (L. 11, D., *De cur. fur.*).

Plus tard, une constitution de Gordien défendit l'aliénation, sans l'autorisation du prêteur, des *prædia rustica vel suburbana*. De même, l'hypothèque conférée sur un de ces fonds, sans la permission du magistrat, n'avait aucune valeur. Toutefois l'acquéreur et le prêteur hypo-

thécaire avaient une action personnelle utile contre le fou s'il s'était enrichi (L. 2, C. ; V, 70). — Constantin comprit dans la même défense les *prædia urbana* et les divers meubles précieux (L. 22, C. ; V, 37).

Ainsi, à l'époque de Justinien, le curateur agnat n'a plus que la faculté d'aliéner les meubles de peu de valeur ou susceptibles d'une prompte détérioration. Quant au curateur nommé par le magistrat, il a les mêmes pouvoirs ; mais il est probable qu'il n'en eut jamais de plus étendus. Quoi qu'il en soit, à l'époque classique, les deux classes de curateurs sont régies par les mêmes principes ; ils ne peuvent aliéner les biens de l'insensé qu'à titre d'administration. Ajoutons que dans les cas où le curateur devait donner la caution *rem pupilli salvam fore*, l'aliénation n'était pas valable si le curateur avait agi avant d'avoir fourni la *satisfactio* requise. Enfin s'il aliénait frauduleusement quelque bien du fou, il encourait la condamnation au double qu'Alexandre Sévère avait infligée à tout tuteur ou curateur deshonnête. (Paul *Sent.*, II, 30.)

VII. — Nous avons supposé jusqu'à présent que l'insensé n'avait qu'un curateur ; mais il résulte de textes nombreux que la curatelle pouvait être confiée à plusieurs personnes. Dion Cassius nous en donne un exemple célèbre, lorsqu'il dit que César avait désigné, pour curateurs d'Octave, Brutus et quelques-uns des autres conjurés. — Comment les fonctions des curateurs étaient-elles organisées dans ce cas ?

Il faut distinguer trois hypothèses :

1° Il n'a été fait aucune division d'attributions. —

Chaque curateur est pleinement compétent pour tous les actes de gestion qu'il ferait valablement s'il était seul, à moins toutefois, que l'un d'entre eux ne s'y oppose formellement (L. 7, § 3, D., XXVII, 10). En pareil cas, chacun répond non seulement de sa gestion personnelle, mais encore de celle de ses collègues sauf recours contre eux, et le pupille revenu à la raison, ou ses héritiers, peuvent en principe poursuivre pour le tout celui qu'il leur plaît de choisir.

2° La gestion est divisée entre les curateurs, soit *in partes*, soit *in regiones*, c'est-à-dire que chacun d'eux est chargé d'administrer soit une catégorie de biens, soit les biens situés dans telle ou telle province. Dans ce cas, ils ne sont responsables que de leur gestion particulière, à moins que par dol ou par faute ils n'aient négligé de provoquer, s'il y avait lieu, la destitution de leur co-curateur comme suspect.

3° L'un des curateurs gère seul. Cette situation se présente lorsque soit le père de famille, soit le magistrat, soit même les autres curateurs ont désigné un d'entre eux pour gérer à l'exclusion des autres. Les curateurs qui restent étrangers à la gestion du patrimoine ne cessent pas pour cela d'être responsables envers le fou. Aussi constituent-ils à l'égard du gérant une sorte de conseil de surveillance (*observatores actus ejus et custodes*), et doivent-ils fréquemment demander des comptes. Mais leur responsabilité n'est que subsidiaire, c'est-à-dire que le fou doit discuter les biens du gérant avant de les poursuivre. Ils n'ont donc de la curatelle que l'honneur ; voilà pourquoi on les appelle curateurs *honoraires*. (L. 3, § 2, D. XXVI, 7.)

VIII. — Il résulte de ce que nous venons de dire que fou qui ne jouissait pas d'intervalles lucides était condamné à mourir intestat s'il n'avait pas fait de testament valable avant la folie. Son curateur ne pouvait le suppléer. C'était là un résultat peu en harmonie avec les idées romaines sur ce point ; aussi l'on chercha et l'on trouva, comme nous l'avons déjà dit dans le chapitre précédent, un moyen de remédier à cette incapacité. Paul nous apprend (L. 43, D., XXVIII, 3) que le père de famille pouvait solliciter de l'empereur la permission de tester pour son fils muet ou sourd, permission qui était accordée individuellement par un rescrit du prince. Justinien s'emparant de ce précédent généralisa la mesure quant aux fous, et permit à tout ascendant de faire une *substitution exemplaire* sans qu'il fût dorénavant besoin d'une autorisation spéciale. De là le nom de *substitutio Justinianeae* qu'on lui prête quelquefois.

Cette substitution est, en principe, soumise aux mêmes règles que la substitution pupillaire ; néanmoins elle en diffère sur deux points qu'il importe de signaler :

1° Tandis que le père qui fait une substitution pupillaire peut substituer qui bon lui semble, dans la substitution exemplaire le substitué doit être choisi parmi certaines personnes qui sont : les descendants de l'aliéné, ou, s'il n'en a pas, ses frères et sœurs. Ce n'est qu'à leur défaut ou lorsque ces personnes sont elles-mêmes atteintes de folie, que la désignation du substitué est laissée au choix de l'ascendant. Telle est du moins la théorie qui nous semble résulter clairement de la Loi 9 au Code (VI, 26). Toutefois certains auteurs pensent qu'à défaut de des-

endant le père est libre de choisir un étranger. (*Sic*, M. Maynz, t. III, § 470, note 7.)

2° Le droit de faire une substitution pupillaire est un attribut de la puissance paternelle ; celui de faire une substitution exemplaire compète à tout ascendant ou ascendante qui compte le fou parmi ses héritiers *ab intestat*. De là deux questions que Justinien n'a pas prévues : ce droit peut-il être exercé cumulativement par tous les ascendants ? et, si l'on admet l'affirmative, comment se fera le partage entre les divers substitués ?

Plusieurs systèmes ont été proposés ; nous nous contenterons de les exposer le plus brièvement possible, sans nous prononcer entre eux, imitant sur ce point la prudente réserve de notre savant maître M. Accarias (t. I, n° 371). Les uns décident qu'on doit faire prévaloir la substitution faite par l'ascendant mort le dernier. Malheureusement ce système a le tort de supposer que le fou survit nécessairement à tous les ascendants. — D'autres donnent toujours la préférence à la substitution faite par le père. *Sed quid* s'il n'en a pas fait et que deux autres ascendants en aient fait une ? — D'autres encore soutiennent qu'il n'y a qu'un ascendant, l'ascendant le plus proche, qui ait le droit de faire une substitution quasi-pupillaire. Mais que décider quand il y a deux ascendants au même degré ? — Dans ces différents systèmes, que l'on admette qu'un seul ou plusieurs ascendants aient le droit de faire une substitution exemplaire, comme il n'y a jamais qu'une substitution qui produise ses effets, l'on reconnaît aux ascendants le droit de disposer de toute la fortune du descendant en démente (Van Vetter, II, § 329). D'après

une quatrième opinion, tout ascendant pourrait faire une substitution ; mais il n'y devrait comprendre que les biens qu'il transmet à son descendant ; de même, chaque substitué ne pourrait prendre dans la succession du fou que les biens provenant de l'ascendant qui l'a désigné. D'où la conséquence que si le fou laisse des biens ne provenant d'aucun de ses ascendants, ou que si ces derniers ne font pas tous une substitution, il mourra partie testat et partie intestat. (*Sic*: Vangerow ; Demangeat t. I, p. 678 ; Maynz, t. III, § 469.)

La substitution pupillaire s'éteint :

1° Lorsque le fou profite d'un intervalle lucide pour tester.

2° Lorsqu'il recouvre la raison d'une manière qu'on peut regarder comme définitive. Mais Justinien ne nous dit pas si elle revit dans le cas où il retombe plus tard, sans avoir testé, dans une nouvelle aliénation mentale.

3° Lorsqu'il survient des enfants à l'aliéné qui n'en avait pas au moment de la substitution. En accordant au père le droit de donner un héritier testamentaire à son fils aliéné, on n'a pas voulu lui fournir le moyen de déshériter ses petits enfants.

4° Enfin quand une *querela* fait déclarer le testament inofficieux. Le testateur devait donc laisser au fou sa quarte légitime, la substitution tombant avec le testament. Il ne pouvait s'en dispenser que si son descendant, avant de tomber en démence, lui avait donné des sujets de mécontentement assez graves pour que la *querela* ne pût être intentée avec succès.

IX. — Il y a un certain nombre d'actes, tels que les *legis actiones*, l'*in jure cessio*, la *manumissio*, la *mancipatio*, l'*acceptilatio*, etc., qui ne comportent pas la représentation. On doit y figurer en personne et non par l'entremise d'un mandataire; le tuteur ne peut les faire seul pour le compte de son pupille (M. Accarias, t. I, n° 146). Sont-ils également interdits au curateur qui voudrait lès faire au lieu et place de l'insensé ?

En ce qui concerne les actions de la loi, on pourrait être tenté de soutenir que le curateur avait le droit de représenter l'aliéné, car la règle rigoureuse: *Nemo alieno nomine lege agere potest*, comportait certaines exceptions. Justinien nous les indique dans le *principium* du titre X, liv. IV, aux Institutes : « Nunc admonendi sumus
« agere posse quemlibet hominem aut suo nomine, aut
« alieno : alieno, veluti procuratorio, tutorio, curatorio ;
« cum olim in usu fuisset alterius nomine agere non
« posse, nisi pro populo, pro libertate, pro tutela. Præ-
« terea lege Hostilia permissum erat furti agere eorum
« nomine qui apud hostes essent, aut reipublicæ causa
« abessent, quive in eorum cujus tutela essent. »

Ainsi donc, à l'origine, le tuteur pouvait agir pour son pupille *infans* ou absent, parce qu'il y avait là une nécessité qui s'imposait. Or, comme le fait remarquer M. Accarias (t. II, n° 930, note 3), la même nécessité exigeait que le curateur d'un *furiosus* pût agir à sa place. Il n'y a donc rien de téméraire à penser que le curateur pouvait exercer les actions de la loi au nom du fou, surtout si l'on songe à l'analogie qui existait entre la tutelle et la curatelle, analogie telle que les écrivains

latins prenaient parfois ces mots l'un pour l'autre (1).

Cependant, nous ne croyons pas devoir nous ranger à cette opinion. Justinien, dans le passage que nous venons de citer, fait une antithèse entre la législation ancienne et la législation nouvelle ; c'est à dessein, par conséquent, qu'il met d'un côté *tutorio vel curatorio*, tandis que de l'autre il dit simplement *pro tutela*, sans ajouter *aut cura*. Remarquons en outre que nous ne trouvons nulle part dans les textes l'*in jure cessio* et la *mancipatio* mentionnées à propos de la vente des biens du fou ; alors même qu'elles seraient nécessaires pour transférer à l'acquéreur le domaine quiritaire, nous les voyons remplacées par la tradition. De même, le curateur ne peut jamais procéder à une *manumissio vindicta*, et l'on n'est pas fondé à dire que c'est uniquement « quia in administratione patrimonii manumissio non est », car la L. 13 au Dig., *De manumiss.* (XL, 1), se place dans une hypothèse où l'affranchissement est imposé par un fidéicommiss, où il est obligatoire et n'est pas à proprement parler un acte à titre gratuit. Ce qui prouve encore que le législateur n'avait pas pour but de protéger les intérêts de l'interdit, c'est que le curateur peut arriver au même résultat par un moyen détourné : il fait tradition de l'esclave à un tiers qui procède lui-même à la *manumissio*. — Si donc ces actes sont interdits au curateur, c'est par suite d'une théorie générale qui lui défend tous les *actus legi-*

1. Témoin ces vers d'Horace (*Satires*, II, 3) :

..... « Interdicto huic omne adimat jus
« Prætor, et ad sanos abeat tutela propinquos. »

timi, pour nous servir de l'expression consacrée par les interprètes.

SECTION IV. — FIN DE LA CURATELLE.

Comme nous l'avons dit dans notre premier chapitre, dès que l'aliéné retrouvait le libre exercice de sa raison et de sa volonté, il recouvrait en même temps sa capacité pleine et entière. Il était donc logique d'admettre que les fonctions de curateur devaient cesser à chaque intervalle lucide. Telle était du reste la doctrine d'Ulpien qui nous dit que le fou, dès qu'il revient à la raison, cesse de plein droit d'être en curatelle : « ipso jure desinit esse in potestate curatoris. » (L. I, pr., D., XXVII, 10).

Mais les inconvénients de cette doctrine étaient très graves : chaque fois que le fou retombait en démence, il fallait procéder à une nouvelle nomination, ce qui exigeait des formalités fort longues et peut-être coûteuses ; le nouveau curateur était moins au courant que l'ancien des affaires du fou ; enfin le prêteur avait ainsi la faculté de remplacer sans un juste motif le curateur désigné par le testament paternel. Aussi y avait-il controverse sur ce point entre les jurisconsultes romains, et ce fut pour faire cesser tous les doutes que Justinien édicta la constitution 6 au Code (V, 70) : « Le curateur ne cessera point d'être curateur pendant toute la vie du furieux, cette maladie étant à peu près incurable. Cependant, durant les intervalles lucides, le curateur suspendra ses fonctions ; le furieux pourra faire des aditions d'hérédité et tous les

autres actes permis aux hommes de bons sens. Si tout à coup le mal vient à le reprendre, le curateur interviendra dans les affaires en suspens, et dans toutes celles qui surviendront pendant le cours de la maladie. Nous voulons que la nomination du curateur ne devienne pas si fréquente qu'elle en soit ridicule. »

La curatelle ne finissait donc sous Justinien que par la guérison complète de l'aliéné. En dehors de ce cas, elle prenait encore fin, comme dans l'ancien droit, par la mort du fou, par celle du curateur, sa *capitis deminutio*, l'admission d'une excuse *a suscepta cura*, ou la destitution du curateur à la suite du *crimen suspecti*.

Lorsque la curatelle cessait, il y avait nécessairement lieu à un règlement de compte ; mais nous ne trouvons pas ici, comme en matière de tutelle, une action originale ayant son nom et ses règles propres. Les Romains comparaient le curateur à un *negotiorum gestor* et le rôle des actions *tutelæ directa* ou *contraria* était rempli par les actions *negotiorum gestorum utilis directa* ou *contraria* gouvernées par des règles assez semblables à celles des actions *tutelæ*. « Ces actions sont qualifiées utiles, dit M. Accarias, parce que l'assimilation du curateur à un gérant d'affaires est quelque peu forcée. Le curateur fait sciemment l'affaire d'autrui, là est la ressemblance. Mais il exerce une mission forcée, le gérant d'affaires agit spontanément ; là est la différence profonde des deux situations. » (t. I, n° 177, 8^e note.) De plus, il résulte de la L. 4 § 3, au Dig., *De tut et rat.* (XXVII, 3), que le *furiosus* était admis à poursuivre son curateur encore en fonctions, ce que M. Accarias explique par

cette considération, que le *furiosus*, ayant des intervalles lucides, c'est-à-dire des moments de pleine capacité où il reprenait l'entière administration de son patrimoine, devait pouvoir demander des comptes à son curateur, et notre savant maître en tire cette conséquence que l'action du *mente captus* ne saurait, au contraire, être exercée qu'après la fin de la curatelle.

Toutefois un grand nombre d'auteurs pensent qu'il y a lieu, ici comme ailleurs, d'assimiler le *mente captus* au *furiosus*, et ils motivent la loi sur cette raison que la folie, à la différence de la minorité, n'a pas un terme fixe où elle doit finir.

Quant aux garanties accordées au fou pour la protection de ses droits, elles consistent : 1° en un privilège personnel et intransmissible (L. 15, § 1, D., XXVII, 10), très probablement converti, depuis Constantin, en une hypothèque tacite et générale ; 2° en une action au double contre le curateur qui lui avait, de mauvaise foi, fait subir quelque préjudice (Paul, *Sent*, II, 30) ; en l'action *ex stipulatu* qu'il pouvait intenter contre les fidéjusseurs fournis par le curateur (L. 16 § 1, D., XXVII, 3) ; 4° enfin dans une action subsidiaire contre le magistrat s'il avait négligé d'exiger une caution ou s'il en avait accepté une insuffisante (Inst., I, 24, § 2).

CHAPITRE IV

COMPARAISON ENTRE LA CURATELLE ROMAINE ET LA TUTELLE DE L'INTERDIT EN DROIT FRANÇAIS

La différence la plus frappante entre les deux législations consiste en ce que les Romains n'interdisaient ni les imbéciles ni les furieux, les seuls que nous interdisions aujourd'hui, tandis qu'ils frappaient d'interdiction les prodigues auxquels notre code n'applique plus cette mesure. Nous verrons plus loin comment ce changement s'est produit; mais il importe de remarquer immédiatement qu'ils donnaient aux uns et aux autres un curateur dont les fonctions étaient à peu près identiques avec celles de notre tuteur moderne. Le terme même de *curateur* avait été conservé d'abord par les rédacteurs du code civil : on le trouve, dans les premières éditions, à l'article 108, au lieu du mot tuteur par lequel il a été remplacé depuis, comme plus exact, à cause de l'assimilation que notre loi fait entre la tutelle des mineurs et celle des interdits (art. 109). Du reste, c'est là une idée toute romaine : « in paucissimis distant curatores a minoribus », dit la loi 13, pr. au Dig. (XXVII, 1), et nous voyons dans les textes que le curateur avait les mêmes obligations que le tuteur. Toutefois, dans les deux législations, cette assimilation est loin d'être parfaite.

L'origine de notre article 510 se trouve dans la loi 7, au Dig. *De curat. fur.* : « consilio et opera curatoris tueri « debet non solum patrimonium, sed et corpus ac salus « furiosi ».

Il en est de même pour l'article 511. Lorsqu'il était question du mariage de l'enfant du fou, à Constantinople, le curateur devait s'adresser au préfet de la ville, et dans les provinces au président ou à la personne du lieu la plus élevée dans l'ordre sacerdotal, pour qu'on réglât la dot gratis et sans frais, en présence des parents les plus notables de l'aliéné.

En droit romain, la curatelle pouvait être légitime ; d'un autre côté, le curateur testamentaire nommé par le père devait, au moins sous Justinien, être confirmé. Mais, comme nous l'avons fait remarquer, la curatelle déférée par le magistrat devint de plus en plus fréquente dans la pratique, et cette tendance se trouve sanctionnée dans notre code où la tutelle de l'interdit est toujours *dative*, sauf dans le cas prévu par l'article 506. Toutefois, il subsiste une immense différence entre les deux législations : à Rome le curateur était choisi par le magistrat sous sa propre responsabilité. Chez nous, au contraire, ce choix appartient au conseil de famille et le magistrat, sauf dans les cas limitativement énumérés par la loi, n'est pas même tenu de provoquer l'interdiction. — L'article 490 donne cette faculté à tout parent ; mais il ne l'impose pas, comme le droit romain, sous peine de certaines déchéances à quelques-uns d'entre eux.

Nous ne trouvons pas davantage reproduite dans notre législation la défense faite par la loi 14, *De curat. fu-*

rioso de nommer le mari curateur de sa femme en démence. Au contraire, notre article 506 lui donne la tutelle de plein droit. Le motif de cette différence, c'est qu'on ne pouvait la déférer à un autre, sans détruire en partie l'autorité maritale, puisque le mari a l'administration des biens de sa femme. La même raison n'existait pas en droit romain : si on l'avait nommé curateur, il aurait dû rendre compte de sa gestion à son épouse aussitôt qu'elle aurait recouvré ses sens, et le législateur romain a craint que son ascendant sur elle ne lui fit éluder cette obligation ; il a craint que la femme ne glissât trop légèrement sur ses comptes, et pour ne point compromettre ses intérêts, pour éloigner la discorde du ménage, il n'a point permis que le mari fût curateur des biens de son conjoint.

La loi romaine excluait les femmes de toutes les charges publiques : « *Fœminæ ab omnibus officiis civilibus vel publicis remotæ sunt* », dit la loi 2, *De Regulis Juris* ; or, « *personale munus est tutela, cura adulti, furiosive* » (L. 1, § 4, D., L, IV) ; la curatelle était une charge publique, d'où il résulte que les femmes en étaient exclues, et aucune exception n'a été faite à cet égard. La loi française, au contraire, permet, sous certaines conditions, de nommer la femme tutrice de son mari interdit (art. 507).

Lorsqu'on avait nommé un curateur à un furieux, il restait chargé de cet emploi aussi longtemps que durait la démence ou la fureur. L'article 508 du code civil porte que « Nul, à l'exception des époux des ascendants et descendants, n'est tenu de conserver la tutelle d'un interdit au delà de dix ans. »

Notre législation est donc loin d'avoir copié servilement

la législation romaine ; mais c'est surtout au point de vue de la protection accordée à l'incapable que la différence est la plus grande, que la supériorité de notre droit se fait surtout sentir.

A Rome, on ignorait complètement l'institution du subrogé tuteur. De plus, tandis que chez nous il faut un jugement pour rendre à l'interdit son entière capacité, aucune formalité n'était nécessaire pour passer de la *potestas curatoris* au libre exercice de ses droits civils : il ne paraît pas que les magistrats aient jamais été chargés d'une intervention ou d'une vérification quelconque. Enfin, tandis que notre législateur, jaloux de respecter autant que possible la liberté individuelle, délimite avec soin les conditions nécessaires pour prononcer l'interdiction, la loi romaine ne se préoccupait nullement de protéger l'individu contre les prétentions de ses agnats ou des curateurs que le préteur pouvait lui donner. Une seule loi, la loi 6 au Dig., *De cur. fur.* (XXVII, 10) prescrit au préteur de ne nommer le curateur qu'en connaissance de cause ; mais les motifs qu'elle invoque montrent bien que c'est par un sentiment de défiance et non dans un but de protection pour l'aliéné que cette enquête est ordonnée : elle craint qu'on ne soit tenté de simuler la folie pour échapper aux charges publiques. Notre législation a donc l'immense avantage d'accorder une protection plus efficace au malheureux atteint d'aliénation mentale. Mais nous devons convenir que, au point de vue théorique, au point de vue des principes purs, le droit romain est plus logique et plus rationnel que le nôtre. Tandis que chez nous la nomination d'un tuteur, étant la

conséquence de l'interdiction, correspond toujours à une altération considérable de la capacité du fou, et suspend pour ainsi dire sa vie civile, en droit romain, l'existence de la curatelle n'avait aucune influence sur la capacité civile et politique de l'aliéné; la constatation juridique de la folie, quand elle avait lieu, n'emportait pour l'avenir aucune présomption légale d'incapacité. La capacité de l'individu tenait exclusivement à son état mental, et non à telle ou telle formalité judiciaire. L'insensé était incapable, non parce qu'il avait donné des signes de fureur plus ou moins fréquents et habituels, non parce qu'il avait un curateur, mais parce qu'il n'avait pas eu son libre arbitre, qu'il n'avait pas pu consentir valablement au moment du contrat. C'était à celui qui attaquait l'acte à prouver la démence à l'instant même de sa confection; en un mot, le fou n'était pas interdit.

Ces dispositions paraissent, au premier coup d'œil, plus conformes à la raison naturelle que celles de notre code. En effet, pourquoi se servir du ministère d'un curateur, lorsque le malade n'en a plus besoin, lorsqu'il jouit de ses sens? Logiques, comme toujours, les Romains se sont dit : Le fou ne peut contracter parce qu'il ne peut consentir; ses biens doivent cependant être administrés : il faut donc lui donner une personne qui soit chargée de ses intérêts, qui le représente dans tous les actes de la vie civile. C'est la nécessité qui fait recourir à ce moyen, c'est l'incapacité naturelle de l'aliéné, qui rend ce curateur nécessaire. Aussi, dès que cette incapacité cesse ou est seulement suspendue, la curatelle, elle aussi, cesse ou est suspendue. Il n'en est pas de même pour le prodigue; il

jouit de la plénitude de ses facultés, il est capable *naturellement* de consentir, et par conséquent de contracter; il faut donc, pour lui ôter cette capacité, l'intervention de l'autorité publique : voilà pourquoi on l'interdit.

Cette législation a pour elle la logique; mais le législateur romain n'a jeté ses regards que sur le fou, sans considérer les personnes qui l'entouraient. Pour ne pas priver un homme de la faculté de contracter pendant quelques instants fort courts, il a rendu tous les contrats incertains, et, comme le fait fort bien remarquer M. Accarias, cette législation, « qui en elle-même paraît simple et rationnelle, devient dangereuse quand on passe de la théorie à la pratique. Et, d'abord, l'homme a-t-il agi en état de démence ou de lucidité? Ce sera trop souvent une question litigieuse et d'autant plus difficile à résoudre qu'elle ne s'élèvera d'ordinaire que longtemps après la confection de l'acte. Mais en outre, comme la folie n'est pas l'état normal de l'homme et par conséquent ne saurait se présumer, le juge devra, en l'absence de preuves et à moins que la démence ne résulte des clauses mêmes de l'acte, admettre qu'il est l'œuvre d'une personne saine d'esprit. Donc multiplication de procès et insuffisance de protection pour les fous, tels sont les inconvénients de la distinction romaine » (1).

1. Accarias, *Précis de Droit rom.*, t. I, n° 171. — Sic, MM. Ortolan, Demangeat, Lyon-Caen (*à son cours*).

DROIT FRANÇAIS

DES EFFETS DE L'INTERDICTION JUDICIAIRE

PROLÉGOMÈNES

« Qui ne sait se borner ne sut jamais écrire » ;

C'est pour nous conformer à ce précepte fort sage, surtout lorsqu'il s'agit d'un opusculé dont le cadre est forcément restreint comme celui d'une thèse, qu'au lieu de traiter d'une manière générale, de la condition civile des aliénés en droit français, nous ne prendrons qu'une minime partie de ce sujet.

A Rome, comme nous venons de le voir, tous les fous, quel que fût leur degré d'aliénation mentale, étaient soumis aux mêmes règles. Dans notre législation actuelle, au contraire, on peut distinguer, au point de vue de la capacité juridique, quatre classes d'aliénés :

1° *Les aliénés qui n'ont été l'objet d'aucune mesure spéciale*, soit que les personnes qui avaient autorité pour en provoquer aient négligé de le faire, soit que leur état mental n'ait donné lieu à aucune crainte immédiate, et n'ait fait appréhender aucun danger sérieux. Ces aliénés ont conservé, en principe, toute leur capacité, et le sort de leurs actes est réglé par des dispositions légales parsemées pour ainsi dire dans nos codes.

2° *Les Interdits*, dont la situation très exceptionnelle au point de vue de la capacité juridique doit avoir pour cause une grave maladie mentale.

3° *Les aliénés pourvus d'un conseil judiciaire*, protégés d'une manière peu gênante contre la faiblesse de leur intelligence par un conseil judiciaire. Ils sont frappés d'une incapacité partielle et tempérée dont la nature et les conséquences sont indiquées sommairement avec celles de l'interdiction véritable (art. 499 et 502 civ.)

4° Enfin *les individus placés dans un établissement d'aliénés*, quelle que soit la gravité de leur mal, qu'ils soient en proie aux délires les plus violents ou qu'ils soient atteints de manies légères. Depuis la loi du 30 juin 1838, ils font l'objet de règles spéciales, également distantes de l'interdiction et du conseil judiciaire, bien qu'elles soient appliquées pour des causes identiques.

Nous nous occuperons seulement des personnes de la seconde catégorie, et encore, dans cette classe, nous ne traiterons que *des effets de l'interdiction*, laissant complètement de côté tout ce qui a trait au point de savoir par qui elle peut ou doit être poursuivie et dans quelles formes elle doit l'être.

Après avoir traité rapidement dans un premier chapitre des effets de l'interdiction dans l'ancien droit français, nous examinerons successivement, au point de vue de la législation actuelle, les effets du jugement : 1° quant à l'organisation de la tutelle de l'interdit ; 2° quant à l'administration de sa personne, de ses biens et de sa famille ; 3° enfin quant aux actes soit antérieurs, soit postérieurs au jugement.

CHAPITRE I^{er}

ANCIEN DROIT FRANÇAIS

§ 1. *Comment l'interdiction des aliénés s'est introduite dans notre législation.*

I. — A l'origine, l'ancien droit français ne s'occupa aucunement de la situation des fous ; mais, avec le temps, la nécessité s'imposa de déterminer leur condition légale. Aussi, à partir du XIII^e siècle, les hommes de loi se mirent à l'œuvre, et la jurisprudence coutumière, suivant l'exemple des pays de droit écrit, emprunta au droit romain l'ensemble de ses institutions sur la matière. On distingua la *folie naturelle*, infirmité que l'homme apporte en naissant, infirmité congénitale, comme diraient

nos aliénistes modernes, infirmité qui dure jusqu'à la mort, de la *forsennerie*, maladie qui se déclare pendant le cours de la vie et qui peut faire place quelquefois à des intervalles de raison, de lucidité : le *fol naturel* correspondait au *mente captus*, le *forsenné* au *furiosus*. En principe, le fou conservait la jouissance de tous ses droits ; mais pendant son délire il perdait la faculté de les exercer, faculté qu'il recouvrait avec la raison. En un mot, il était, comme à Rome, complètement incapable pendant les accès de folie, pleinement capable pendant ses intervalles lucides. Ainsi, nous lisons dans *Li livres de justice et de plet*, au titre *De Droit de persone* (liv. I, t. VIII, § 5) : « Se aucuns est forsenez, il ne pert pas por ce sa dignité, ains li remaint sa chose », et nous voyons dans Beaumanoir que, pendant les accès de la maladie, il ne peut se marier, faire un testament, contracter une obligation ; s'il figure dans un contrat, il n'est pas juridiquement obligé. « On ne pot sivre (*poursuivre en justice*) de convenence muet ne sourt qui n'ot goute, ne forséné, ne fol naturel... car li mus ne pot fere convenence, parce qu'il ne pot parler, ne li sours parce qu'il ne pot oïr le convenence ; mais ce entendons noz de sours qui n'oent nule goute ; ne li forsénés, ne li fax naturex, parce qu'ils ne savent ce qu'ils font. » (*Coutumes du Beauvoisis*, capitres xxxiv, § 56.)

Cependant certaines modifications étaient inévitables, et au XVIII^e siècle, alors que la condition des aliénés est définitivement ordonnée dans le droit coutumier, nous pouvons constater que de grandes différences séparent les institutions nouvelles du droit antique et du droit ro-

main. Recherchons comment elles se sont produites.

II. — Les jurisconsultes romains, adoptant la théorie stoïcienne sur la nature de la volonté, regardaient le libre arbitre comme indivisible. A leurs yeux, il cessait d'exister par cela seul qu'il cessait d'être entier; aussi, en avaient-ils conclu, avec la logique qui les caractérise, qu'il ne pouvait y avoir de degré dans la folie, et qu'il fallait traiter tous les fous de la même façon. Mais cette théorie ne reçut pas en France une application aussi stricte, et nos anciens auteurs, tout en considérant l'abolition du libre arbitre comme une des conséquences de la folie, n'en firent pas un effet nécessaire. Ils pensèrent avec raison qu'en arrivant à la période extrême de son développement, elle pouvait bien produire un anéantissement absolu de la volonté et du libre arbitre; mais ils ne virent là qu'un effet maximum au-dessous duquel pouvaient se placer des altérations plus ou moins profondes des facultés mentales. De là des incapacités inégales, et des modes différents de protection ou de précaution.

Mais faut-il voir dans ce résultat la conséquence logique d'une doctrine philosophique qui fit abandonner les idées romaines dans leur principe essentiel? Nous ne le pensons pas. On se trouve sans doute en face de cas particuliers, par exemple de personnes suffisamment raisonnables pour se conduire convenablement dans les actes ordinaires de la vie, mais douées d'une énergie insuffisante pour résister à certains entraînements, à certaines passions. Il eût été trop rigoureux de les considérer comme entièrement incapables; on se contenta de leur interdire les actes les plus dangereux pour eux-mêmes et

pour leur famille, imitant en cela ce que les Romains avaient fait pour les prodigues. Puis, peu à peu, l'usage consolidant une telle manière d'agir, la doctrine romaine se trouva modifiée dans son essence, sans que pour cela les jurisconsultes français aient, de propos délibéré, répudié les idées romaines sur l'indivisibilité de la raison.

III. Quoi qu'il en soit, le droit coutumier, tout en copiant le droit romain, reconnu, au point de vue de la capacité, deux types de fous, l'un complètement dépourvu de libre arbitre, l'autre conservant sa volonté, mais une volonté susceptible d'être subjuguée, égarée dans certains cas par la maladie. Pour les premiers, il établit une incapacité absolue, régie par les règles romaines, et aggravée par l'interdiction prononcée en justice. Pour les seconds, la coutume imagina une situation intermédiaire, variable suivant les cas, et déterminée par le juge dans chaque espèce suivant les actes qui devaient être permis ou défendus au malade. De là deux sortes d'interdictions, l'une absolue, appliquée à la folie entière, l'autre mitigée, tempérée suivant le degré du mal, s'appliquant à la demi-folie. Ce n'est pas, il est vrai, la seule différence qui sépare les coutumes du droit romain, mais on peut dire que c'est la véritable et sérieuse innovation introduite dans la matière.

§ II. — *Effets de l'interdiction sous notre ancien droit.*

I. — Comme nous bornons cette étude aux effets de l'interdiction, nous n'avons pas à rechercher qui avait

qualité pour la provoquer, quelles étaient les personnes qui pouvaient y être soumises, ni même quelles étaient les causes qui permettaient de la prononcer. Nous nous contenterons de remarquer que la sentence devait recevoir une certaine publicité : au ^{xvi}^e siècle, elle était criée dans Paris ; en 1621 et 1623 des arrêts de règlement ordonnèrent de dresser dans la chapelle du tribunal un tableau où toutes les interdictions prononcées seraient inscrites ; les notaires devaient en prendre copie sous peine de dommages-intérêts en raison du préjudice que ce défaut de publicité aurait pu causer aux tiers. Mais la validité de l'interdiction n'était pas subordonnée à l'exécution de ces formalités. L'insinuation était la seule publicité essentielle, aux termes des articles 5 et 14 de l'édit de décembre 1703, confirmé par celui du 29 septembre 1722 (art. 9) ; elle était nécessaire, mais suffisante.

II. — Un des premiers effets de la sentence d'interdiction était de faire nommer un curateur à la personne en démence : « Li desvez et la desvée seront an la mère » (*main*) au curator, por le conseau du juge (1). » Cette nomination était faite par le juge sur l'avis des parents et des amis de l'aliéné. Pothier nous apprend que cette curatelle était toujours dative, même dans la coutume d'Orléans qui admettait une tutelle légitime. Quant aux causes d'incapacité, d'exclusion ou d'excuses, elles étaient à peu près les mêmes qu'en droit romain ; toutefois

1. *Li livres de jostice et de plet*, De la devise du droit de personne, § 5.

nous ne trouvons pas reproduite dans les coutumés a défense faite au mari d'être curateur de sa femme. Domat, il est vrai, maintient cette prohibition, mais elle est repoussée par Loysel, Lœuet, Denisart. Réciproquement un arrêt du parlement (17 avril 1734) décida que la femme n'était pas incapable d'être curatrice de son mari interdit.

III. — Les fonctions du curateur comprenaient l'administration du patrimoine et la garde de la personne. « L'interdit pour cause de démence, dit Pothier, ne pouvant se gouverner non plus que ses biens, le pouvoir et les obligations de son curateur s'étendent à sa personne autant qu'à ses biens. Ce curateur peut le retenir auprès de lui, ou le mettre en pension dans telle maison honnête qu'il jugera à propos. Que si la démence va jusqu'à la fureur et ne permet pas qu'il soit laissé en liberté, il peut, et même il doit se pourvoir devant le juge qui, sur l'avis de la famille, après qu'il aura été informé de la fureur, ordonnera qu'il sera enfermé dans une maison de force. » (*Traité des Personnes*, t. VI, s. V.).

Quant aux biens, le pouvoir et les obligations du curateur étaient à peu près les mêmes que ceux du tuteur. Cependant, dans certains cas, le jugement lui adjoignait un conseil dont il était obligé de prendre l'avis pour tous les actes de disposition. Toutefois, même à défaut de ce conseil, quand il s'agissait d'actes très graves, pouvant entraîner une grande responsabilité, le curateur prenait ordinairement la précaution de consulter les parents du fou. « Un tuteur peut répudier une succession déferée à son mineur, dit Pothier ; un curateur peut répudier celles

déférées à ceux qui sont sous sa curatelle. Mais il est d'usage que les tuteurs et curateurs prennent la précaution de se faire autoriser pour cela par un avis des parents assemblés devant le juge. » (*Traité des successions*; ch. III, sect. IV, § 1.) Lorsqu'il s'agissait d'accepter soit une succession, soit une donation, le curateur pouvait agir de sa propre autorité, sans prendre l'avis des parents (art. 7, ord. de fév. 1731).

IV. — Cette interdiction complète avec nomination de curateur n'était prononcée que lorsque la démence était continue; telle était du moins la jurisprudence ordinaire dont les parlements ne consentaient à se départir qu'avec une grande réserve. On cite cependant un arrêt du 22 décembre 1762 qui interdit une personne sujette à de fréquents accès de fièvre chaude; mais, ajoute Denisart, « cela fit beaucoup de difficulté ».

Lorsque le malade avait la raison affaiblie, sans toute fois être entièrement aliéné, on se contentait de lui nommer un conseil d'une ou de plusieurs personnes sans l'assistance desquelles il ne pouvait accomplir certains actes. « Le remède, dit Denisart, change suivant les circonstances. Tandis que les uns sont sous la puissance de leurs curateurs comme les mineurs sous celle de leurs tuteurs, les autres n'ont les mains liées que par rapport à l'aliénation de leurs fonds, ou même par rapport aux procès qu'ils peuvent entreprendre. » Ainsi l'article 182 de l'ordonnance de Blois permettait au juge d'interdire à un homme d'entreprendre un procès, sans avoir pris l'avis de certains avocats qu'on lui donnait pour conseil (1). —

1. C'est d'une interdiction de ce genre que se plaint la comtesse de Pimbèche lorsqu'elle dit à Chicaneau :

Quant à la mission de ce conseil, elle était des plus simples ; elle consistait uniquement à autoriser les actes indiqués dans le jugement d'interdiction, actes qui ne pouvaient être faits sans son assentiment.

V. — Les fonctions du curateur et du conseil nommé par justice cessaient en même temps et par les mêmes causes que l'interdiction, ou la demi-interdiction, c'est-à-dire, dans les pays de droit écrit, dès que le malade avait recouvré la raison. Telle était aussi l'opinion de Ricard et de Bourjon. (1) Mais Ferrière, dans son dictionnaire, soutient que l'interdit, en général, « reste dans ses liens » tant qu'il n'est pas relevé juridiquement de son incapacité. C'était du reste la doctrine des pays de droit coutumier, et déjà la coutume de Bretagne portait : « L'administration des biens peut être rendu à celui à qui on l'a interdite par connaissance de cause et autorité de justice (497, anc. Cout., 525, nouv. Cout.). » Il y avait cependant un cas où l'interdiction cessait *ipso facto* et sans intervention de justice ; c'était lorsque le curateur venait à mourir et que la famille de l'interdit négligeait d'en faire nommer un nouveau ; on présumait alors que le malade était guéri.

VI. — L'interdiction ne créait pas, à proprement parler, un état d'incapacité ; car, comme l'a dit Meslé, « c'est la folie qui rend l'acte nul, non le décret du juge. »

Je ne sais quel biais ils ont imaginé,
Ni tout ce qu'ils ont fait ! Mais on leur a donné
Un arrêt par lequel, moi, vêtue et nourrie,
On me défend, Monsieur, de plaider de ma vie.

Racine (*Les Plaideurs*, acte I, sc. VII.)

1. Merlin, *Rép., Interd.* § VII.

« Si la démence quitte et vient par intervalles, l'interdiction n'a lieu que pendant la démence, et cesse lors des intervalles lucides », dit encore Bourjon dans son *Droit commun de la France*. Ricard n'est pas moins explicite : « Dès l'instant qu'il a recouvré son bon sens, l'interdit purge l'incapacité qu'il avait contractée, sans qu'il ait besoin du décret du juge, quoiqu'il eût interposé son autorité lors de la démence en lui donnant un curateur. Et même bien davantage : les lois ont voulu que si la démence n'est pas continue, les testaments et autres actes qui se trouvent faits pendant les bons intervalles soient exécutés et que l'autorité du curateur qui avait été nommé demeure en suspens pour reprendre sa force durant les intervalles moins heureux. »

C'était la reproduction pure et simple du système romain ; l'existence de la curatelle jointe à d'autres circonstances pouvait bien entraîner, dans certains cas, présomption de folie, mais cette présomption était toujours susceptible d'être combattue par la preuve contraire. En un mot, l'interdiction n'ajoutait rien à l'incapacité naturelle ; il n'y avait là, pour ainsi dire, que l'expression et comme le vêtement civil de l'interdiction naturelle, rien de plus ; l'interdiction civile et l'incapacité qui en résultait disparaissaient en droit français comme en droit romain, *ipso jure*, par le retour temporaire ou définitif de la raison.

VII. — Ce système, qui, à l'origine, fut celui des pays de droit écrit, comme celui de la plus grande partie de nos pays de coutumes, ne tarda pas à être abandonné dans ces derniers, du moins en général. Dans les pre-

miers, il se conserva jusqu'à la Révolution, mais non pas cependant sans recevoir de profondes modifications. On admit d'abord que l'interdiction seule suffisait à faire naître une présomption *juris tantum* d'existence de la folie ; de plus, on régleta sévèrement les conditions de preuve des intervalles lucides. Bourjon voulait que cette preuve ne fût admise qu'autant que la raison se serait manifestée dans plusieurs actes antérieurs ou subséquents à celui dont on provoquerait la nullité.

VIII. — Le droit écrit n'alla pas plus loin dans ses modifications au droit romain ; mais la jurisprudence coutumière accumula les difficultés autour de la preuve des intervalles lucides afin de couper court aux procès. Bourjon nous dit même que, dans ce cas, le Châtelet de Paris n'admettait la preuve testimoniale qu'autant qu'il y avait un commencement de preuve par écrit. Plus tard, on pensa que l'incapacité naturelle pouvait bien disparaître par l'arrivée d'un intervalle lucide, mais que cet intervalle lucide devait être impuissant à faire disparaître la défense, l'interdiction prononcée par le juge ; que cette interdiction, tant qu'elle n'avait pas été levée avec les mêmes formalités qui avaient présidé à sa naissance, devait subsister, et que sa seule violation devait constituer une cause de nullité des actes passés par celui qui y était soumis, sans qu'on eût d'ailleurs à se préoccuper du point de savoir si l'auteur de cet acte jouissait ou non, en fait, de sa raison. Tel est, du moins, le système définitivement consacré par un arrêt de 1768. L'interdit pouvait donc demander la nullité d'un acte accompli pendant l'interdiction, sans que son adversaire fût admis

à prouver qu'il avait été passé pendant un intervalle lucide. Du reste, ce système se conçoit très bien rationnellement : la demande n'est nullement fondée sur l'inexistence de l'acte, conséquence naturelle de la folie, mais sur un vice de cet acte, l'incapacité de son auteur. C'est ainsi que Pothier dit formellement que si un interdit avait fait une donation, le donataire ne serait point admis contre le donateur ou ses ayants cause à prouver que l'interdit avait, au moment de l'acte, recouvré la raison.

IX. — Le principe posé, examinons si on l'appliquait indifféremment à tous les actes de la vie civile.

Et d'abord, l'interdit pouvait-il contracter un mariage valable pendant un intervalle lucide ?

« Les insensés, dépourvus de l'usage de la raison, dit Denisart, sont incapables de donner un consentement personnel ; ainsi, ils ne peuvent point contracter un mariage valable, et l'union qui paraîtrait contractée avec une pareille personne serait nulle... Les imbéciles qui n'ont pas entièrement perdu l'usage de la raison, mais qui n'en ont qu'un usage borné, sont capables de se marier, parce qu'ils peuvent donner un consentement personnel à l'union projetée ; mais ils ne peuvent contracter mariage qu'avec l'autorité de leur curateur, lorsqu'ils sont interdits de l'administration de leurs personnes. Il n'en est pas de même des interdits pour prodigalité. Ceux-ci conservent l'usage de la raison : ils ne sont pas interdits de l'administration de leurs personnes, mais seulement de l'administration de leurs biens. En conséquence, ils peuvent contracter mariage, seuls et sans l'autorité de leur curateur ; mais ils ne peuvent pas, sans son au-

torité, arrêter leurs conventions matrimoniales (1). »

Puis se posant la question des intervalles lucides, il ajoute :

« L'insensé jouit pendant l'intervalle lucide de sa raison ; il peut dans le même temps donner un consentement personnel à l'union conjugale. Cette raison a déterminé plusieurs auteurs à regarder comme valable le mariage contracté par un insensé pendant un intervalle lucide ; c'est en particulier le sentiment de Lacombe, de Durand, de Maillane, de Saint-Thomas qui s'est expliqué ainsi : *Si autem præcedit furia, aut furiosus habet lucida intervalla, aut non : si habet, tunc, quamvis, dum est in illo intervallo, non sit tutum quod matrimonium contrahat, quia nescit prolem educare, tamen, si contrahit, matrimonium est.* » Ajoutons que c'est le système soutenu par Pothier : « Lorsque la folie d'une personne a des intervalles lucides, dit-il, cette personne ayant pendant ce temps l'usage de sa raison, il n'est pas douteux que le mariage qu'elle contracterait pendant ce temps serait valable. » C'était aussi l'avis de Meslé, qui, après avoir dit que l'interdit ne peut contracter mariage, fait remarquer que : « S'il a des moments où il revient à lui, il pourra dans ces moments se marier. »

Cependant, l'opinion contraire avait aussi ses partisans, et nous lisons dans Denisart, à la suite du passage que nous venons de citer : « Malgré ces autorités, il nous semble que le mariage de l'insensé contracté dans un intervalle lucide est radicalement nul. Le mariage a pour

1. *Nouveau Denisart*, v. Empêchements de mariage, § IV.

fin, et la procréation des enfants, et la société intime des époux qui doivent vivre ensemble jusqu'au décès du premier mourant : *maris et fœminæ conjunctio, individuum vitæ consuetudinem continens*. Or il ne peut pas y avoir de société intime avec une personne insensée qui a des intervalles lucides, puisqu'on ne peut pas avoir de société habituelle avec elle, et qu'il devient nécessaire de mener une vie séparée l'un de l'autre dans le temps de la démence, qui est son état habituel. Au surplus, il est bon d'observer que nous ne voyons pas quelles personnes pourraient être recevables à attaquer un pareil mariage, si ce n'est le ministère public. »

X. — Quant au testament, d'après l'opinion généralement adoptée, il n'était nul qu'autant qu'il avait été fait sous l'empire de la folie ; l'interdiction ne faisait que « rendre la preuve plus facile », comme dit M. Joly de Fleury dans ses plaidoyers. C'est, du reste, ce que suppose M. de Lamoignon, dans ses Arrêtés ; c'est ce qu'atteste positivement le chancelier d'Aguesseau, dans son plaidoyer du 15 mars 1698 ; tel est aussi le sentiment de Furgole et de Ricard. Mais Denisart est d'un avis contraire : « Je crois, dit-il, que l'interdiction pour cause de dérangement d'esprit ou de fureur est un obstacle absolu pour tester, parce que ceux qui sont dans ce cas n'ont point une volonté saine et telle que les lois l'exigent de la part des testateurs. » (Voir *Testament*, § 156.) Pothier est moins explicite : « Nos coutumes veulent, dit-il, que le testateur soit sain d'entendement ; la folie, la démence rendent donc incapable de tester ; cela est pris dans la nature même des choses : le testament est la déclaration

des dernières volontés ; celui qui n'a point l'usage de la raison n'a point de volonté, *furiosi nulla voluntas est*. Le testament qu'un homme en démence a fait est déclaré nul, quand même il n'aurait pas été interdit, car *ce n'est pas tant l'interdiction que la démence même* qui le rend incapable de tester.... » Quelques auteurs ont cru trouver dans ce passage la preuve que Pothier avait rangé le testament, comme le mariage, dans une classe à part, et l'avait laissé complètement sous l'empire du fait. Cependant le doute nous semble permis sur ce point. En disant que « ce n'est pas tant l'interdiction que la démence qui rend incapable de tester », Pothier semble bien reconnaître une certaine influence à l'interdiction. De plus, dans son *Traité des Donations*, par cela même qu'il rejette l'opinion de Ricard, il refuse très explicitement à l'interdit pour démence, qui a recouvré la raison, le droit de faire une donation tant qu'il n'a pas été relevé de son interdiction. — Nous pensons donc que sur ce point, comme sur le précédent, les auteurs étaient fort divisés, quoiqu'il y eût une tendance générale à reconnaître la validité du testament fait pendant un intervalle lucide.

XI. — Quant aux contrats ordinaires, on admet généralement que l'incapacité de l'interdit était continue ; on s'appuie pour le soutenir sur le texte de Pothier relatif aux donations auquel nous faisons allusion dans le paragraphe précédent, ainsi que sur le passage suivant qui n'est pas moins probant : « Il nous reste à observer une différence entre l'incapacité des interdits et des mineurs, et celle des femmes qui sont sous puissance de mari.

Celles-ci sont absolument incapables de contracter sans être autorisées ; elles ne peuvent pas plus, sans cela, obliger les autres en contractant que s'obliger elles-mêmes. Au contraire, les interdits pour prodigalité et les mineurs qui commencent à avoir quelque usage de raison sont plutôt incapables de s'obliger en contractant qu'ils ne sont incapables absolument de contracter ; ils peuvent, en contractant sans l'autorité de leur tuteur ou curateur, obliger les autres envers eux, quoiqu'ils ne puissent s'obliger envers les autres. » — « D'où il suit *a contrario*, dit M. Villey, que les interdits pour toute autre cause que la prodigalité, c'est-à-dire pour cause de démence ou de fureur, qui n'ont, eux, *aucun usage de la raison*, sont, comme la femme mariée (du moins d'après Pothier), frappés d'une incapacité absolue, et, par conséquent, que les actes faits par ces personnes sont entachés d'une nullité absolue. » (*Des actes de l'interdit*, p. 20). — Cependant on a argué, pour soutenir la doctrine contraire, de cet autre passage du même auteur : « Tous les contrats prétendus faits par un fou, quoique avant son interdiction, sont nuls si on peut justifier que dès le temps du contrat il était fou ; car *c'est la folie qui seule et par elle-même* le rend incapable de contracter, indépendamment de la sentence d'interdiction qui sert seulement à constater sa folie. » — Tout ce qu'on peut conclure de là, à notre avis du moins, c'est que la preuve de la folie au moment où l'acte a été accompli suffit pour le faire annuler indépendamment de toute interdiction. Mais la sentence, par cela seul qu'elle constate l'aliénation mentale, qu'elle établit une preuve de démence *juris et de*

jure, rend l'interdit absolument incapable de faire un contrat valable tant qu'il n'a pas obtenu main-levée de l'interdiction.

XII. — En résumé, dans notre ancien droit comme en droit romain, l'interdit pour cause de démence ou de fureur était frappé d'une incapacité absolue, sauf dans les cas particuliers que nous venons de citer. Mais cette incapacité étant la conséquence de l'interdiction était permanente, tandis que, d'après le droit romain, elle se trouvait subordonnée à une question de fait perpétuellement posée. C'est là le grand avantage pratique du nouveau système.

XIII. — En matière pénale, le droit romain avait appliqué à la lettre les principes du droit naturel : la personne dont la démence était établie n'était passible d'aucune peine, parce qu'elle était incapable de commettre aucune faute, ni d'avoir aucune intention mauvaise. Cette règle ne fut pas appliquée d'une manière aussi logique dans notre ancien droit, où la folie nous apparaît moins comme une cause exclusive de l'imputabilité, que comme une cause d'exemption, d'allègement ou de tempérament. C'est ainsi que nous lisons dans le *Grand Coustumier de France* : « Et toutes fois les meffaicts aggrauent ou allègent les peines en sept manières : La première pour cause de la personne, si comme..... quand aucun excès est faict par une personel folle ou yure. » (Liv. 4, ch. 6. p. 536.) « D'après la pratique du parlement de Paris, dit M. Ortolan, les premiers juges étaient astreints à prononcer contre l'insensé convaincu la peine ordinaire du crime, le parlement se réservant à lui seul le pouvoir de

modérer cette peine ou d'en exempter sur l'appel. Et même pour certains crimes, savoir, pour celui de lèse-majesté et pour ceux dans lesquels nos lois voulaient que le procès fût fait au cadavre, il était reçu sans hésitation que la folie n'excusait pas. » (*Elém. de Droit pénal*, § 336).

XIV. — Nous n'avons parlé jusqu'ici que des actes *postérieurs* à la sentence, cependant l'interdiction produisait d'importants effets sur les actes antérieurs. Elle permettait de les annuler sur la seule preuve que la démence existait au moment du contrat, sans qu'on soit tenu d'établir qu'elle ait été concomitante. « Quand il y a eu une interdiction prononcée pour cause de démence, dit l'éminent procureur au Châtelet de Paris que nous avons déjà cité si souvent, comme il est fort rare que cette infirmité survienne tout à coup, et que d'ordinaire elle a des progrès qui se manifestent successivement, on suppose alors que la démence est antérieure à l'interdiction, et s'il s'agit d'actes passés dans un temps voisin de celui où elle a été prononcée, pour peu qu'il y ait quelque circonstance pressante, la preuve s'admet facilement alors; mais s'il est question d'actes passés dans un temps éloigné de l'interdiction, la démence n'étant plus en ce cas soutenue par la vraisemblance que la proximité des actes fait naître, il faut qu'il y ait quelque commencement de preuve par écrit de l'époque à laquelle on prétend faire remonter l'imbécillité. » Puis il cite quelques exemples. Une sentence du Châtelet du 13 mars 1723 admit la preuve testimoniale de la faiblesse d'esprit d'un sieur le Hay pour un acte passé le 10 octobre 1720, bien qu'il n'eût été interdit

que le 27 mai 1721. Il en fut de même pour le sieur Brulon, notaire, à Langeais, interdit le 8 janvier 1737, relativement à une transaction passée le 31 juillet 1736; mais il faut remarquer, ajoute Denisart, « qu'on apportait un acte reçu par Brulon en qualité de notaire, le jour même de la transaction, dans lequel on ne trouvait pas beaucoup de sens. » En revanche, un arrêt du 1^{er} juillet 1756 confirma « à cause du laps de temps qui s'était écoulé entre l'acte attaqué et l'interdiction », une donation considérable faite par la duchesse de la Force cinq ans avant son interdiction. Cependant les héritiers offraient de prouver la folie et appuyaient leur assertion sur des papiers émanés d'elle et trouvés chez son intendant.

XV. — Quant à la validité du testament fait avant l'interdiction, elle était présumée avec plus ou moins de force selon que le testament était olographe ou public. Dans le premier cas, la sagesse du testament faisait preuve de la sagesse du testateur, et, si les dernières volontés du *de cuius* ne renfermaient rien de contraire à la raison on n'était pas admis à prouver sa folie, quand bien même le testament aurait été fait peu avant l'interdiction. Ainsi Denisart nous rapporte que le testament du sieur Cointrel a été maintenu, « nonobstant le fait de démence du testateur (au temps du testament) allégué par les héritiers qui en offraient la preuve. » « La même chose a été jugée, ajoute-t-il plus loin, par arrêt rendu le 9 avril 1731, en la grand'chambre pour le testament olographe du chevalier de Faur. Dans cette espèce, on alléguait des faits précis de démence entre autres que le testateur avait couru tout nu dans les rues de Saint-Germain, et qu'il

avait causé un grand scandale dans l'église le jour même de son testament : malgré la gravité et la précision des faits, la preuve fut rejetée, et le testament confirmé, parce qu'il paraissait sage et bien réfléchi, et que d'ailleurs le testateur était mort *integri status*. » (v^o *interdiction*, § 31 et 32).

Mais quand le testament avait été passé devant des officiers publics, comme la pensée du testateur et l'expression de sa volonté pouvaient avoir été travesties et son état d'esprit dissimulé par la rédaction officieuse des notaires, on permettait bien plus facilement d'établir la preuve de la folie à l'encontre de la teneur du testament.

Enfin, si l'interdiction n'avait pas été prononcée contre une personne qui venait à décéder, on admettait très difficilement la preuve de la folie. L'état de raison était présumé d'une façon à peu près invincible, et le silence, sa vie durant, gardé par sa famille si intéressée à prévenir la dissipation du patrimoine, était regardé comme un des plus puissants arguments en faveur de la saine intelligence

— Ces préliminaires terminés, passons aux effets de l'interdiction telle qu'elle a été établie par le Code civil et maintenue par la jurisprudence.

CHAPITRE II

ORGANISATION DE LA TUTELLE DE L'INTERDIT

I. — « S'il n'y a pas d'appel du jugement d'interdiction rendu en première instance, ou s'il est confirmé sur l'appel, il sera pourvu à la nomination d'un tuteur et d'un subrogé tuteur à l'interdit, suivant les règles prescrites au titre *de la Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation*. L'administrateur provisoire cessera ses fonctions, et rendra compte au tuteur s'il ne l'est pas lui-même. » Cette disposition de l'article 505 du code civil, reproduite dans des termes complètement identiques par l'article 895 du code de procédure, nous montre qu'un des principaux effets du jugement d'interdiction est de mettre l'interdit en tutelle, et que cette tutelle est toujours *dative*, sauf dans le cas prévu par l'article 506. Cependant cette opinion, généralement admise aujourd'hui, a été vivement controversée dans les premières années qui ont suivi la publication du code civil. Les Cours de Bordeaux (15 germ. an XIII) et de Caen (12 mars 1811), dont M. Sirey approuve complètement la décision dans une savante dissertation (1812, II, 111), se sont prononcées en sens contraire. Mais nous ne saurions nous ranger à leur avis, tant à cause des termes formels des articles que nous venons de citer, que des dispositions des articles 506 et 507, et des obser-

vations qui ont été faites lors des travaux préparatoires. « Le tribunal, dit Locré, pensait qu'il était dans l'intention du Conseil d'Etat d'étendre la tutelle de droit des *ascendants* au cas d'interdiction. En conséquence, il proposait une rédaction dans laquelle le mot *nomination* était retranché. — Cette interprétation *n'a pas été adoptée* » (1).

Il y a de plus une raison supérieure pour confier la nomination du tuteur au conseil de famille : la minorité c'est l'enfance, c'est la faiblesse qui inspire l'intérêt surtout aux père et mère et autres ascendants. L'interdiction, au contraire, résulte de causes quelquefois peu honorables et qui n'excitent pas toujours des sentiments très vifs de commisération. Enfin, les rapports de l'interdit avec ses ascendants ont dû nécessairement se modifier dans une certaine mesure à raison de son âge, de l'indépendance où il a vécu, des affections nouvelles qu'il a pu se créer. L'article 509 qui porte que « l'interdit est assimilé au mineur pour sa personne et pour ses biens » vise non pas la *dévolution*, mais l'*exercice* de la tutelle (2).

La loi n'admet d'exception que pour le mari qui (art. 506) est *de droit* tuteur de sa femme interdite. « Il l'est par devoir et par intérêt, dit M. Laurent, le mariage lui imposant l'obligation de protéger sa femme et de lui donner secours et assistance (art. 212 et 213). » — Cependant

1. *Esprit du code civ.*, VI, p. 482.

2. (Sic : Merlin, *Rép.*, Tutelle, sect. II, § I, n° 8 ; Proudhon revu par Valette, *Etat des personnes*, t. II, p. 545 ; Demolombe t. VIII, n° 560 ; Laurent t. V, n° 287).

cette règle cesse d'être applicable quand il y a séparation de corps entre les époux. Il est vrai que les termes généraux et absolus de l'article 506 n'admettent aucune distinction ; mais la loi n'appelle de plein droit le mari à la tutelle de la femme interdite, qu'à cause de l'intimité même qui résulte du mariage, des garanties de tendresse et de dévouement qu'il assure. Or, la séparation de corps, si elle a laissé subsister le lien civil, a détruit en fait l'intimité du mariage et toutes les garanties sur lesquelles la loi reposait. Désormais, la présomption est que des sentiments hostiles animent les époux ; nous sommes donc obligés d'introduire dans notre article une distinction conforme sinon, à son texte, du moins à son esprit. Il est de principe, en effet, que l'interprète peut et doit distinguer quand les motifs sur lesquels la loi est fondée impliquent une distinction (1).

L'article 507, en déclarant que la femme *pourra* être nommée tutrice de son mari interdit, déroge à la règle que les femmes sont incapables d'exercer la tutelle (art. 442). Mais ici, c'est une simple faculté que la loi donne au conseil de famille, lui laissant le soin d'apprécier toutes les circonstances de la situation ; la femme ne peut élever aucune réclamation si le conseil de famille lui préfère un autre tuteur ; ce n'est pas là que s'applique le recours à elle ouvert par la disposition finale de l'article 507. — En cas de séparation de corps, aucun texte ne la déclare précisément *incapable*, et la faculté d'exclusion qui est laissée au conseil de famille nous paraît préférable à une

1. *Sic*: Valette *Explic. du liv. I^{er}* p. 374; Demol. VIII, 568.

incapacité nécessaire. Il n'est pas impossible que cette femme qui a obtenu la séparation de corps ne soit vivement touchée de l'infortune de son mari, et ne s'offre à lui prodiguer des soins que personne ne saurait remplacer.

Quelques jurisconsultes regrettent que le Code n'ait pas conféré à la femme de l'interdit la tutelle de droit, sauf exclusion par le conseil de famille, avec recours devant les tribunaux comme dans le cas de destitution. Il nous semble, au contraire, que le législateur s'est montré très prudent en ne lui donnant pas, de plein droit, des pouvoirs qu'elle ne pouvait pas, comme le mari, tenir déjà du contrat de mariage, pouvoirs que le conseil de famille aurait toujours hésité à lui enlever, tant la désignation de la loi a de force dans les esprits. De plus, le conseil, jouissant d'un pouvoir discrétionnaire pour restreindre l'étendue de l'administration tutélaire qu'il lui confie, sera naturellement porté à la choisir pour tutrice. Ayant les moyens de remédier à sa faiblesse et à son inexpérience, il n'a plus à les redouter.

II. — Que décidera-t-on dans le cas, très rare sans doute, où l'interdit serait mineur ; faudra-t-il lui nommer un nouveau tuteur ? L'intérêt pratique de la question consiste en ce que la tutelle des interdits cesse après dix ans, tandis que celle des mineurs dure jusqu'à leur majorité. M. Valette (*Expl. du livre I^{er}*, p. 372) pense qu'il doit y avoir lieu à la nomination d'un nouveau tuteur, car celui qui est en exercice a été nommé pour gérer la tutelle, non d'un interdit, mais d'un mineur. Toutefois, nous croyons plus logique d'admettre avec M. Laurent (t. V, n° 286) que le tuteur du mineur doit conserver ses

fonctions jusqu'à la majorité de son pupille. Il n'a pas à se plaindre ; on ne lui impose pas un devoir nouveau. C'est, du reste, l'opinion émise par M. le conseiller d'État Emmery dans son exposé des motifs (Locré, *Législ. civ.*, VII, p. 355), et rien ne prouve que les rédacteurs du Code s'en soient écartés.

III. — Il résulte des articles 505 et 509 que nous devons appliquer à la tutelle des interdits toutes les règles de celle des mineurs, sauf les exceptions prévues par notre titre. Ainsi, la femme de l'interdit ne peut pas faire partie du conseil de famille (art. 442 et 505). Il est vrai que l'article 495 lui permet de siéger au conseil qui donne son avis sur l'état de la personne dont l'interdiction est poursuivie, mais c'est là une disposition exceptionnelle qui ne doit être étendue au delà des cas prévus par la loi. On tire encore un argument *a fortiori* de l'article 507 : puisque la femme peut être nommée tutrice, à plus forte raison peut-elle être membre du conseil de famille. Mais, de ce que dans l'article 507 la loi déroge à une des prescriptions de l'article 442, il n'en résulte pas qu'on doive étendre cette dérogation à l'autre disposition qui subsiste entièrement ; on ne peut ici raisonner par analogie (Paris, 24 fév. 1853 ; Sir., 1853, II, 463).

Au surplus, cette solution est absolument conforme à l'esprit de la loi. En effet, si le législateur admet, en considération de leur qualité, la mère à exercer la tutelle de son enfant mineur, et la femme celle de son mari frappé d'interdiction, ce n'est qu'avec beaucoup d'hésitation et en réservant de nombreux moyens pour restreindre les pouvoirs qui leur sont attribués en pareil cas

(art. 391, 395, 400, 507). C'est surtout à l'égard de la femme de l'interdit que cette hésitation est visible. Non seulement il ne lui accorde pas la tutelle de plein droit, mais encore il veut que le conseil détermine, lorsqu'il la choisira pour tutrice, les conditions de son administration. En présence de pareilles dispositions, appeler la femme de l'interdit au conseil de famille serait faire la loi, rien de semblable ne pouvant s'induire des textes. Du reste, il y a une grande différence entre permettre au conseil de nommer la femme tutrice et l'appeler à en faire partie de plein droit; dans le premier cas, on peut l'écarter si elle est incapable, tandis que dans le second elle aurait le droit de siéger, quoique incapable (1).

IV. — Il faut remarquer, en outre, que ceux qui ont provoqué l'interdiction, et qui, aux termes de l'article 495, ne peuvent faire partie du conseil de famille appelé à donner son avis sur l'état de la personne dont l'interdiction est poursuivie, ne sont pas exclus des assemblées convoquées au cours de la tutelle. Puisque la loi prend soin de les exclure dans un cas spécial, c'est que, dans les autres, ils rentrent dans le droit commun. Du moment que l'interdiction est prononcée, il n'y a plus opposition d'intérêts, partant plus de motif d'exclusion (2).

V. — La nomination du tuteur et celle du subrogé tuteur ont lieu en vertu soit du jugement, soit de l'arrêt qui a prononcé l'interdiction. Mais s'il s'agit d'un jugement de première instance, on ne peut naturellement y procé-

1. *Sic.*, Dall., *Rép.*, *Interdiction*, n° 165.

2. *Sic.* : MM. Aubry et Rau, I, 126, note 8; Laurent, V, 289.

der qu'autant qu'il n'est pas attaqué; autrement, il faut attendre sa confirmation. Cela résulte du principe même de l'art. 457 du Code de procédure qui attribue à l'appel un effet suspensif. Au reste, l'appel seul, et non le délai, étant suspensif, il n'est pas nécessaire d'attendre, comme l'enseigne Toulier (1), que le délai soit expiré. Seulement, en cas d'appel formé postérieurement à l'organisation de la tutelle, les pouvoirs du tuteur sont suspendus, et l'administrateur provisoire reprend ses fonctions de plein droit. Ces nominations ne doivent pas non plus être faites dans la huitaine qui suit le jugement (art. 449 et 450 C. de proc.), ni avant que le jugement ait été signifié à l'interdit conformément à l'art. 147 du Code de procédure civile (2).

VI. — La tutelle des interdits cesse, en général, par les événements qui mettent fin à la tutelle des mineurs. Il n'y a pas, il est vrai, de majorité, ni d'émancipation, mais il y a la mainlevée de l'interdiction. Nous devons toutefois signaler un mode d'extinction spécial à cette tutelle, sorte d'excuse légale mentionnée dans l'art. 508 : « Nul, à l'exception des époux, des ascendants et descendants, ne sera tenu de conserver la tutelle d'un interdit au delà de dix ans. A l'expiration de ce délai, le tuteur pourra demander et devra obtenir son remplacement. » Rien n'est plus facile à justifier que cette disposition. « On a compris, dit M. Emmercy dans son exposé des motifs (Locré, *Législ. civ.*, p. 355), que le tuteur d'un

1. T. II, p. 112.

2. *Sic* : Demolombe, VIII, 555; Demante, II, 277 *bis*, I et II; Aubry et Rau I, 126; Merlin, *Interdiction*, § V, n° 3.

interdit, s'il était obligé à porter sa charge tant que durerait l'interdiction, serait de pire condition que le tuteur d'un mineur. La minorité a son terme certain, marqué par la loi; l'interdiction n'en a d'autre que la vie, dont la durée est incertaine et peut se prolonger dans une très longue suite d'années. On a dû disposer en principe qu'après dix ans de gestion, le tuteur d'un interdit serait remplacé, s'il demandait à l'être, à moins que la tutelle ne fût exercée par un mari, par une épouse, par un ascendant ou un descendant de l'interdit; car la loi n'impose pas à ceux-ci un devoir nouveau; l'obligation de défendre, de protéger l'être infortuné qui les touche de si près vient de la nature, et ils ne voudront pas enfreindre ses sacrés préceptes, tant qu'ils auront la possibilité de les accomplir. » Ces derniers mots impliquent que le tuteur de l'interdit, quel qu'il soit, peut, conformément au droit commun, soit au moment de sa nomination, soit pendant le cours de la tutelle, invoquer les excuses déterminées par la loi.

CHAPITRE III

EFFETS DU JUGEMENT QUANT A L'ADMINISTRATION DE LA PERSONNE, DES BIENS ET DE LA FAMILLE DE L'INTERDIT

§ I. — *De la personne de l'interdit.*

I. — L'interdit étant, en principe, assimilé au mineur pour sa personne et pour ses biens, il faut lui appliquer,

comme le prescrit l'art. 509, les lois sur la tutelle des mineurs. Le tuteur est son représentant dans tous les actes civils ; il a le double devoir de prendre soin de sa personne et d'administrer ses biens (450). Nous devons, cependant, signaler quelques différences entre ces deux tutelles : les soins à donner à un interdit diffèrent essentiellement de ceux qui sont dus à son pupille mineur ; ce dernier doit être élevé, tandis que le premier doit être traité par un médecin ; il faut, avant tout, s'efforcer d'obtenir sa guérison, ou au moins d'adoucir ses souffrances : tel est l'usage auquel ses revenus doivent être essentiellement affectés. Mais c'est le conseil de famille qui décide, ajoute l'art. 510, selon le caractère de sa maladie et l'état de sa fortune, s'il sera traité dans son domicile ou s'il sera placé dans une maison de santé et même dans un hospice.

Cependant quelques auteurs, parmi lesquels nous citerons MM. Duranton (III, p. 762), Massé et Vergé sur Zachariæ (I, p. 470), soutiennent que la puissance maritale ne pouvant être diminuée par la tutelle, c'est au mari, tuteur de sa femme interdite, qu'il appartient de fixer la manière dont elle sera soignée. Nous croyons toutefois devoir rejeter cette doctrine, d'abord parce qu'il n'existe dans les textes aucune trace de la distinction qu'elle propose, et qu'il n'y a pas de motifs suffisants pour l'admettre ; ensuite parce que le but poursuivi par le législateur, la protection de l'interdit, ne s'y oppose pas moins que le texte : il eût été à craindre que le mari, par un esprit d'économie mal entendu, ne pourvût que d'une manière insuffisante à l'entretien et au traitement de sa

femme. C'est, du reste, l'opinion de MM. Aubry et Rau (I, § 126), et celle que vient d'adopter M. Demolombe dans sa quatrième édition (VIII, 579 *bis*) : « Contre les abus de la puissance maritale, dit-il, la femme elle-même est là qui peut réclamer ; aussi n'y a-t-il point près d'elle de conseil de famille. Pourquoi donc a-t-on placé, au contraire, un conseil de famille près de la femme interdite, encore bien qu'elle soit mariée ? C'est précisément parce que son interdiction, qui la rend incapable de se défendre elle-même, exigeait alors une protection spéciale ». Nous savons bien que quelques pages plus loin, au n° 592 du même volume, il se montre favorable à nos adversaires ; mais nous ne voyons là qu'une simple inadvertance de la part de cet éminent jurisconsulte. L'on remarquera, en effet, que le n° 579 *bis* n'existait pas dans les précédentes éditions, et nous pensons qu'en adoptant le système que nous défendons, il a omis de rectifier l'ancien paragraphe où il soutenait la doctrine contraire, doctrine qu'il rejette aujourd'hui.

II. L'interdit a son domicile chez son tuteur (art. 108) ; si donc la femme est nommée tutrice de son mari, c'est à elle qu'appartient le choix de ce domicile.

Mais où serait le domicile de la femme si le mari, tuteur légitime, était excusé, incapable ou exclu, ou si un autre qu'elle-même était nommé tuteur de son mari interdit ? Il nous semble qu'il faudrait appliquer, dans la première hypothèse, le même principe que dans le cas où le mineur a, du vivant de son père ou de sa mère, un tuteur étranger : c'est chez le tuteur qu'est le domicile de l'interdite. Quant à la seconde question, M. Demolombe

la résout au moyen d'un syllogisme qui nous paraît irréfutable : « La femme mariée n'a point d'autre domicile que celui de son mari ; or, le mari interdit a son domicile chez son tuteur ; donc la femme a son domicile chez le tuteur de son mari ».

De même nous leur reconnaitrions à chacun un domicile différent, si les deux époux étaient interdits et n'avaient pas le même tuteur (1).

§ II. *Effets du jugement quant à l'administration des biens de l'interdit.*

I. En ce qui concerne les biens, un des premiers devoirs du tuteur est de recevoir le compte de l'administrateur provisoire. Que, s'il l'a été lui-même, il nous semble résulter des art. 505, C. civ. et 895, C. proc., que ce compte ne doit être rendu qu'avec celui de la tutelle (2). Il devra aussi se conformer aux prescriptions édictées par les art. 451 et suivants du code civil, ainsi que par les art. 5 et 6 de la loi du 27-28 février 1880.

L'art. 510 lui prescrit encore d'employer les revenus de l'interdit « à adoucir son sort et à accélérer sa guérison ». Si donc il trouve insuffisante la somme allouée par le conseil de famille, il devra recourir contre la délibération devant les tribunaux. Ici, en effet, comme pour la tutelle des mineurs, nous devons appliquer l'art. 454, aux

1. *Sic* : Duranton, t. I, n. 371 ; Demante, I, 132 *bis*, V ; Demolombe, 363.

2. *Sic* : MM. Demante, II, 277 ; Demolombe, VIII, 583.

termes duquel le conseil de famille règle, lors de l'entrée en fonctions de tout tuteur, le chiffre auquel pourra s'élever la dépense annuelle. Si le tuteur n'exerce pas de recours, il est lié par cette décision (Besançon, 20 nov. 1852; Dall. 1853, II, 107), à moins qu'il ne justifie de nécessités extraordinaires et imprévues.

Le code condamne la sordide économie qu'on voudrait exercer sur les dépenses de l'interdit; cet infortuné ne jouira probablement plus de sa fortune; il ne faut donc pas capitaliser dans l'intérêt de ses héritiers en imposant des privations matérielles à ce malheureux déjà privé du plus grand des biens, la raison. « On ne doit épargner, dit Toullier (t. II, 1341) aucune des dépenses, même de pur agrément, qui peuvent lui donner de la satisfaction, et par cela même contribuer au rétablissement de sa santé ». Nous croyons même avec M. Demolombe (VIII, 581) que le conseil de famille pourrait entamer les capitaux si les revenus étaient insuffisants. L'art. 510 n'a statué que *de eo quod plerumque fit*.

Toutefois il ne faudrait pas aller trop loin. Si l'interdit était marié et avait des enfants, ses revenus ne devraient pas être entièrement absorbés par lui. La disposition que nous venons de citer doit, en effet, se combiner avec celles qui établissent les devoirs des époux et des père et mère entre eux. (Dall., Rép., *Interd.*, n° 173.)

II. — Quant aux pouvoirs du tuteur sur les biens de l'interdit, ils sont les mêmes que ceux du tuteur du mineur. Ainsi il faut distinguer :

1° Les actes que le tuteur peut faire seul; ce sont, d'une manière générale, tous les actes d'administration

pour lesquels la loi ne lui a pas imposé l'obligation d'obtenir l'autorisation du conseil de famille.

2° Ceux pour lesquels l'autorisation du conseil de famille est nécessaire mais suffisante (art. 461 à 466 C. civ.; art. 1 et 2 L. 27-28 févr. 1880).

3° Ceux pour lesquels la loi exige à la fois l'autorisation du conseil de famille et l'homologation du tribunal : (emprunt, aliénation immobilière, hypothèque, transaction, aliénation de meubles incorporels dont la valeur en capital dépasse 1.500 francs d'après l'appréciation du conseil de famille.)

4° Enfin, les actes complètement interdits au tuteur : (achat des biens de l'interdit, acceptation de la cession d'une créance ou d'un droit quelconque contre lui, donation, compromis, prise à ferme des biens de l'interdit à moins que le conseil de famille n'ait autorisé le subrogé tuteur à lui en passer bail).

III. — Dans cette dernière catégorie d'actes se trouve la disposition à titre gratuit.

Ici, peut se présenter une hypothèse impossible au cas de minorité, celle d'une dot à constituer à l'occasion du mariage de l'enfant de l'interdit; elle est d'une telle importance, que la loi l'a spécialement prévue et réglée dans l'art. 511. Il y a là une sorte d'obligation naturelle; aussi le législateur, dans l'intérêt public de l'état non moins que dans l'intérêt privé des familles, permet-il au conseil de faire ce que l'interdit ferait lui-même s'il avait sa raison. Mais, pour plus de sûreté, la délibération prise en cette circonstance doit être homologuée par le tribunal sur les conclusions du ministère public.

Ces dispositions de l'art. 511 s'appliquent également au cas où il s'agirait de doter un enfant naturel reconnu, un petit-fils ou autre descendant de l'interdit qui est son héritier présomptif : les motifs de la loi sont les mêmes, et il n'est pas probable que le mot *enfant* soit pris ici dans un sens strictement limitatif. D'un autre côté, le conseil peut user de cette faculté pour faciliter tout autre établissement, acheter un fonds de commerce, une charge d'avoué, de notaire, etc. (Aubry et Rau, I, § 126 ; Demol., VIII, 587 ; Demante, II, 283 *bis*, I ; Valette, *Explic. somm.*, du livre I^{er}, p. 362). L'opinion contraire enseignée par MM. Duranton (III, 766) et Laurent (V, 299) nous paraît trop rigoureuse, et en opposition avec l'intérêt bien entendu de l'interdit.

Toutefois, le conseil n'a pas le même pouvoir que le père ; il ne peut constituer de dot *qu'à titre d'avancement d'hoirie*, c'est-à-dire par anticipation sur l'hérédité. Le père, au contraire, qui a la libre disposition de ses biens dans la limite du disponible, aurait pu dispenser du rapport. Mais il ne faut pas conclure de là que l'enfant ainsi doté ne puisse s'en affranchir en renonçant à la succession. (Demante, II, 283 *bis*, II.)

L'art. 511 suppose que la dot est prise sur les biens de l'interdit. Si c'est l'enfant qui se dote lui-même, si c'est le père, tuteur ou non de la femme interdite, qui dote l'enfant commun avec les biens de la communauté, le conseil n'a pas à intervenir. Il n'y aurait lieu de s'adresser à lui, dans le second cas, que si la dot était prise, en tout ou en partie, sur les biens propres de la femme interdite.

IV. — Le même article ajoute que le conseil de famille

règle aussi les *autres conventions matrimoniales*. Il semble cependant, au premier abord, que ce conseil ne devrait délibérer que sur la nature et le montant de la donation à prendre sur les biens du père interdit, et qu'il n'a aucun droit pour intervenir dans les autres clauses du contrat de mariage de l'enfant. Il faut remarquer toutefois, que le conseil de famille représentant le père interdit doit avoir le même droit que lui et pouvoir, comme ce dernier, faire dépendre sa libéralité de l'adoption de certaines conventions matrimoniales. Tel est le sens de l'art. 511 ; il ne faut pas l'étendre au delà.

V. — Si donc l'enfant qui se marie est majeur, lui seul règle ses conventions matrimoniales et personne n'a le droit d'y intervenir, directement du moins (1). S'il est mineur, il devra, comme stipulant dans son propre contrat de mariage, être autorisé par les personnes dont le consentement est nécessaire à la validité du mariage, c'est-à-dire par celui des père et mère qui n'est pas interdit, à son défaut par les ascendants (art. 149 et 150), et enfin à défaut d'ascendants par son conseil de famille. Remarquons toutefois en passant, que ce conseil ne sera ordinairement pas le même que celui du père ou de la mère interdit. Le conseil de famille donné à une personne doit être, en effet, autant que possible, composé de parents ou d'alliés paternels et maternels (art. 407) ; or, les parents et les al-

1. L'époux survivant et non interdit, les aïeuls ou aïeules peuvent cependant y intervenir indirectement en refusant leur autorisation au mariage, et le conseil de famille de l'interdit a lui-même un moyen indirect d'imposer sa volonté sur ce point, c'est de diminuer ou de supprimer la dot.

liés membres du conseil de l'interdit sont tous, à l'égard de l'enfant, parents ou alliés d'une seule ligne.

§ III. — *Influence de l'interdiction sur le mariage et la puissance paternelle.*

Lorsque l'interdit est marié, la présence des droits de son conjoint soulève quelques difficultés que nous allons examiner successivement. Pour plus de clarté, nous distinguerons trois hypothèses :

I. *Le mari est tuteur de sa femme interdite.* — Dans la tutelle ordinaire du survivant des père et mère, la qualité de tuteur laisse subsister celle de père ou de mère ; de même, quand le mari devient tuteur de sa femme interdite, il ne cesse pas d'être mari. Il conserve donc, sur la personne et les biens de sa femme, les droits que lui confèrent la puissance maritale et les conventions matrimoniales. Il continue aussi d'exercer seul la puissance paternelle sur ses enfants. Toutefois, quant à la résidence de son épouse, c'est au conseil de famille qu'il appartient, ainsi que nous l'avons démontré, de décider si elle sera soignée à son domicile ou dans une maison de santé (art. 510).

En ce qui concerne les biens, si les époux sont mariés sous le régime de communauté, l'interdiction de la femme n'augmente ni ne diminue en rien les droits du mari. De son côté, la femme conserve le droit qu'elle avait de demander la séparation de biens si le mari met en péril sa fortune ou celle de la communauté. Mais ici, les inté-

rêts de son tuteur étant en collision avec les siens, c'est, suivant l'application du droit commun, le subrogé tuteur qui doit intervenir.

Quant aux biens de la femme, le mari en reste administrateur, si les conventions matrimoniales lui attribuent ce pouvoir. Mais si, d'après son contrat de mariage, la femme avait l'administration de tout ou partie de sa fortune, l'interdiction transporterait naturellement cette gestion au mari. Seulement, pour ces biens, il devra faire inventaire et se conformer aux autres règles de la tutelle. Nous déciderons de même qu'il doit aussi s'y soumettre pour les biens dont il a la jouissance quand il s'agit d'un acte qui dépasse ses pouvoirs de mari (1).

II. *La femme est nommée tutrice de son mari interdit.* — Dans ce cas, elle acquiert une autorité tout à fait exceptionnelle, puisque, elle qui est sous puissance de mari, va pouvoir exercer une certaine autorité sur lui. Elle est chargée du soin ainsi que de la direction de sa personne et de ses biens ; mais ses droits à cet égard sont moins grands que ceux du mari tuteur de sa femme : non seulement elle n'a que les pouvoirs résultant de la tutelle, mais encore le conseil de famille peut lui tracer des instructions obligatoires. L'article 507, en effet, ne permet pas de douter qu'il puisse restreindre ses pouvoirs. Mais peut-il les étendre ? Cela est au moins fort douteux, et nous pensons avec MM. Demolombe (VIII, 607) et Laurent (V, 302) que la négative est la solution la plus sûre, car le conseil ne peut avoir à l'égard de la

1. Demolombe, VIII, 592; Laurent, V, 300.

femme une faculté qu'il n'aurait certainement pas à l'égard du mari tuteur.

La généralité des termes de l'article 507 prouve que ce droit réglementaire du conseil de famille s'applique à toutes les parties de l'administration confiée à la femme; et il est d'autant moins permis d'en douter que cela résulte clairement des travaux préparatoires. « Les commissaires rédacteurs, dit Locré, en proposant cette disposition, avaient ajouté que le règlement, dont le conseil de famille est chargé, serait fait *conformément aux conventions matrimoniales qui déterminent les droits respectifs des deux conjoints*. La Cour d'appel de Paris observa que *ces expressions n'étaient pas intelligibles*. Il faut convenir plutôt qu'elles ne disaient pas assez. En effet, le conseil de famille a deux opérations à faire : Il doit, d'un côté, déterminer avec précision quels droits les conventions matrimoniales donnent, dans les circonstances, à la femme ; quels droits elles laissent au mari : le recours ouvert par l'article à la femme qui se croit lésée par le règlement intervenu, prouve que l'intention du législateur a été de donner cette attribution à la famille... Le conseil de famille doit ensuite expliquer comment et dans quelle étendue les droits reconnus au mari seront exercés par la femme ; car il pourrait n'être pas prudent de lui donner tout le pouvoir qu'a le tuteur. Il est possible aussi que, suivant la forme qu'a le patrimoine du mari, il faille établir des règles particulières d'administration, comme lorsque ce patrimoine se compose, en tout ou en partie, de manufactures, d'établissements de commerce, etc. Or, la rédaction de la commission semblait

borner le ministère du conseil de famille à la première de ces opérations. On l'a généralisée dans l'article 507, de manière qu'il devienne évident que le conseil de famille demeure autorisé à régler toutes les difficultés que l'interdiction du mari peut faire naître. Cette latitude est d'autant moins dangereuse, que, si la femme croit devoir s'en plaindre, il lui est permis de porter sa réclamation devant les tribunaux (1). »

Quant à la puissance paternelle, elle sera exercée en fait par la mère, mais à quel titre ? comme tutrice ou comme mère ? La plupart des auteurs admettent que ce sera en qualité de mère. En principe, en effet, la puissance paternelle est commune au père et à la mère (371-372), et, si l'article 373 en donne au père l'exercice exclusif durant le mariage, c'est qu'il suppose ce dernier en état de l'exercer. Sans doute, la loi aurait dû, au titre de l'interdiction, comme elle l'a fait dans celui de l'absence, déclarer que la mère aurait dans ce cas la surveillance de ses enfants et les droits y attachés. Mais on ne peut pas induire d'une simple omission une doctrine contraire et aux principes et aux précédents historiques. Dans notre ancien droit, la puissance paternelle appartenait à la mère non seulement après la mort du père, mais encore dit Pothier, « dans le cas auquel pour sa démence ou son absence, il ne pourrait pas l'exercer (2) ». Toutefois, M. Demante (II, 115 *bis*) pense que « c'est le cas où jamais de reconnaître et d'appliquer ici le pouvoir dis-

1. *Esprit du code civ.* VI, p. 488.

2. *Sic* : Demol. VI, 296; Laurent, IV, 262.

crétionnaire des tribunaux, soit pour refuser entièrement à la mère l'exercice de la puissance paternelle, soit pour ne le lui confier que sous certaines restrictions ou modifications ».

III. *Un tiers a été nommé tuteur de l'un des époux interdit.*

A. — Si c'est la femme qui est interdite, le mari conserve la puissance maritale ; mais cette puissance est limitée par celle du tuteur qui, lui aussi, est chargé de veiller sur la personne de la femme. En cas de conflit, les tribunaux décideront.

Quant aux biens, le tuteur représentant la femme ne peut exercer que les droits appartenant à celle-ci en vertu des conventions matrimoniales.

B. — Si c'est le mari, le tuteur n'a aucune autorité sur la personne de la femme, car la puissance maritale est d'ordre public et ne peut être exercée par un autre que le mari. C'est donc à la justice que la femme doit s'adresser quand une autorisation lui est nécessaire (art. 222).

De même, c'est à la mère que revient l'exercice de la puissance paternelle ; mais nous pensons avec MM. Duranton (III, 754) et Demolombe (VIII, 618) que c'est le tuteur et non la mère qui doit avoir l'administration des biens dont le mari a la jouissance légale. Il en est de même non seulement des biens personnels du mari, mais encore de ceux de la communauté (1), ainsi que des biens

1. *Sic* : Orléans, 9 août 1817 ; Rennes, 3 févr. 1819 ; *Contra* : Bruxelles, 11 floréal an XIII. (V. Dall., *Rép., Interd.*, nos 181 et 182.)

personnels de la femme dont le mari avait l'administration en vertu de son contrat de mariage.

IV. — L'interdiction du mari est-elle un motif suffisant pour autoriser la femme à demander la séparation de biens? Pothier (*De la Comm.*, n° 509), Lebrun (*De la Comm.*, part. I, ch. IX, n° 4) et Roussilhe (*De la Dot*, n° 481) ont soutenu l'affirmative qui paraît avoir été généralement enseignée par nos anciens auteurs. Cette doctrine a été reprise sous l'empire du code civil par M. Chardon (*Puissance maritale*, n° 311). N'y a-t-il pas une rigueur extrême, dit-on, lorsque la femme n'est pas tutrice, à la soumettre à une administration autre que celle qu'elle a eue en vue au moment du mariage, à la faire passer sous la tutelle d'un étranger qui n'a pas été choisi par elle et qui tient ses pouvoirs d'un conseil de famille exclusivement composé des parents du mari? Que deviennent alors les garanties dont la dot de la femme était entourée? N'y a-t-il pas à craindre que les biens administrés jusqu'à ce jour dans l'intérêt commun des époux et de leurs enfants ne soient gérés à l'avenir dans des vues toutes différentes? Il y a donc dans le fait d'interdiction et dans les conséquences qu'il entraîne, de puissants motifs de séparation de biens. Cela étant, pourquoi le juge ne prendrait-il pas en considération la singulière position qui est faite à la femme? L'article 1443, en précisant les causes de la séparation de biens, laisse au juge une certaine liberté d'appréciation; pourquoi n'en userait-il pas?

Cependant, la jurisprudence et la doctrine semblent fixées en sens contraire. D'après l'article 1443, la sépara-

tion de biens ne peut être poursuivie que par la femme dont la dot est mise en péril, et lorsque le désordre des affaires du mari donne lieu de craindre que les biens de celui-ci ne soient pas suffisants pour remplir les droits et reprises de la femme : toutes les fois que la demande n'est pas fondée sur un de ces motifs, elle doit être repoussée. Or, le seul fait de l'interdiction du mari ne suppose pas le péril de la dot ni le désordre des affaires. L'état de démence du mari est un malheur domestique et rien de plus ; il ne dissout pas les liens du mariage ; il ne détruit point la puissance maritale. Enfin l'interdiction n'est point perpétuelle, tandis que la séparation de biens produit des effets irrévocables, et l'on ne peut admettre que le mari, rendu au libre et entier exercice de ses facultés mentales, soit dans l'impossibilité de renouer des liens qu'une éclipse momentanée de sa raison aurait suffi pour briser (1).

CHAPITRE IV.

EFFETS DU JUGEMENT AU POINT DE VUE DE LA CAPACITÉ DE L'INTERDIT.

Section 1. — *Des actes postérieurs à l'interdiction.*

A première vue, la question semble tranchée on ne peut plus nettement par l'article 502 : « Tous actes passés

1. *Sic* : Nîmes, 3 avr. 1832 ; Sir. 1832, II, 428 ; Lyon, 20 juin 1845 ; Sir. 1846, II, 353. — Toullier, II, 1343 ; Demol., VIII, 1614.

par l'interdit postérieurement (au jugement d'interdiction) seront nuls de droit ». Cependant cet article où M. Bertrand de Greuille, dans son Rapport au Tribunat (1) voit une « conséquence rigoureuse de l'interdiction définitivement prononcée », une vérité « qu'on affaiblirait par une discussion qui n'ajouterait rien à la conviction », est, de tout le code civil, un des plus fertiles en controverses.

Pour plus de clarté, nous diviserons cette étude en quatre paragraphes et nous examinerons successivement : 1° l'époque à partir de laquelle les actes de l'interdit sont frappés de nullité ; 2° le caractère de cette nullité ; 3° quels sont les actes auxquels s'applique la présomption légale de l'article 502 ; 4° enfin, nous examinerons la valeur des arguments spéciaux qui ont été présentés pour soutenir que l'interdit peut faire certains actes.

§ 1. — *Epoque à partir de laquelle les actes de l'interdit sont frappés de nullité.*

I. — « L'interdiction ou la nomination d'un conseil aura son effet du jour du jugement. » (Art. 502.) L'incapacité de l'interdit date donc du moment même de la prononciation du jugement à l'audience, indépendamment de toute signification. Telle est, à notre avis, l'interprétation la plus rationnelle du texte. Cependant quelques auteurs, s'appuyant sur ce que l'article 501 prescrit certaines me-

1. Loqué, *Législ. civ.*, VII, p. 371.

sures de publicité, prétendent que l'application de l'article suivant est subordonnée à l'observation de ces formalités. « L'incapacité résultant du jugement portant nomination d'un conseil judiciaire, dit Toullier, ne peut être opposée à celui qui a contracté avec la personne pourvue de conseil, si le jugement de nomination n'a pas été levé, signifié et inscrit dans les dix jours de sa prononciation aux termes de l'article 501. »

Remarquons toutefois, avant d'entrer dans la discussion que les tiers ayant traité avec l'interdit ne peuvent point se prévaloir de l'omission des formalités préalables au jugement, telles que celles prescrites par l'article 515. Ces formalités ayant été établies dans l'intérêt de l'interdit seul, seul il peut être admis à se prévaloir de leur omission. Le jugement fait loi pour les tiers qui n'ont pas dû y être appelés (Cass. 27 avril 1842; D. 42, 1, 240). Sur ce point tout le monde est d'accord.

Quant au second, la doctrine que nous repoussons a été soutenue d'une manière très spécieuse et même a triomphé devant la Cour de cassation malgré les remarquables conclusions du procureur général Merlin (16 juin 1810; Sir. 1811, I, 5). Il ne faut pas séparer, dit-on, les articles 501 et 502; ils sont *corrélatifs* et le second ne peut recevoir son application qu'autant que le premier a reçu sa pleine exécution. — C'est là, ce nous semble, une pure assertion sans preuve. Bien loin de le lier intimement au précédent, la rédaction de l'article 502 nous paraît, par la manière dont elle est conçue, le rendre complètement indépendant. Pour que l'affirmation de nos adversaires soit admissible, il faudrait qu'on pût sous-entendre

dans l'article 501 la clause, *faute de quoi le jugement sera réputé non avenu*, et dans l'art. 502 : *pourvu que les formalités prescrites par l'article précédent soient exactement observées*. Or, il nous semble impossible qu'on puisse, par une interprétation purement doctrinale, ajouter à ces articles des dispositions aussi essentielles. Les formalités prescrites par l'article 501 sont purement extrinsèques et par conséquent ne peuvent entraîner la nullité du jugement. Du reste, il eût été peu sage de déclarer que, par ce seul fait que le jugement n'aurait pas été levé, signifié et inscrit dans les dix jours, l'interdit serait à jamais libre et affranchi de sa surveillance, ou du moins que ce défaut ne pourrait être réparé que par une nouvelle procédure en interdiction et par l'obtention d'un nouveau jugement ; cependant il faut aller jusque-là pour être logique. C'eût été, pour nous servir de l'expression de Merlin, une disposition *purement capricieuse* que le législateur n'aurait pas dû établir ; nous démontrerons plus loin qu'il ne l'a pas voulu.

On a essayé de prétendre alors que le jugement d'interdiction resterait sans effet jusqu'à l'entier accomplissement des formalités prescrites par l'art. 501. Mais cette interprétation, à notre avis beaucoup plus raisonnable que la précédente, ne nous paraît pas plus admissible. En effet, dire qu'un jugement restera sans effet jusqu'à ce que certaines formalités aient été remplies, c'est dire que, jusqu'à ce moment, il sera absolument nul. Or, si le juge a quelquefois le droit et le devoir de prononcer la nullité soit perpétuelle soit temporaire dans les lois qui ne la prononcent pas textuellement, ce n'est que lorsqu'il s'a-

git de formalités constitutives de la substance des actes. La déclarer en dehors de ce cas, c'est ajouter à la loi, et il est impossible de regarder les formalités prescrites par l'art. 501, qui ne doivent et ne peuvent être remplies qu'après le jugement rendu, comme constitutives de la substance du jugement d'interdiction. Il en serait autrement si la sentence n'avait pas été précédée de l'avis d'un conseil de famille, de l'interrogatoire du défendeur, d'une instruction contradictoire à l'audience ; dans ce cas, nous n'hésiterions pas à déclarer la nullité du jugement, quoique le code civil ne la prononce pas expressément. C'est que, comme le fait remarquer Merlin, sans ces préliminaires, une interdiction ne serait qu'un attentat monstrueux à la liberté civile ; c'est que ces préliminaires tiennent essentiellement à la substance de l'interdiction.

Les principes généraux s'opposent donc à ce qu'on supplée une clause irritante dans l'art. 501 ; il en est de même des précédents historiques. A Rome, l'interdiction prononcée contre les prodigues n'était ni publiée ni affichée. Dans notre ancien droit, il en était de même, du moins en général. « A l'égard des prodigues, dit Serres dans ses *Institutions au droit français*, le même jugement qui leur donne un curateur, leur interdit aussi l'administration de leurs biens ; en sorte que tous les actes ou contrats qu'on pourrait ensuite passer avec eux, sont nuls et invalables ; on prend même *quelquefois* la précaution de faire signifier aux syndics des notaires le jugement d'interdiction. » Le mot *quelquefois* n'indiquet-il pas clairement que cette précaution n'était pas rigoureusement nécessaire ? Aussi les parlements qui prati-

quaient une doctrine contraire avaient soin de le dire expressément. C'est ainsi que l'arrêt du Parlement de Normandie du 31 janvier 1597 ordonnait l'inscription des jugements d'interdiction *en tableaux qui seraient affichés aux tabellionages des villes et lieux du domicile de l'interdit, sur peine de nullité*; c'est pourquoi les arrêts du Parlement de Paris des 18 mars 1614, 23 décembre 1621, 4 août 1718 et 17 juillet 1764 prescrivait la même formalité pour les sentences d'interdiction émanées du Châtelet. Si donc le législateur avait voulu prononcer la nullité, il s'en serait expliqué. Son silence sur ce point est d'autant plus probant, que, lorsqu'il veut l'infliger comme sanction, il a soin de le déclarer nettement : « Toute séparation de biens, dit-il dans l'art. 1445, doit, avant son exécution, être rendue publique par l'affiche sur un tableau à ce destiné, dans la principale salle du tribunal de première instance, et de plus, si le mari est marchand, banquier ou commerçant, dans celle du tribunal de commerce du lieu de son domicile; *et ce, à peine de nullité de l'exécution.* »

Enfin, l'article 501 n'a été arrêté au conseil d'Etat que sous réserve de lui donner, par un règlement postérieur, la sanction dont il manque par lui-même. « On impose au demandeur, dit l'orateur du gouvernement dans son Exposé des motifs, l'obligation de faire lever, signifier à partie et inscrire le jugement dans les dix jours, sur les tableaux qui doivent être affichés dans la salle de l'auditoire, et dans les études des notaires de l'arrondissement. Ces précautions sont prises dans l'intérêt des tiers : il faudra, pour en assurer l'observation, descendre dans

quelques détails qui seraient au-dessous de la majesté de la loi. Il y sera pourvu par des règlements d'administration publique, dès que le notariat sera tout à fait organisé. » Ces détails sont énumérés dans l'art. 18 de la loi du 25 ventôse an XI, qui déclare tout notaire contrevenant à la règle de l'art. 501 tenu *des dommages-intérêts des parties*. Il est donc évident que, dans la pensée du législateur, cet article n'emportait pas par lui-même la nullité.

On nous objecte encore que la nullité est presque toujours sous-entendue par le législateur lorsque l'inobservation des formalités prescrites intéresse l'ordre public. — Nous n'en disconvenons pas, *sed non hic est locus*. La publicité prescrite par l'art. 501 n'intéresse que les tiers contractant avec l'interdit, et nullement l'ordre public, à moins qu'on ne prenne ce terme dans un sens large, comme représentant la somme des intérêts privés, et, à ce compte, la violation d'un droit quelconque troublerait l'ordre public. Du reste, nous pouvons invoquer par analogie l'art. 67 du code de commerce : « Tout contrat de mariage entre époux dont l'un sera commerçant sera transmis par extrait, dans le mois de sa date, aux greffes et chambres désignés par l'art. 872 du code de procédure civile, pour être exposé au tableau, conformément au même article. » Voilà bien une disposition qui prescrit une formalité parallèle à celle de l'art. 501, et cependant personne n'a songé à y suppléer la nullité comme sanction : l'historique de la rédaction de cet article s'y oppose formellement. (Loché, *Esprit du code de comm.*, I, p. 299.)

L'art. 502 ne dit pas, et il est bon de remarquer, que l'interdiction aura son effet du jour où les formalités prescrites par l'art. 501 auront été accomplies, mais *du jour du jugement*. Elle aura donc son effet avant que le jugement ait été levé, avant qu'il ait été signifié à partie, avant qu'il ait été inscrit : en un mot, son effet est indépendant de ces formalités.

Qu'on ne vienne donc pas nous reprocher de faire bon marché de l'intérêt des tiers et de la sécurité nécessaire aux relations commerciales ! Dans la pensée du législateur, l'intérêt qui a primé tous les autres est celui de l'interdit ; la preuve, c'est qu'il fait commencer l'incapacité avant qu'aucune formalité de publicité ait pu être remplie, et cela n'est contesté par personne, puisque nos adversaires eux-mêmes reconnaissent que l'interdiction produit ses effets du jour du jugement, c'est-à-dire avant que les formalités prescrites par l'art. 501 aient été remplies, pourvu toutefois qu'elles le soient dans les délais prescrits. D'ailleurs, cette décision est fort juste : une fois que l'infirmité est constatée, l'incapacité protectrice doit s'en suivre et la protection de l'incapable doit prévaloir sur tout autre intérêt. « La loi a considéré, dit M. Demolombe (1), qu'il importait, au plus haut point, que l'incapacité qui vient d'être prononcée fût de suite efficace ; qu'il y avait déjà pour les tiers une sorte de publicité dans la procédure en interdiction, dans la prononciation à l'audience des décisions préparatoires et définitives. » En tout cas, les tiers ont toujours, si les forma-

1. T. VIII, § 550, *in fine*.

lités de l'art. 501 n'ont pas été accomplies, un recours en dommages-intérêts soit contre le demandeur en interdiction en vertu du droit commun, soit contre les officiers publics rendus responsables de cette omission par l'art. 18 de la loi du 25 ventôse an XI.

Enfin, la doctrine que nous repoussons aboutit forcément à cette inconséquence : qu'un interdit fasse un emprunt ou vende tous ses biens au sortir de l'audience, ces actes sont nuls de droit si on accomplit dans les dix jours les formalités prescrites par l'art. 501 ; mais qu'on en omette quelque une et ces actes deviennent valables *ex post facto* !

Il est vrai que dans notre système les tiers de bonne foi qui ont traité avec l'interdit avant la publication du jugement, mais dans le délai utile pour la faire, éprouveront un préjudice, car il n'y a faute de personne, partant point de responsabilité. Sans doute, il peut y avoir là une cause de surprise pour eux ; mais il appartenait au législateur d'y pourvoir ; ce n'est pas l'œuvre de l'interprète. Du reste, ces tiers auront fait preuve d'une bien grande imprudence pour ne pas avoir soupçonné un jugement aussi notoire, et rendu depuis moins de dix jours. Ils sont donc en faute, et l'intérêt de l'incapable doit l'emporter sur le leur (1).

II. — Nous concluerons en outre avec M. Valette (2) que « par suite de la généralité des termes de l'art. 502,

1. *Sic* : Merlin, *Questions de droit, Tableau des interdits*, § 1 ; Duranton, III, 771 ; Valette *Expl. somm.*, p. 366 ; Demante, II, 274 bis, III ; Demolombe, VIII, 550 ; Douai, 22 juin 1854, Sir., 54, II, 491.

2. *Cours de Code civ.*, p. 614.

la nullité atteindrait même les actes passés hors du ressort judiciaire où a lieu la publicité par voie d'affiches. On a sans doute pensé que les tiers prendraient les informations nécessaires dans le lieu où l'incapable a été domicilié », et que, sans cela, l'interdiction serait souvent impuissante et illusoire comme mesure de protection. C'est ce qui a été jugé par un arrêt de la Cour de cassation du 29 juin 1819 (1).

III. — Ainsi l'incapacité qui vicie les actes de l'interdit commence du jour de la décision judiciaire indépendamment de toute signification ; mais ce jugement est susceptible d'appel. Nous devons donc nous demander, d'abord, qui a qualité pour l'interjeter, et ensuite, quels sont ses effets au point de vue de la capacité de l'interdit.

Sur la première question la réponse dépend de la décision qui a été rendue par le tribunal de première instance :

Si le jugement a prononcé l'interdiction, l'appel ne peut être interjeté que par le défendeur ; il est dirigé contre le provoquant.

Si le jugement a renvoyé le défendeur des fins de la demande, l'appel peut être formé soit par le provoquant, soit par l'un des membres du conseil de famille (art. 894 C. proc.) ; il est dirigé contre celui dont l'interdiction a été provoquée.

Le ministère public, lorsqu'il n'est pas lui-même demandeur en interdiction, ne peut pas interjeter appel ; il ne peut pas davantage être intimé sur appel comme par-

1. Merlin, *Quest. de droit, Tabl. des interd.*, § 41.

tie principale, même dans le cas où le défendeur fait défaut, car quoique aux termes de l'art. 515 du code civil il doive donner ses conclusions lors du jugement ou de l'arrêt, il n'est point partie au procès (Dall., *Rép. Inter.*, § 139).

IV. — Quant à la question de savoir si l'appel a un effet suspensif au point de vue de l'incapacité résultant de l'interdiction, nous pensons avec M. Valette que celle qui « vicie les actes de la personne commence du jour de la décision judiciaire, quelle qu'elle soit, jugement ou arrêt, d'où l'incapacité résulte. Ce sera du jour du jugement portant interdiction, si on n'en a pas appelé, ou s'il y a eu confirmation en appel ; mais ce sera seulement du jour de l'arrêt qui accueille la demande, si cette demande avait été rejetée en première instance. Dans le cas où, les premiers juges ayant prononcé l'interdiction, la Cour modifie la mesure prise, et dit qu'il suffit de la nomination d'un conseil, la personne se trouve n'avoir été incapable depuis le jugement que dans les limites fixées par l'article 499. Et enfin, si on suppose le cas inverse (la Cour allant plus loin que le tribunal), la demi-incapacité de l'article 499 datera du jugement, tandis que l'incapacité complète n'aura lieu qu'à partir de l'arrêt. Lorsqu'il y a eu appel, c'est toujours sans doute au résultat de l'appel qu'on doit s'attacher ; mais, comme nous venons de le dire, il faut reporter au jour du jugement les effets de l'incapacité que les premiers juges avaient déjà déclarée. En d'autres termes, l'incapacité existe dès le jugement de première instance, *malgré l'appel qui en a été interjeté*, pour ce qui, en définitive,

est *confirmé sur appel*; car l'appel n'est *suspensif* que pour les actes d'*exécution* proprement dits (nomination du tuteur et du subrogé tuteur), et non pour ce qui a trait à l'*incapacité* de la personne (1). » Telle est, on ne peut plus clairement exposée, la doctrine à laquelle nous croyons devoir nous rallier. Cependant, l'opinion contraire ayant été soutenue avec beaucoup de force par M. Bertauld (1), il est nécessaire de s'y arrêter pendant quelques instants.

1° La règle est que l'appel est suspensif (art. 457 C. proc.) Pour y déroger, nous invoquons l'article 502, dont notre doctrine n'est que la reproduction littérale. Mais, dit M. Bertauld, « cet argument de texte est singulièrement affaibli par cette reconnaissance que, si le jugement avait refusé l'interdiction ou la dation d'un conseil judiciaire et que la cour l'eût accordée, la mesure protectrice n'aurait d'effet que du jour de l'arrêt ». — Il est évident que l'interdiction ne peut pas avoir son effet du jour d'un jugement qui ne la prononce pas ; mais cela ne prouve pas que, lorsque le jugement la prononce, elle n'ait pas effet malgré l'appel. Le législateur n'a prévu que le cas le plus ordinaire. De plus nous reconnaissons bien que l'appel suspend l'*exécution* des jugements ; mais ce que nous refusons d'admettre c'est que l'incapacité qui frappe l'interdit, soit un acte d'exécution du jugement ; elle n'en est que la conséquence légale. La preuve, c'est que tandis que tout jugement ne peut être mis à exécution

1. *Explic. somm.*, p. 365. — *Sic* : Demante, II, 274 bis II ; Demolombe, VIII, 550 ; Duranton, III, 770 ; Dalloz, *Rép.*, *Interd.*, n° 179.

2. *Questions pratiques et doctrinales*, I, 205-213.

qu'après avoir été signifié (art. 147 C. pr.), l'incapacité frappe l'interdit indépendamment de toute signification (art. 502. C. civ.).

2° « N'est-il pas possible, s'écrie plus loin M. Bertauld, que le jugement qui a admis l'interdiction ou nommé le conseil judiciaire, ait été, à sa date, mal rendu, qu'il ne soit pas justifié par les faits antérieurs, mais que des faits nouveaux, des changements dans l'état moral et intellectuel du défendeur, soient venus démontrer l'opportunité, la nécessité même des garanties tutélaires que la Cour a appliquées? La poursuite était prématurée, elle n'était nullement fondée lorsqu'elle a été intentée; il est d'évidence pour la juridiction supérieure que cette poursuite eût dû être proscrite par le premier juge. Dans l'intervalle qui s'est écoulé du jugement à l'arrêt, la situation s'est considérablement modifiée, et la précaution, qui était inutile, *ex post facto* est devenue indispensable. Le juge d'appel ne juge pas le jugement, il juge la cause; il la juge dans les conditions où elle se présente devant lui. Si le défendeur n'est incapable que de la veille ou du jour même de l'arrêt, le juge proclame l'incapacité, et il ne saurait la proclamer rétroactivement sans s'exposer à altérer, à contredire la vérité du fait. » Le cas pourrait se présenter, il est vrai, mais le texte est formel, et dès lors, quelle que soit la gravité de l'objection faite par M. Bertauld, elle ne saurait nous arrêter. Du reste, elle n'a pas grande importance pratique, et le système contraire offre des inconvénients bien autrement graves en nécessitant une procédure spéciale pour faire tomber chacun des actes que l'interdit a pu faire dans l'intervalle du jugement à l'arrêt.

3° Enfin, l'éminent professeur dont nous combattons la doctrine termine par ce dernier argument : « L'article 105, C. Nap., en décidant que, s'il n'y a pas appel du jugement rendu en première instance ou s'il est confirmé sur appel, il sera pourvu à la nomination d'un tuteur et d'un subrogé tuteur à l'interdit, donne une véritable consécration au principe de l'effet suspensif du recours. Comprendrait-on l'existence de l'incapacité pendant une période où l'incapable serait nécessairement sans représentant et sans défenseur ? » La réponse est facile : l'incapacité de l'interdit commence au moment même de la prononciation du jugement, et, cependant, il est impossible que la tutelle soit organisée dès ce moment même ; il y a donc une période où l'incapable se trouve nécessairement sans représentant et sans défenseur. Au surplus, qu'est-ce qui empêche de nommer un administrateur provisoire pour remplacer le tuteur pendant l'instance ?

V. — L'appel n'a donc aucun effet sur l'incapacité de l'interdit ; elle date du jour du jugement. Il n'en est pas de même de l'arrêt.

La Cour peut :

Ou confirmer le jugement quel qu'il soit. — Dans ce cas, si l'interdiction a été prononcée par les premiers juges, elle produit ses effets du jour du jugement.

Ou le réformer :

1° Soit en rejetant l'interdiction qu'il a prononcée. Les actes passés entre le jugement et l'arrêt sont et demeurent valables. Par conséquent les juges saisis d'une demande en nullité de ces actes devront surseoir à statuer jusqu'à ce que l'arrêt soit intervenu, puisque c'est lui

qui décidera si l'interdit était ou non en état de capacité au moment où il a fait l'acte. De plus, tandis que la demande en nullité peut être régulièrement intentée avant l'appel interjeté, elle ne peut plus l'être au cours de l'instance.

2° Soit en prononçant l'interdiction qu'il a rejetée. Il est inutile de dire que dans ce cas les effets de l'interdiction ne datent que du jour de l'arrêt.

3° Soit en renvoyant purement et simplement des fins de la demande le défendeur auquel le tribunal aurait donné un conseil judiciaire.

4° Soit en donnant un conseil judiciaire au défendeur que le tribunal aurait renvoyé purement et simplement.

Nous ne faisons que signaler en passant ces deux hypothèses qui sont étrangères à notre sujet : il ne s'agit pas d'interdit.

5° Soit enfin en donnant simplement un conseil judiciaire au défendeur que le tribunal aurait interdit.

La personne ainsi pourvue d'un conseil se trouve rétroactivement n'avoir été incapable que dans les limites de l'art. 499 (1). Cela peut paraître surprenant de prime abord, l'interdiction étant une mesure toute différente de la nomination d'un conseil, sinon dans sa nature, au moins dans ses effets : dans l'une le tuteur est seul en scène, tandis que dans l'autre c'est l'incapable qui agit avec l'assistance du conseil. Enfin, comment concevoir que pendant un certain temps un individu soit incapable de faire certains actes sans l'assistance d'un conseil...

1. *Sic* : Valette, *Explic. somm.*, p. 365 ; Marcadé, art. 502.

qu'il n'a pas. — Nous ferons remarquer que, aux termes de l'art. 480, 3° et 4° du code de procédure, les juges ne peuvent statuer *ultra petita* ; si donc, sur une demande en interdiction, ils peuvent prononcer la nomination d'un conseil, c'est que cette nomination est comprise dans l'interdiction ; c'est donc une interdiction partielle qui, comme l'interdiction complète, doit produire ses effets du jour du jugement. C'est, en outre, la solution la plus favorable à l'incapable, et par conséquent celle que nous devons adopter dans l'interprétation d'un texte édicté dans son intérêt.

§ 2. — *Caractère de la nullité prononcée par l'art. 502,*

I. — Aux termes de l'art. 502, les actes passés par l'interdit postérieurement au jugement d'interdiction sont *nuls de droit* ; il semble donc que ces actes sont frappés d'une nullité radicale. Or, le contrat *nul*, n'étant absolument qu'un pur fait sans caractère légal, n'a aucune existence ; c'est le néant. Personne ne peut l'invoquer, et il ne peut être opposé à personne. Rien, ni le temps, ni la volonté expresse des parties, ne peut lui donner la force d'une convention obligatoire ; on ne ratifie point le néant. Celui qui l'a exécuté peut répéter la chose qu'il a livrée pourvu qu'il le fasse avant que celui qui la possède ne l'ait acquise par la prescription de trente ans.

Ce n'est évidemment pas dans ce sens qu'est pris ici le mot *nul de droit* ; autrement l'art. 502 serait en contradiction avec les articles 1125, 1304 et 1338. « Le mineur,

l'interdit et la femme mariée, dit l'article 1125, ne peuvent attaquer, pour cause d'incapacité, leurs engagements, que dans les cas prévus par la loi. Les personnes capables de s'engager *ne peuvent opposer* l'incapacité du mineur, de l'interdit ou de la femme mariée, avec qui elles ont contracté. » Cette nullité est donc introduite en faveur de l'interdit seul, c'est une nullité *ab uno latere*, et par conséquent relative.

Or, la différence est grande entre ces deux situations : le contrat *annulable* ou *rescindable* n'a pas seulement, comme le contrat nul, l'apparence d'un contrat, il en a la réalité. C'est un contrat vicieux, imparfait ; mais enfin il existe et la loi le reconnaît. Elle lui attribue provisoirement la même force et les mêmes effets qu'à un contrat valable et régulier, en réservant toutefois pour l'une des parties la faculté de l'attaquer et d'en faire prononcer la nullité en justice, ou, si elle le préfère, de le ratifier.

II. — Quel est alors le sens des mots *nuls de droit* de l'article 502 ? Ils impliquent une double conséquence :

1^o Ils nous signalent la différence profonde qui existe entre l'aliéné non interdit et l'aliéné interdit. Tandis que l'acte passé par le premier n'est nul qu'à la condition d'avoir été concomitant à l'absence de raison, l'obligation contractée par le second doit être annulée d'après le seul rapprochement de sa date avec celle de l'interdiction, sans que le défendeur à l'action en nullité soit admis à prouver qu'elle ait été consentie dans un intervalle lucide. L'interdiction aura donc cette immense utilité de créer pour le fou une présomption invincible d'insanité

continuelle, ou, pour mieux dire, de substituer à son incapacité de fait souvent intermittente et contestable, un état permanent d'incapacité légale (1).

2° Ces expressions ont pour objet d'indiquer que la nullité dérive d'une cause inhérente à l'acte lui-même, et n'est subordonnée à aucune condition extrinsèque de lésion ou autre; que, à la différence des actes du mineur qui, du moins dans l'opinion généralement admise, ne peuvent être annulés qu'autant qu'il y a eu lésion, ceux de l'interdit sont annulables pour cause d'incapacité.

Cette théorie législative sur le caractère de la nullité attachée aux actes de l'interdit, n'est pas sans soulever de graves objections. En effet, tandis que les actes accomplis par l'aliéné non interdit sont regardés comme non existants, ceux de l'aliéné interdit ne sont qu'annulables. L'interdiction se trouve donc avoir pour résultat de donner une existence légale, une réalité juridique, à un acte qui, sans elle, serait peut-être un simple fait destitué de tout effet civil ! Sans l'interdiction, et si d'ailleurs l'acte avait été passé sous l'empire de l'aliénation mentale, l'aliéné pourrait toujours en invoquer l'irréparable nullité, le cocontractant lui-même pourrait en faire proclamer l'inexistence ; par l'interdiction, le même acte se trouve transformé, et reçoit en quelque sorte, sous condition résolutoire, la validité qui lui manquait, provisoirement il produira les mêmes effets que s'il était régulier, et si l'aliéné ne le fait pas mettre à néant dans un

1. *Sic* : MM. Aubry et Rau, I, § 127, note 2.

certain délai, il acquerra la force et la valeur d'un acte parfaitement correct.

Choqués de ce résultat, certains auteurs ont pensé que l'article 1125 est applicable uniquement dans le cas où l'acte est attaqué sur le seul motif de l'interdiction, et que la nullité serait, au contraire, absolue, s'il était prouvé que l'acte a été fait sous l'empire de la démence. « On ne saurait admettre, dit Marcadé (t. II, art. 504), que l'interdiction eût pour conséquence de valider un acte radicalement nul en droit commun. Aussi, quand il sera prouvé que l'interdit n'avait pas sa raison au moment précis où il a passé cet acte, il faut de toute nécessité admettre une nullité absolue et perpétuelle. En pareille hypothèse, le tiers qui a contracté avec l'insensé pourra faire tomber la convention, et l'insensé ne sera plus entravé par la prescription de l'article 1304. »

Une pareille doctrine nous semble absolument contraire aux articles 1125 et 1304; de plus, elle est en opposition manifeste avec l'article 502, qui ne fait aucune distinction : « *Tous* actes... seront nuls de droit ». Le législateur n'entre pas dans des considérations de fait; il justifie les actes de l'interdit seulement en droit, et les frappe tous de la même nullité. Mais, dit-on, est-il possible que l'interdiction ait pour effet de valider un acte qui, sans elle, serait frappé d'une nullité absolue? Nous ne voyons là qu'une conséquence naturelle de la présomption édictée par l'article 502 : l'interdiction constitue une modification de l'état de la personne; l'aliéné est soustrait par la sentence au régime du droit commun et placé dans une situation d'incapacité artifi-

cielle. Ce n'est donc pas d'après le droit commun et l'article 1108 qu'on doit apprécier les actes de l'interdit, mais d'après l'article 502 et les règles particulières de l'interdiction. La loi a voulu trancher à l'avance, au moyen d'une présomption, toutes les difficultés qui auraient pu s'élever sur le point de savoir si l'interdit avait ou non sa raison au moment précis où il a fait l'acte.

III. — Ce système se justifie d'ailleurs fort bien, même en théorie, quoiqu'il puisse, peut-être, paraître singulier au premier abord. La démence est l'état *habituel* et non l'état *nécessaire* de l'interdit qui peut avoir des intervalles lucides. Dès lors, le législateur avait deux partis à prendre : ou bien suivre le système romain, c'est-à-dire attendre chacun des actes de l'insensé pour les juger en fait, ou bien, et c'est le parti qu'il a pris, annuler d'avance, en vertu d'une présomption d'insanité d'esprit, tous les actes de l'interdit. Dans ce dernier cas, la présomption étant une création de la loi, la loi pouvait en déterminer le caractère et les effets et déclarer que cette nullité serait relative. Philosophiquement donc cette décision se conçoit très bien. Rationnellement, elle se justifie d'elle-même. La partie capable qui a traité avec un incapable est coupable souvent de mauvaise foi, toujours d'imprudence ; il est donc naturel qu'elle ne puisse se prévaloir de l'incapacité de son cocontractant pour faire tomber un acte qu'elle a consenti, elle, dans la plénitude de son jugement et de sa volonté.

Juridiquement enfin, comme le fait remarquer M. Larombière (1), « cette inégalité dans le lien de la conven-

1. *Des Contrats*, art. 1125, n° 4.

tion ne présente rien qui blesse les principes du droit et de l'équité. Nous pourrions citer une foule de contrats résolubles par la volonté de l'une des parties, tandis que vis-à-vis de l'autre ils sont purement et simplement obligatoires. Il est vrai qu'alors cette résolution facultative est toute conventionnelle, que les contractants l'ont eux-mêmes stipulée : mais peu importe à la pureté des principes que ce soit la loi, au lieu de la convention, qui virtuellement et d'office introduise dans le contrat une cause de rescision unilatérale, *ab uno latere*, tirée d'un vice d'incapacité également toute personnelle. Nulle part d'ailleurs la réciprocité du lien n'a été sacrifiée à des motifs plus puissants d'équité ; et ces motifs se font assez vivement sentir pour que nous n'ayons pas besoin d'y insister. »

IV. — En disant que la nullité prononcée par l'article 502 était relative, nous avons implicitement indiqué les trois conséquences suivantes : 1° qu'elle ne peut être proposée que par certaines personnes, celles dans l'intérêt desquelles elle a été introduite ; 2° qu'elle ne peut l'être que pendant un certain temps ; 3° que l'acte annulable peut être confirmé par une ratification postérieure. — Nous allons examiner ces trois propositions le plus brièvement possible, car la théorie des nullités relatives ne rentre que d'une manière indirecte dans notre sujet. Cependant, nous ne pouvons laisser passer sous silence ce qui concerne l'action en nullité que la loi a créée en faveur de l'interdit.

1° La nullité ne peut être invoquée que par la personne dans l'intérêt de laquelle elle a été introduite ; c'est-à-

dire par l'interdit. La partie capable qui a traité avec lui ne pourra jamais se prévaloir de l'incapacité de son co-contractant pour demander l'annulation de l'obligation. Cette nullité ne pourra donc être proposée que : par le tuteur de l'interdit durant l'interdiction, par l'ex-interdit lui-même ou par ses représentants après la cessation de l'interdiction, et enfin par les créanciers de l'interdit en vertu de l'article 1166. Il est vrai que ce dernier point a été contesté, mais il nous paraît impossible d'admettre que l'action en nullité, qui est transmissible et même cessible, soit un droit exclusivement attaché à la personne (1).

Remarquons toutefois avec M. Villey (2) que, « s'il appartient à l'interdit seul de proposer la nullité des actes par lui passés, il ne lui appartiendrait pas, lorsque, sur sa demande, un jugement a prononcé l'annulation, de renoncer au bénéfice de ce jugement et d'opter pour la convention annulée. Il est vrai que le droit romain contenait une disposition formelle en ce sens, en cas de minorité (L. 41, D., *De minoribus*) ; mais cette décision ne saurait être suivie aujourd'hui. Le jugement sur une action en nullité n'a pas du tout le même caractère que la sentence du prêteur, ordonnant la *restitutio in integrum*. Le jugement lie les parties, comme les lierait un contrat : *In judiciis contrahimus*. La maxime « *Unicuique licet his quæ pro se introducta sunt renunciare* » n'a ici, bien entendu, aucune application possible ; le jugement

1. Sic : Merlin, *Quest. de droit, Hypothèque*, § 4, n° 4; Aubry et Rau, t. IV, p. 142; Demolombe, IV, 342; Cass. 10 mai 1853; Sir, 53, I, 572.

2. *Des actes de l'interdit*, p. 117.

proclame la vérité juridique, et, s'il est nécessairement favorable à celle des deux parties dont la prétention est reconnue fondée, on ne peut pas dire pour cela qu'il soit *introduit en sa faveur*. Donc le jugement rendu appartient à tous, et ni l'une ni l'autre des parties ne peuvent se soustraire aux obligations qu'il impose (1). »

2° Elle ne peut être invoquée que pendant un certain temps ; en d'autres termes, elle se prescrit par dix ans à partir de la cessation de l'interdiction. C'est à dessein que nous employons le mot *cessation* au lieu de *mainlevée* dont se sert l'article 1304, l'interdiction pouvant cesser par la mort de celui qui y était soumis et par conséquent n'être jamais levée. Notons en outre que cette action durera généralement beaucoup plus de dix ans, car le tuteur peut l'invoquer pendant le cours de la tutelle, et les dix ans ne commencent à courir qu'à partir du jour où la partie dans l'intérêt de laquelle le contrat est annulable a pu librement en demander la nullité.

Mais faut-il considérer ce délai comme une prescription proprement dite ou comme un simple délai préfix et invariable ? La question est très importante : S'agit-il d'une véritable prescription, toutes les causes de suspension lui seront applicables. Si donc l'ex-interdit meurt pendant les dix ans, laissant un héritier mineur ou interdit, la prescription sera suspendue pendant la minorité ou l'interdiction de l'héritier (art. 2252). N'est-ce qu'un délai ordinaire, aucune cause, ni minorité, ni interdiction des héritiers de la personne investie de l'action, n'en pourra suspendre le cours.

1. *Sic* : M. Larombière, loc. cit. art., 1125, n° 12.

Nous pensons que l'article 1304 a organisé une véritable prescription, car dire qu'une action doit être exercée, sous peine de déchéance, dans un délai de dix ans, c'est dire, en d'autres termes, que cette action est prescriptible par dix ans. C'était du reste l'opinion de Pothier, et rien ne nous autorise à croire que les rédacteurs du Code l'aient abandonnée.

Le plus sérieux argument qu'ait invoqué la doctrine contraire consiste en ce que la loi ayant introduit l'article 1304 pour restreindre à une courte durée le délai de l'action en annulation, ce délai ne saurait être prolongé. — Mais puisque l'article 1304 se borne à abréger le délai ordinaire de prescription, la prescription de dix ans, prolongée par des suspensions, sera toujours de vingt ans moins longue que celle de trente prolongée par les mêmes suspensions. Au surplus, comme le fait remarquer notre éminent maître M. Colmet de Santerre (t. V, 265 *bis*, IV), « si on veut remonter au principe des suspensions, on verra qu'elles ont pour but de protéger le mineur ou l'interdit contre la négligence de son tuteur, et ces négligences ou ces influences sont autant à craindre à propos de l'exercice d'un droit qui dure dix ans qu'à propos de l'exercice de tout autre droit ».

Quant aux arguments de texte, ils sont encore plus faciles à réfuter. Aux termes de l'article 2264, nous dit-on, « les règles de la prescription sur d'autres objets que ceux mentionnés dans le présent titre, sont expliquées dans les titres qui leur sont propres. » Or l'article 1304 est relatif à une matière spéciale, aux actions en nullité et en rescision ; le délai de dix ans dont il y est parlé est

présenté comme un délai préfix et invariable ; donc on ne peut pas lui faire l'application des causes de suspension énoncées au titre *De la Prescription*, dans l'article 2252. — Cette objection repose sur une fausse interprétation de l'article 2264. L'objet unique de ce texte est de décider que la promulgation du titre XX du livre III n'a point abrogé les règles propres à certaines prescriptions spéciales, contenues dans les titres antérieurement votés ; partant, que ces prescriptions spéciales sont soumises, d'une part, au droit commun, et, d'autre part, au droit exceptionnel qui a été créé pour elles. Mais, de là, il ne faut pas conclure que les articles du Code traitant de cas spéciaux de prescription se suffisent à eux-mêmes et qu'ils excluent l'application des règles générales contenues dans ce dernier titre du code civil.

Nos adversaires nous opposent encore l'article 1676, dans lequel ils voient une application de la règle qu'ils avancent. Nous pensons, au contraire, que cet article établit une dérogation à la règle générale, car, sans cela, il eût été inutile de s'expliquer sur ce point. Ajoutons que cette dérogation se justifie très bien, en ce sens qu'elle est en harmonie avec le système tout entier, puisqu'elle rappelle celle que le Code fait à propos des courtes prescriptions (1).

Ainsi, le délai fixé par l'article 1304 est une véritable prescription ; mais lorsque l'ex-interdit ou ses représen-

1. Sic MM. Valette, *Notes sur Proudhon*, II, p. 506 ; Colmet de Santerre, V, 265 *bis*, V ; Aubry et Rau, II, § 214, note 9 ; Cass., 8 nov. 1843, Sir. 44, I, 129.

tants ont perdu le droit d'invoquer la nullité par voie d'action, ne peuvent-ils pas la proposer par voie d'exception ? Si la personne qui a traité avec l'interdit ne demande que dix ans après la cessation de l'incapacité l'exécution de l'obligation, ne peut-on invoquer la nullité comme moyen de défense ?

On a soutenu l'affirmative en s'appuyant sur ce motif que restreindre *l'action*, c'est-à-dire l'attaquer, ce n'est ni dans les expressions, ni en logique, restreindre le droit de défense. De plus, dit-on, en droit romain, tandis que l'action de dol était annale, l'exception était perpétuelle : « Quæ temporalia sunt ad agendum, perpetua sunt ad excipiendum. » (L. 5, § 6, D., *De doli mali et metus except.*) Et cela est souverainement juste : l'on peut, sans danger, renfermer l'action dans un certain délai passé lequel elle sera réputée abandonnée, car celui qui a l'action est maître de l'exercer quand il veut. Mais il n'en est pas de même de l'exception : on ne peut l'invoquer qu'autant qu'on est actionné en exécution du contrat ; pour se défendre, il faut être attaqué.

Ces raisons sont loin d'être concluantes. En effet, le motif qui, en droit romain, avait introduit cette différence entre l'action et l'exception, ne se rencontre plus sous l'empire de notre code. La personne qui a fait un contrat annulable est maîtresse de l'attaquer quoiqu'elle ne l'ait pas encore exécuté et bien que l'autre partie n'en demande pas l'exécution. Si donc elle ne prend pas l'initiative, si elle ne fait pas mettre à néant le contrat qu'on pourrait plus tard lui opposer, si elle reste dix ans dans l'inaction, son silence est considéré comme une approba-

tion, comme une confirmation de l'acte, et, par conséquent, elle doit pouvoir invoquer la nullité soit en attaquant soit en défendant. « Dans l'esprit général du droit français, dit encore notre éminent maître M. Colmet de Santerre (t. V, 265 *bis*, VI), un droit existe ou n'existe pas ; s'il existe, on le fait valoir soit par des actions, soit par des exceptions, et si on n'a pas l'action, c'est que le droit n'existe pas, ce qui exclut l'idée qu'il puisse être invoqué même par voie d'exception. »

Nous pourrions encore ajouter que, dans ce cas, le défendeur n'est, au fond, qu'un demandeur en nullité : *reus in excipiendo fit actor*. Enfin, si nous n'étions déjà convaincus, nous trouverions un argument péremptoire dans l'article 39 de la loi du 30 juin 1838, dont nous approuvons pleinement la décision : « Les dix ans de l'action en nullité courent, à l'égard de la personne retenue (dans un établissement d'aliénés) qui aura souscrit les actes, à dater de la signification qui lui en aura été faite ou de la connaissance qu'elle en aura eue après sa sortie définitive de la maison d'aliénés ; et à l'égard de ses héritiers, à dater de la signification qui leur en aura été faite ou de la connaissance qu'ils en auraient eue depuis la mort de leur auteur. Lorsque les dix ans auront commencé de courir contre celui-ci, ils continueront de courir contre les héritiers. » — Si, après l'expiration des dix ans, l'auteur de l'acte avait pu se prévaloir de l'exception de nullité, il eût été inutile d'amender le code civil sur ce point. Cela prouve bien que, d'après lui, l'interdit est lié après l'expiration du délai calculé conformément à l'article 1304.

Ce système, nous le reconnaissons, n'est pas sans danger. Si le contrat avait été exécuté, l'absence de la chose livrée, ou la présence de la chose reçue, aurait pu révéler son existence à l'interdit ou à ses héritiers. Mais, comme il ne l'a pas été, rien, le plus souvent, ne le fera soupçonner ; ils l'ignoreront, et cependant la prescription courra contre eux. C'est là une conséquence fâcheuse, que nous regrettons, mais qu'il ne nous appartient pas de corriger ; nous ne pouvons qu'attirer l'attention du législateur sur ce point.

Quelques personnes, cependant, pensent avec M. Marcadé (art. 1304, III) qu'on peut échapper à ce danger pour deux raisons : la première, c'est que l'acte d'un homme totalement privé de sa raison n'est pas annulable, mais nul et inexistant pour absence de consentement, en sorte que la nullité sera opposable à perpétuité ; la seconde, c'est que dans le système, *inconcevable* selon eux, où l'acte d'un fou aurait une existence légale et serait seulement rescindable pendant dix ans, ces dix ans ne pourraient toujours courir que du jour où ce fou, revenu à la raison, aurait eu connaissance de l'acte. — La première proposition est complètement inadmissible ; nous avons vu, en effet, que les actes de l'interdit sont appréciés non en fait mais en droit, et que la loi les a tous frappés à l'avance de la même nullité, d'une nullité relative, que l'interdit fût ou non dans un intervalle lucide. De plus, ce moyen ne serait pas toujours praticable, car il faudrait prouver qu'au moment du contrat le fou était complètement privé de raison. Quant à la seconde, elle est une violation manifeste de l'article 1304, comme le

prouve l'argument que nous venons de tirer de l'article 39 de la loi du 30 juin 1838.

Mais il se peut qu'un interdit ait été placé dans une maison d'aliénés, et alors se pose la question de savoir si les actes qu'il y aura souscrits seront régis par l'article 1304 ou par l'article 39 de la *Loi sur les aliénés*. — Nous approuvons complètement la disposition de la loi de 1838 et nous sommes tout disposés à l'étendre le plus possible; cependant nous ne croyons pouvoir l'appliquer dans ce cas. Tandis que l'article 1304 vise tous les interdits, cette loi leur est complètement étrangère; l'article 39 lui-même est formel sur ce point : « Les actes faits par une personne placée dans un établissement d'aliénés, pendant le temps qu'elle y aura été retenue, *sans que son interdiction ait été prononcée ni provoquée*, pourront être attaqués pour cause de démence... » Nous ne nions pas qu'il n'y ait une anomalie regrettable, et nous comprenons parfaitement les récriminations de M. Demolombe (t. VIII, 860); mais s'il y a une lacune dans la loi, c'est au législateur et non à l'interprète qu'il appartient de la combler.

3°. — L'acte contre lequel on peut opposer cette nullité est susceptible de ratification; cela résulte de l'article 1338. Mais il faut, pour que cette confirmation soit valable, que la cause de nullité ait cessé d'exister au moment où elle intervient.

La ratification est expresse ou tacite. Elle est *expresse* lorsqu'elle résulte de la déclaration formelle de l'ex-incapable; mais pour que l'acte de confirmation soit valable, il faut que « l'on y trouve la substance de cette obligation, la mention du motif de l'action en rescision, et l'intention

de réparer le vice sur lequel cette action est fondée » (art. 1338). — Elle est *tacite*, soit lorsque la partie qui peut demander la nullité du contrat l'exécute *volontairement après l'époque à laquelle l'obligation pouvait être valablement confirmée ou ratifiée*, soit lorsqu'elle laisse passer dix ans sans l'attaquer; ce long silence renferme une approbation implicite du contrat.

Le vice dont l'obligation était entachée est alors effacé : tous les effets qu'elle avait produits provisoirement sont irrévocables et définitifs; le contrat est réputé régulier et valable depuis sa formation. « La confirmation, ratification, ou exécution volontaire dans les formes et à l'époque déterminés par la loi, dit l'article 1338, emporte la renonciation aux moyens et exceptions que l'on pouvait opposer contre cet acte, sans préjudice néanmoins du droit des tiers. »

V. — Un mot maintenant sur les effets de la nullité prononcée : elle remet les choses dans l'état où elles seraient si l'acte annulé n'avait jamais existé. Rien de plus simple si l'obligation n'a pas été exécutée. Que si elle l'a été, les parties doivent réciproquement se restituer les prestations qu'elles s'étaient faites.

Toutefois, cette règle souffre exception lorsque la rescision a eu pour cause l'incapacité de l'une des parties; l'incapable n'est tenu que *in quantum locupletior factus est*; il ne doit rembourser que ce dont il s'est enrichi. C'est là un véritable privilège qui lui est accordé par la loi, et que la raison approuve, car, s'il devait rembourser tout ce qui lui a été payé pendant son incapacité, au delà même de ce dont il a profité, il éprouverait une véritable

lésion. Mais, comme le fait fort bien remarquer M. Larombière, pour que l'article 1312 reçoive son application il faut 1° que l'interdit ait reçu la chose en exécution d'un acte passé pendant l'interdiction, autrement, ce serait l'article 1241 qu'il y aurait lieu d'appliquer; 2° que l'interdit se fasse restituer comme tel; 3° que le paiement ait été effectué pendant l'interdiction. Quant au point de savoir s'il s'est enrichi, c'est une pure question de fait que les juges apprécieront. La preuve incombe à la partie capable qui a traité avec l'interdit, car, aux termes de l'art. 1312, « le remboursement de ce qui aurait été, en conséquence de ces engagements, payé pendant la minorité, l'interdiction ou le mariage, ne peut en être exigé, à moins qu'il ne soit prouvé que ce qui a été payé a tourné à leur profit ».

Si l'interdit est en présence d'un autre incapable, chacun d'eux ne sera tenu de rendre que ce dont il a profité : « Melior est causa consumentis, nisi locupletior ex hoc inveniatur. » (L. 34, D., *De minoribus*, IV, 4.)

VI. — Nous pouvons résumer ce que nous venons de dire en ces deux propositions : 1° Les actes faits par l'interdit ne sont, en principe, qu'annulables; lui seul peut les attaquer, et son action est soumise aux règles de l'art 1304; 2° On ne peut repousser cette action en démontrant que ces actes ont été faits dans un intervalle lucide. — Il nous reste encore, pour avoir terminé sur ce point, à rechercher quelle est l'étendue d'application de l'article 1125.

VII. — Il est évident que l'article 1125 ne s'applique pas aux actes solennels, nuls pour l'inobservation des formes nécessaires à leur existence, car, dans ce cas,

l'acte est frappé d'une nullité absolue. D'autre part, il n'y a aucune distinction à faire entre les actes que la loi soumet à certaines formalités, tels que la vente des biens du mineur ou de l'interdit, et ceux pour lesquels elle n'en exige aucune : ils tombent, les uns et les autres, sous l'application de l'article 1125. Il en est de même des jugements, que l'interdit ait été demandeur ou défendeur (1). Lui seul peut invoquer la nullité. Toutefois il y a lieu de se demander s'il n'existe pas un certain nombre d'actes juridiques qui, en raison de leur nature, et par cela seul qu'ils émanent d'un interdit, doivent être regardés comme non avenus ? Des hésitations se sont produites au sujet de quelques-uns d'entre eux que nous allons examiner successivement. Ce sont :

- 1° L'acceptation d'une donation entre vifs ;
- 2° L'acceptation d'une succession ;
- 3° Le compromis ;
- 4° Le contrat du mariage ;
- 5° Le partage.

VIII. Acceptation d'une donation entre vifs. —
Si, contrairement aux exigences de la loi (art. 935 C. civ.), un interdit accepte lui-même la donation qui lui est faite,

1. « Le jugement, dit M. Villey, n'est qu'un contrat judiciaire, et peu importe, à ce point de vue, que l'interdit ait été demandeur ou défendeur : quand il vous a attaqué, vous aviez le droit, sans doute, de refuser le combat avec un adversaire qui pouvait à son gré en anéantir l'effet ; mais si vous l'avez accepté et qu'un jugement soit intervenu, lui seul pourra en proposer la nullité ; car la loi ne fait aucune distinction entre le cas où c'est la partie capable qui a proposé le contrat à l'incapable, et le cas où l'incapable est allé au-devant de celui qui a traité avec lui ; et il n'y avait, en effet, aucune différence à faire entre les deux hypothèses. » (*Des actes de l'interdit*, p. 90).

cette donation sera-t-elle affectée d'une nullité absolue, et le donateur lui-même sera-t-il recevable à s'en prévaloir ?

Nous le pensons. C'était l'opinion de Ricard, de Furgole, de Boutaric; c'était dans ce sens que le chancelier d'Aguesseau, l'auteur même de l'ordonnance de 1731 qui a servi de type aux rédacteurs du Code en expliquait l'art. 7. Toutefois, Lebrun, Bourjon, Bergier, Pothier surtout, tenaient pour la nullité relative, et bon nombre de jurisconsultes fort autorisés pensent que le législateur moderne a consacré cette doctrine; ils ne voient pas où serait le motif d'une pareille dérogation à la règle générale (1). Nous ne saurions nous ranger à leur avis, et voici pourquoi :

L'article 938 porte que la donation *dûment acceptée* est parfaite par le seul consentement des parties; ce qui veut dire, en d'autres termes, que la donation qui n'a pas été dûment acceptée reste imparfaite malgré le consentement des parties. Or, par ces termes *donation dûment acceptée*, les rédacteurs du Code ont évidemment entendu une donation acceptée conformément aux règles prescrites par les articles 934 à 937 qui précèdent immédiatement l'article en question. Donc la donation acceptée par l'incapable lui-même n'est pas dûment acceptée, elle n'est pas *parfaite*, et par conséquent elle est nulle. En outre, la donation n'engage le donateur et ne produit d'effet que

1. Voir *en ce sens* : Demolombe, t. IV, 348 et t. XX, 219; Marcadé art. 935 n° 5; Larombière art. 1125, n° 5; Nancy 4 févr. 1839, Sir. 39, II, 459.

du jour où elle a été acceptée en termes exprès (art. 932), et, ici, il n'y a pas acceptation à proprement parler, puisqu'elle a été faite par une personne incapable.

Le législateur est parti de cette idée que tout ce qui est relatif au mode d'acceptation des donations tient à la forme juridique de ces actes; or, dans un contrat solennel tout vice de forme entraîne la nullité absolue. « Le donateur ne peut réparer par aucun acte confirmatif les vices d'une donation entre vifs; nulle en la forme, il faut qu'elle soit refaite en la forme légale » (art. 1339). Qu'on ne vienne pas nous dire que ce n'était pas là le résultat visé par les rédacteurs du Code ! Leur préoccupation constante en cette matière a été l'irrévocabilité du contrat, et ils ont toujours pensé qu'une donation exigeait pour sa perfection une acceptation liant le donataire aussi bien que le donateur. Cela résulte clairement des travaux préparatoires. « L'acceptation qui ne lierait pas le donataire ne saurait engager le donateur », dit le tribun Jaubert dans son rapport. Voilà pourquoi l'art. 933 exige que la donation soit acceptée par le donataire en personne ou par son mandataire muni d'une procuration spéciale et authentique et non par un simple porte-fort. « Au reste, comme le fait très judicieusement remarquer M. Demante (t. IV, 73 *bis*), il n'y a pas plus de rigueur à s'éloigner ici, sous ce rapport, du droit commun, qu'à en rejeter l'application quant à la formation des contrats par le simple consentement (art. 932)... J'ajoute, en faveur de la nullité absolue, qu'elle seule peut sanctionner efficacement les règles ici prescrites dans un intérêt de morale publique pour l'acceptation à faire par les incapables

ou en leur nom. Car la nullité relative, qui, dans les actes ordinaires, forme une sanction suffisante, serait ici presque illusoire, puisque l'action ne compèterait qu'à ceux qui n'ont point, en général, d'intérêt à l'intenter. Tandis qu'il y aura garantie sérieuse pour l'observation des règles, si leur omission permet au donateur lui-même et surtout à ses héritiers d'attaquer la donation (1). »

IX. Acceptation d'une succession. — Dans ce cas, au contraire, nous pensons que la nullité est purement relative, car nous n'avons plus à tenir compte des raisons spéciales qui nous forçaient à décider autrement dans la précédente hypothèse : l'acceptation d'une succession est un acte qui n'a rien de solennel, par conséquent nous restons en présence des principes du droit commun. Nous reconnaissons toutefois qu'on pourrait très bien, en s'appuyant sur l'article 776, soutenir le principe de la nullité absolue sans violer ouvertement l'article 1125, qui n'est pas ici directement applicable, puisque nous sortons de la matière des contrats. Cependant, comme cet article n'est, selon nous, que l'application du principe général qui ne permet pas de tourner contre un incapable le bénéfice introduit en sa faveur, nous croyons que cette règle, dans sa généralité, embrasse l'acceptation d'une succession comme tout autre acte. Elle se trouve même implicitement rappelée par l'article 776 qui, en renvoyant aux principes généraux pour la femme mariée, entend nécessairement y renvoyer aussi pour les autres incapables. (*Sic*, Demante, *loc. cit.*)

1. *Sic*: Dall., Rép., *Dispositions entre vifs* n° 1479; Aubry et Rau, VII, p. 61 et 62; Cass. 14 juillet 1856, Sir., 56, I, 641.

X. Compromis. — Un arrêt de la cour de Riom du 2 juillet 1846 avait décidé que le compromis fait par un mineur avec un majeur était frappé d'une nullité absolue dont les deux parties pouvaient se prévaloir. La Cour de cassation cassa l'arrêt (14 févr. 1849; Sir., 49, I, 367), et n'admit qu'une nullité relative. Cette solution, qui nous semble très juridique, ne doit pouvoir être modifiée parce que, dans l'espèce, il s'agirait d'un interdit. Le compromis n'est, en effet, qu'un contrat d'un genre particulier, contenant obligation de soumettre un point litigieux à une juridiction privée choisie par les parties; pourquoi donc l'article 1125 ne lui serait-il pas applicable comme aux autres contrats? Il est vrai que l'article 1004 du code de procédure défend de compromettre sur aucune des contestations qui seraient sujettes à communication au ministère public; mais, précisément parmi les contestations sujettes à communication, la loi elle-même distingue très explicitement, dans l'article 83 du même code, celles qui concernent l'ordre public des causes des mineurs et généralement de toutes celles où l'une des parties est représentée par un curateur. Le compromis passé sur les premières serait nul d'une nullité absolue; le compromis passé sur les secondes est nul d'une nullité relative, parce qu'elles ne concernent que l'intérêt privé de l'incapable. (*Sic*: Larombière, art. 1125, n° 6; Demolombe, *Du mariage*, II, 349.)

XI. Contrat de mariage. — La question de savoir s'il est nul ou simplement annulable ne se pose pas dans le système qui refuse à l'interdit le droit de se marier valablement, système que nous avons l'intention de

défendre. Le contrat de mariage, en effet, n'a point une vie qui lui soit propre; loi des relations civiles qui naîtront de l'union des époux, il n'a de raison d'être et d'autorité qu'autant qu'il y a un mariage valable, ou au moins une union qui, par suite de la bonne foi des contractants ou de l'und'eux, a les effets d'un mariage valable.

Mais, lors même qu'on accorderait à l'interdit le droit de se marier dans un intervalle lucide, nous n'hésiterions pas à décider avec M. Bertauld (*Quest. pratiques*, I, nos 598 à 625), et la Cour de cassation (5 mars 1855; Sir., 55, I, 348), que la nullité du contrat est absolue. S'il n'en était ainsi, il y aurait deux lois matrimoniales, l'une pour l'époux capable que le contrat lierait, et l'autre pour l'incapable s'il en avait fait prononcer la nullité. Nous méconnaîtrions le grand principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales, principe d'ordre public, établi autant dans l'intérêt des tiers que dans celui des époux; nous violerions ouvertement l'esprit et la lettre de l'article 1395, attendu que, si la nullité est relative, nous ne pouvons logiquement refuser à l'interdit le droit de confirmer le contrat pendant le mariage. « Plus le mariage de l'interdit aurait de chance d'échapper à l'annulation, plus, dans ma pensée, dit M. Bertauld, il y aurait impérieuse nécessité d'ouvrir des actions pour faire annuler le contrat que l'intrigue et la cupidité auraient surpris. C'est précisément parce que le prodigue ou le faible d'esprit pourvu d'un conseil judiciaire a capacité pour se marier sans le concours de ce conseil, qu'il faut admettre, suivant moi, que le contrat est soumis à l'application de l'article 513. »

XII. Du partage. — Le partage fait avec un interdit est-il annulable ou reste-t-il valable dans le passé comme provisionnel, l'interdit ayant seulement le droit de réclamer un partage définitif? — Il va sans dire que nous supposons le cas où l'interdit a été seul en scène et n'a pas été représenté conformément à la loi.

Il faut distinguer deux hypothèses :

1° Si les parties n'ont voulu faire qu'un partage provisionnel, ce partage est annulable ; l'interdit pourra l'attaquer et conclure à la restitution des fruits perçus par chacun de son côté. Incapable de tous les actes de la vie civile, il ne pouvait pas plus valablement consentir lui-même un partage de jouissance qu'un partage définitif. Tous les cohéritiers peuvent d'ailleurs demander le partage de la propriété. Toutefois s'il a été convenu que le partage provisionnel durerait pendant cinq ans ou pendant un temps moins long, les copartageants *capables* ne pourront provoquer le partage définitif qu'après l'expiration du délai convenu (art. 815).

2° Si les parties ont entendu faire un partage définitif, quel sera le sort de cet acte? On est généralement d'accord pour déclarer que le partage est alors définitif à l'égard des cohéritiers maîtres de leurs droits ; mais à l'égard de l'interdit, vaut-il comme provisionnel ou bien est-ce un partage définitif entaché d'annulabilité? Certes, l'interdit peut obtenir un partage nouveau ; mais le moyen à prendre pour arriver à ce résultat est-il l'annulation du partage précédent ou l'exercice d'une simple action en partage définitif? La question est importante, car si l'incapable jouit seulement d'une action en partage défi-

nitif, le premier partage restant valable comme provisionnel, l'interdit ne pourra demander la mise en commun des fruits qui auront été recueillis de part et d'autre : en revanche son action durera trente ans.

Les partisans de cette doctrine s'appuient sur les articles 466 et 840 qui, selon eux, apportent en matière de partage une exception à la règle frappant de nullité les actes de l'interdit. C'est, croyons-nous, exagérer le sens et la portée de ces articles. Il y a, en effet, deux hypothèses bien distinctes qu'il faut se garder de confondre : celle où l'incapable a figuré lui-même dans le partage, et celle où le partage est fait avec le représentant de l'interdit dûment autorisé, mais sans les formalités prescrites par la loi. C'est seulement ce dernier cas que visent les articles 466 et 840.

En effet, le premier de ces articles ne s'occupe que des formalités spéciales prescrites par la loi pour que le partage soit pleinement valable à l'égard de l'incapable, et ce n'est qu'en cas de violation de ces formalités qu'il déclare le partage simplement provisionnel. Quant à l'article 840, il indique lui-même qu'il ne s'applique qu'aux partages faits *par les tuteurs avec l'autorisation du conseil de famille*. Ces articles n'apportent donc aucune dérogation au principe général de l'article 1304.

Examinons, en outre, les conséquences inadmissibles auxquelles aboutit la doctrine de nos adversaires. Puisque le partage définitif vaut au moins comme provisionnel, il faut admettre que l'interdit aurait la capacité de faire un partage provisionnel, ce qui n'est admis par personne. De plus, puisque l'interdit pourrait *seul* demander un part-

tage définitif, ce serait rendre exceptionnellement incertain un acte que la loi s'est appliquée à rendre le plus stable possible (art. 815 et 816). Enfin, pendant trente ans au moins, les copartageants seraient à la merci de l'incapable.

En résumé, le partage est frappé d'une nullité relative. Donc, 1° l'interdit ne pourra demander un nouveau partage qu'après avoir fait prononcer la nullité du premier, et cela dans les dix ans à dater du jour où son incapacité à cessé; 2° l'annulation prononcée, tous les fruits perçus devront être remis à la masse. (*Sic* : Duranton, VII, 179; Demante, III, 170 *bis*; Cass. 9 mars 1846, Sir., 46, I, 451. — *Contra* : Aubry et Rau, VII, p. 543; Mourlon, *Répét. écrites*, II, 327.)

§ 3. — *Des actes auxquels s'applique la présomption légale de l'article 502.*

1° ACTES POLITIQUES

C'est la loi constitutionnelle et non la loi civile qui détermine la capacité en matière politique (art. 7 C. civ.); il est donc inutile de dire que notre article est complètement étranger aux actes de cette nature. — L'article 5 de la constitution du 22 frimaire an VIII, encore en vigueur aujourd'hui, porte que « l'exercice des droits de citoyen français est suspendu... par l'état d'interdiction judiciaire, d'accusation ou de contumace ».

2° ACTES DÉLICTEUX

I. — « L'interdiction prononcée, dit M. Valette, ne produit point, par elle-même, une fin de non-recevoir contre l'application des peines criminelles, soit en empêchant l'exercice actuel des poursuites contre l'interdit, soit en effaçant la criminalité des actes commis pendant l'interdiction. L'interdiction n'a d'effet qu'en matière civile ; c'est-à-dire que les actes passés par l'interdit sont nuls de droit, en vertu d'une présomption légale d'incapacité de contracter ; mais, en matière criminelle, l'interdiction ne constitue ni la preuve légale de l'absence d'intention criminelle, ni celle de l'impossibilité de la défense. Ce sont là des questions que les tribunaux criminels décideront en fait, suivant les circonstances. » (Note sur Proudhon, *Tr. sur l'état des person.*, II, p. 516.)

Cependant, de ce que les actes de l'interdit passés postérieurement à l'interdiction sont nuls de plein droit, même quand il aurait des intervalles lucides, quelques auteurs ont conclu que, *a fortiori*, il ne pourrait être poursuivi criminellement, *même si l'on prouvait qu'il se trouvait dans un intervalle lucide au temps de l'action*, ou que, au moment de l'action, l'état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur, avait cessé, comme état habituel. « Que serait-ce, en définitive, que la condamnation d'un interdit, s'écrie M. de Castelnau (1), si-

1. *De l'Interd. des aliénés*, p. 144.

non la déclaration solennelle que la juridiction qui a prononcé l'interdiction a mal jugé, sinon la cassation d'un jugement par une cour qui n'a pas le droit de casser, sinon, en un mot, une véritable anarchie judiciaire ? Mais, dira-t-on, l'interdit peut avoir commis le crime ou le délit pendant un intervalle lucide ; il doit donc être responsable si la lucidité peut être prouvée. — Y songe-t-on bien sérieusement ? Comment ! pendant un intervalle lucide, un interdit ne peut disposer librement d'une obole, et il pourrait être responsable d'un acte qui met en question son honneur et sa vie ! Un pareil contraste n'a pas besoin d'être réfuté : il ne pourrait exister dans les lois sans bouleverser toutes les notions de raison et de justice. Terminons donc en concluant qu'en stricte équité, un interdit, c'est-à-dire un aliéné qui est réputé, aux yeux de la loi, « n'éprouver aucun sentiment, ne comprendre aucun devoir », ne peut être responsable des actions qu'il commet, et qu'il ne peut être condamné comme criminel. »

Nous ferons remarquer d'abord que M. de Castelnau est dans l'erreur la plus complète quand il prétend que la loi a déclaré les interdits incapables « d'éprouver aucun sentiment, de comprendre aucun devoir » ; si elle l'avait dit, elle aurait commis une absurdité, car les faits n'étant pas de son domaine, elle ne peut avoir aucune action sur eux. Mais, ce qu'elle peut régler, ce sont les conséquences juridiques qui s'attachent à ces faits, et voilà pourquoi elle a pu déclarer les interdits incapables de faire aucun acte valable.

Quant à la prétendue contradiction, à l'anarchie judiciaire, nous ne l'apercevons pas. Les jugements civils

n'ont point, en général, autorité au criminel (1). De plus, le tribunal qui a prononcé l'interdiction a déclaré que l'interdit était incapable, non pas de ne comprendre aucun devoir, mais de faire valablement aucun acte de la vie civile, même dans un intervalle lucide. Dès lors, je ne vois pas ce qui empêcherait les tribunaux criminels de condamner l'interdit qui a commis un crime en pleine connaissance de cause, et ce, lors même qu'un autre jugement annulerait un acte civil passé à la même époque : il n'y a là aucune contradiction. Que la loi ait mal fait de ne pas transporter en matière criminelle la présomption de l'article 502, nous ne le croyons pas, et nous espérons le démontrer bientôt. Mais, lors même que nous le penserions, nous serions obligé de nous incliner devant elle.

L'argument *a fortiori* tiré de l'article 502 ne nous arrêtera pas longtemps, car il nous paraît sans valeur, les présomptions légales ne pouvant être transportées d'un cas à un autre, et encore bien moins d'une matière dans une autre. L'article 502 est spécial aux actes civils. Cela résulte clairement de l'article 64 du code pénal exigeant pour qu'il n'y ait ni crime ni délit que le prévenu soit *en état de démence au temps de l'action*, d'où la conséquence qu'aux termes de cet article, la question de démence est toujours une question d'appréciation et de cir-

1. Ajoutons en passant que, réciproquement, la chose jugée au criminel ne lie pas non plus les juges civils en cette matière, et que ceux-ci peuvent refuser de prononcer l'interdiction d'un individu, lors même qu'un arrêt de cour criminelle l'aurait acquitté d'une accusation en se fondant sur ce qu'il était dans un état de démence ou de fureur (Corse 2 mai 1827 ; Dail. 27, II, 79). L'on peut, en effet, éprouver un accès de folie, sans être pour cela dans un *état habituel* d'absence de raison.

constances, indépendante de tout jugement d'interdiction civile. Cela résulte encore de l'article 66 du même code : « Lorsque l'accusé aura moins de seize ans, s'il est décidé qu'il a agi *sans discernement*, il sera acquitté... » ; n'y a-t-il pas là une preuve convaincante que les principes des incapacités civiles ne sont point applicables en matière criminelle ?

Enfin, comme nous l'avons déjà dit, et c'est l'argument qui nous semble le plus fort (1), notre doctrine est conforme à la logique, à la nature même de l'interdiction, tandis que celle de nos adversaires aboutit, dans ses conséquences, à une absurdité. « Le majeur qui est dans un état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur, dit l'article 489, doit être interdit, même lorsque cet état présente des intervalles lucides. » La loi suppose donc *a priori* qu'il peut y avoir des intervalles où l'interdit aura conscience de ses actes. De plus, qu'est-ce que l'imbécillité ? « L'imbécillité, dit Toullier (t. II, 1310), est l'état de l'individu atteint de cette faiblesse d'esprit, qui, *sans aller jusqu'à faire perdre entièrement la raison*, rend incapable de gouverner sa personne et ses biens. » — « L'imbécillité, dit Duranton (t. III, 713), est cette faiblesse d'esprit, qui, *sans priver entièrement la personne de l'usage de la raison*, ne lui laisse que la faculté de concevoir les idées les plus communes, et qui se rapportent *presque toujours* à ses besoins physiques et

1. C'est du reste cet argument qui a décidé M. Le Sellyer à se ranger à cette opinion (*Traité de la criminalité*, I, 52-53), après avoir soutenu la doctrine contraire dans son *Traité de Droit criminel* (I, 46).

à ses habitudes. » Nous pouvons donc conclure avec M. Valette (1) que « l'interdiction est l'état d'une personne mise en tutelle par suite d'une décision judiciaire, parce que ses facultés intellectuelles sont affaiblies ou dérangées à tel point qu'elle ne peut gouverner sa personne ni ses affaires. Toutes les variétés de maladies mentales désignées dans la science sous les noms de folie, frénésie, monomanie, idiotisme, rentrent dans le sens général des mots *imbécillité, démence et fureur*, qu'emploie l'article 489 du Code. Ce sera au tribunal à apprécier l'état mental de la personne dont il s'agit, et, pour que l'interdiction soit prononcée, il suffit que le dérangement de son esprit soit habituel, lors même que cet état présenterait des intervalles lucides. » — Ainsi, interdiction n'est pas synonyme d'absence complète de raison. L'interdit peut avoir suffisamment conscience de la moralité et même de la légalité de son action pour en être responsable. Il est donc naturel, que, pour chacun de ses actes en particulier les tribunaux criminels aient le droit et le devoir d'apprécier quel a été son état mental, et, par conséquent, s'il doit ou non être considéré comme susceptible de culpabilité. Soutenir que la loi pénale soit absolument désarmée en présence d'un individu en pleine possession de sa raison serait absurde et même immoral.

Il est vrai que la difficulté pour constater les intervalles lucides est aussi grande en matière criminelle qu'en matière civile ; mais la situation est bien différente : il ne s'agit plus d'un intérêt individuel, il s'agit de la sécurité

1. *Explic. somm. du livre I^{er}*, p. 343.)

même de la société qu'une présomption légale d'imputabilité eût gravement compromise. Déclarer l'interdit à la fois incapable devant la loi civile et responsable devant la loi criminelle, était donc conforme à la raison et à la justice ; nous concluons en disant que c'est ce que le législateur a fait.

II. — Nous avons par là même indirectement résolu une autre question intimement liée à celle que nous venons d'examiner ; c'est celle de savoir si l'interdit est civilement responsable des crimes, délits et quasi-délits qu'il peut commettre pendant un intervalle lucide. — Nous n'hésiterons pas à répondre affirmativement, car cette solution nous semble imposée par la précédente. L'imputabilité pénale implique l'imputabilité civile ; si donc l'irresponsabilité cesse avec la démence devant la loi criminelle, *a fortiori* cessera-t-elle devant la loi civile. En outre, sans parler du puissant argument par analogie que nous pourrions tirer de l'article 1310, les conséquences seules de la doctrine contraire suffiraient pour nous la faire repousser. Il serait désastreux de voir sa fortune compromise par le fait d'une personne jouissant pleinement de ses facultés et possédant des ressources plus que suffisantes pour réparer le dommage causé. Ce serait un encouragement au crime : l'interdit se sentirait d'autant plus porté à satisfaire ses haines et ses vengeances pendant ses intervalles lucides, qu'il serait certain de l'impunité, du moment qu'il agirait assez habilement pour que le fait ne tombât pas sous le coup de la loi pénale.

Mais notre solution serait différente si l'interdit n'était pas dans un intervalle lucide au moment où il a commis

le fait dommageable. Dans ce cas, il ne saurait être responsable; en effet, ce qui caractérise le délit c'est le *dol* ou la *malignité*, ce qui caractérise le quasi-délit c'est une *faute* ou une *imprudence qui n'est pas excusable* (1).

Or, celui qui n'a pas de raison suffisante pour avoir conscience du bien et du mal, celui qui est privé de tout discernement est exempt de toute imprudence et de toute faute, aussi bien que de malignité et d'intention frauduleuse. Du reste, il n'y a pas à distinguer entre les délits et les quasi-délits pour le rendre responsable de ces derniers seulement, une pareille distinction lui enlevant toute irresponsabilité. Rien n'est plus facile que de faire dégénérer un délit en quasi-délit : on n'a qu'à changer le titre de la responsabilité, et à défaut de malignité, d'intention de nuire qui lui soit moralement et légalement imputable, on le rendrait responsable de son fait à titre de quasi-délit pour cause de faute, d'imprudence ou de négligence. On arriverait donc ainsi à éluder pratiquement, pour les délits, l'irresponsabilité qu'on lui accorderait en théorie.

Merlin soutient, il est vrai, que « quoique la démence soit un motif pour soustraire un insensé à la peine publique que mérite le délit par lui commis, néanmoins ses biens répondent des dommages-intérêts qui en sont la suite (2) » et il nous cite à l'appui de sa doctrine un arrêt du 10 septembre 1683 (3). Mais nous croyons que de pareils dé-

1. Pothier, *Traité des oblig.*, n° 116.

2. Rép., *Démence*, § 2, III.

3. Rép., *Blessé*, § 3, IV.

cisions ne sauraient s'expliquer que par une fausse notion des principes de responsabilité légale, et nous ne pouvons adopter une opinion contraire, selon nous, aux traditions historiques, aux textes du code civil et aux principes philosophiques que cette question met en jeu.

Notre doctrine était celle d'Ulpien (L. 5, § 2, D., *Ad leg. Aquil.*). C'était aussi, malgré l'arrêt cité par Merlin, celle de notre ancienne jurisprudence, comme le prouve ce passage de Pothier : « Il résulte de la définition que nous avons donnée, des délits et quasi-délits, qu'il n'y a que les personnes qui ont l'usage de la raison qui en soient capables : car celles qui ne sont pas raisonnables, telles que sont les enfants et les insensés, ne sont capables ni de malignité, ni d'imprudence. C'est pourquoi, si un enfant ou un fou fait quelque chose qui cause du tort à quelqu'un, *il n'en résulte aucune obligation de la personne de cet enfant ou de ce fou*; car ce fait n'est ni un délit ni un quasi-délit, puisqu'il ne renferme ni imprudence, ni malignité, dont ces sortes de personnes ne sont pas susceptibles. » (*Traité des Oblig.*, n° 118.)

Loin d'avoir répudié ces précédents, notre législation les a consacrés, et si l'article 1382 débute par ces mots : « Tout fait quelconque de l'homme..... », il a soin de délimiter le sens et l'étendue du mot *fait* en ajoutant : « oblige celui *par la faute duquel* il est arrivé, à le réparer ». Le législateur part de ce principe, que le fait implique une faute, et par conséquent une volonté libre comportant l'imputabilité. C'est ce qui résulte clairement des articles 1383, 1385, 1386, et surtout de l'article 1384 qui dégage la responsabilité des père, mère,

instituteurs et artisans quand ils prouvent qu'il n'y a ni faute, ni négligence de leur part, « qu'il n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité ».

Sans doute, il est triste de voir sa personne et sa fortune exposées ainsi. Mais il y a dans la vie bien d'autres dangers auxquels il faut fatalement se résigner et se soumettre comme à des événements fortuits dont la responsabilité ne pèse sur personne. Ce sont des accidents, des malheurs, *quemadmodum si quadrupes damnum dederit, aut si tegula ceciderit*, dit Ulpien. On ne peut donc s'en prendre à la personne ni aux biens de celui qui a causé ce dommage, sauf à poursuivre ceux qui répondent civilement de son fait. Il est vrai que la loi ne fait à personne, pas plus aux parents les plus rapprochés qu'aux plus éloignés, une obligation de provoquer l'interdiction ni la séquestration des aliénés; ce sont là des mesures pénibles devant lesquelles, dans les familles unies, et par des considérations qui se sentent plutôt qu'elles ne s'expriment, on est disposé à reculer le plus longtemps possible. Aussi, ne serait-il ni sans danger, ni sans injustice d'attacher nécessairement une peine à l'action de ceux dont le silence aurait pu être motivé par les raisons les plus avouables. Toutefois, c'est un devoir de famille et d'humanité de prendre soin de ceux qui ont eu le malheur de tomber en démence. Leurs proches parents ou tuteurs se rendent coupables tant envers la société qu'envers ces malheureux lorsqu'ils les abandonnent et qu'il en résulte des accidents; en pareil cas, l'on ne saurait nier la responsabilité des personnes préposées à leur garde, telles que père, mère, tuteur, maître, commettant,

surveillant ou gardien. Mais quant à eux, ils ne peuvent être rendus responsables, et nous concluons avec la jurisprudence (Cass. 29 avril 1837; Sir., 38, I, 924; 10 mai 1843, Sir., 43, I, 670) que le prévenu acquitté comme étant en état de démence ne doit pas être condamné aux dépens, parce que son acte n'étant pas susceptible d'imputation, et ne constituant point un délit, ne peut constituer non plus un quasi-délit qui le soumette à une réparation civile (1).

3° ACTIONS ET JUGEMENTS

En présence de la généralité absolue des termes de l'article 502, aucune distinction ne peut être admise, à notre avis, parmi les actes, quels qu'ils soient, dans lesquels l'interdit doit être représenté par son tuteur (articles 450 et 509). Il est vrai que le mot *passé* dont se sert l'article 502 semblerait restreindre la disposition aux actes émanant du fait de l'interdit lui-même; mais, comme nous le démontrerons plus loin, la loi s'est servie d'un terme inexact dont il est impossible de tirer une conséquence sérieuse; de plus, il faut entendre cette disposition de manière à la mettre d'accord avec l'organisation tout entière de la tutelle. Or, l'interdit est désormais représenté, à l'égard des tiers, activement et passivement par son tuteur; c'est donc par ce dernier et contre ce

1. *Sic* : Toullier, t. II, n° 270; Delvincourt, art 1383; Marcadé, art. 1382 et 1383; Larombière, art. 1382; Dalloz, Rép., *Responsabilité*, n° 16; Caen 2 décembre 1853, S., 54, II, 385.

dernier que doivent être formées toutes les demandes et significations quelconques qui concernent l'incapable. Toutes celles qui seraient formées contre l'interdit lui-même seraient nulles, de même que tous les jugements dans lesquels il aurait figuré en personne (1).

4° ACTES DE LA VIE CIVILE

I. — Ce sont ces actes que vise principalement l'article 502. C'est à eux que s'applique la présomption qu'il édicte, à eux tous sans exception, le législateur le dit formellement : « Tous actes passés.... » ; on ne saurait, ce nous semble, demander à un texte plus de clarté, et l'on devrait s'estimer heureux si la loi était toujours aussi intelligible. Cependant, malgré la netteté des expressions, on y a trouvé des équivoques : d'éminents juriconsultes se sont demandé si l'interdit ne pouvait pas faire lui-même valablement certains actes, et, qui plus est, ils ont résolu la question affirmativement. Malheureusement, en rejetant l'article 502, ils n'ont plus ni texte ni principe sur lesquels ils puissent s'appuyer ; de là l'incertitude la plus complète. Par ces mots *tous actes*, quelques-uns entendent tous les actes sauf celui qui consiste à reconnaître un enfant naturel ; d'autres, tous les actes moins le mariage, et encore l'interdit ne pourrait-il le contracter que sous les conditions imposées au mineur. D'autres enfin cherchent à cataloguer les actes de la

1. Sic : Demolombe, VIII, n° 632 ; Dall., Rép., *Interdiction*, n° 199 ; Riom, 14 fév. 1842, Sir., 42, II, 153.

vie civile en plusieurs classes, et s'efforcent de trouver un critérium dans la nature même de ces actes : ils les divisent tantôt en actes pécuniaires et actes moraux, tantôt en actes dans lesquels l'interdit peut être remplacé par son tuteur et actes essentiellement inhérents à la personne ; d'après eux, le mot *tous* ne s'applique pas à la seconde catégorie.

II. — Mais agir ainsi, ce n'est plus interpréter la loi, c'est édifier des *théories* (1), aussi savantes qu'intéressantes, nous le reconnaissons volontiers ; théories dont nous ferions le plus grand cas si nous avions mission de faire la loi, mais qu'en notre qualité de simple interprète du Code, nous ne pouvons admettre. Pour déroger à un texte aussi clair et aussi net que l'article 502, nous demandons autre chose que des discussions philosophiques ; il nous faut des arguments juridiques solides, des considérations tirées des travaux préparatoires nous montrant clairement que le législateur a mal énoncé sa pensée : Or, nous espérons pouvoir facilement démontrer que notre doctrine est conforme non seulement au texte, mais encore à l'esprit de la loi. On en sera convaincu, avant même que nous ayons réfuté les systèmes que nous repoussons, quand nous aurons établi, en quelques mots, comment ces *théories* ont pris naissance.

III. — L'opinion la plus ancienne, et qui nous paraît, encore aujourd'hui, la seule soutenable, déclare l'incapacité de l'interdit absolue et générale. C'est en ce sens

1. C'est du reste l'expression dont se sert généralement M. Demolombe en parlant de son système.

qu'on a interprété l'art. 502 aussitôt après la promulgation du Code, au moment où nos textes étaient appliqués par les jurisconsultes qui les avaient rédigés ou qui avaient assisté à leur discussion, et qui, par conséquent, connaissaient parfaitement l'intention du législateur. Ce n'est que plus tard, sous l'influence d'un courant d'idées défavorable à toute loi restrictive de la libre disposition des biens et surtout de la liberté individuelle, qu'on essaye d'enlever à l'art. 502 son caractère absolu. Mais l'on n'ose pas encore l'attaquer de front, tant il est formel : « Tous actes... » ! Aussi, cherche-t-on à le tourner grâce à quelques textes, ou plutôt à des considérations qui n'ont que faire dans notre matière, et sur quelques points seulement : les uns lui permettent de se marier, les autres de reconnaître un enfant naturel, etc. Une fois les digues rompues, il n'y avait plus de raison pour s'arrêter ; de là les divergences que M. Demolombe relève avec complaisance (t. VIII, n^{os} 637 et 638) pour en tirer un argument contre le système que nous défendons.

Mais la jurisprudence ne pouvant admettre des doctrines aussi peu juridiques, continuait à appliquer la nullité absolue ; aussi, l'interdiction devint-elle le point de mire des médecins et des philosophes qui la représentaient comme une mesure oppressive et inhumaine, comme une monstruosité juridique. C'est alors, je dirai même pour donner satisfaction à ces réclamations, qu'un de nos plus éminents jurisconsultes a imaginé une *théorie* fort ingénieuse et fort séduisante. Les systèmes précédents n'étaient pas soutenables faute de texte ou de principe ; aussi résolut-il de chercher, à défaut de texte, un prin-

cipe qui pût dominer l'art. 502, et il crut le trouver dans la nature même de l'interdiction. Cette mesure, dit-il, prive l'interdit de l'*exercice* et non pas de la *jouissance* des droits civils; donc, il doit pouvoir faire par lui-même tous les actes que son tuteur ne peut pas faire pour lui, car, l'en empêcher, c'est le dépouiller de la jouissance même du droit sous prétexte de lui en retirer seulement l'exercice.

Une doctrine en apparence aussi raisonnable et aussi juridique séduisit bientôt bon nombre de nos meilleurs jurisconsultes, et excita un enthousiasme général parmi les partisans à outrance de la liberté individuelle. Cependant, nous ne croyons pas pouvoir l'adopter, pour des motifs que nous énumérerons plus loin, mais surtout parce que nous ne voyons nulle part le principe sur lequel elle repose. La preuve, c'est que M. Demolombe lui-même hésitera longtemps avant de l'appliquer aux donations entre vifs, et que M. Laurent croira bientôt en trouver un bien plus sûr et bien plus inébranlable en restreignant l'art. 502 aux actes pécuniaires, tandis qu'il permet à l'interdit de faire par lui-même les actes moraux.

IV. — Après avoir énuméré les différentes opinions en présence, et montré comment elles ont pris naissance, il nous reste à les réfuter rapidement.

Les systèmes de MM. Zachariæ (t. IV, p. 40 et t. V, p. 14); Duranton (t. II, n^{os} 27-33); Marcadé (t. I, p. 456), etc., qui, admettant la nullité en principe, font exception pour quelques actes seulement, ne nous arrêteront pas longtemps. Du moment que l'on fait une brèche à l'article 502, sans pouvoir s'appuyer sur un principe supérieur qui

limite les actes qu'on excepte, l'argument qu'on en tire tombe de lui-même : toute distinction est illogique et arbitraire. Seulement, nous protestons contre l'accusation d'inconséquence que ces divergences ont permis de formuler contre notre système (1). Cette critique doit s'adresser non à la doctrine elle-même, mais à ses défenseurs qui ont cru devoir rejeter l'interprétation littérale du texte, soit parce qu'ils la trouvaient trop sévère, soit pour donner satisfaction, dans une certaine mesure, aux idées dont nous venons de parler. Par cela même qu'ils admettent la moindre distinction, ils cessent d'adhérer à notre opinion.

V. — Quant au système de M. Laurent, nous le réfutons implicitement en combattant la théorie de M. Demolombe. Cependant il est bon d'indiquer ses principaux arguments qui diffèrent essentiellement de ceux de ce dernier.

Lui aussi, recherche son critérium dans la nature même de l'interdiction. Pour en déterminer les effets, dit-il, il faut voir avant tout quel est son objet; or Tronchet l'a très bien marqué en disant qu'elle est établie *dans l'intérêt de l'interdit*. Partant de ce principe, il se demande si l'intérêt de l'interdit exige qu'il soit frappé d'une incapacité absolue, en ce sens, que tout acte, sans distinction aucune, doive être annulé sur sa demande, dès qu'il est fait postérieurement au jugement qui a prononcé l'interdiction. « Pour répondre à la question, ajoute-t-il, il faut préciser la nature des intérêts que la loi a entendu

1. Voir M. Demolombe, *Traité de la Minorité*, II, 636.

sauvegarder. Ce sont les intérêts pécuniaires. Cela est si vrai que si l'aliéné est indigent, l'interdiction n'a plus de raison d'être au point de vue des intérêts privés... Dès qu'il y a un intérêt d'argent en cause, il faut que l'interdit ait le droit de demander la nullité de l'acte qui compromet cet intérêt ; la protection que la loi veut lui accorder serait inefficace, si la nullité n'était pas absolue... Mais il y a des actes moraux de leur essence : tel est le mariage. Faut-il appliquer à ces actes le principe de la nullité absolue ? En théorie, la question serait douteuse. Mais nous n'avons pas à faire la loi, notre mission est de l'interpréter. A notre avis, l'article 502 est étranger aux actes moraux. Ce que nous venons de dire en est, nous semble-t-il, une preuve décisive. L'indigent ne doit pas être interdit, donc il reste capable de se marier dans un intervalle lucide. Pourquoi deviendrait-il incapable si l'on trouvait bon de l'interdire ? L'interdiction n'aurait plus de raison d'être, et un acte inutile peut-il influer sur la capacité de celui qu'il concerne ? On dira que, malgré la lucidité intermittente de l'aliéné, on prononce la nullité des actes qu'il fait postérieurement à l'interdiction, à raison de l'incertitude de cette intermittence et de la difficulté de la prouver. Est-ce que le même motif n'existe pas pour les actes moraux ? L'objection est sérieuse ; le Code y répond : Les formalités qui précèdent et accompagnent la célébration du mariage sont une garantie que le mariage n'est contracté que par celui qui a capacité de consentir... » Il classe encore parmi les actes moraux le divorce, l'action en désaveu, la reconnaissance d'un enfant naturel, en se fondant toujours sur ce motif que la loi

a entouré ces actes de précautions telles qu'elles garantissent suffisamment l'interdit contre toute surprise. (T. V, n° 308.)

Nous demanderons aux partisans de cette doctrine pourquoi ils ne permettent pas à l'interdit de faire tous les actes protégés par la loi d'une façon toute spéciale, tels que la donation entre vifs, le testament par acte authentique ? Que si l'on nous objecte que ces actes sont essentiellement pécuniaires, nous demanderons pourquoi on lui refuse le droit d'adopter, ce n'est certes pas là un droit pécuniaire ! Il est vrai qu'il peut l'être dans ses conséquences ; mais n'en est-il pas de même pour la reconnaissance d'un enfant naturel ?

La loi a vu dans l'interdiction une mesure de protection pour l'interdit : nous en sommes convaincus. Mais n'a-t-elle voulu sauvegarder que ses intérêts pécuniaires ? C'est ce qu'il faudrait démontrer, et que nos adversaires se contentent d'affirmer. La preuve, disent-ils, c'est que si l'aliéné est un indigent, l'interdiction n'a plus de raison d'être ; or, un acte inutile ne peut influencer sur la capacité de celui qu'il concerne. C'est, ce nous semble, résoudre la question par la question même : l'interdiction ne peut influencer sur la capacité parce qu'elle est inutile, prétendez-vous ; mais elle est inutile parce qu'elle n'a d'effet que sur les biens et que l'indigent n'en a pas. Or, c'est précisément ce qu'il s'agit de démontrer, à savoir que l'interdiction s'applique seulement aux intérêts pécuniaires. Dans notre opinion, au contraire, l'interdiction de l'indigent a une grande raison d'être, puisqu'elle lui retire certains droits qu'il conserve malgré sa pauvreté,

les plus précieux, ceux que la loi devait protéger de préférence à tous autres.

VI. — Nous abordons enfin la savante théorie de M. Demolombe que nous allons étudier avec soin, car nous sommes en présence d'un système aussi séduisant que judicieux, système qu'on a qualifié de *doctrine de l'avenir*, et qui a su rallier autour de lui un grand nombre d'éminents jurisconsultes. Cependant nous espérons pouvoir démontrer qu'il n'est pas plus conforme à l'esprit qu'au texte de la loi et par là même qu'il est inacceptable.

Les actes de la vie civile, nous fait-on remarquer, se divisent en deux grandes classes ; il y en a dans lesquels un citoyen peut être représenté par un autre citoyen, parce qu'ils ne sont pas tellement inhérents à la personne que l'exercice n'en puisse être délégué à un tiers ; en un mot, il y a des droits *dont l'exercice peut être séparé de la jouissance*. Il en est d'autres, au contraire, qui ne peuvent être que l'émanation directe et immédiate de la volonté du citoyen, qui sont essentiellement inhérents à la personne, *dont l'exercice est inséparable de la jouissance*. Dans cette dernière catégorie rentrent la reconnaissance d'un enfant naturel, le mariage, l'adoption, la donation entre vifs et le testament. Quant à ceux de la première classe, « il serait à la fois impossible et dangereux d'en fournir une énumération, dit M. Villey (*loc. cit.*, p. 53) : impossible, car les conventions des hommes ne rentrent pas toutes dans le même moule, elles peuvent revêtir des formes diverses à l'infini ; dangereux, car une énumération a nécessairement un caractère limitati

qui exclut ce qu'elle ne comprend pas. Nous nous bornons donc à dire, d'une manière générale, que dans cette classe rentrent tous les actes qui ont trait à l'administration du patrimoine, *lato sensu*, et nous citerons, seulement à titre d'exemple, le louage, la vente, etc. » Pour ces derniers pas de difficulté ; on nous accorde que la présomption de l'article 502 s'y applique d'une manière absolue. Ils sont nuls, dit-on, car la question de fait n'entre pour rien dans l'appréciation de leur validité ; ils sont jugés seulement en droit et à l'avance condamnés ; ce sont eux et eux seuls que vise l'article 502. Mais ce texte ne s'applique et ne peut s'appliquer aux droits inhérents à la personne que l'interdit a toujours la faculté d'exercer valablement pendant les intervalles lucides.

Telle est la doctrine que l'on prétend conforme :

1° Aux traditions du droit romain et de notre ancien droit français ;

2° Aux termes mêmes du code et aux principes qui régissent les actes dont nous nous occupons ;

3° A la raison et à l'humanité non moins qu'aux règles de la science médicale.

Examinons successivement ces différents ordres d'arguments :

1° On nous objecte d'abord « que sous l'empire des législations antérieures, l'individu atteint d'aliénation mentale avait personnellement, dans les intervalles où sa raison lui était revenue, l'exercice de ces droits mêmes dont on prétend le priver aujourd'hui. » — Nous ne le contestons pas. Nous avons vu qu'en droit romain le dément recouvrait son entière capacité pendant les intervalles lu-

cides; nous savons aussi que, malgré les nombreux dissentiments qui s'étaient produits sur ce point dans notre ancien droit, l'opinion la plus générale reconnaissait la validité du mariage et du testament de l'interdit pendant un intervalle lucide. Mais l'on ne peut tirer de là aucune conclusion péremptoire, un argument historique n'offrant jamais ce caractère. De plus, il perd ici une grande partie de sa force ordinaire à cause de la différence qui existe entre les principes nouveaux et les principes anciens en matière d'interdiction. Aussi M. Demolombe se contente-t-il d'en déduire cet enseignement philosophique que les législations antérieures n'avaient pas retourné contre l'aliéné lui-même la protection qu'elles lui accordaient, qu'elles n'avaient pas voulu faire de l'interdiction, mesure essentiellement protectrice, une véritable mesure pénale.

Nous partageons complètement cette opinion sur un point, à savoir que le législateur moderne, comme le législateur ancien, a voulu protéger l'interdit; seulement nous différons sur la manière dont nous envisageons cette protection. A notre avis, elle doit être en mesure directe de la gravité de l'acte à accomplir; tandis que dans la doctrine que nous repoussons, « l'on arrive à ce résultat curieux que la loi, pour protéger l'interdit, l'empêche de vendre son bien, de l'échanger, de le louer même, dans la crainte qu'il ne fasse de mauvais marchés, mais n'empêche pas de le donner! » (Marcadé). Plus l'acte serait grave, moins l'interdit serait protégé!

De plus, l'interdiction, telle que nous la comprenons, a sa raison d'être dans des considérations pratiques de la

plus haute importance. Comment découvrir après coup si l'auteur de l'acte était en pleine possession de lui-même quand il l'a fait? Nous n'avons certes pas l'intention de contester l'existence des intervalles lucides, puisque la loi elle-même les reconnaît implicitement dans l'article 489. Il était absolument inutile d'invoquer l'autorité des docteurs Esquirol, Pinel, Broussais, pour nous prouver que l'aliéné jouit de la plénitude de sa raison pendant les *intermissions* ou *intermittences* de la maladie (1). Cela est évident; s'il n'en était ainsi, la question ne se poserait pas; si l'interdit ne pouvait pas avoir d'intervalles lucides, ou si, pendant ses intermittences, il ne jouissait pas de toute sa raison, l'interdiction n'aurait plus sa raison d'être, puisque le malheureux atteint d'aliénation mentale ne serait jamais capable de donner un consentement valable. Ce que nous faisons remarquer, c'est la difficulté

1. Les expressions, *intervalle lucide* et *intermission* ou *intermittence*, que les légistes sont dans l'usage de confondre, n'ont pas cependant, en médecine légale, une synonymie complète. Elles désignent toutes deux, il est vrai, un état pendant lequel l'aliéné renaît temporairement au monde intellectuel, mais c'est l'unique caractère qui leur soit commun. L'intermission doit seule produire un effet légal et être prise en considération par la jurisprudence, car, seule, elle a une durée assez longue et une périodicité assez régulière pour cela. L'intervalle lucide, au contraire, est un phénomène accidentel, non périodique, d'une durée fugitive et éphémère en quelque sorte, qui ne peut faire cesser l'incapacité juridique de l'interdit, qui est dénué de toute importance en droit. Mais lorsque le code s'est servi de cette locution il l'a interprétée dans le sens du mot *intermission*, employé par le droit romain lui-même (L. 2, C., *De contrah. empt.*, IV, 38); c'est donc avec raison que la jurisprudence française l'a accréditée avec cette dernière signification.

que présente la constatation d'un intervalle lucide. « Il faut, dit le chancelier d'Aguesseau (*plaidoyer du 15 mars 1698*), que ce ne soit pas une tranquillité superficielle, une ombre de repos (*adumbrata quies*), mais, au contraire, une tranquillité profonde, un repos véritable; il faut, pour nous exprimer autrement, que ce soit, non une simple lueur de raison qui ne sert qu'à mieux faire sentir son absence aussitôt qu'elle est dissipée, non un éclair qui perce les ténèbres pour les rendre encore plus sombres et plus épaisses, non un crépuscule qui joint le jour à la nuit, mais une lumière parfaite, un éclat vif et continu, un jour plein et entier, qui sépare deux nuits c'est-à-dire la fureur qui précède et la fureur qui suit. Enfin, sans chercher tant d'images différentes pour rendre notre pensée, il faut que ce soit, non une simple diminution, une rémission du mal, mais une espèce de guérison passagère, une intermission si clairement marquée qu'elle soit entièrement semblable au retour de la santé. Voilà ce qui regarde *sa nature*. Et comme il est impossible de juger en un moment de la qualité de l'intervalle, il faut qu'il dure assez longtemps pour pouvoir donner une entière certitude du rétablissement passager de la raison, et c'est ce qu'il n'est pas possible de définir en général et qui dépend des différents genres de fureur. Mais il est toujours certain qu'il faut un temps considérable. Voilà ce qui concerne *sa durée*. » Puis, se résumant, il ajoutait: « Vous voyez ce que c'est qu'un intervalle lucide. Sa nature est un calme réel, non apparent; sa durée doit être assez longue pour pouvoir juger de sa vérité. Rien de plus distinct qu'une action de sagesse et un inter-

valle lucide. L'une est un acte, l'autre un état. L'acte de sagesse peut subsister avec l'habitude de démence ; autrement on ne pourrait jamais prouver la folie. » — Où trouver des témoins qui puissent sainement apprécier les indices si délicats de « ce jour entre deux nuits », pour nous servir encore des expressions de d'Aguesseau, et cela longtemps après le fait accompli, quand les hommes de l'art eux-mêmes ont tant de peine à les découvrir avec le sujet sous les yeux ! C'est pour obvier à de pareilles difficultés que le code a établi la présomption de l'article 512. « Ceci étant, conclut notre éminent maître M. Colmet de Santerre (II, 274 bis G.), comment croire que pour les actes les plus importants de la vie, la loi ait conservé tacitement le système romain, et qu'elle consente, par exemple, à laisser contracter un mariage dont la validité est douteuse au moment même de la célébration, et dont le sort dépendra d'une décision ultérieure sur un point de fait des plus délicats à apprécier ? Que devient alors la stabilité du mariage, caractère auquel la loi attache une si grande importance ?

Mais, nous dit-on, depuis quand donc la difficulté d'établir l'existence d'un droit implique-t-elle *a priori* la négation de ce droit ? Que la constatation soit ou non difficile à faire, peu importe à la question, ce sera l'œuvre des magistrats aidés des lumières de la médecine. — L'objection serait sans réplique si le législateur n'avait eu l'intention de prévenir ces incertitudes et ces difficultés en ne tenant aucun compte des intervalles lucides ; c'est dans ce but qu'il est sorti du droit commun et qu'il a édicté l'article 502 ; c'est dans ce but qu'il juge les actes

de l'interdit en droit et non en fait. En agissant ainsi, il a fait preuve de sagesse, car les lois ne doivent pas être envisagées au point de vue purement théorique et abstrait. Il ne suffit pas qu'elles soient bonnes en principe, il faut encore qu'elles soient d'une application sûre et facile, qu'elles ne présentent pas aux magistrats des difficultés insurmontables.

2° La doctrine que nous repoussons est, au dire de nos adversaires; conforme aux termes mêmes du code civil et aux principes qui régissent les droits dont nous nous occupons :

A. — Les actes annulés par l'article 502 sont les *actes passés* par l'interdit, or l'on ne dit pas passer un mariage une adoption, une reconnaissance d'enfant naturel, tandis qu'on emploie généralement ce mot en parlant d'un bail ou d'un contrat. — L'objection n'est pas sérieuse. Il est évident que le législateur a employé une expression inexacte, inexacte si on la traduit d'après l'usage vulgaire, car on ne l'appliquerait ni à un emprunt, ni à un paiement, ni à une reconnaissance de dette, actes incontestablement régis par l'article 502 ; inexacte encore si on s'attache en sens juridique du mot : en droit, passer acte signifie rédiger un écrit comme l'indique l'article 1341 : « Il doit être passé acte devant notaires ou sous signature privée, de toutes choses excédant la somme ou valeur de cent cinquante francs »; ce qui semblerait réduire la présomption de l'article 502 aux actes écrits. Or personne jusqu'ici n'a osé soutenir que les conventions ou paiements faits par l'interdit soient valables lorsqu'ils sont seulement constatés par témoins.

B. — Aux termes de l'article 509, « l'interdit est assimilé au mineur, pour sa personne et pour ses biens »; ce qui signifie que les lois sur la tutelle des mineurs et par conséquent l'article 450 s'appliquent à la tutelle des interdits. « Or, il est certain que lorsque l'article 450 déclare que le tuteur représentera le mineur *dans tous les actes civils*, il ne comprend que les actes à l'égard desquels cette représentation est possible; il est certain qu'il ne s'applique pas à la reconnaissance d'un enfant naturel, à l'adoption, au mariage, au testament. Donc aussi, lorsque l'art. 502 déclare que *tous actes* passés par l'interdit postérieurement à l'interdiction, seront nuls de droit, il ne s'applique qu'aux actes auxquels l'interdiction elle-même seulement s'applique, par la combinaison des articles 509 et 450 (1). » En un mot, il y a une indivisible corrélation entre les articles 450, 502 et 509; les actes faits par l'interdit ne sont déclarés nuls de droit par l'article 502 que parce que les articles 450 et 509 déclarent que tous ces actes-là doivent être faits par le tuteur qui le représente.

— Un pareil raisonnement nous semble dénoter un trop grand effort d'interprétation. L'interdit, en effet, est loin d'être entièrement assimilé au mineur, car si ce dernier est représenté par son tuteur pour les actes d'administration, il a cependant le droit de les faire en ce sens que, s'il les fait, il ne peut les attaquer à moins de prouver qu'il est lésé, *restituitur non tanquam minor, sed tanquam læsus*. L'interdit, au contraire, ne peut les faire, et, s'il les fait, ces actes sont nuls de droit. On ne peut donc con-

1. Demolombe, *Traité de la Minorité*, II, 644.

clure d'une assimilation aussi imparfaite que l'interdiction n'a pas d'influence sur toute une catégorie d'actes très importants. Si l'on va jusque-là, il faut pousser le raisonnement jusqu'au bout, ce qui lui ôte toute sa force. « Car, comme le fait fort judicieusement ressortir un des plus éminents professeurs de cette faculté, si on tire de l'article 450 la preuve que l'interdiction n'a pas d'influence sur les actes qui ne comportent pas une représentation de l'interdit, il faudrait logiquement tirer du même article que la minorité n'a pas d'influence sur les mêmes actes, et que le mineur non seulement peut les faire, mais les faire seul et sans autorisation ; et il est bien certain qu'il ne peut pas donner sans autorisation quand il peut donner (art. 1395), qu'il ne peut pas se marier sans autorisation, que s'il peut tester après seize ans, il ne peut pas disposer de toute sa fortune (1). » L'article 450 doit donc être mis hors de cause.

C. — L'interdiction dépouille l'interdit de l'exercice et non pas de la jouissance des droits civils, nous dit-on : or, pour les actes qui nous occupent, la privation de l'exercice du droit équivaut à la privation de la jouissance même.

Cet argument, qui paraît préremptoire au premier abord, n'est au fond qu'une pure pétition de principe. Le code n'a défini nulle part l'interdiction ; par conséquent, ce n'est qu'après avoir déterminé les effets de cette mesure qu'on peut en déduire la définition. Or, comme l'article 502 indique l'effet principal, la définition variera avec la traduction qu'on en donnera. C'est donc tourner

1. M. Colmet de Santerre, II, 274 bis, D.

dans un cercle vicieux que de conclure de cette définition aux conséquences que doit avoir l'article 502.

On s'étonne de ce que la loi qui a voulu protéger l'interdit l'ait indirectement privé de la jouissance de certains droits. Mais, est-ce là une situation si anormale, un fait si extraordinaire? N'y a-t-il pas un certain nombre d'actes que le mineur ne peut faire ni par lui-même ni par l'intermédiaire de son tuteur? Peut-il adopter, donner entre vifs, tester avant seize ans, se marier avant quinze ou dix-huit? La loi a prohibé tous les actes qui lui ont paru dangereux pour l'incapable, lors même que ces actes ne pouvaient être accomplis par un représentant, et, dans ce cas, la jouissance du droit et son exercice étant inséparables, ont été perdus ensemble. Si le législateur ne l'avait pas voulu, il se serait expliqué à ce sujet; il aurait organisé, pour l'interdit comme pour le mineur, un système de protection en exigeant certaines autorisations ou autres garanties.

S'il ne l'a pas fait, c'est qu'un pareil système aurait présenté de grandes difficultés et de graves dangers. La personne ou le conseil appelé à autoriser n'aurait pu que constater l'intervalle lucide au moment où l'autorisation était donnée. Dès lors, comment prouver que l'interdit jouissait de sa raison un jour, une heure, une seconde après, au moment où il a passé l'acte objet du litige? Que si le conseil refuse son autorisation, si l'interdit s'adresse aux tribunaux, de quelques précautions que s'entourent les juges, ils ne pourront empêcher que, la sentence rendue, l'interdit ne soit de nouveau saisi par la maladie au moment où il accomplira l'acte pour lequel il a obtenu

l'autorisation. « La loi a dû voir toutes ces difficultés et c'est parce qu'elle les a vues qu'elle a englobé tous les actes faits par l'interdit dans une formule large qui les déclare nuls (1). »

D. — On ne peut tirer argument des mots *tous actes* employés par l'article 502, ajoute-t-on, car cet article vise également la personne pourvue d'un conseil judiciaire, et il est évident que, quant à elle, le législateur ne comprend par ces mots *tous actes* que ceux visés par l'article 499. — La réponse est facile. L'article 502, dans sa rédaction primitive, ne s'occupait que de l'interdit ; c'est sur la demande du Tribunat qu'on inséra dans notre article une disposition relative aux actes de l'individu pourvu d'un conseil judiciaire et l'on oublia de modifier la formule primitive. Elle subsiste donc, quant aux actes de l'interdit, avec son autorité et sa portée originelles : c'est elle qui s'est présentée à l'esprit du législateur quand il s'est agi de statuer sur l'incapacité civile de l'interdit ; c'est elle qui nous indique le principe adopté en cette matière par le code civil. Il est vrai que, pour la personne pourvue d'un conseil, l'article 499 a déterminé limitativement quels étaient *tous ces actes* auxquels la nullité s'appliquait ; mais la loi n'ayant rien fait de pareil vis-à-vis de l'interdit, en l'absence de toute restriction nous devons conserver au texte son entière portée.

3° — L'on prétend enfin que notre solution constitue « une atteinte pleine de dureté et d'inhumanité aux droits les plus précieux des citoyens », tandis que celle dont

1. M. Colmet de Santerre, *Cours anal.*, II, 274 bis, J.

nous nous montrons les adversaires a l'avantage d'être conforme à la raison et à l'humanité, de donner pleine satisfaction aux réclamations des philosophes et des aliénistes. Soutenir la nullité absolue, « c'est accuser le législateur du code Napoléon d'avoir renversé toutes les traditions, tous les principes, d'avoir frappé le malheureux interdit d'une véritable mort civile; et cela, à l'époque précisément où les progrès de la science médicale ont de plus en plus attesté l'incontestable capacité de l'aliéné pendant ses intermittences, à l'époque enfin où, sous l'influence d'une civilisation plus avancée et de mœurs de plus en plus humaines, le législateur s'est montré plus que jamais jaloux de maintenir le respect dû à la liberté individuelle! » Tel est l'argument capital de la doctrine que nous combattons, l'argument sur lequel elle insiste tout particulièrement. « Je n'hésite pas à le dire, s'écrit M. Villey, un de ses plus ardents défenseurs (*loc. cit.*, p. 165), la théorie que je combats est une théorie inhumaine, elle qui prétend enchaîner ainsi toujours et quand même le malheureux qui, un moment, a ressaisi son existence morale et intellectuelle, qui se sent sain d'esprit; que la science déclare tel; elle qui le proclame toujours et quand même incapable de remplir le plus sacré des devoirs, de reconnaître un enfant naturel, de choisir un ami dévoué dans l'époux auquel il s'unirait, de récompenser, et, si l'on veut même, d'encourager par une libéralité un dévouement étranger qui est venu au secours de son infortune, alors que les siens l'y abandonnaient peut-être. Et vous dites que tout cela est fait dans l'intérêt de l'interdit! Ah! votre excessive protection

manque son but en le dépassant. Aussi il faut voir comme les aliénistes et les philosophes se sont attaqués à l'interdiction, en la représentant comme une mesure oppressive et inhumaine, et, il faut bien en convenir, si la doctrine que je combats est vraie, leurs critiques ne sont que trop fondées. Oui, si l'interdiction est telle qu'on la fait, M. de Castelnau a raison de dire qu'elle viole les lois de la morale et de la raison, et je comprends qu'il demande qu'elle soit bannie du code de la civilisation. Mais pourquoi s'obstiner à voir dans la loi des conséquences qui n'y sont pas formellement écrites et qui la rendent excessive et odieuse ? Pourquoi faire une loi tyrannique d'une loi qui n'a dû être et qui certainement n'a voulu être que protectrice ? »

Pourquoi?... Mais c'est que nous ne pouvons voir dans un texte ce qu'il ne dit pas ; c'est que nous sommes chargés d'interpréter la loi et non de la faire ; c'est que, lors même qu'elle serait injuste et inhumaine (et ce n'est certes pas le cas), nous devrions l'appliquer tant qu'elle existe : *dura lex sed lex!*... Pourquoi?... C'est que, comme nous espérons le démontrer bientôt, notre solution est conforme non seulement au texte mais encore à l'esprit de la loi ; c'est que le législateur *a voulu* qu'il en fût ainsi ; c'est que notre doctrine est beaucoup plus raisonnable, beaucoup plus logique et tout aussi humaine que celle de nos adversaires. Qui nous prouve, en effet, que l'interdit trouvera dans le mariage les adoucissements et les consolations dont il a besoin ? Qui sait s'il ne sera pas en butte aux suggestions de personnes habiles qui exploiteront sa faiblesse d'esprit, ses passions peut-être, pour se faire

épouser, pour lui faire reconnaître un enfant qui n'est pas de ses œuvres? Ne voit-on pas tous les jours des personnes en possession de toutes leurs facultés se laisser ainsi abuser, ou séduire, et, en présence de pareils exemples, la loi ne mériterait-elle pas le reproche d'inhumanité que nos adversaires lui adressent, si elle laissait l'interdit ainsi désarmé (1)?

VII. — « Le mineur sorti de l'enfance, dit M. Emmercy dans son exposé des motifs, n'est qu'un interdit frappé par une disposition générale de la loi, qui est uniquement fondée sur les défauts ordinaires de la jeunesse, sur son état habituel. Il est à présumer que ces défauts s'affaibliront de jour à autre; car chez le mineur les progrès de la raison doivent naturellement suivre ceux de l'âge. Il est rare au contraire que le majeur qui a une fois éprouvé des pertes en ce genre parvienne à les réparer complètement : sa condition est pire que celle du mineur; la loi lui doit au moins la même protection et les mêmes secours (2). » Nous avons démontré qu'elle ne pouvait le protéger au moyen d'autorisations préalables. Elle ne pouvait pas davantage se fier aux lumières douteuses de la médecine, qui, malgré ses progrès incessants, n'est pas encore parvenue à distinguer nettement les intermissions de la maladie. Il ne lui restait donc qu'un moyen, enlever d'une manière absolue à l'incapable jusqu'à sa

1. C'est là un des points importants de la doctrine de M. Demolombe; aussi réservons-nous l'étude approfondie de cette question pour la section suivante, où nous l'examinerons successivement par rapport aux différents actes qui font l'objet de la difficulté.

2. Fenet, X, p. 708.

guérison l'exercice de ses droits. C'est ce qu'elle a fait ; cela résulte clairement de l'ensemble des travaux préparatoires.

« C'est ainsi, dit M. Bertrand de Greuille dans son Rapport au Tribunat (1), que l'interdit ayant perdu la jouissance de sa personne et de ses biens doit nécessairement passer sous la puissance d'un tiers. » Or quand on a perdu la *jouissance de sa personne*, il semble assez peu probable qu'on puisse en disposer pour se marier. Du reste, le tribun Tarrible n'est pas moins explicite : « L'interdiction *absolue* est nécessaire à l'égard de l'insensé (2) » ; et, plus loin, afin de ne laisser aucun doute sur sa pensée, il ajoute : « Les lueurs équivoques de la raison qui reparaissent quelquefois chez les insensés et les furieux n'étaient pas un motif suffisant pour modifier l'interdiction, ou pour en interrompre la continuité (3). » Enfin M. Emmery, l'organe du conseil d'Etat où la loi avait été préparée, et où l'on devait assurément en connaître l'esprit, s'exprime en ces termes : « Vous apercevez, législateurs, la différence notable qui existe entre l'interdiction absolue et le simple assujettissement à prendre, dans certains cas spécifiés, l'avis d'un conseil. Ceux auxquels on donne un conseil ne sont pas incapables des actes de la vie civile. Ils ne peuvent s'obliger, en contractant dans les cas prévus, sans l'assistance de leur conseil ; mais, en général, ils sont habiles à contracter, ils peuvent se marier, ils peuvent faire un testament ; ce

1. Fenet, X, p. 725.

2. *Disc. au Corps législ.* ; Fenet, X, p. 735.

3. *Ibid.*, p. 740.

que ne peuvent pas les interdits pour cause d'imbécillité, de démence ou de fureur (1). » Soutenir, après d'aussi formelles déclarations que l'interdit peut faire toute une catégorie d'actes, c'est supposer que les législateurs de l'an XI ne comprenaient pas la portée de leurs paroles !

VIII. — Qu'on ne vienne pas nous accuser de sacrifier ainsi toute une classe d'individus fort capables à un moment donné de faire les actes que nous leur interdisons. Non seulement ils ont la ressource de demander la mainlevée de l'interdiction, mais encore les tribunaux eux-mêmes peuvent, s'ils la trouvent trop dure, eu égard à l'incapacité de la personne, la restreindre autant qu'ils le veulent. S'il est un point sur lequel on est d'accord, c'est précisément sur celui-ci qu'il faut écarter de l'interprétation de ces mots « imbécillité, démence ou fureur », employés par l'article 489, toute préoccupation scientifique, ce qui laisse les juges appréciateurs souverains de l'opportunité de l'interdiction. La loi elle-même leur fournit dans l'article 499 un moyen de soustraire le malheureux à ses rigueurs. Du reste, tout en admettant sans conteste qu'il y ait en fait des intervalles lucides dans les maladies mentales, on est obligé de convenir qu'ils seront toujours l'objet d'une appréciation très délicate ; chez les personnes atteintes d'une folie habituelle, ils seront spécialement exceptionnels et incertains, et à ce double titre le Code a pu les négliger pour protéger l'interdit d'une façon plus étroite et plus sûre.

De deux choses l'une : ou bien l'on remarque chez un

1. *Exposé des motifs*, Fenet, X, p. 711.

individu sujet à des accès d'aliénation, de longues et incontestables périodes de santé, et alors on ne le soumettra pas à l'interdiction, car, comme le déclare M. Tardieu (1), « s'il fallait entendre par intervalles lucides les rémissions franches, les intervalles de retour à la raison, les intermittences parfois périodiques qui marquent certaines formes de la folie, la question ne serait pas difficile à résoudre ; il est clair que *jamais* un médecin ne conclura à la nécessité d'interdire un individu qui, entre deux attaques de la plus cruelle maladie, retrouve toute la rectitude de son jugement, la parfaite santé de son esprit, l'entière conscience de ses actes. »

Ou bien, au contraire, la personne est presque toujours privée de l'usage de son intelligence ou de sa volonté ; alors on l'interdira, et quant aux lueurs, quant aux éclairs de raison qui peuvent se manifester chez elle, la loi fait bien de n'en pas tenir compte, car leur constatation serait périlleuse et compromettrait gravement le régime protecteur que l'interdiction a créé pour aliéné ; la constatation en est trop délicate. « Il existe, il est vrai, dit M. le docteur Billod, des intervalles pendant lesquels l'aliéné cesse de se révéler comme aliéné, pendant lesquels il n'exprime aucune conception délirante. Mais il convient de se demander si le délire pendant ce temps cesse d'exister, si le malade a reconnu l'erreur de ses conceptions. Il est bien évident pour tout le monde qu'il n'en est rien. Il y a lucidité sans doute, mais elle est intercurrente, elle coexiste avec le

1. *Etude médico-légale sur la folie*, p. 35.

délire qui, pendant certains intervalles, reste intérieur. Il ne serait pas plus exact de dire que le monomane cesse d'être monomane dans ces intervalles que de soutenir qu'un mathématicien cesse d'être mathématicien quand il ne fait pas de mathématiques (1). » En présence de pareilles conditions pathologiques, si difficiles à constater, peut-on admettre que la validité ou l'invalidité des actes de l'insensé soit laissée à la merci de preuves plus ou moins équivoques, de témoins plus ou moins sincères ?

IX. — Enfin, en fait, la doctrine de nos adversaires aboutit le plus souvent, ce nous semble, au même résultat que la nôtre, avec cette différence toutefois, qu'au lieu de couper court à tout scandale et à tout procès, elle donnera lieu à des discussions interminables qui amèneront forcément des révélations plus ou moins fâcheuses pour l'interdit et ceux qui auront eu des rapports avec lui. Ils sont obligés, en effet, de reconnaître à l'interdiction une certaine influence, celle de rejeter le fardeau de la preuve de l'intervalle lucide sur celui qui soutient la validité de l'acte. *Semel furiosus, semper præsумitur furiosus*, disent-ils ; l'individu est présumé dans un état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur ; c'est à celui qui allègue le fait anormal d'en faire la preuve.

Mais comment la fera-t-on, puisque la plupart de nos adversaires n'admettent pas qu'elle puisse résulter de la sagesse même de l'acte ? — Par témoins ? Il sera bien difficile, pour ne pas dire impossible de trouver trois, cinq, dix, quinze ans après le fait accompli, des personnes qui

1. *Des maladies mentales et nerveuses*, p. 288.

oseront venir attester sous la foi du serment que l'interdit était sain d'esprit, quand les médecins eux-mêmes hésitent et se contredisent si souvent, quand ils avouent que rien n'est plus délicat qu'une pareille constatation. — Faudra-t-il démontrer que tous les actes qui ont précédé et tous ceux qui ont suivi l'acte en question étaient sensés ? Ce n'est guère admissible, car il n'en résulte pas qu'il n'y ait eu, au moment même où l'acte a été exécuté, une absence, une éclipse momentanée de la raison. Les juges seront, presque toujours, obligés d'annuler l'acte faute par le demandeur de pouvoir établir sa preuve. Le droit qu'on accorde à l'interdit est donc purement illusoire : ce qu'on lui accorde en théorie, on cherche à le lui retirer en pratique.

Un certain nombre de défenseurs de cette doctrine, il est vrai, s'écartent ici de l'opinion de M. Demolombe, et professent que la sagesse d'un acte fait présumer la sagesse de celui qui l'a fait ; c'est, selon eux, à celui qui soutient que l'acte malgré son apparence de raison émane d'un fou, de prouver cette exception à la règle générale. « On ne peut juger de l'existence d'un intervalle lucide chez un insensé que par ses actes, dit M. Villey (1) ; on ne peut pas prendre la raison d'un homme comme on prend une matière quelconque pour l'analyser et en découvrir les propriétés ; on ne peut apprécier que ses actes, et, pour juger de sa raison, il faut nécessairement conclure de l'effet à la cause. Dès lors, étant donné un acte sage, il est rigoureusement logique d'en conclure que celui dont

1. *Loc. cit.*, p. 168.

il émane était sage lui-même ; car les effets sont en rapport direct avec les causes qui les produisent. »

Sans doute, nous ne pouvons palper la raison pour l'examiner : c'est un de ces éléments immatériels qui échappent à nos investigations ; nous n'avons qu'un moyen, conclure des effets à la cause. Mais pour que cette induction soit juste, il faut raisonner sur de nombreux exemples, et un seul acte, l'acte en question, ne peut nous suffire sous peine d'aboutir à des conclusions souvent absurdes. En pareille matière il ne faut pas rester dans le domaine de l'abstraction et de la théorie ; nous devons nous inspirer d'observations essentiellement pratiques : de même qu'un individu très sensé peut faire, à un moment donné, un acte ayant toutes les apparences de la folie, de même un fou peut très bien accomplir un acte raisonnable, ou au moins ayant toutes les apparences de la raison.

X. — En résumé, la doctrine que nous soutenons est conforme non seulement au texte et à l'esprit de la loi, mais encore à la logique, à la raison et à l'humanité : elle s'impose donc à tout fidèle interprète du Code. Que cette législation soit peut-être un peu dure dans certains cas particuliers, qu'elle soit susceptible d'amélioration, nous n'en disconvenons pas : les lois, comme toutes choses humaines sont essentiellement perfectibles. Mais ce que nous soutenons, c'est qu'il n'y a pas là de lacune dans notre code, et que ce n'est pas la théorie dont nous venons de réfuter les principaux arguments qui lui fera atteindre cet idéal que tout législateur doit chercher. Ajoutons enfin en terminant que « cette lacune que nous ne

consentons pas à combler par voie d'interprétation ne nous paraît pas davantage devoir être comblée par voie législative. En effet, le mariage, la reconnaissance d'enfant, le testament, l'adoption même ne peuvent raisonnablement s'appuyer que sur une volonté personnelle ; nul ne peut vouloir pour le futur époux, pour le testateur, pour l'adoptant ; qui donc pourrait avoir cette connaissance intime des faits essentiellement personnels par lesquels s'appuie une reconnaissance ? Si l'auteur de l'acte n'a pas une raison intacte, nul ne peut se substituer à lui ou l'aider à se déterminer, car l'opération à accomplir ne peut pas s'estimer comme une opération sur les biens : une vente, un bail » (1).

XI. — Nous avons ainsi traité la question au point de vue général ; il nous reste à exposer les arguments spéciaux à chacun des actes qui font l'objet de la difficulté, arguments que nous n'avons pas voulu mêler à la discussion générale pour éviter la confusion.

§ 4. — *Examen des arguments spéciaux produits par les doctrines que nous combattons pour soutenir que l'interdit peut faire certains actes.*

Il est bien entendu que les motifs de décision développés dans le paragraphe précédent, restent acquis de part et d'autre. Nous nous bornerons à examiner par rapport à chacun des actes dont nous parlerons, les raisons spé-

1. Colmet de Santerre, *Cours anal.*, t. II, n° 274 bis, Q.

ciales que l'on fait valoir pour les permettre à l'interdit, et nous espérons démontrer qu'en les prenant ainsi une à une, on n'y peut vraiment trouver aucune exception juridiquement démontrée à la règle de l'incapacité générale et continue. Nous examinerons en même temps si, comme on le prétend, notre solution implique de la part du législateur une décision barbare et inhumaine.

I. **Mariage.** — Le mariage est l'acte à propos duquel nos contradicteurs ont trouvé les arguments les plus spécieux, et cela est si vrai, que la jurisprudence et certains auteurs, tout en acceptant notre doctrine sur les autres points, ont soutenu que l'interdit pouvait se marier valablement pendant les intervalles lucides.

Examinons rapidement les motifs que l'on nous oppose :

A. — Quant aux arguments tirés des précédents historiques, nous ne nous y arrêterons pas, car nous avons démontré que si, dans l'ancien droit, l'on admettait généralement la validité du mariage de l'insensé contracté pendant un intervalle lucide, la question était au moins fort discutée. De plus, les principes qui régissent aujourd'hui cette matière diffèrent essentiellement des idées que nos anciens auteurs avaient sur ce point.

B. — L'argument de texte est plus spécieux. L'article 174, dit-on, permet à certains collatéraux de former opposition, « 1^o lorsque le consentement du conseil de famille requis par l'article 160 n'a pas été obtenu, 2^o lorsque l'opposition est fondée sur l'état de démence du futur époux », et l'article 175 ajoute : « Dans les deux cas prévus par le précédent article, le tuteur ou curateur ne pourra, pen-

dant la durée de la tutelle ou de la curatelle, former opposition qu'autant qu'il y aura été autorisé par un conseil de famille qu'il pourra convoquer. » Si donc, comme on le prétend, l'interdiction est, par elle-même et par elle seule, un obstacle permanent au mariage, comment se fait-il que le tuteur ne puisse former opposition qu'avec l'autorisation du conseil de famille? On ne peut alléguer, ajoute-t-on, qu'il ne s'agit pas d'une opposition au mariage de l'interdit, car, pour que l'article 175 ait une signification, il faut absolument supposer un individu pouvant se marier sans le consentement d'un conseil de famille, et quelle peut-être cette personne si ce n'est un majeur interdit pendant ses intervalles lucides? Il ne s'agit certainement pas du mariage d'un mineur, attendu que le conseil de famille n'aurait qu'à refuser ou retirer son consentement et l'opposition fondée sur le 1^o de l'article 174 suffirait pleinement.

Ce raisonnement nous paraît inadmissible, car l'opposition n'étant admise « qu'à la charge, par l'opposant, de *provoquer l'interdiction* » (art. 174), il est évident que nos deux articles ne se réfèrent pas au mariage d'une personne déjà interdite. Au surplus, est-il probable que l'article 175 ait employé le mot *tuteur* dans un sens limité au cas d'interdiction quand le nombre des interdits est si minime à côté de celui des mineurs en tutelle? Malheureusement il reste alors à expliquer dans quel cas le tuteur d'un mineur non émancipé ou le curateur d'un mineur émancipé aura à former opposition pour démence. On a dit que si un ascendant non investi de la tutelle avait inconsidérément consenti au mariage du mineur, on peut

concevoir que le conseil de famille s'entende avec le tuteur pour y former opposition à raison de la démence du mineur. Mais, comme l'objecte M. Valette, l'article 175, en renvoyant au cas prévu par l'article 174, ne suppose-t-il pas qu'il n'existe point d'ascendant? C'est pourquoi nous regardons comme plus plausible l'explication suivante : La démence du mineur peut être survenue depuis que le conseil a donné son autorisation, ou même il peut se faire que le conseil ait ignoré l'état de l'enfant lorsqu'il l'a donnée; qu'y aurait-il d'étonnant que, dans ce cas, n'ayant pas la certitude du fait, il ne veuille pas révoquer son autorisation, et cependant, permette au tuteur de faire opposition à ses risques et périls?

C. — On nous reproche encore, et c'est l'objection sur laquelle nos adversaires insistent le plus, de refuser au malheureux interdit les soins dont il a besoin, les consolations qu'il ne pourrait trouver que dans une union légitime. Certes, nous ne voulons nier aucun dévouement; mais il nous sera permis de penser que peu de personnes consentiraient à unir à jamais leur sort à celui d'un insensé si elles n'y étaient poussées par un sentiment tout autre que celui de la tendresse ou de la charité. L'infortuné trouvera souvent dans cette union plus de désillusion que de bonheur; le prétendu ami sera un ennemi; les consolations, de nouveaux tourments. Enfin, la doctrine que nous repoussons favoriserait-elle vraiment son mariage? Quel est l'homme ou la femme qui se résignerait à associer sa vie à celle d'un malheureux interdit avec la perspective que l'union qu'il va contracter sera, presque sûrement, exposée aux hasards d'une enquête judiciaire,

au scandale d'un débat public sur la question de savoir si l'interdit était dans un intervalle lucide ; qu'elle sera peut-être rompue au moment où un long et mutuel dévouement de la part des époux, où la suprême sanction du mariage, celle de la paternité, aurait dû le rendre sacré à tous les yeux ! Concevoir et rédiger des lois dans un pareil esprit, ce serait faire un jeu des actes les plus importants, des actes les plus inviolables de la vie civile.

D. — On nous oppose alors, les témoignages les plus autorisés de la science médicale d'après lesquels le mariage peut, dans certains cas, être pour l'interdit un moyen de guérison : « Les statistiques prouvent, dit M. de Castelnau (*loc. cit.*, p. 50), que le mariage n'est pas moins favorable à l'intégrité des fonctions cérébrales qu'à celle des fonctions de tous les autres organes. L'interdire à tous les aliénés, c'est donc à la fois manquer aux règles de l'hygiène et assurer un tribut à l'immoralité. »

Que le mariage puisse parfois produire un effet salutaire sur l'économie organique et intellectuelle de l'aliéné, nous ne le nions pas ; mais l'on conviendra avec nous qu'il lui rendra rarement la raison. De plus, nous cherchons une solution juridique conforme aux textes du Code, et non un remède médical s'appuyant sur des observations purement physiologiques. D'ailleurs, en admettant que l'intérêt personnel du fou ne soit pas contraire à son mariage, l'intérêt général n'est-il pas là qui s'oppose impérieusement à une telle union ? Le caractère héréditaire de l'aliénation mentale n'a jamais été contesté par personne ; or la société ne doit-elle pas empêcher, autant qu'il est en son pouvoir, la naissance d'êtres voués presque

fatalement à la plus terrible des maladies ? Si de tels enfants viennent au monde en dehors du mariage, elle n'y peut rien ; mais elle ne doit pas encourager leur procréation en leur assurant d'avance, s'ils sont issus d'un mariage, le rang et les prérogatives d'enfants légitimes. « Ne pourrait-on pas défendre tout mariage en cas de folie, parce que la folie est une maladie héréditaire ? dit M. Laurent. Permettre le mariage à l'interdit n'est-ce pas répandre ce terrible mal qu'il faudrait plutôt arrêter à sa source ? Il ne nous est pas prouvé que telle n'ait pas été l'intention des auteurs du code Napoléon. C'était certainement l'avis de ceux qui formulèrent le projet de code, c'était l'avis du Tribunat, et, au sein du conseil d'État, pas une voix ne s'éleva en faveur du mariage de l'interdit. » Il avoue même que le système auquel il aboutit « forcément » n'est pas de son goût ; il ne l'adopte que faute d'une prohibition légale formelle, dont il est le premier à déplorer l'absence (t. II, n° 288).

E. — Pour nous, l'article 502 est formel, et les travaux préparatoires ne nous laissent aucun doute sur l'intention du législateur. En effet, l'article 3 du projet était ainsi conçu : « Sont incapables de contracter mariage : 1° l'interdit pour cause de démence ou de fureur ; 2° les sourds-muets de naissance, à moins qu'il ne soit constaté qu'ils sont capables de manifester leur volonté ; 3° l'individu frappé d'une condamnation emportant mort civile... » Au conseil d'État, la discussion s'engagea spécialement sur la disposition qui refusait aux sourds-muets la faculté de se marier : le consul Cambacérès fit observer que puisque l'article avait pour objet d'expliquer que les sourds-muets ne

pouvaient se marier, il se confondait avec le suivant aux termes duquel le mariage n'était pas valable si les deux époux n'y avaient pas donné un consentement libre. Mais la discussion ayant continué, le premier consul dit que « l'article pourrait se taire sur les sourds-muets, puisqu'il sont capables de se marier sous la condition commune à tous de donner leur consentement » ; c'est alors que le consul Cambacérès, généralisant l'observation, proposa de supprimer l'article complètement, attendu que « les dispositions qu'il contenait n'étaient que des *conséquences naturelles de la règle générale qui exige pour le mariage un consentement valable* (1) ».

La personne frappée d'interdiction ne peut pas se marier : voilà pourquoi le titre XI du code civil reste muet sur le mariage de l'interdit, tandis qu'il se préoccupe de celui de ses enfants (art. 511).

F. — Nous sommes donc autorisés à conclure que notre doctrine est conforme non seulement au texte et à l'esprit de la loi, mais encore à la raison ainsi qu'à l'intérêt bien entendu de l'interdit et de la société. Il ne nous reste plus, pour avoir terminé cette matière, qu'à rechercher quelle est la nature de la nullité dont est frappé le mariage de l'interdit, et quelles sont les personnes qui ont qualité pour s'en prévaloir.

Jusqu'ici, on a tenu comme règle certaine que les personnes qui sont entièrement privées de l'usage de la raison, soit par folie, soit par imbecillité, sont absolument incapables de contracter mariage, puisqu'elles sont inca-

pables de donner un consentement qui est de l'essence du mariage. Par suite, on tenait que l'interdit, étant déclaré par la loi incapable d'avoir une volonté libre, de donner un consentement valable, ne pouvait pas, par cela même, se marier pendant la durée de l'interdiction, et, en conséquence, que le mariage qu'il aurait contracté, même pendant un intervalle lucide, serait radicalement nul par application des principes généraux du droit. L'absence de consentement faisant absolument défaillir le simulacre de mariage qui existe, toute partie intéressée peut invoquer la nullité en quelque temps que ce soit.

Une pareille doctrine nous paraît aussi illogique que contraire au texte et à l'esprit de la loi.

Elle est illogique, parce que si l'on s'appuie sur l'article 502 pour déclarer que le mariage de l'interdit n'est pas valable, il faut accepter ce texte avec toutes ses conséquences, et reconnaître que la nullité est purement relative. Nous avons vu, en effet, que la loi a placé l'interdit dans une situation tout à fait à part : elle juge ses actes non en fait mais en droit; elle les annule tous, qu'ils aient été ou non passés dans un intervalle lucide, mais, en revanche, elle ne les frappe que d'une nullité relative.

Cette doctrine est contraire à l'esprit de la loi, parce que notre législateur a toujours pensé que le mariage, même celui contracté par un interdit, tient trop essentiellement à l'ordre social pour être livré à toutes les attaques des mauvaises passions; parce qu'il a toujours porté un respect tout particulier à cet acte qui ne ressemble à aucun autre; parce qu'il a restreint les nullités

à des termes rigoureux et qu'il a circonscrit le droit de les invoquer par des conditions de temps et de capacité énumérées en détail dans le chapitre IV du titre V; enfin parce que, comme le déclare M. Gillet dans son rapport au Tribunat, il a été dominé par ces deux principes, « 1° qu'il n'y a pas de nullité absolument irréparable, hormis celles où le mariage devient un crime, comme dans les cas d'inceste et de bigamie; 2° que l'attaque en nullité ne doit pas pouvoir être également dirigée, ni en tout état de choses, ni par tous, mais qu'elle doit être proportionnée, sous les restrictions les plus exactes, à l'importance des droits qui ont été violés, à la nature de l'infraction, au temps ou aux circonstances où pu la couvrir, à la protection due aux intérêts qui réclament (1) ».

Elle est contraire aux textes, car il y a dans la loi une disposition d'où l'on peut conclure qu'elle exclut virtuellement l'action des collatéraux, et par *a fortiori* celle d'un tiers quelconque intéressé : nous voulons parler de l'article 174 du code civil. Cet article donne à certains collatéraux le droit de former opposition au mariage de leur parent en deux cas, dont l'un est précisément l'état de démence du futur époux. Il n'y a donc que certaines personnes, limitativement déterminées, qui peuvent faire opposition dans ce cas, c'est-à-dire empêcher l'exécution du mariage, et la loi admettrait tout le monde à en demander la nullité ! De plus, en traitant, dans le chapitre suivant, des nullités de mariage, et en déterminant tous

1. *Fenet*, IX, p. 190.

les droits d'une façon précise, le législateur garde le silence le plus absolu sur celui qu'auraient les collatéraux de demander, pour cause de démence, la nullité d'un mariage consommé; on est donc invinciblement amené à cette idée, à moins de supposer un oubli inadmissible de la part du législateur, que la loi a volontairement établi une ligne de démarcation entre le mariage accompli et le mariage projeté, et qu'elle a voulu, en refusant aux collatéraux, et par conséquent aux tiers, le droit d'intenter l'action en nullité, leur imposer l'obligation de respecter le mariage une fois contracté, nonobstant l'interdiction.

Le mariage contracté par l'interdit est donc frappé d'une nullité purement relative. Mais ici nous ne pouvons appliquer les articles 1125 et 1304, car nous sommes dans une matière spéciale que le législateur a pris soin de régler d'une façon complète : c'est dans le titre *Du Mariage* même, dans le chapitre *Des demandes en nullité* que nous devons chercher par qui et pendant combien de temps cette nullité peut être invoquée. Aussi nous n'hésitons pas à appliquer l'article 180, c'est-à-dire à admettre que le mariage ne peut être attaqué que par l'époux interdit, et que sa demande ne sera plus recevable lorsqu'il y aura eu cohabitation continuée pendant six mois depuis la cessation de l'interdiction. Toutefois, nous reconnaissons avec M. Demante (1) que, pendant l'interdiction, il faut accorder au tuteur l'exercice de cette action.

Cette solution nous est inspirée :

1. T. I, 262 bis, VI.

Par les termes mêmes de l'article 180 ;

Par la logique ;

Enfin, et principalement, par les travaux préparatoires.

a) La loi n'a pas, dans l'article 502, déclaré l'insensé incapable, même dans ses intervalles lucides, de sentir, de penser, de vouloir, car elle se serait placée en opposition avec des faits avérés et constants ; elle s'est contentée de frapper ses actes d'une nullité relative, parce qu'elle présume que l'interdit ne jouit pas pleinement de son *libre arbitre* et qu'il ne peut donner un *consentement libre*. On ne peut nier, en effet, que l'imbécile ne soit capable de donner un consentement, ou de comprendre qu'il le donne dans tel ou tel but ; mais l'on doit toujours craindre qu'il ne se laisse influencer par les circonstances, par le milieu, par les personnes qui l'entourent, en un mot, qu'il ne voie pas toutes les conséquences et toute la portée de ses actes. Il donnera bien un consentement, mais non un *consentement libre*, et c'est pour cela que la loi a édicté la présomption de l'article 502.

b) Refuser d'appliquer l'article 180 au mariage contracté par un interdit, c'est attribuer au législateur un oubli, une inconséquence impardonnables : il aurait prévu le cas de démence dans le chapitre des oppositions au mariage, et il l'aurait omis dans celui des nullités ! Est-ce là une explication acceptable ?... Qu'on ne vienne pas nous dire que si le législateur est muet sur ce point, c'est que tout le monde est admissible à invoquer les nullités ; nous venons de prouver que non seulement l'esprit,

mais le texte même du Code s'oppose absolument à une pareille interprétation.

c) Enfin, en consultant les travaux préparatoires, nous verrons que si le législateur n'a pas maintenu dans la rédaction définitive l'article qui privait formellement l'interdit du droit de se marier, c'est que ce dernier, n'étant pas capable de donner *un consentement libre*, son mariage tombait sous le coup de l'article 180.

Comme nous l'avons déjà indiqué ci-dessus, l'article 3 du projet qui prévoyait expressément le mariage de l'interdit, n'a été rejeté *que parce qu'il se confondait avec l'article 4*, lequel était ainsi conçu : « Le mariage n'est pas valable, si les deux époux n'y ont pas donné *un consentement libre*. » Ainsi, aux yeux des rédacteurs du Code, l'interdit n'était pas capable de donner un consentement libre, et c'était là le motif pour lequel il ne pouvait contracter mariage.

Aussi, lors de la discussion de l'article 2 de la section intitulée : *Des demandes en nullité de mariage*, le premier consul fit observer que « le mot *violence* qu'employait la section était trop pris dans le sens physique, qu'il serait bon de trouver un terme plus générique » car on entendait parler d'une violence morale et cachée, *résultant de la faiblesse de l'âge*... (1). C'est pourquoi, lorsque, dans la séance du 6 brumaire an X, M. Tronchet présenta la nouvelle rédaction de cette section, l'article qui nous occupe était ainsi conçu : « Le mariage qui a été contracté sans le consentement libre des deux époux,

1. *Fenet*, IX, p. 42.

ou de l'un d'eux, ne peut être attaqué que par les époux, ou par celui dont le consentement a été forcé..... » Du moment que la *faiblesse de l'âge*, c'est-à-dire l'abaissement ou l'incomplet développement des facultés intellectuelles, est prévue dans l'article 180, n'est-il pas évident que cet article s'applique à l'interdit dont la faiblesse intellectuelle est judiciairement reconnue?

Enfin, si nous consultons les *Observations* de la section de législation du Tribunat, lors de la communication officielle, nous voyons qu'elle propose de remplacer les mots « dont le consentement a été forcé » par ceux-ci : « dont le consentement n'a pas été *libre* », parce que « ce léger changement rendra mieux la pensée tout entière de la loi, vu que la disposition s'appliquera dès lors beaucoup plus clairement au défaut de liberté morale, comme au défaut de liberté physique (1) ». C'est alors que le conseil d'Etat, dans sa *Rédaction définitive* (séance du 6 brumaire an XI), adopta la rédaction qui a été maintenue dans l'article 180 (2).

Ne résulte-t-il pas clairement de là que les rédacteurs du Code ont entendu comprendre dans l'article 180 toutes les causes qui, directement ou indirectement, portent une atteinte à l'absolue liberté du consentement, et que, pour eux, l'interdit n'était pas capable de donner un consentement libre? Si, plus tard, l'on a toujours parlé d'une violence morale ou physique, c'est que l'interdit ne pouvant se marier, l'application à lui faite de l'ar-

1. *Fenet*, IX, p. 122.

2. *Id.*, p. 130.

ticle 180 devenait excessivement rare, pour ne pas dire impossible, en théorie du moins, et qu'en discutant sur un article, on statue toujours *de eo quod plerumque fit*.

Nous n'ignorons point que nous donnons à l'article 180 une portée qui ne lui est généralement pas reconnue, et que nous ne pouvons citer aucune autorité à l'appui de notre doctrine, ne l'ayant trouvée soutenue nulle part. Mais, si tant est qu'elle est inédite, sa nouveauté ne doit pas être pour elle une cause de condamnation ; c'est, au contraire, un titre qui doit militer en sa faveur, car, présentée par une plume aussi inexpérimentée que la nôtre, elle l'est certainement sous un jour qui lui est défavorable. Le dernier des manœuvres peut bien, d'un coup de pioche, découvrir les débris d'un objet précieux ; mais il ne pourra jamais, quoi qu'il fasse, les rajuster, les restaurer, pour offrir au public l'œuvre dans tout son éclat : il faut la main du maître.

OBSERVATIONS. — 1° Quelques auteurs, parmi lesquels nous citerons M. Pont, arrivent à notre solution, c'est-à-dire à voir dans l'article 180 la sanction de la défense faite à l'interdit de se marier, en s'appuyant sur l'article 146, car, d'après eux, *Le Mariage* est un titre absolument spécial qui se suffit à lui-même.

Il nous paraît peu rationnel que, pour juger de la capacité de l'interdit, il faille se placer complètement en dehors du titre de l'interdiction. De plus, il y a, ce nous semble, une inconséquence à appliquer l'article 502 à tous les actes de l'interdit, sauf au mariage. Qu'on soit obligé de se reporter au titre V, et même au chapitre iv pour déclarer pendant combien de temps et par quelles

personnes la nullité pourra être invoquée, nous le comprenons ; mais pour savoir si l'interdit est capable ou non de se marier, on ne saurait, selon nous, chercher ailleurs qu'au titre même *De l'Interdiction*. Enfin, on est obligé, pour soutenir cette doctrine, d'admettre qu'il y a une corrélation intime entre l'article 146 et l'article 180, que celui-ci est la sanction du premier, système fort contestable et fort contesté.

2° On a aussi soutenu, avec M. Zachariæ (t. III, p. 283), que « l'individu frappé d'interdiction à raison de son état habituel de démence ou de fureur, peut valablement se marier pendant un intervalle lucide, avec le consentement des personnes sous l'autorité desquelles il se trouve placé quant au mariage, c'est-à-dire avec le consentement de ses ascendants, s'il en a, et avec le consentement du conseil de famille, lorsqu'il n'a plus d'ascendants ou que ces derniers sont dans l'impossibilité de manifester leur volonté ».

Nous avons déjà fait ressortir les dangers que présente un pareil système, qui est cependant la doctrine consacrée par le code du canton de Berne (art. 31 et 32), et nous avons indirectement démontré que ce n'était pas celui de notre code. L'assimilation faite par l'article 509 entre le mineur et l'interdit est trop imparfaite pour qu'on en puisse tirer une pareille conséquence ; de plus, elle n'a lieu que *relativement aux règles de la tutelle*. Enfin, M. Zachariæ lui-même nous fournit un argument contre sa propre doctrine en refusant d'appliquer à l'interdit l'article 182 qui est pourtant la sanction nécessaire des articles 148 et suivants ; si cet article n'est pas appli-

cable à l'interdit, c'est que les prescriptions qu'il a pour but de sanctionner ne le sont pas non plus (1).

II. **Reconnaissance d'enfant naturel.** — Cet acte, plus que tout autre, exige un consentement sérieux et mûrement donné; aussi est-il *a fortiori* soumis à la règle de l'article 502. Cependant cette décision est vivement combattue par la plupart des auteurs, et la jurisprudence elle-même s'y montre hostile.

« Ce n'est pas la reconnaissance qui produit les obligations, c'est le fait de paternité ou de maternité, dit M. Demante (II, 62 *bis*, XIII). Or, la personne qui a été capable de devenir père ou mère l'a été, par là même, des obligations attachées à ces titres. Et maintenant, comment refuser à celui qui est moralement tenu de ces obligations le pouvoir d'en assurer l'exécution par un aveu régulier, qui, pour le père au moins, est le seul moyen possible de les constater? C'est ici comme pour les obligations qui naissent de délits, et dont ni la naissance ni le mode de preuve ne sont subordonnés à aucune condition de capacité légale. »

Notre réponse sera simple : A-t-on jamais démontré que l'article 502 s'appliquât aux contrats, et si un aveu en justice était fait par un interdit, croit-on qu'il serait valable? Un incapable est tenu *ex delicto*, c'est vrai; mais à condition que le délit soit prouvé : or il est bien

1. Voir dans le sens de notre opinion : Merlin, Rép., *Empêch.*, § 3, n° 1. — Dall., Rép., *Mariage*, nos 207 à 217; Pont, *Revue de législation*, 1845, III, p. 239; Colmet de Santerre sur Demante, II, 274 *bis*, L. — *Contra* : Demante, I, 224 *bis*; Demolombe, III, 127; Valette, *Explic. somm.*, p. 363; Cass. 12 nov. 1844, Sir., 45, I, 246.

évident qu'un interdit ne pourrait reconnaître un délit qu'on lui imputerait. On ajoute que c'est le fait de la paternité qui produit l'obligation et que la loi ne saurait empêcher l'acquiescement d'une dette naturelle. Certes, la reconnaissance a bien pour objet la réparation d'une faute commise, et l'obligation de la réparer naît bien du fait de la paternité ou de la maternité ; mais encore faut-il que ce soit prouvé. Or, comment y parvenir ? En déclarant *a priori* la reconnaissance fondée ? Mais alors nous commettons une pétition de principe puisqu'elle émane d'une personne présumée folle et placée dans un état de complète incapacité. Qu'on fasse la preuve du fait, et nous reconnaitrons que l'interdit est capable d'être obligé !

« Ma grande raison, continue M. Demante, c'est qu'à défaut de ce moyen, il n'y en aurait aucun de constater la paternité naturelle de l'interdit. » Nous le reconnaissons ; mais ne vaut-il pas mieux laisser une vérité non prouvée que d'ériger un mensonge en vérité ? L'on voit tous les jours des individus jouissant de toutes leurs facultés mentales, céder à des influences plus ou moins respectables, et faire des reconnaissances mensongères. Le danger n'est-il pas beaucoup plus redoutable de la part d'une personne dont la raison est affaiblie par une maladie mentale ? On plaint le sort de l'enfant, et l'on oublie que le système contraire serait une arme puissante entre les mains des intrigantes pour mettre à la charge de l'insensé des enfants dont il ne serait pas le père. D'ailleurs, cette objection n'a plus de raison d'être dans le cas de l'article 340-2° ou lorsqu'il s'agit de la filiation mater-

nelle, l'enfant ayant alors la ressource de la déclaration judiciaire.

III. **Adoption.** — L'adoptant et l'adopté doivent se présenter devant le juge de paix du domicile de l'adoptant « pour y *passer acte* de leurs consentements respectifs ». Il est difficile, ce nous semble, de trouver des termes plus directement atteints par la nullité de l'article 502, et nous ne voyons pas sur quoi peuvent s'appuyer MM. Aubry et Rau pour soutenir que l'adoption, comme le mariage et la reconnaissance d'enfant naturel, reste en dehors de la théorie légale sur l'incapacité de l'interdit. (T. VI, p. 125, note 1.)

C'est sans le moindre regret que nous refusons à l'interdit le droit de se créer une descendance adoptive. Son intérêt semble, à première vue, exiger qu'il soit capable d'être adopté : mais on se souviendra que l'adoption engendre des obligations réciproques (art. 349), qu'elle peut donc être un calcul de la part de l'adoptant, et qu'il n'y a aucune raison pour retirer à l'interdit la garantie que lui assure la présomption de la loi.

IV. **Testament.** — La capacité en matière de testament, dit-on, est exclusivement régie par l'article 901 : « Pour faire une donation entre vifs ou un testament il faut être sain d'esprit. » Or l'interdit est sain d'esprit pendant les intervalles lucides ; donc il peut faire alors une donation ou un testament. Les déclarer nuls de plein droit, c'est ajouter à la loi une disposition qui ne s'y trouve pas. L'article 502 n'a aucune application dans le cas qui nous occupe, car, du moment qu'on admet que cet article ne peut être étendu au testament d'une personne

pourvue d'un conseil judiciaire, on reconnaît par là même qu'il ne saurait s'appliquer au testament de l'interdit. Enfin, si les rédacteurs du Code n'avaient pas eu l'intention de déroger à l'article 502, ils n'auraient pas pris la peine d'exprimer dans l'article 901 un principe aussi banal et aussi naïf, qui n'est pas d'ailleurs spécial aux testaments et donations (1).

Il est évident que lorsqu'il s'agit d'un individu pourvu d'un conseil judiciaire, la nullité prononcée par l'article 502 ne peut s'appliquer qu'aux actes pour la validité desquels l'assistance de ce conseil est requise; mais l'on ne peut en conclure que, pour l'interdit, son application soit aussi restreinte. Ce serait effacer, sous le rapport de la capacité juridique, toute différence entre l'interdit et la personne pourvue d'un conseil, admettre par conséquent que le premier est capable de faire tous les actes pour la passation desquels la seconde n'a pas besoin de l'assistance de son conseil : conséquence inadmissible, car il est bien certain, comme nous l'avons déjà démontré, que les rédacteurs du Code ont toujours entendu l'article 502 dans un sens général en ce qui concerne l'interdit. Tout ce qui résulte de l'article 901, c'est qu'indépendamment du fait d'interdiction prononcée ou provoquée, la question de démente du donateur ou testateur peut toujours être soulevée. L'article 901 apporte une dérogation non pas à l'article 502, mais à l'article 504; les travaux préparatoires ne nous permettent aucun doute sur ce

1. *Sic* : Merlin, Rép., *Interd.*, § 6, n° 1. — *Testam.*, sect. I, § 1, art. 1, n° 6; Demolombe, VIII, 633 à 648; art. 701 du Code civil de Sardaigne, qui contient une disposition formelle en ce sens.

point : cet article a été inspiré par une pensée de faveur à l'égard des héritiers du défunt, et par le désir de leur faciliter, en matière de disposition à titre gratuit, la preuve de la folie de leur auteur même non interdit. C'est au cas de non-interdiction que se réfère le texte ; mais, quand celle-ci a été prononcée, la preuve de la démence se trouve toute faite. C'est du reste ce que font très bien ressortir MM. Aubry et Rau dans ce passage : « Les rédacteurs du Code sont partis, en rédigeant l'article 901, de cette idée qu'il faut, pour disposer à titre gratuit, une capacité plus certaine et plus complète que pour passer une convention à titre onéreux, et qu'ainsi la position des héritiers doit être plus favorable lorsqu'ils attaquent un acte à titre gratuit fait par leur auteur en état de démence, que lorsqu'ils demandent, dans les mêmes circonstances, la nullité d'un acte à titre onéreux. Aussi est-il généralement admis que l'article 901 déroge en ce sens à l'article 504. Et comment, dès lors, comprendre qu'on pût opposer à une demande en nullité dirigée contre un testament fait par un interdit, c'est-à-dire par un individu dont l'état habituel de démence se trouve judiciairement constaté, un moyen de défense que la loi déclare inadmissible, lorsque l'acte argué de nullité est une convention à titre onéreux (1) ? »

Remarquons toutefois, en terminant, que l'interdiction survenue depuis la confection du testament ne l'annule pas, « La démence et les autres infirmités qui surviennent

1. T. VII, § 648, note 6 ; — *sic* : Troplong, II, 461 ; Demante, IV, 17 *bis*, III.

au testateur après son testament, dit Domat, et qui le rendent incapable d'en faire un nouveau, fixent sa volonté au dernier moment de l'usage qu'il en a pu faire (1). » Par conséquent, si la personne interdite après avoir fait son testament meurt dans cet état, ce testament, antérieur à l'interdiction, produira tous ses effets nonobstant celui que l'incapable ferait postérieurement, même dans un intervalle lucide, pour le révoquer. Ce dernier, en effet, étant légalement présumé fait par un insensé est nul et ne peut révoquer un testament valable.

V. Donation entre vifs. — L'article 901 étant commun aux donations entre vifs et aux testaments, les arguments que nous venons de réfuter ont été invoqués en faveur du cas qui nous occupe. Cependant, il y a des raisons tellement frappantes pour enlever à l'interdit le pouvoir de donner entre vifs, que certains auteurs lui refusent ce droit tout en lui accordant celui de tester. M. Demolombe lui-même a hésité longtemps avant de le lui reconnaître (VIII, 647.)

Tous les biens sont entre les mains du tuteur ; comment admettre que l'interdit puisse, sans son assentiment et même à son insu, en détourner une partie de son administration légale ? Supposons que l'interdit donne un immeuble ; la donation est transcrite, puis le tuteur, que rien n'a averti, afferme l'immeuble. Si l'on admet la validité de la donation, l'amodiateur évincé aura certainement droit à des dommages-intérêts, et l'interdit se

1. *Lois civiles*, liv. III, tit. I, sect. I, n° 16.

trouvera doublement lésé. En lui accordant ce droit, on s'expose donc à voir une ingérence regrettable se produire dans l'administration de la tutelle. D'autre part, l'individu qu'on n'a pas jugé assez dépourvu de raison pour être interdit, auquel on a nommé un conseil judiciaire conformément à l'article 499, serait, personne ne le conteste, constamment incapable de faire une donation sans l'assistance de son conseil, quelle que soit d'ailleurs sa situation d'esprit, tandis que l'interdit, chez qui on a constaté un état mental beaucoup plus grave, pourrait accomplir le même acte, seul et de son autorité personnelle ! Une pareille inconséquence de la part du législateur nous paraît inadmissible. Enfin, nous ne pouvons admettre qu'une loi édictée dans un but de protection pour les insensés et qui leur interdit la plus légère disposition à titre onéreux, laisse entre les mains de ces malheureux qu'elle déclare incapables, le moyen le plus sûr de dissiper leur patrimoine, surtout si l'on songe que, sauf le cas prévu par l'article 511, ce n'est pas un acte qui soit bien nécessaire.

VI. — **En résumé**, nous répudions toute restriction au principe général de l'article 502, car, une fois la porte ouverte aux exceptions arbitraires, nous ne voyons pas où, rationnellement, l'on devrait s'arrêter. Pourquoi ne pas permettre à l'interdit de faire une remise de dette, de compromettre, de vendre un immeuble de gré à gré, puisque dans tous ces actes il ne peut être représenté par son tuteur ? Pourquoi ne pas maintenir le contrat qu'il a passé pendant un intervalle lucide, si l'on prouve qu'il renferme une libéralité déguisée ? Pourquoi en un mot,

ne pas supprimer franchement l'interdiction ? Il est vrai que, dans la pensée de bon nombre de philosophes et de beaucoup de médecins, c'est le but que nous devons poursuivre : restreindre l'interdiction le plus possible, si nous ne pouvons pas la laisser tomber en désuétude. Mais c'est là une question dont nous réservons la discussion pour un des chapitres suivants.

SECTION II. — DES ACTES ANTÉRIEURS AU JUGEMENT
D'INTERDICTION

I. — Aux termes de l'article 503, « les actes antérieurs à l'interdiction pourront être annulés, si la cause de l'interdiction existait notoirement à l'époque où ces actes ont été faits. »

Si cet article n'existait pas, les actes antérieurs à l'interdiction seraient restés soumis au droit commun, c'est-à-dire que l'interdit ou ses représentants n'auraient pu en faire prononcer la nullité qu'à la condition de prouver la démence *au moment même de l'acte*, preuve sinon impossible, au moins fort difficile à fournir. Il résulte en effet, de ce que nous avons dit précédemment que l'incapacité ne rétroagit pas au jour de la demande, et bien moins encore au jour où l'interdit a été frappé d'aliénation mentale.

L'incapable ou ses représentants pourront obtenir la nullité des actes antérieurs à l'interdiction « si la cause de l'interdiction existait notoirement à l'époque où ces actes ont été faits » ; il suffira donc de prouver que l'au-

teur de l'acte était, au moment où il l'a accompli, dans un état habituel et notoire d'imbécillité, de démence ou de fureur, preuve beaucoup plus facile à faire que celle de la démence au moment même de l'acte. Du reste, cette disposition très sage et très nécessaire, était déjà admise dans notre ancien droit (Ancien Denisart, *Interdiction*, n° 27). La cause de l'interdiction précède toujours l'interdiction elle-même et le jugement ne fait que la constater : ce qui fait qu'on interdit un individu, c'est la manière dont il administre sa fortune, ce sont les actes désavantageux qu'il consent, actes parfois si dommageables que, s'ils étaient maintenus, le remède serait inefficace pour être venu trop tard.

Cependant on comprend facilement que le législateur n'ait pas admis la rétroactivité jusqu'au jour où la folie a commencé, car la démence ne suffit pas pour que l'interdiction puisse être prononcée ; il faut qu'elle devienne un état habituel. On ne pouvait pas davantage la faire rétroagir au jour de la demande : il était déjà assez difficile pour le juge de constater l'état actuel de l'interdit, et il eût été dangereux de rechercher si l'affaiblissement de l'état mental remontait à une époque plus ou moins éloignée. Il est vrai qu'en général les jugements rétroagissent, le demandeur ne devant pas souffrir des lenteurs inévitables de la justice ; mais ici, le demandeur n'agissant que dans l'intérêt de la personne dont les facultés intellectuelles sont dérangées, les motifs qui militent en faveur de la rétroactivité n'existent plus. Il faut rechercher ce qui est préférable pour l'infortuné dont on poursuit l'interdiction ; or, s'il a intérêt à être privé de l'exer-

cice de ses droits en cas d'incapacité, il en a un bien plus grand à les conserver s'il est capable. Dans le doute donc, il était sage de maintenir la capacité, au moins en principe.

De plus, on devait aussi tenir compte des droits des tiers qui ont traité avec une personne, légalement parlant, en possession de son état et de sa capacité. C'est pourquoi, tout en déclarant que, si la démence existait notoirement à l'époque où l'acte a été passé, les magistrats pouvaient l'annuler, le législateur n'a pas édicté de présomption légale d'incapacité, quelque rapproché que cet acte fût du jugement. Jusqu'à ce jour la capacité est présumée. Nous concluons donc, avec M. Laurent, que « si la personne dont l'interdiction est demandée meurt pendant l'instance, il va sans dire qu'elle meurt capable. Il en serait ainsi lors même qu'il y aurait eu un jugement qui prononce l'interdiction, s'il y avait eu appel et si l'appelant était mort avant qu'il intervînt un arrêt confirmatif. Il est vrai que l'appel n'est pas suspensif et que l'interdiction a son effet du jour du jugement (article 502) ; mais cela suppose que le jugement est confirmé en appel. Or, dans l'espèce, il ne peut plus y avoir de confirmation, puisque l'instance est éteinte par la mort de l'aliéné. Il ne reste à la cour qu'à prononcer sur les dépens. Toutefois la poursuite et la prononciation du jugement ne seront pas sans effet. Les héritiers de l'aliéné pourront, en ce cas, se prévaloir de la disposition de l'article 504. » (T. V, 312.)

II. — Le demandeur n'est pas tenu de prouver la démence de l'aliéné au moment du contrat, car alors, la

cause de nullité étant l'absence prouvée de consentement, la nullité résulterait non de l'article 503, mais des articles 1108 et suivants. Le législateur va plus loin, il constitue une disposition spéciale qui déroge au droit commun, et autorise les magistrats à annuler l'acte sans que le demandeur soit tenu d'établir qu'il a été accompli pendant un accès de la maladie; il suffit de démontrer qu'au moment de sa passation, la personne, qui a été interdite depuis, se trouvait à cette époque dans un état habituel et notoire d'imbécillité, de démence ou de fureur.

La loi fait donc rétroagir, jusqu'à un certain point, l'effet du jugement d'interdiction et la présomption légale d'incapacité qui en résulte. « Mais ce n'est pas une raison pour en conclure que ces tiers soient autorisés : — ni à y former tierce opposition (Riom, 9 janv. 1808; Sir. 1813, II, 308; Poitiers 1^{er} févr. 1842; S. 43, II, 394) — ni à intervenir dans l'instance en interdiction (Grenoble, 9 déc. 1847; Sir. 1848, II, 204; Proudhon, t. II, p. 330). — La personne dont l'interdiction est poursuivie est la seule qui ait qualité pour figurer dans l'instance; elle représente tous les intéressés, sous la garantie de la surveillance spéciale du ministère public (article 515); et il est d'autant moins possible d'admettre les interventions et les tierces oppositions de la part des tiers, qu'il s'agit d'une procédure qui touche à l'état des personnes et que la loi a tout spécialement organisée (1). »

III. — Quelles sont les conditions nécessaires pour que

1. Demolombe, t. VIII, n° 654.

les actes de l'interdit puissent être annulés en vertu de l'article 503?

D'abord, et par cela même que la loi parle d'actes *antérieurs*, elle implique nécessairement que l'interdiction a été *prononcée*. Il est certain, en effet, dans ce cas, que la démence existait à l'état habituel au moment du jugement ; par conséquent il est plus que probable qu'antérieurement l'interdit était déjà frappé d'aliénation mentale. Si le jugement n'a pas été rendu, l'article 503 cesse d'être applicable, lors même que la demande aurait déjà été formée : l'aliéné ne pourra attaquer l'acte qu'en prouvant qu'au moment même où il l'a passé, il était incapable de consentir.

En second lieu, l'article 503 exige que la *cause d'interdiction* existât *notoirement* à l'époque où l'acte a été fait. Il ne suffit donc pas d'établir la notoriété de la démence, il faut encore prouver qu'elle avait le caractère nécessaire pour entraîner l'interdiction : la cause de l'interdiction, c'est l'état *habituel* d'imbécillité, de démence ou de fureur. Ainsi donc, si le législateur permet d'attaquer l'acte sans prouver directement qu'il a été passé dans un moment où le futur interdit était dans un accès de folie, il exige, pour que la preuve indirecte ait plus de force, que la démence soit habituelle.

En se servant du mot *notoire* au lieu de *connu*, la loi a voulu exprimer une condition toute spéciale. Il n'est pas nécessaire que la notoriété soit parvenue à la connaissance de celui qui a contracté avec l'aliéné : *nemo ignarus esse debet conditionis ejus cum quo contrahit*. Ceux qui contractent avec une personne doivent s'as-

surer de son état ; s'ils ne l'ont pas fait, ils ne peuvent arguer de leur bonne foi, car ils sont en faute. « Celui qui contracte avec une personne notoirement imbécile, notoirement en démence, est lui-même notoirement de mauvaise foi, dit M. Emmery dans son Exposé des motifs. On suppose que la notoriété de la cause de l'interdiction existe quant à lui, et ne lui laisse aucun prétexte pour affecter une ignorance tout à fait invraisemblable. » (Locré, t. III, p. 473).

Quant à la notoriété de l'état habituel de folie, elle peut être prouvée par tous les moyens. Il est certain, toutefois, que les tiers peuvent récuser sur ce point l'enquête faite lors de l'instance en interdiction : le fait à prouver n'est plus le même, et l'état d'insanité d'esprit peut avoir été très suffisant pour motiver l'interdiction au moment où elle a été demandée, sans pour cela avoir existé notoirement à l'époque où l'acte litigieux a été passé. (Nîmes, 10 mai 1819 ; Sir., 1820, II, 82).

IV. — Cette preuve faite, l'acte *pourra* être annulé. Il subsiste donc une immense différence entre les actes antérieurs et les actes postérieurs à l'interdiction : tandis que, pour ces derniers, l'annulation s'impose, sans que les juges aient à se préoccuper s'ils ont été passés dans un intervalle lucide, pour les premiers, les tiers seront toujours admis à prouver que celui avec lequel ils ont traité jouissait de la plénitude de sa raison au moment de la passation de l'acte. Et cela se conçoit très bien, car, tandis que le jugement d'interdiction établit une présomption légale d'incapacité contre laquelle la preuve contraire n'est pas admise, le concours des faits exigés par l'article 503

n'engendre qu'une probabilité qui doit céder devant la réalité. Il était donc rationnel de laisser aux tribunaux un pouvoir discrétionnaire, de s'en rapporter à leur sagesse pour décider d'une question toute d'espèce et de circonstance. Ils tiendront compte du lieu où l'acte a été passé, du caractère de la maladie qui a rendu l'interdiction nécessaire, de la nature de l'acte et de ses conséquences plus ou moins dommageables, de la bonne foi plus ou moins grande des tiers contractants, et surtout de la date. Il est évident, en effet, qu'on doit annuler bien plus facilement un acte accompli peu de temps avant l'interdiction qu'un acte déjà ancien, confirmé en quelque sorte par le silence même des parties qui ont longtemps tardé à provoquer l'interdiction de leur parent. De même, la bonne ou la mauvaise foi des tiers doit être un des motifs les plus puissants pour l'annulation ou le maintien de l'acte. Nous ne pensons pas, comme M. Laurent (V, 318), que le débat porte *uniquement* sur l'état mental de l'aliéné et que, dès lors, la bonne foi des tiers étant hors de cause, elle ne peut influencer sur la décision du juge ; nous n'admettrons pas davantage l'opinion de MM. Marcadé (art. 503, n° 1) et Chardon (Puiss. tut. n° 240) d'après laquelle le juge doit *nécessairement* admettre le tiers qui le demanderait à prouver sa bonne foi malgré la notoriété acquise. La notoriété que suppose l'article 503 est exclusive de la bonne foi des tiers, c'est vrai ; mais les magistrats doivent tenir compte de cette bonne foi comme des autres circonstances du fait.

V. — L'article 503 est conçu en termes généraux et ne fait aucune distinction entre les actes. S'en suit-il qu'il

doive recevoir la même étendue d'application que l'article 502?

Il est de jurisprudence que cette disposition ne s'applique pas : 1° à la prescription, car la règle est qu'elle court contre toutes personnes « à moins qu'elles ne soient dans quelque exception établie par une loi » (art. 2251); or la loi n'excepte que l'interdit (Douai 17 janvier 1845; Sir. 45, II, 277; Cass. 31 décembre 1866; Sir. 67, I, 153); 2° aux jugements, ni par conséquent aux significations faites à l'aliéné, en supposant qu'il fût notoirement dans un état habituel de démence. La grande raison ne serait pas pour nous dans la différence de rédaction qu'il y a entre ces articles, dont l'un dit *tous actes* et l'autre simplement *les actes*; ni, comme l'ont allégué les arrêts qui se sont prononcés en ce sens, dans le caractère forcé de ces actes; mais plutôt dans cette considération que, avant l'interdiction, l'aliéné est encore, vis-à-vis des tiers, à la tête de son patrimoine, et n'a pas, comme après l'incapacité prononcée, un tuteur auquel on puisse s'adresser. Ces tiers, qui n'ont pas qualité pour provoquer son interdiction, ne peuvent remettre valablement qu'à lui leurs significations, sous peine de perdre leurs droits s'ils n'agissent pas.

Nous comprenons cependant tout le poids des raisons qu'invoque la doctrine contraire : la personne qui se trouve dans le cas prévu par l'article 503 est moins protégée que l'interdit, ce dernier ayant un tuteur pour sauvegarder ses intérêts; de plus, on peut, par des significations, par des moyens d'exécution dont il est incapable de comprendre la portée, faire courir contre lui des délais de dé-

chéance dont il ne sera pas capable d'interrompre le cours. — Mais ne faut-il pas tenir compte aussi de l'intérêt général de la société ? Enfin, l'art. 1382 ne peut-il pas venir en aide à l'article 503, lorsqu'il sera établi qu'on a abusé de l'état de l'aliéné pour s'enrichir à ses dépens ?

VI. — Il nous reste encore à rechercher quel est le caractère de la nullité établie par l'article 503. Quelques personnes ont prétendu qu'il y avait là une nullité radicale et absolue pour défaut de consentement (Poitiers, 7 déc. 1854 ; Dall. 55, V, 293). Toutefois nous ferons observer que l'article 503 n'annule pas ces actes parce que, au moment même où on les a conclus, l'aliéné était privé de raison ; mais parce qu'il était notoirement en état habituel de démence. Il n'y a donc là qu'une probabilité, qui est presque une certitude, il est vrai ; mais dont on ne peut conclure qu'il y ait absence absolue de consentement. Voilà pourquoi nous pensons avec MM. Laurent et Demolombe qu'il n'y a là qu'une nullité relative, comme dans l'article précédent ; elle ne peut donc être proposée que par l'ex-interdit, après la mainlevée de l'interdiction, son tuteur pendant la période d'incapacité, ses héritiers ou ses représentants après sa mort.

VII. — Les actes, portant une date qui remonte avant le jugement d'interdiction, ne sont-ils réputés antérieurs à ce jugement, et par suite valables si la démence n'était pas notoire à cette époque, qu'autant que cette date est certaine ? En un mot, l'acte sous seing privé reconnu fait-il foi de sa date contre l'interdit ?

On a soutenu l'affirmative en s'appuyant sur l'article

1322 qui déclare que « l'acte sous seing privé reconnu par celui auquel on l'oppose, ou légalement tenu pour reconnu, a, entre ceux qui l'ont souscrit et entre leurs héritiers et ayant cause, la même foi que l'acte authentique. » (Bourges, 4 janv. 1831 ; Cass. 4 février 1835 ; Dall. Rép., *Interd.*, n° 219.)

D'après une seconde opinion, les actes de l'interdit qui n'ont pas acquis date certaine avant le jugement d'interdiction, tombent sous l'application de l'art. 502. Du moment que l'interdiction est prononcée, l'acte doit être présumé frauduleux, attendu que, s'il en était autrement, les dispositions de cet article seraient trop facilement éludées au moyen d'une antidate.

Il est évident que l'acte sous seing privé fait foi de sa date entre les parties (art. 1322 et 1328 combinés). Elle doit donc être réputée sincère, tant que le contraire n'est pas prouvé, et c'est au souscripteur ou à ses héritiers qui allèguent l'antidate à l'établir : *reus in excipiendo fit actor*. Mais comment fera-t-il cette preuve ? Nous admettrons, dans ce cas, la preuve testimoniale, quoique la loi la prohibe quand le montant du litige dépasse cent cinquante francs ou quand on veut prouver contre l'acte, ce qui a lieu ici, puisque l'on soutient qu'il est antidaté. En effet, aux termes de l'article 1348, les règles sur la preuve testimoniale reçoivent exception toutes les fois qu'il n'a pas été possible au créancier de se procurer une preuve littérale de l'obligation contractée envers lui. Or, il est bien certain que, si l'on antidate un acte sous seing privé pour échapper à l'article 502, l'interdit ne peut pas se procurer une preuve littérale de cette fraude.

SECTION III. — DES EFFETS DU JUGEMENT D'INTERDICTION
APRÈS LA MORT DE L'INTERDIT

I. — « Après la mort d'un individu, les actes par lui faits ne pourront être attaqués pour cause de démence qu'autant que son interdiction aurait été prononcée ou provoquée avant son décès; à moins que la preuve de la démence ne résulte de l'acte même qui est attaqué ». (Art. 504.)

La loi s'est défiée du penchant qu'ont presque toujours les héritiers d'une personne à alléguer sa démence au sujet des actes qui leur sont préjudiciables. De plus, comme le fait remarquer le tribun Tarrible, « avec la vie d'un individu finit le moyen le plus sûr de résoudre le problème de sa capacité. Il aurait été trop dangereux de livrer à la cupidité des héritiers et à l'incertitude de quelques preuves équivoques la mémoire d'un homme qui ne peut plus la défendre et le sort des engagements qu'il a contractés. » Désormais, le principal personnage du procès fait défaut, et « il ne peut pas être permis de troubler ses cendres, d'injurier sa mémoire par des recherches flétrissantes et rétroactives ». D'autre part, les héritiers ont une certaine négligence à se reprocher : ils pouvaient demander l'interdiction de leur auteur pendant sa vie, pourquoi attendre sa mort pour agir ? Il est juste que la loi leur laisse supporter les conséquences de leur négligence en refusant de croire à leur tardive allégation. Telles sont les différentes considérations qui ont inspiré

le législateur, et qui, à notre avis, justifient pleinement la disposition de l'article 504.

II. — Ainsi donc, l'interdiction prononcée, ou au moins provoquée, a pour conséquence de permettre d'attaquer, après la mort, les actes d'une personne « sans que la preuve de la démence résulte de l'acte même qui est attaqué ». Les termes absolus dont se sert l'article 504 semblent indiquer, en effet, qu'il n'est pas permis de chercher en dehors de l'acte, ni même de compléter ailleurs, la preuve de la folie. Toutefois M. Valette remarque que « peut-être le vrai sens de l'article 504 est-il que si l'interdiction n'a été ni prononcée ni provoquée, on pourra néanmoins argumenter de l'état habituel de démence lorsque le contenu de l'acte attaqué fournit non pas précisément la preuve complète, mais au moins un commencement de preuve ou une semi-preuve de la démence (1) ». Cela nous paraît bien difficile à admettre en principe, quoique nous reconnaissons parfaitement aux magistrats chargés d'apprécier l'acte attaqué, le droit de prendre en considération toutes les circonstances du fait pour décider si la preuve de la démence résulte ou non de l'acte attaqué.

III. — Nous concluons en outre, de l'article 504, que si l'interdiction n'a été ni provoquée, ni prononcée, et si la preuve de la démence ne résulte pas de l'acte même, les héritiers du défunt ne pourront attaquer les actes par lui faits, même en offrant de prouver que la démence était habituelle et notoire au moment même de l'acte :

1. Notes sur Proudhon, t. II, p. 543.

l'article 503 n'a pas d'application dans ce cas. Ils ne le pourront pas davantage en demandant à établir que l'individu était dans un état de démence, même accidentelle, au moment précis où l'acte a été fait; l'article 504 est formel : il n'admet l'action qu'autant que la preuve de la démence résulte de l'acte même qui est attaqué (1). C'est pourquoi il a été jugé avec raison, selon nous : 1° que l'article 504 repousse l'action des héritiers qui demandent à prouver l'état habituel d'ivresse d'un individu dont l'interdiction n'aurait pas été provoquée, alors que l'état d'aberration d'esprit du contractant ne résulte pas de l'acte attaqué (Guadeloupe, 6 juillet 1832), et 2° qu'un acte qui, bien que qualifié de donation, a tous les caractères d'un contrat onéreux, ne peut, après la mort du prétendu donateur, être attaqué pour cause de démence, si l'interdiction de ce dernier n'a été ni prononcée, ni provoquée, et si la preuve de la démence ne résulte pas de l'acte même (2).

IV. — L'interdiction prononcée permet donc d'attaquer les actes de l'interdit; mais quel est le sens exact du mot *prononcée*? S'applique-t-il seulement à une interdiction encore existante à l'époque du décès, ou à une interdiction antérieure dont il aurait été donné mainlevée?

Cette dernière explication nous semblerait la plus rationnelle et la plus conforme au texte. Il est difficile, en effet, de comprendre que les mots *interdiction prononcée*

1. *Sic*, Demol., VIII, 666.

2. Bourges, 16 avril 1832; Dall., Rép., *Interd.*, n° 230.

puissent se rapporter à une interdiction encore existante, car alors l'acte est attaqué non pas pour cause de démence, mais pour cause d'interdiction, non en vertu de l'article 504, mais en vertu de l'article 502. C'est donc l'unique interprétation qui donne un sens au mot « prononcée » ; de plus, c'est la seule rationnelle. La personne qui a été pendant un certain temps dans un état habituel d'aliénation mentale, retombe très souvent, même après sa guérison et la mainlevée d'interdiction, dans des accès de démence, et, en pareil cas, si l'article 504 n'est pas entendu dans ce sens, on n'aura aucun moyen d'attaquer ces actes, l'article 503 ne s'appliquant qu'aux actes passés *avant*, et l'article 502 à ceux passés *pendant* l'interdiction.

Néanmoins, on a toujours admis sans conteste que l'article 504 se référait au cas d'une interdiction encore actuellement existante au moment de la mort de la personne, et cette doctrine est, ce nous semble, la plus conforme à la véritable pensée des rédacteurs du Code. « Les mots : *interdiction prononcée*, resteront, il est vrai, dans l'article 504, sans explication satisfaisante, dit M. Demolombe ; mais il est souvent dangereux de vouloir expliquer à tout prix et quand même ! tous les mots employés par le législateur plus ou moins correctement, plus ou moins intentionnellement. Or, il me semble que le législateur, dans l'article 504, n'a pas eu l'intention de s'occuper d'une interdiction antérieure, dont la mainlevée aurait été prononcée avant le décès ; la preuve n'en paraît résulter de l'ensemble même de la phrase, qui se réfère à un état de choses actuel : *prononcée ou provo-*

quée...; la simple provocation suppose bien évidemment une instance actuellement pendante; or, c'est la même idée dans les deux cas; c'est la même instance que le rédacteur suppose finie, dans un cas, et commencée seulement dans l'autre, mais, dans les deux cas, finie ou commencée, à l'époque du décès. — Enfin on peut ajouter que l'article 504 a pour but de prévenir après la mort d'un individu décédé *integri status*, les allégations téméraires, qui l'accuseraient de démence; or, précisément, ce danger-là serait plus que jamais à craindre en ce qui concerne l'individu qui aurait été interdit pendant un certain temps de sa vie; et ses successeurs n'auraient presque jamais manqué de soutenir qu'il était retombé dans son ancien état; il était plus que jamais nécessaire de protéger alors sa mémoire et de couper court à ces sortes d'allégations (1). »

V. — Quelques auteurs ont soutenu, en se fondant sur l'article 504, que si l'insensé était mort sans avoir demandé, par lui-même ou par l'intermédiaire de son tuteur, la nullité du mariage contracté par lui pendant sa démence, ses héritiers collatéraux pourraient la demander. Mais, comme nous l'avons déjà démontré, cette opinion est inadmissible : le mariage ne rentre pas dans la classe des actes dont s'occupe l'article 504. Aussi, approuvons-nous complètement l'arrêt de la Cour de cassation du 9 janvier 1821 (Daloz, *Mariage*, p. 67) décidant : que l'article 184 C. civ. élève une barrière insurmontable contre les réclamations des collatéraux ; que le ma-

1. *Traité de la Minorité*, II, 671.

riage de l'insensé n'est pas du nombre des actes contre lesquels la loi leur donne une action ; qu'ils ont le droit de former opposition au mariage avant sa célébration, conformément à l'article 174, mais que, s'ils n'ont pas usé de ce moyen préventif, c'est à eux-mêmes qu'ils doivent s'en prendre de l'impuissance à laquelle les condamne la loi de revenir sur des faits accomplis.

CHAPITRE V

DE QUELQUES INCAPACITÉS SPÉCIALES RÉSULTANT DE L'INTERDICTION

Sous ce titre, nous avons l'intention d'énumérer, le plus rapidement possible, certains effets de l'interdiction, ayant tous, à un degré plus ou moins grand, trait à l'incapacité de la personne interdite, et dont nous n'avons pas eu l'occasion de parler au cours de cette dissertation.

Aux termes de la constitution du 22 frimaire an VIII, encore en vigueur quant à la manière d'acquérir et de perdre la qualité et les droits de citoyen français (art. 5), « l'exercice des droits de citoyen français est suspendu... par l'état d'interdiction judiciaire ».

L'interdit ne doit pas être inscrit parmi les électeurs (L. du 5 mars 1849, art. 3, § 7 ; décret du 2 février 1852, art. 15, n° 16 ; L. du 7 juillet 1874, art. 5).

Il est incapable d'être juré (L. du 21 novembre 1872, art. 2).

Il ne peut obtenir délivrance d'un permis de chasse (L. du 3 mai 1844, art. 7, 3°).

Il ne peut être témoin instrumentaire, soit dans les actes de l'état civil (art. 37 et 509 C. civ.), soit dans les actes notariés (const. de l'an VIII, art. 5, et loi du 25 ventôse an XI, art. 980 C. civ.). Il ne pourrait pas non plus servir de témoin en justice, si ce n'est pour fournir de simples renseignements (Dall., Rép., *Témoin*, n° 72).

Il ne peut avoir de domicile propre ; il a celui de son tuteur (art. 108 C. civ.).

Il ne peut être ni tuteur, ni membre d'un conseil de famille (art. 442 C. civ.).

L'interdiction soit du mandant, soit du mandataire, met fin au mandat (art. 2003 C. civ.).

De même l'interdiction d'un associé opère dissolution de la société soit civile, soit commerciale (art. 1865 C. civ., art. 18 C. comm.). Toutefois ce mode de dissolution ne s'applique ni aux sociétés à capital variable (L. du 24 juillet 1867, art. 54), ni aux sociétés anonymes, car ces sociétés sont des groupements de capitaux plutôt que des associations de personnes. L'interdiction d'un actionnaire dans une société en commandite par actions ne dissoudrait pas non plus cette société.

L'interdit ne peut être commerçant, car il n'a pas la capacité de faire les actes de commerce (art. 1 C. comm.). Il est donc impossible de le déclarer en faillite, à moins que l'interdiction ne soit postérieure à la cessation des payements.

Certaines protections spéciales sont encore accordées à l'interdit (art. 2206 C. civ. et 83 C. proc.). Nous rappellerons seulement celle qui est la plus importante et qui, comme nous le disions dans le chapitre précédent, est la plus vivement critiquée : aux termes de l'article 2252 C. civ., la prescription ne court pas contre les interdits. On peut reprocher à cette disposition d'entraver le développement du crédit, de faire planer sur la propriété une longue incertitude, de nuire enfin aux intérêts de la société tout entière. Aussi quelques-unes des législations étrangères qui se sont inspirées de notre code, ont apporté sur ce point certaines modifications à la loi française : dans le code du royaume d'Italie, par exemple, la prescription court contre les interdits, mais ne s'accomplit que par un double délai, par soixante ans.

Cependant nous devons ajouter que le principe écrit dans l'article 2252 du code civil est loin d'être absolu. L'interdit doit subir toutes les courtes prescriptions des articles 2271 et suivants, et en général toutes les déchéances résultant de l'expiration d'un délai fixe et invincible (art. 942, 1070, 1663 et 1676 du C. civil, 398 et 444 du C. de procédure).

Mais il faudrait suspendre en sa faveur les délais qui, d'après l'esprit de la loi, ne peuvent courir que du jour où l'intéressé a eu connaissance d'un fait ; par exemple, le délai de l'action en désaveu qui doit avoir pour point de départ la connaissance qu'a eue le mari de l'accouchement de sa femme (art. 316 C. civ. ; Caen, 14 décembre 1876 ; Dall., 1877, II, 146).

CONCLUSION

L'INTERDICTION DOIT-ELLE ÊTRE MAINTENUE DANS NOTRE CODE ?

I. — Dans toute société qui progresse, il arrive un moment où les lois, même les mieux faites, ne répondent plus aux besoins sociaux et économiques. Ce conflit se produit surtout dans les pays où la législation est codifiée, parce que les pouvoirs du juge sont limités par des textes précis et obligatoires. La jurisprudence s'efforce bien, par une interprétation aussi large que possible, de plier la loi aux besoins nouveaux ; mais il y a des cas où l'on ne peut la tourner, où il faut l'appliquer dans toute sa rigueur si l'on ne veut la méconnaître absolument. Ce n'est pas que nous ne soyons partisan de la codification : elle offre d'immenses avantages au point de vue de la clarté et de la facilité qui en résulte pour l'étude du droit. Mais il y aurait erreur, croyons-nous, de mettre au nombre des qualités d'une pareille législation l'immobilité résultant de la difficulté qu'offre toujours le remaniement de tout un corps de lois.

Nul plus que nous n'est un admirateur passionné du Code civil, de ce chef-d'œuvre qui a servi de modèle à tous nos voisins, et nous pensons qu'il est un grand nombre de points sur lesquels le progrès n'est guère possible. Cependant, comme rien n'est parfait sur cette terre,

comme les choses les meilleures sont perfectibles, nous croyons que, sans craindre d'être téméraire, sans dénigrer les institutions de notre patrie, sans porter atteinte à la juste admiration dont a été l'objet cette œuvre incomparable, on peut trouver dans un recueil aussi étendu plusieurs points qui demandent à être perfectionnés ou qui ne sont plus d'accord avec nos mœurs et l'ensemble de notre législation.

II. — L'interdiction est-elle au nombre de ces derniers ? On serait tenté de l'admettre si l'on ne tenait compte, dans une pareille appréciation, que des attaques qui ont été dirigées contre elle, pendant ces dernières années surtout : nulle institution de notre code n'a été l'objet de critiques plus violentes et plus acerbes. Néanmoins, nous sommes convaincu que le législateur doit la maintenir telle qu'elle a été établie par la loi de l'an XI, et qu'on peut facilement la justifier des reproches qu'on lui adresse.

On l'attaque à la fois et dans son principe et dans ses conséquences. En soi elle est contraire à la liberté individuelle. Dans ses résultats, elle est contraire à tous les intérêts qu'elle a voulu protéger, l'intérêt de l'individu, l'intérêt de la famille, l'intérêt de la société.

« L'interdiction a voulu sauvegarder les biens de l'interdit : elle les a livrés à l'avidité des spoliateurs. Elle a voulu adoucir la triste situation des aliénés : elle l'a considérablement aggravée. Elle a eu l'intention de rendre leur guérison plus facile et plus prompte : elle en a voué vingt-deux sur vingt-trois à l'incurabilité. En un mot, elle a voulu les protéger, et, sur

tous les points elle les a sacrifiés. » Telles sont les conclusions auxquelles aboutit M. de Castelnau dans son *Étude sur l'Interdiction des aliénés* (1). D'après lui, « l'interdiction devrait être bannie du code de la civilisation (2) ».

III. — Examinons donc cette institution, dans son principe d'abord, puis dans ses conséquences.

« Tout citoyen, nous dit-on, a le droit de vivre libre, qui ne porte pas atteinte à la liberté d'autrui. » Certes, nous sommes loin de vouloir contester le grand principe de la liberté individuelle ; notre plus grand désir serait, au contraire, de le voir appliqué dans ses conséquences les plus larges ; mais encore faut-il le maintenir dans ses limites légitimes. Or, ainsi énoncé, ce principe est exagéré. Personne, en effet, jusqu'ici, n'a osé contester au législateur le droit de mettre des bornes à la liberté individuelle, et nos adversaires pas plus que les autres, puisqu'ils admettent la légitimité de la tutelle et de l'incapacité des mineurs. Où l'accord cesse, c'est seulement lorsqu'il s'agit de déterminer les conséquences et l'étendue d'application du principe ; quant au droit lui-même, on l'a toujours admis. La raison, c'est que, comme le fait fort justement remarquer M. Villey (*loc. cit.*, p. 238), la liberté individuelle a d'autres limites que l'atteinte portée à la liberté d'autrui. « Elle suppose, chez celui qui en jouit, deux éléments qui en sont à la fois le principe et la condition indispensable : elle suppose l'*intelligence* et la

1. *Loc. cit.*, p. 53.

2. *Loc. cit.*, p. 67.

volonté libre, ou, en d'autres termes, le *libre arbitre*. Si l'un de ces deux éléments fait défaut, ou plutôt si le *libre arbitre* fait défaut (car l'absence ou la perte de l'intelligence engendre nécessairement l'absence ou la perte du libre arbitre), la liberté *peut* en principe être enlevée. En effet, si l'homme a le droit d'être libre, c'est parce qu'il est responsable ; sans la responsabilité, qu'en est la sanction indispensable, la liberté est un non-sens ; donc, la perte du libre arbitre, entraînant la perte de la responsabilité, entraîne par cela même la perte du droit à la liberté... C'est le principe intelligent de l'homme qui est la source de ses droits et de ses devoirs ; c'est lui qui donne le droit à la liberté, et, ce principe cessant, le droit à la liberté cesse. » Or la folie n'est autre chose que la perte du libre arbitre (1).

Il est donc impossible de soutenir que la société n'ait le droit de diminuer la capacité des aliénés que dans le cas où le respect des droits d'autrui exige cette restriction, et nous définirons, avec notre éminent maître M. Duverger, la liberté civile, « la liberté de gouverner sa personne et ses biens avec la moindre somme possible de contrainte provenant des pouvoirs publics ou des particuliers (2) ».

IV. — Le principe une fois établi, il nous reste à rechercher dans quels cas la société peut et doit même user de son droit. Or, il nous semble que l'intérêt de l'individu et celui de la société sont deux motifs bien suffisants pour justifier l'interdiction.

1. Sacase, *Rev. de législ.*, t. XL, p. 253.

2. *Rev. crit.*, t. XXIX, p. 118.

« Le seul objet qui autorise les hommes, individuellement ou collectivement, à troubler la liberté d'action d'aucun de leurs semblables, est la protection de soi-même, dit M. Mill. La seule raison légitime que puisse avoir une communauté pour user de force contre un de ses membres, est de l'empêcher de nuire aux autres. *Elle n'a pas une raison suffisante dans le bien de cet individu*, soit physique soit moral... (1). » Néanmoins, comme la charité a des droits qu'un esprit aussi élevé ne pouvait méconnaître, quelque loin qu'il porte l'amour de l'indépendance individuelle, M. Mill reconnaît que l'on peut s'opposer à ce qu'un individu affronte, même volontairement, un danger certain : il admet qu'on pourrait, même par la force, empêcher un suicide. L'individu n'a donc pas un pouvoir souverain sur son corps, sur sa vie. Il n'a pas davantage, et c'est encore M. Mill qui nous le dit, un pouvoir absolu sur sa liberté. On ne peut se vendre ni consentir à être vendu comme esclave, car « le principe de liberté ne peut pas exiger qu'on soit libre de n'être pas libre. Ce n'est pas la liberté que de pouvoir renoncer à sa liberté (2) ».

Nous admettons sans conteste que l'homme n'a pas le droit d'abdiquer sa liberté, « cette sublime destinée de sa personne » ; mais enfin, s'il a consenti à se faire la chose d'autrui, il faut, pour que le contrat ne s'exécute pas malgré lui, que la loi répute ce contrat non avenu ; qu'elle lui refuse même la sanction des dommages-intérêts. Elle protège donc ici un majeur sain d'esprit, en le restituant

1. *La Liberté*, p. 17. — 2. *Loc. cit.*, p. 188.

contre un consentement imprudemment donné ; l'on proclame la légitimité de cette protection, et on la refuserait à une personne dans un état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur !... Enfin de même que l'individu a des devoirs envers la société, la société a des devoirs envers l'individu ; elle doit le protéger toutes les fois qu'il ne peut le faire lui-même ; tel est le motif qui justifie la tutelle du mineur comme celle de l'interdit. La tutelle n'est pas un joug, mais une protection que leur faiblesse intellectuelle rend nécessaire au plus haut point. Si l'on nous objecte que l'interdit peut avoir des intervalles lucides, nous répondrons que tel mineur qui restera en tutelle jusqu'à vingt et un ans, peut très bien, dès l'âge de quinze ans, jouir de la pleine et entière maturité de son jugement.

V. — L'interdiction est donc légitime, ajoutons qu'elle est utile, parfois même nécessaire, et, si elle n'existait pas, nous proposerions de l'établir. Toute société a le droit d'être garantie, et, si pour cette raison, elle a le devoir de réprimer le mal accompli, elle a aussi celui de protéger chacun de ses membres contre les attaques des autres ; elle doit enlever la liberté à l'homme qui est devenu un danger pour la sécurité de ses semblables. Nos adversaires sont bien obligés de reconnaître le principe, mais ils en nient l'application au moyen du syllogisme suivant : Pour justifier ce droit, disent-ils, il est une condition indispensable, c'est que le péril soit certain ; or, pour cela, il faudrait que la science ne se trompât jamais, et jusqu'ici elle ne peut prétendre à l'infailibilité ; donc on n'a pas le droit de priver un individu de sa liberté pour évi-

ter un péril qui n'est que probable. Ce raisonnement ne prouve rien. Du moment qu'un individu est privé de raison, c'est-à-dire de son libre arbitre, il perd sa responsabilité, partant son droit à la liberté. La société peut désormais user de son pouvoir, et lui enlever la liberté sans qu'il soit besoin que le péril soit certain, il suffit qu'il soit probable.

VI. — La société a donc, envers l'individu qui a perdu la raison, le droit incontestable de le priver de sa liberté et *a fortiori* de sa capacité civile. Voilà pour le principe même de l'interdiction ; il nous reste à le justifier dans son application. Sur ce point nous serons bref, car cette justification résulte des détails que nous venons de donner au cours de cette thèse ; cependant, deux mots nous semblent encore nécessaires.

VII. — L'interdiction a été établie dans un but de protection pour l'interdit ; or il y a deux manières de l'envisager : on peut songer soit à sa guérison, soit à la conservation de sa personnalité morale ou de ses biens.

Il est évident que le rétablissement de la santé de l'interdit n'a jamais été le but de l'interdiction, car c'est une chose qui est du domaine de la médecine et à laquelle la loi ne pouvait absolument rien. Mais, nous dit-on, la statistique nous prouve que l'on guérit à peu près un aliéné non interdit sur trois, tandis que, d'après la comparaison des jugements d'interdiction avec les jugements de mainlevée, on guérit un aliéné interdit sur vingt-trois. Nous professons le plus grand respect pour les données de la statistique, qui est, selon nous, un des plus puissants éléments de comparaison, à condition toutefois que l'on

compare entre eux des individus de même espèce. Or ici, la condition des personnes que l'on met en balance est essentiellement différente : les aliénés non interdits sont, le plus souvent, des sujets frappés d'une aliénation légère ou passagère, tandis que les interdits sont en proie à une maladie chronique, invétérée, souvent incurable, qui est devenue chez eux un état habituel.

Observons en outre que cet état exigeant des soins particuliers, une séquestration plus ou moins longue, il y avait un danger pour le droit le plus précieux de l'homme, sa liberté. Si l'état mental de l'aliéné n'était pas constaté par une instruction judiciaire, ne pourrait-on pas abuser de sa maladie pour le séquestrer ? et malheureusement l'expérience prouve que ce ne sont pas là de vaines craintes.

Quant au deuxième point de vue, il nous semble très juste : l'interdiction est faite afin d'empêcher que l'on abuse de la faiblesse mentale de l'aliéné pour le dépouiller.

A cela on nous objecte qu'elle est parfois un moyen de spoliation. Nous ne le nions pas. De quoi l'homme n'a-t-il pas abusé ? Le meilleur des remèdes ne devient-il pas le plus dangereux des poisons s'il est appliqué mal à propos ? Cette liberté même, dont nos adversaires semblent vouloir être les uniques défenseurs, faut-il la répudier à cause des crimes qu'on a commis en son nom ?

Mais, ajoute-t-on, à quoi cela sert-il, puisque quatre-vingt-quinze pour cent de ces malheureux sont voués à l'incurabilité ? — Nous répondrons d'abord que cinq pour cent en profiteront, et que c'est déjà beaucoup, puisque,

comme nous l'avons prouvé, l'interdiction en elle-même ne porte aucune atteinte à la liberté individuelle, ni au droit de propriété. De plus, il n'y a pas que l'individu à considérer ; après lui vient sa famille à laquelle la loi doit une égale protection, car, si nous reconnaissons que la liberté individuelle est le principe fondamental des sociétés civilisées, nous sommes persuadé que la famille en est la base essentielle et nous ne sommes pas de ceux qui pensent que « si, par impossible, il y avait antagonisme entre l'une et l'autre, mieux vaudrait encore la civilisation et la liberté sans la famille, fût-ce même avec l'anarchie ». L'interdit revenu à la santé aurait droit de demander compte à la société, au nom de ses enfants, au nom de sa famille, de cette liberté funeste qu'elle lui aurait laissée et dont il n'aurait fait usage que pour dissiper son patrimoine.

VIII. — Enfin, le système du Code garantit mieux les intérêts des tiers et par suite l'intérêt général : l'aliénation mentale ne se manifeste pas toujours par des signes extérieurs, souvent même elle est très difficile à constater ; si donc les aliénés n'étaient pas interdits, les personnes qui veulent traiter avec eux pourraient, sans qu'il y eût de négligence de leur part, ignorer la maladie dont ils sont atteints, et être induites en erreur. L'interdiction, au contraire, est notoire : l'instruction qui la précède, le jugement qui la déclare, l'affichage qui en est la conséquence, la rendent publique. La société est intéressée à ce que les aliénés soient interdits.

En un mot, comme le dit M. Demolombe, que nous sommes heureux de citer en terminant, « peut-être bien

que philosophiquement la législation romaine était plus logique que la nôtre ; mais la nôtre ne nous en paraît pas moins bien préférable, et beaucoup plus conforme à l'intérêt de l'interdit et aux intérêts mêmes des tiers et de la société en général ».



POSITIONS

DROIT ROMAIN

I. — Les actes du fou n'engendrent pas même une obligation naturelle, quoique, émanant d'une personne saine d'esprit, ils eussent donné naissance à une obligation civile valable.

La loi 25 *De fidej.* (XLVI, 1) ne contredit pas la loi 70, § 4 au même titre, ni la loi 6, *De verb. oblig.* (XLV, 1).

II. — Les délais pour demander la *bonorum possessio edictalis* sont suspendus pendant la folie de l'héritier (*non obstat* Const. 1, C., *De succ. edicto* ; V, 16).

III. — Le fils de famille fou pouvait être donné en adoption.

IV. — La curatelle légitime subsiste encore sous Justinien.

V. — Le curateur ne peut exercer les *legis actiones*, ni accomplir les *actus legitimi* au nom du fou.

VI. — La loi 63 au Dig., *De acquirenda vel omit-tenda hereditate* peut se concilier avec la loi 47 au même titre.

DROIT CIVIL

VII. — Le mineur peut être interdit.

VIII. — Quand le mari est tuteur de sa femme interdite, ce n'est pas à lui, mais au conseil de famille qu'il appartient de fixer si elle sera traitée à son domicile ou si elle sera placée dans une maison de santé.

IX. — L'interdiction du mari n'est pas un motif suffisant pour autoriser la femme à demander la séparation de biens.

X. — L'application de l'article 502 n'est pas subordonnée à l'observation des formalités prescrites par l'article 501.

XI. — L'appel interjeté du jugement qui prononce l'interdiction n'a pas d'effet suspensif quant à l'incapacité qui en résulte pour la personne interdite.

XII. — La présomption légale de l'article 502 s'applique indistinctement à tous les actes faits par l'interdit, même à ceux qui n'admettent pas la représentation.

XIII. — L'acceptation d'une donation entre vifs faite par l'incapable lui-même, et spécialement par l'interdit, entraîne la nullité absolue de la donation et non une simple nullité relative.

XIV. — Le mariage contracté par un interdit pen-

dant un intervalle lucide est frappé d'une nullité purement relative et tombe sous l'application des articles 180 et 181 du Code civil.

XV. — L'ancienne maxime : *Quæ temporalia sunt ad agendum, perpetua sunt ad excipiendum*, n'a pas été maintenue dans notre droit.

XVI. — Le délai de dix ans accordé par l'article 1304 pour exercer l'action en nullité est une prescription proprement dite, et non un simple délai préfix et invariable.

DROIT CRIMINEL

XVII. — La présomption légale de l'article 502 du Code civil n'est pas applicable aux actes délictueux commis par l'interdit.

XVIII. — L'insensé en général, l'interdit en particulier, ne sont pas responsables civilement des faits commis par eux sous l'empire de la démence ; mais ils sont civilement responsables du dommage causé par eux pendant un intervalle lucide.

DROIT CONSTITUTIONNEL

XIX. — Le vote plural, donnant à chaque électeur un nombre de voix proportionné à son degré d'instruction,

nous paraît être l'application la plus intelligente et la plus juste du suffrage universel.

XX. — La nature même et la vocation de la femme sont incompatibles avec le droit de vote.

XXI. — La séparation des pouvoirs est une des plus puissantes garanties constitutionnelles ; mais il ne faut cependant pas qu'elle soit absolue.

XXII. — Le Président de la République peut conclure seul, sans la ratification du Parlement, tous les traités ou conventions non énumérés dans le deuxième alinéa de l'article 8 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875.

DROIT COUTUMIER

XXIII. — Dans l'ancien droit on admettait généralement que le mariage contracté par un interdit pendant un intervalle lucide était valable.

XXIV. — On doit rechercher les sources de la féodalité dans l'état de la société au v^e siècle. C'est un essai d'organisation de l'anarchie qui régnait alors.

XXV. — Les trois traits caractéristiques du système féodal sont : la hiérarchie des personnes, la hiérarchie des terres et le morcellement de la souveraineté.

DROIT INTERNATIONAL

XXVI. — Les jugements rendus à l'étranger ne sont exécutoires en France qu'autant qu'ils ont reçu l'*exequa-*

tur. Les tribunaux français chargés de les rendre exécutoires ont le droit de connaître du fond de l'affaire, sauf, bien entendu, les hypothèses limitativement déterminées par les traités.

XXVII. — Pour déterminer la nationalité d'une société, il faut s'attacher au pays où elle a son principal établissement, c'est-à-dire le centre de son exploitation, et non, comme l'a prétendu la Cour de cassation (20 juin 1870 ; D., 70, I, 416), au lieu où elle a été créée.

XXVIII. — Le pays qui a obtenu l'extradition d'un individu ne peut le juger que pour les faits qui ont motivé son extradition.

Vu par le Doyen,

CH. BEUDANT.

Vu par le Président.

COLMET DE SANTERRE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.

DROIT ROMAIN

DE LA CONDITION CIVILE DES ALIÉNÉS

CHAPITRE I. — <i>Conception juridique de la folie chez les Romains.</i>	11
CHAPITRE II. — <i>De la capacité civile des aliénés.</i>	
SECTION I. — Droits de famille.	18
SECTION II. — Patrimoine	32
CHAPITRE III. — <i>De la curatelle des fous.</i>	
SECTION I. — Observations générales	58
SECTION II. — Délation de la curatelle.	59
SECTION III. — Administration du curateur	68
SECTION IV. — Fin de la curatelle	92
CHAPITRE IV. — <i>Comparaison entre la curatelle romaine et la tutelle de l'interdit en droit français.</i>	95

DROIT FRANÇAIS

DÉS EFFETS DE L'INTERDICTION JUDICIAIRE

Prolégomènes	101
CHAPITRE I. — <i>Ancien droit français.</i>	
§ I. — Comment l'interdiction des aliénés s'est introduite dans notre législation	103
§ II. — Effets de l'interdiction dans notre ancien droit.	106

CHAPITRE II. — <i>Organisation de la tutelle de l'interdit .</i>	122
CHAPITRE III. — <i>Effets du jugement quant à l'administration de la personne, des biens de la famille de l'interdit.</i>	
§ I. — De la personne de l'interdit	129
§ II. — Effets du jugement quant à l'administration des biens de l'interdit	132
§ III. — Influence de l'interdiction sur le mariage et la puissance paternelle	137
CHAPITRE IV. — <i>Effets du jugement au point de vue de la capacité de l'interdit.</i>	
SECTION I. — Des actes postérieurs à l'interdiction . .	143
§ I. — Époque à partir de laquelle les actes de l'interdit sont frappés de nullité	144
§ II. — Caractère de la nullité prononcée par l'article 502	158
§ III. — Des actes auxquels s'applique la présomption légale de l'article 502 :	
1 ^o Actes politiques	182
2 ^o Actes délictueux	183
3 ^o Actions et jugements	192
4 ^o Actes de la vie civile	193
§ IV. — Examen des arguments spéciaux produits par les doctrines que nous combattons pour soutenir que l'interdit peut :	
1 ^o Contracter mariage	221
2 ^o Reconnaître un enfant naturel	235
3 ^o Adopter	237
4 ^o Faire un testament	237
5 ^o Faire une donation entre vifs	240
SECTION II. — Des actes antérieurs au jugement d'interdiction	242
SECTION III. — Des effets du jugement d'interdiction après la mort de l'interdit :	252

CHAPITRE V. — De quelques incapacités spéciales résultant de l'interdiction...	257
CONCLUSION. — L'interdiction doit-elle être maintenue dans notre code?	260
POSITIONS	271

